

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°471

JUIN 2024

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire du N° 471 – juin 2024

- **IRAK : LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DU KURDISTAN FIXÉES AU 20 OCTOBRE 2024.**
- **TURQUIE : LES MAIRES KURDES RÉCEMMENT ÉLUS MENACÉS DE DESTITUTION**
- **IRAN : UN « RÉFORMATEUR » ARRIVE EN TÊTE DU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL**
- **ROJAVA : LE KURDISTAN SYRIEN A PERDU PRÈS DE LA MOITIÉ DE SA POPULATION KURDE.**
- **EUROPE : DEUX KURDES ÉLUES AU PARLEMENT EUROPÉEN**

IRAK : LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DU KURDISTAN FIXÉES AU 20 OCTOBRE 2024

Après des mois d'âpres négociations et controverses entre Erbil et Bagdad ainsi qu'entre partis politiques kurdes et plusieurs reports, les élections parlementaires du Kurdistan auront lieu le 20 octobre prochain a annoncé le 26 juin un porte-parole de la présidence du Kurdistan citant un décret présidentiels signé le jour même par le président Nechirvan Barzani.

Initialement prévues à l'automne 2022, ces élections ont été reportées à plusieurs reprises d'abord en raison d'une mésentente entre les partis kurdes sur une révision

éventuelle de la loi électorale. Ensuite, en février dernier la cour fédérale suprême irakienne avait décidé de réduire de 111 à 100 le nombre de sièges du Parlement du Kurdistan supprimant de fait le quota de 11 sièges réservés aux minorités chrétiennes et turkmènes. Cette décision, jugée inconstitutionnelle a provoqué un tollé général parmi les représentants de ces minorités qui ont déclaré qu'ils allaient boycotter les futures élections. La principale formation politique de la région, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), a également pris la décision de boycotter rendant impossible la tenue de

ces élections. Après des mois de discussions entre Erbil et Bagdad, la cour suprême irakienne a finalement rétabli un quota de cinq sièges pour les minorités. Sous la pression des Alliés de la Coalition internationale et afin d'éviter la paralysie des institutions du Kurdistan, le PDK a, mi-juin, consenti à ce compromis « réaliste » mais inconstitutionnel. Après consultations avec les partis politiques kurdes, la Haute Commission électorale et la Mission locale des Nations-Unies (UNAMI), le président du Kurdistan a fixé la date du 20 octobre. La campagne électorale devrait commencer après

les vacances d'été, début septembre.

Cependant, en dépit des visites récurrentes des dirigeants kurdes à Bagdad et les promesses d'un règlement prochain des multiples litiges en cours dont celui l'exportation du pétrole du Kurdistan et la question du budget du Kurdistan, peu de progrès significatifs ont été réalisés en juin.

Une délégation du gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et les sociétés pétrolières et gazières internationales (CIO) ont rencontré des responsables irakiens à Bagdad le 8 juin pour discuter de la manière de reprendre les exportations de pétrole du Kurdistan. Le ministère irakien du Pétrole (OIM), qui a organisé la réunion, avait demandé aux CIO de révéler leurs contrats avec Erbil avant la réunion. L'OIM avait engagé des poursuites contre les contrats dont elle avait demandé la divulgation. Une source impliquée dans le dialogue a déclaré à Rudaw qu'une telle demande plaçait les CIO dans un « péril juridique », compte tenu de l'ordonnance judiciaire rendue en mars qui a arrêté les exportations de pétrole du KRG. La réunion du 8 juin visait à lever les obstacles afin que le GRK puisse reprendre ses exportations. Au 9 juin, aucun détail sur ces négociations n'avait été révélé, bien que le ministre irakien du Pétrole, Hayyan Abdul Ghani, ait déclaré : « Il y a de bons progrès en ce qui concerne l'exportation de pétrole dans la région du Kurdistan. Il se rapproche d'un accord sur la reprise des exportations de pétrole de la région du Kurdistan. Depuis l'arrêt des exportations pétrolières du Kurdistan, l'Irak a perdu près de 15 milliards de dollars.

A New York, le Conseil de sécurité des Nations Unies a répondu à la demande officielle de l'Irak

de mettre fin à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Irak (MANUI) en votant à l'unanimité la prolongation de la MANUI jusqu'au 31 décembre 2025. Il n'est pas clair si la MANUI sera renouvelée après cette date, car l'Irak a demandé qu'il y soit mis fin en 2025. Dans le même temps, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Irak, Mme Jeanine Hennis-Plasschaert, dont l'expulsion a été réclamée à plusieurs reprises par des milices et des hommes politiques chiites pro-iraniens, quittera l'Irak pour travailler au Liban. Mme Hennis-Plasschaert a travaillé en Irak pendant cinq ans et a déclaré dans son message d'adieu : « Dans tout le pays y compris dans la région du Kurdistan, d'innombrables personnes de tous âges ont spontanément partagé, à maintes reprises, leurs espoirs et leurs aspirations ».

Toujours sur le plan diplomatique, le 13 juin, le ministre irakien des Affaires étrangères par intérim, Ali Bagheri Kani, s'est rendu en Irak et a rencontré le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères irakien, Fouad Hussein. Les responsables ont discuté des relations bilatérales et des moyens de les renforcer. Plus tard, Bagheri s'est rendu dans la région du Kurdistan et a rencontré des responsables du gouvernement régional du Kurdistan (GRK), notamment l'ancien président Masoud Barzani, le président Nechirvan Barzani et le Premier ministre Masrour Barzani. Ces réunions se sont déroulées dans un contexte tendu. L'Irak a soutenu les milices chiites attaquant le Kurdistan. Cependant, la récente visite de Nechirvan Barzani semble avoir temporairement apaisé les tensions entre Téhéran et Erbil.

La nouvelle ambassadrice américaine en Irak Tracey Jacobson a

témoigné devant la commission sénatoriale des relations étrangères. Lors de son audition, elle a déclaré que les milices favorables à l'Irak constituent la plus grande menace pour la stabilité et la souveraineté de l'Irak. Elle a promis que, si elle était confirmée, elle utiliserait les outils politiques américains pour contrer ces milices et réduire l'influence de l'Irak dans la région. Elle s'est également engagée à empêcher la résurgence de l'État islamique. L'ambassadrice Jacobson a souligné l'importance du GRK et s'est engagée à renforcer les relations entre Erbil et Washington, ainsi qu'entre Erbil et Bagdad. Le gouvernement irakien a critiqué les commentaires de l'ambassadrice Jacobson, arguant qu'ils reflètent un manque de compréhension d'un « nouvel Irak » et constituent une ingérence dans les affaires intérieures irakiennes. Néanmoins, un porte-parole du gouvernement a reconnu que la nomination de l'ambassadrice Jacobson pourrait renforcer les relations entre les États-Unis et l'Irak. L'ambassadrice Jacobson apporte à ce poste plus de 30 ans d'expérience, ayant servi au Turkménistan, au Tadjikistan et au Kosovo..

La coalition internationale contre Daech, dont le mandat commence à être remis en cause par des factions et milices chiites pro-iraniennes, continue de conseiller, former et équiper les Peshmergas kurdes. D'après un communiqué rendu public le 28 juin et cité par le site kurde Rûdaw, en 8 ans la coalition a dépensé un milliard de dollars au bénéfice des Peshmergas, une somme semblant conséquente mais une goutte d'eau comparée à des centaines de milliards de dollars dépensés en pure perte en Afghanistan ou dans la partie arabe de l'Irak. Le 12 juillet 2016 le Pentagone avait signé un Memorandum of Understanding avec le ministère de Peshmergas

pour une coopération de dix ans et celle-ci devrait se poursuivre au moins jusqu'aux élections américaines de novembre prochain. La coalition internationale regroupe 87 États, dont les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Après une longue période de participation active à la guerre contre Daesh son mandat consiste désormais en missions de conseil et de formation.

Enfin, le 16 juin, les États-Unis ont désigné la milice chiite Harakat Ansar Allah al Awfiya (HAAA) basée en Irak comme

organisation terroriste pour son implication dans des attaques contre les intérêts américains, notamment l'attaque de janvier 2024 contre une base en Jordanie qui a tué trois membres du personnel américain et blessé. Deux jours plus tard, la HAAA a publié une déclaration affirmant qu'elle considérait cette désignation comme « un insigne d'honneur ». La HAAA entretient des liens étroits avec le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI), qui a agi contre les intérêts américains en Irak et en Syrie plus de 100 fois depuis

octobre 2023. L'ambassadrice américaine en Irak, Mme Alina Romanowski, a déclaré que la désignation de la HAAA reflète l'engagement des États-Unis à éradiquer « l'influence néfaste de l'Iran et les menaces posées par les milices affiliées à l'Iran ». La HAAA est également soupçonnée d'avoir kidnappé et tué des manifestants affiliés au mouvement de protestation populaire Tishreen de 2019 qui revendiquait de meilleures opportunités d'emploi et de meilleurs services sociaux à Bagdad.

TURQUIE : LES MAIRES KURDES RÉCEMMENT ÉLUS MENACÉS DE DESTITUTION

Deux mois après les élections municipales les 78 maires élus sur les listes du Parti de l'égalité et la démocratie des peuples (DEM, ex-HADEP) sont menacés de destitution par le pouvoir turc. Celui-ci avait déjà tenté d'attribuer d'office la mairie de Van au candidat AKP, arrivé 30 points derrière le maire élu Abdullah Zeydan, DEM, prétextant que ce dernier serait « inéligible ». Devant le tollé général contre ce déni flagrant de démocratie et des manifestations massives un peu partout en Turquie, il avait dû revenir sur sa décision. Mais, ayant de la suite dans les idées et digérant mal sa défaite électorale, le président turc revient à la charge en mettant en œuvre une stratégie de saucissonnage en destituant l'un après l'autre les nouveaux élus kurdes sous des prétextes juridiques variés afin de les remplacer par des « kayyum », des administrateurs turcs nommés par Ankara.

C'est ainsi que le 3 juin, le ministre turc de l'Intérieur a annoncé la destitution de Mehmet Siddik Akis, maire kurde de Hakkari, une ville kurde située à la jonction des frontières étatiques avec

les Kurdistan irakien et iranien. Il est accusé par les autorités « d'appartenance à une organisation armée terroriste ». Arrêté à Van, en déplacement professionnel, il a été déféré devant le tribunal de Hakkari qui l'a aussitôt condamné à 20 ans de prison pour une affaire qui remonterait à 2009. Cette justice expéditive, téléguidée par Ankara, sans même attendre un éventuel recours devant la cour d'appel, a décidé l'incarcération du maire kurde. Le ministre turc de l'Intérieur l'a aussitôt remplacé par le gouverneur de la ville.

Dans un Etat de droit digne de ce nom, la commission électorale vérifie les casiers judiciaires des candidats avant d'approuver leur candidature. C'est ce qu'avait fait la Commission électorale turque locale selon laquelle Mehmet Siddik Akis était parfaitement éligible. Le jugement expéditif d'un tribunal de première instance faisant fi des droits de la défense, ne devient définitif qu'une fois tous les recours juridiques épuisés. C'est seulement au terme de ce processus que si le maire est définitivement condamné il appartient au Conseil municipal de désigner quelqu'un d'autre pour

le remplacer ou au gouvernement de dissoudre le Conseil municipal et d'organiser de nouvelles élections.

En Turquie ce n'est pas le Droit, c'est le fait du prince, plus précisément les diktats du président turc qui prévalent. Le parti DEM a qualifié la destitution du maire de « coup d'Etat contre la volonté du peuple » accusant le pouvoir turc de se venger de sa défaite électorale. Des manifestations de protestation ont eu lieu dans la plupart des villes kurdes dont les maires se savent dans le collimateur d'Ankara et qui sont conscients que « des enquêtes sont actuellement menées contre tous les maires DEM et que progressivement ils seront tous remplacés par des administrateurs turcs nommés comme après les élections municipales de 2015 et de 2019. Tel est l'ordre colonial turc au Kurdistan.

Le président du Parti républicain du peuple (CHP) principal parti de l'opposition Ozgür Ozel, a affirmé sur son compte X, rejeter une décision qui « se base sur une affaire vieille de dix ans et qui est toujours en cours ». Il a dépêché une délégation de son parti, formée de plusieurs dépu-

tés, pour exprimer sa solidarité avec la population locale. Pour l'ancien Premier ministre Ahmet Davutoglu, « désigner un kayyum (administrateur d'Etat) à la mairie de Hakkari est une pratique totalement anti-démocratique. On vient tout juste de sortir de l'élection du 31 mars. Si le maire arrêté est coupable alors pourquoi l'avoir autorisé à participer à l'élection ? Mettre un kayyum c'est mettre la volonté des électeurs sous hypothèque et encourager sur le terrain l'organisation terroriste » (Le Monde 3 juin).

L'enquête du Monde auprès des maires kurdes actuellement en fonction révèle aussi que la gestion de ces administrateurs nommés a été au financier aussi désastreux que sur le plan politique. Ainsi la ville de Van, avec un trou de 9 milliards de livres turques (250 millions d'euros), est devenue l'une des villes les plus endettées de Turquie. Les administrateurs turcs « ont laissé partout une ardoise colossale, creusé la dette du budget municipal et transféré en grande partie les ressources des villes à l'Etat ou à des tiers » relève le correspondant du Monde Nicolas Boursier. Selon le co-Maire de la capitale kurde Diyarbakir, 1,8 million d'habitants, Dogan Hatun « les gens ont compris le côté factice de ce système d'administrateurs venus d'ailleurs, totalement éloignés des préoccupations locales, ils

ont fermé et barricadé la mairie, démantelé toute sa structure administrative, détourné les ressources ».

Les protestations contre la destitution du maire de Hakkari se sont étendues au Parlement turc où des députés du parti gouvernemental AKP et ceux du DEM en sont venus aux mains. Réagissant à ces mouvements de colère et d'indignation le président turc a, le 5 juin, déclaré que « personne ne doit être gêné par le verdict à Hakkari, la justice a décidé selon la loi » et que « cela ne servait rien d'attaquer à droite et à gauche avec des pancartes à la mairie » (le Monde 7 juin).

Dans le cadre de sa politique d'harcèlement et d'asphyxie des municipalités kurdes, le gouvernement turc veut les empêcher d'entrer en contact avec leurs homologues européennes et de développer des partenariats. Une dizaine de maires kurdes dont la co-maire de Diyarbakir Mme Serra Bucak, ont le 25 juin reçu interdiction de sortie du pays. D'autres devraient sans doute suivre bientôt.

Par ailleurs, le 21 juin des feux de végétation ont fait au moins 12 morts, tué des centaines, d'animaux et dévasté de nombreux villages dans une région située entre Diyarbakir et Mardin. Selon le ministre turc de l'Intérieur, il serait dû à un brûlage de chaumes. Les habitants et

les élus locaux accusent les lignes électriques défectueuses et la compagnie d'électricité turque d'avoir provoqué l'incendie dévastateur. Ils dénoncent aussi l'incurie des services de secours de l'Etat qui ont pris tout leur temps avant d'intervenir par des moyens dérisoires car ne disposant ni d'hélicoptères ni de bombardiers d'eau. Leur demande d'enquête indépendante, appuyée par le barreau de Diyarbakir, pour établir les faits et les responsabilités et dédommager les victimes a reçu un accueil indifférent auprès du gouvernement turc qui a une longue tradition d'enterrer les affaires gênantes.

A signaler aussi que, selon un rapport rendu public le 14 juin par la Confédération internationale des syndicats (International Trade-Union Confederation) le 14 mai, la Turquie figure désormais parmi les 10 pays pires où les droits politiques et syndicaux ne sont pas respectés. Elle se trouve désormais dans ce groupe avec des pays comme la Biélorussie, la Myanmar, le Guatemala, le Bangladesh et la Tunisie. Triste constat pour un pays membre du Conseil de l'Europe et de l'OTAN censés représenter la grande famille des démocraties.

La Confédération internationale des Syndicats regroupe des syndicats de 167 pays avec près de 200 millions d'adhérents.

IRAN : UN « RÉFORMATEUR » ARRIVE EN TÊTE DU SCRUTIN PRÉSIDENTIEL

Les Iraniens étaient appelés aux urnes le 28 juin pour élire le successeur du président Raïssi mort dans un accident d'hélicoptère le 19 mai dernier.

Parmi les quelques 80 personnalités ayant fait acte de candidature, le Conseil des gardiens de la constitution, un organe non élu dominé

par des ultra-conservateurs, a sélectionné 6 candidats « compatibles avec les valeurs de la République islamique ». Des candidats tant soit peu indépendants ou réformistes ou des conservateurs qui, comme l'ancien président Ahmadinajat, ne sont plus en odeur de sainteté chez le Guide suprême l'ayatollah Khamenei, n'ont pas été autorisés à sa pré-

senter (Le Monde 9 juin).

Les candidats retenus sont évidemment des hommes et, à l'exception de l'un d'entre eux, tous des ultras conservateurs appartenant à l'aile dure du régime dont le président du parlement Mohammed Bagher Ghalibat, le maire de Téhéran Ali Reza Zakani, Said Jalil, l'ancien négociateur du

dossier nucléaire, Amir Hussein Ghazizadeh, chef de de la Fondation des martyrs et un ancien ministre de l'Intérieur Mostafa Pourmohammadi. Pour donner une once de diversité et surtout éviter un boycott massif des urnes et assurer un minimum de participation populaire un candidat « réformateur » modéré, le député de Tabriz Massoud Pezeshkian, a également été adoubé. Ce chirurgien cardiaque, qui fut ministre de la santé sous la présidence du président réformateur Mohammed Khatami, qui en son temps avait éveillé des espoirs de changement, bénéficie d'un soutien discret de certaines figures du camp modéré dont l'ex- ministre des Affaires étrangères Zarifi, architecte de l'accord nucléaire signé à Vienne en 2015. Il promet d'engager le dialogue avec les occidentaux pour obtenir sinon la levée du moins l'allègement des sanctions qui frappent durement l'économie iranienne. Il promet aussi l'apaisement sur le plan domestique en questionnant publiquement la pertinence de l'obligation du port du voile imposé aux femmes laissant entendre que s'il était élu il y mettrait fin. Il a essayé aussi tout au long de sa campagne électorale de tendre la main aux « minorités » c'est-à-dire aux peuples non persans de l'Iran souvent discriminés et durement réprimés par le régime. Né dans la ville kurde emblématique de Mahabad, de parents azéris, il parle couramment le kurde et l'azéri. Dans ses meetings au Kurdistan iranien il s'est adressé en kurde aux électeurs leur promettant une meilleure considération et prise en compte de leur langue et de leur culture ainsi que des allocations accrues de ressources pour le développement de la région. Il a terminé sa harangue dans la métropole kurde de Kermanschah par un vibrant « Bijî Kurdistan » (Vive le Kurdistan), une première non seulement dans l'histoire de la République islamique mais dans l'histoire récente de l'Iran.

Dans ses meetings électoraux en Azerbaïdjan le candidat Pezeshkian, appelé couramment « le docteur », s'est adressé en azéri à ses électeurs et il a réussi à créer une certaine dynamique en sa faveur. Cependant, il n'a eu cesse de jurer de sa fidélité au Guide Suprême. On ne sait jusqu'où peut aller ce jeu d'équilibre. Certains observateurs se demandent s'il ne s'agit pas de la part du régime islamique d'un ballon d'essai destiné à apaiser quelque peu ses relations conflictuelles avec les « minorités ».

Cependant, l'effet de cette dynamique « réformatrice », sans programme articulé, est resté mesuré sur les électeurs iraniens désabusés qui de Khatami à Rouhani ont vu des candidats confortablement élus avec des promesses de réformes et qui une fois élus n'ont pas honoré leurs engagements. L'essentiel du pouvoir étant détenu par le Guide Suprême non élu et par les Gardiens de la révolution qui contrôlent la politique étrangère, la défense et l'économie du pays, la marge de manœuvre d'un président élu reste très limitée, de surcroît lorsque le Majlis (parlement) est dominé par des ultra-conservateurs.

Du fond de sa prison, la Prix Nobel de la Paix Nargès Mohammadi, condamnée le 18 juin (AFP) à une nouvelle peine d'un an de prison pour « propagande », a dénoncé « un simulacre d'élection ». Une autre figure de l'opposition Mir Hossein Moussavi, leader du mouvement Vert et vainqueur des élections présidentielles de 2009 attribuées frauduleusement à Mahmoud Ahmadinajad et assigné depuis à résidence, a refusé l'urne que les autorités avaient transportée jusqu'à la porte de son domicile (Le Monde 30 juin). L'appel solennel lancé le 25 juin par l'ayatollah Khamenei n'a mobilisé que ses fidèles. La grande majorité des électeurs iraniens désenchantés ont boycotté les urnes.

Officiellement l'abstention a été de 60%, le taux le plus élevé dans une élection présidentielle depuis l'instauration de la république islamique en Iran en 1979.

Le candidat « réformateur » Massoud Pezeshkian est arrivé en tête avec 44% des suffrages contre 38% pour l'ultra-conservateur M. Jalili. Ils vont se retrouver au second tour de l'élection fixé au 5 juillet. Le chef du Parlement Mohammed Bagher Ghalibaf, plusieurs fois candidat malheureux aux élections précédentes, a essayé un échec cuisant sans doute en raison de nombreuses affaires de corruption dans lesquelles cet ancien dirigeant des Gardiens de la révolution est impliqué.

Lors de la campagne électorale plusieurs candidats ont ouvertement parlé de la nécessité pour le régime iranien de se doter de l'armé nucléaire. Et certains leaders iraniens laissent désormais tomber leur insistance sur le caractère « pacifique » du programme nucléaire iranien constate le New York Times dans son numéro du 27 juin au terme d'une vaste enquête. De son côté, l'Agence internationale de l'énergie atomique affirme que l'Iran continue d'accroître sa capacité nucléaire (AFP 14 juin). Selon l'AIEA l'Iran est le seul État non doté d'arme nucléaire à enrichir de l'uranium, jusqu'au niveau élevé de 60% - tout près de la qualité militaire tout en continuant à accumuler d'importants stocks. L'AIEA a informé ses membres le 14 juin que Téhéran lui avait signifié qu'il installait davantage de cascades d'enrichissement dans ses installations nucléaires de Natanz et de Fordow. Le Conseil des gouverneurs de l'Agence a adopté une résolution critiquant le manque de coopération de Téhéran. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont condamné les dernières mesures de l'Iran, une condamnation symbolique et sans conséquences véritables (Le Monde 15 juin).

Dans le reste de l'actualité iranienne, le 15 juin, l'Iran et la Suède ont négocié un accord d'échange de prisonniers. L'échange comprenait le diplomate de l'Union européenne Jonah Floredus pour la Suède. L'Iran a accueilli Hamid Nouri, un fonctionnaire judiciaire qui avait été reconnu par la justice suédoise coupable de crimes de guerre et de l'exécution massive de 5 000 dissidents en 1988. Les otages suédois avaient été inculpés et reconnus coupables de fausses accusations, notamment d'espionnage et de collusion contre la sécurité nationale iranienne. Nouri, criminel de guerre reconnu coupable, a été accueilli en héros en Iran et a rapidement lancé un avertissement laconique aux « terroristes, dissidents » : « Je m'appelle Hamid Nouri, je suis en Iran, je suis avec ma famille.... Où êtes-vous, gens méprisables ? Vous avez dit que même Dieu ne pouvait pas libérer Hamid Nouri, et vous avez constaté qu'il l'a fait (Le Monde 15 juin).

Au Kurdistan, Le régime iranien a arrêté en juin un certain nombre de militants kurdes, dont Zara Nabizadeh à Mehabad, Hataw Akrami et Afsaneh Shahii à Bokan, Hamidreza Arovaneh à Dehloran, Sajjad Moradivandan à Abdanan, Osman Galawezhi à Piranshahr,

Massud Dalawand à Khurmawa, Adel Khalani à Sardasht. , Matin Mehdizadeh à Shinno, Seyad Amhedian à Takab et Houshmand Moradi à Téhéran. De nombreux détenus sont accusés de s'être moqués de la mort de l'ancien président iranien Ibrahim Raisi. L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme signale que le régime iranien avait arrêté 141 personnes en mai, dont 80 Kurdes. Pendant ce temps, les gardes-frontières iraniens ont tué un porteur frontalier kurde de 19 ans (kolbar) près de Baneh et en ont blessé deux autres près de Marivan et Shinno. Un autre kolbar est mort après être tombé dans une rivière alors qu'il tentait d'échapper aux autorités iraniennes à Sardasht.

Un jeune kurde, Farhad Beigi Garousi, s'est suicidé suite à des intimidations de l'État. Il avait 21 ans. Garousi a été arrêté en 2022 dans la province de Kermanshah après avoir participé aux manifestations nationales « Femme, vie, liberté ». Au moment de son décès, il avait été temporairement libéré sous caution. En outre, la Cour suprême iranienne a confirmé la peine de mort prononcée contre un imam kurde de Bokan, inculpé après avoir prononcé des discours en faveur de manifestations. Par ailleurs, le 6

juin, les forces frontalières iraniennes ont abattu Hajir Mahmoudpour, un porteur frontalier kurde de 24 ans (kolbar), au poste frontière de Nowsud. L'incident s'est produit juste un jour après qu'un autre kolbar ait été abattu par les gardes-frontières iraniens dans la zone frontalière de Marivan.

Les forces iraniennes ont réprimé les militants kurdes, arrêtant de nombreuses personnalités. Heydar Fattahi, Mohammad Mohammadi et Farid Badidest ont été récemment arrêtés. Ils viennent de différentes régions et districts. Beaucoup ont été arrêtés en raison de publications ou de manifestations organisées à la suite de la mort du président iranien Ebrahim Raïsi à la mi-mai. On n'a eu aucune nouvelle depuis leur arrestation et leurs lieux de détention sont inconnus. Le 11 juin, les forces frontalières iraniennes ont grièvement blessé le kolbar Arman Hosseini, un Kurde de 26 ans, près de Baneh. Cet incident est le dernier d'une série de fusillades contre des kolbars qui gagnent leur vie en transportant des marchandises du Kurdistan irakien vers l'Iran. Leur travail est à haut risque, impliquant la traversée de terrains périlleux et l'exposition à des gardes-frontières hostiles.

ROJAVA : LE KURDISTAN SYRIEN A PERDU PRÈS DE LA MOITIÉ DE SA POPULATION KURDE

L'exode des Kurdes syriens vers les pays voisins et vers l'Europe depuis le début en 2011 de la guerre civile vide progressivement la région de sa population kurde. C'est ce que révèle une étude de terrain réalisée par l'European Center for Kurdish Studies et The Institute for Foreign Relations (IFR) soutenus par le Gouvernement allemand.

Selon cette étude qui a été menée dans 10 villes et 880 villages de la région et dont les principales

conclusions sont citées sur le site kurde RUDAW, le 12 juin, d'après les statistiques syriennes de 2010, un an avant la guerre, ces territoires avaient une population de 1.287.161 habitants. En 2023, 549 681 d'entre eux avaient quitté la région. Dans certaines localités des déplacés arabes sont venus s'installer à leur place. En conséquence, les Kurdes autrefois largement majoritaires sont devenus une minorité dans les villages entourant les villes de Qamishli, Jindires, Amouda et Dêrik. Qamishli, ville principale de la région de Djezireh, appelée

« bec de canard » par les géographes de l'époque du mandat français, comptait, en 2010, 464 333 habitants. En 2023, elle n'en compte plus que 233 472. A Serê Kaniyê (Ras al-Ain) et Girê Spî (Tell Abyad), villes autrefois peuplées très majoritairement de Kurdes et actuellement sous occupation turque, il ne reste quasiment plus de Kurdes. Afrin, autre ville peuplée à plus de 80% de Kurdes jusqu'à l'occupation turque de 2018 les Kurdes sont devenus minoritaires, leurs terres et leurs biens saisis, offerts aux proches des milices sunnites arabes

supplétives de l'armée turque comme butin de guerre. La petite localité de Jindires dans le canton d'Afrin, a vu sa population kurde chuter de 13 611 à 3 081 et 23 469 Arabes, souvent originaires des banlieues islamistes de Damas, y ont été installés par l'occupant turc. Dans les 33 villages des environs de Jindires étudiés dans cette enquête la population kurde est passée en quelques années de 19 288 à 5 822. Ces villages ont connu un changement démographique dramatique avec l'installation de 19 558 colons arabes avec le soutien financier du Qatar et les encouragements de la puissance occupante turque.

Ces changements démographiques forcés constituent des crimes de guerre régulièrement documentés et dénoncés par les ONG locales et internationales des droits de l'homme. En août 2023, le Département du Trésor américain avait annoncé des sanctions contre deux milices pro-turques impliquées dans des crimes de guerre : la Brigade Sulaiman Shah, formée de Turkmènes, et la Division Hamza, formée d'Arabes sunnites djihadistes. Sanctions qui sont restées largement symboliques car ces milices sont armées et financées par la Turquie, puissance occupante, qui elle n'est guère inquiétée par ses alliés de l'OTAN.

La guerre à bas bruit se poursuit à la fois au Rojava et dans les territoires syriens sous le contrôle du gouvernement de Damas. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) depuis la fin de l'État islamique territorial et sa défaite militaire face aux forces kurdes en 2019, DAECH a pu se regrouper, se restructurer et reprendre progressivement ses activités. Depuis ses défaites territoriales en 2019 elle a tué près de 4100 personnes à l'en croire les décomptes établis par l'OSDH (AFP 29 juin).

Ses opérations visent principalement les forces démocratiques sy-

rienne (FDS) à majorité kurde avec souvent le soutien des milices pro-turques. En juin, les attaques terroristes de l'État islamique (Daech) se sont intensifiées dans le désert syrien (Badia), notamment à Deir Ez Zor. Au moins seize soldats syriens ont été tués par un champ de mines de Daech à Badia, une zone connue sous le nom de triangle de la mort, située entre Raqqa, Homs et Deir ez Zor. La Russie a lancé plusieurs frappes aériennes, mais cela n'a pas empêché les attaques de Daech contre les soldats du régime syrien. Dans le sous-district de Hajin, à Deir Ez Zor, des terroristes de Daech ont tué le 20 juin deux membres des Forces démocratiques syriennes (FDS). Cela survient alors que les FDS ont publié une vidéo d'aveux de deux terroristes responsables des attaques. En outre, au moins quatre terroristes de Daech ont été arrêtés par les FDS dans les districts de Shaheel et Tel Hamis. Aux États-Unis, un djihadiste américain nommé Abdelhamid Al-Madioum a été condamné à dix ans de prison pour avoir combattu aux côtés de Daech en Syrie et fourni un « soutien matériel ». Selon le ministère de la Justice, le terroriste a rejoint Daech après avoir quitté les États-Unis pour se rendre au Maroc et en Syrie.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme a rapporté que la coalition internationale dirigée par les États-Unis et les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont mené en juin plusieurs opérations conjointes pour contrer le rythme opérationnel accru de l'État islamique (Daech) dans le nord-est de la Syrie. Les États-Unis ont également intercepté un drone lancé par des milices soutenues par l'Iran qui visaient la garnison d'al Tanf le 22 juin. Cela dit, les djihadistes de Daech ont tué au moins un membre des FDS dans la ville de Bahra, dans le gouvernorat de Deir ez Zor. Daech a également tué six soldats du régime Assad et un colonel dans la région syrienne de Badia. De même,

l'agence de presse Nord a rapporté que des membres de Daech ont saisi une cargaison d'armes lorsqu'ils ont tendu une embuscade à un convoi du régime d'Assad voyageant de Palmyre à la base militaire T4 le 30 juin.

Par ailleurs, la Haute Commission électorale (HEC) de l'administration du nord et de l'est de la Syrie a reporté les élections locales prévues le 11 juin. « Le report est intervenu en réponse aux demandes des partis politiques et des alliances participant au processus électoral », indique un communiqué de la HEC. Quatre partis kurdes ont demandé un report des élections, et la HEC a déclaré que ces retards visaient à garantir que le processus électoral se déroulerait « de manière démocratique ». Cependant, les élections ont fait l'objet d'intenses pressions, principalement de la part de la Turquie, qui a menacé à plusieurs reprises d'invasion militaire. Dans le même temps, les États-Unis ont désapprouvé le processus et les médias ont suggéré que la Russie menaçait également de se retirer de l'accord de sécurité turco-russe, ce qui donnerait le feu vert à une invasion turque dans la région. On ne sait pas encore si les élections auront lieu en août, comme l'a annoncé HEC.

Enfin, L'AANES a publié une déclaration contre le Croissant-Rouge du Qatar et les institutions koweïtiennes pour leur rôle dans les « changements démographiques » dans la région d'Afrin occupée par la Turquie. Plusieurs colonies ont été construites sur des terres et des propriétés kurdes par des organisations qataries et koweïtiennes pour les Arabes déplacés depuis 2018, lorsque la Turquie et des milices sunnites arabes pro-turques ont occupé Afrin. L'AANES a souligné qu'elle travaillerait à tous les niveaux dans le cadre d'une « enquête internationale et tiendrait responsables ceux impliqués dans de telles politiques contraires à l'éthique ».

EUROPE : DEUX KURDES ÉLUES AU PARLEMENT EUROPÉEN

Deux jeunes femmes kurdes ont été élues aux élections européennes du 7 juin qui se sont tenues dans les États membres de l'Union européenne.

Il s'agit de Mme Evîn Incir,

kurdo-suédoise présentée par la liste du Parti social démocrate. Elle était déjà une euro-députée brillante et appréciée sous la mandature précédente. Elle vient d'être réélue.

Mme Ozlem Demirel, germano-kurde a été élue sur la liste du

parti de gauche Die Linke. Pour elle aussi il s'agit d'une réélection pour un nouveau mandat de cinq ans.

Cinq autres candidats kurdes s'étaient présentés à ces élections, sans succès.

Les maires kurdes à nouveau dans le viseur du pouvoir turc

Deux mois après les municipales, les maires prokurdes élus dans le sud-est du pays sont sous la menace d'une destitution par les autorités. Lundi, l'édile de la ville de Hakkari, Mehmet Siddik Akis, a été arrêté par la police et remplacé par le gouverneur.

La nouvelle s'est propagée comme une traînée de poudre et n'a pas fini de soulever des remous. Lundi 3 juin, à peine deux mois après les élections municipales, le ministère de l'intérieur turc a annoncé, dans la matinée, la destitution de Mehmet Siddik Akis, le maire prokurde de gauche de Hakkari, une ville de l'extrême sud-est du pays, pour « appartenance à une organisation armée terroriste » et son remplacement par le gouverneur. L'édile a été placé en garde à vue.

L'annonce a immédiatement suscité l'indignation de son parti, le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM, anciennement HDP), et de toute l'opposition. [Des manifestations ont éclaté à Diyarbakir](#), Batman et Hilvan. Un appel à des veillées devant les 78 mairies remportées par le DEM dans la région a également été lancé. A Hakkari, où les autorités ont interdit toute manifestation pour les dix prochains jours, plusieurs élus des villes alentour ont appelé à une marche.

Le président du Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, a annoncé, sur son compte X, rejeter une décision qui « se base sur une affaire vieille de dix ans, et qui est toujours en cours ». Une délégation de son parti avec plusieurs députés s'est rendue mardi sur place. De son côté, Ahmet Davutoglu – ministre des affaires étrangères, puis premier ministre entre 2014 et 2016 – a indiqué que « désigner un kayyum [ad-



Les partisans du parti pro-kurde DEM se bagarrent avec la police anti-émeute, lors d'une manifestation contre une décision de justice condamnant d'anciens responsables du parti, à Diyarbakir (Turquie), le 22 mai 2024. SERTAC KAYAR / REUTERS

ministrateur d'Etat] à la mairie de Hakkari est une pratique totalement antidémocratique ». Pour l'ancien lieutenant du président Recep Tayyip Erdogan, « on vient tout juste de sortir de l'élection du 31 mars. Si le maire arrêté est coupable alors pourquoi l'avoir autorisé à participer à l'élection ? Mettre un kayyum, c'est mettre la volonté des électeurs sous hypothèque et encourager, sur le terrain, l'organisation terroriste ».

Arrêtés, parfois jugés et condamnés

Aux micros des journalistes, Gulistan Kilic Kocyigit, la vice-présidente du groupe parlementaire DEM, la troisième

force au Parlement, a affirmé que « cette illégalité ne vise pas seulement les habitants de Hakkari ou le DEM, c'est une atteinte à la liberté de vote ». L'ancien coprésident de la formation, élu député, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016, [a été condamné en mai à quarante-deux ans de prison](#), notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat.

Commentant la destitution du maire de Hakkari, le journaliste Deniz Zeyrek du quotidien nationaliste d'opposition *Sözcü*, a tenu à ajouter que cette décision « signifie que des enquêtes sont actuellement menées contre tous les maires [DEM], et que progressivement

des administrateurs seront nommés pour chacun d'eux ».

De fait, la destitution du maire de Hakkari est la première d'un maire prokurde depuis ces élections municipales à l'issue desquelles la formation du président, le Parti de la justice et du développement (AKP), avait enregistré son revers le plus cuisant depuis son arrivée au pouvoir il y a vingt-deux ans. A partir de 2015, année de la reprise de la guerre contre le mouvement kurde, et après les municipales de 2019, la quasi-totalité – 143 sur 167 – des édiles du parti prokurde, élus démocratiquement lors des deux précédents scrutins, ont été déchus, le plus souvent ar-

rêtés, parfois jugés et condamnés. Les bâtiments municipaux, eux, ont été réquisitionnés par l'Etat. Autant de coups de force justifiés, de façon répétée, par Ankara en raison des liens supposés entre les élus et la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre le pouvoir turc.

« Solidarité nouvelle »

Encore à Van, au lendemain du scrutin du 31 mars, la commission électorale avait tenté d'invalidier le vote au profit du candidat AKP, arrivé près de trente points derrière le DEM, provoquant, déjà, un vent de colère qui avait fait descendre dans la rue, les 1^{er} et 2 avril, des dizaines de milliers d'électeurs. Une colère d'autant plus irrépressible que l'ensemble des quatorze arrondissements de cette ville, majoritairement kurde, de plus de 1,1 million d'habitants avaient, pour la première fois, plébiscité le parti prokurde. Les mobilisations se sont alors propagées dans tout le sud-est, et même à Istanbul, en signe de solidarité. Au point de faire reculer les autorités, qui ont finalement validé l'élection.

« Nous avons indiscutablement vécu une solidarité nouvelle, a expliqué au Monde, la semaine dernière, Neslihan Sedal, jeune co-maire de la ville – une règle imposée au sein du parti prokurde depuis 2014 par souci de parité – avec Abdullah Zeydan. Pour la première fois, droite et gauche s'étaient rassemblées pour défendre nos droits. Les citoyens se sont élevés contre l'injustice et tout ce qu'ils ont perçu comme une usurpation de nos biens communs. »

Comme quasiment partout ailleurs dans la région, l'édile a succédé à un *kayyum*. Passé l'euphorie du triomphe électoral et de sa validation par les autorités, Neslihan Sedal et son co-maire ont installé leurs équipes et repris progressivement possession des lieux. Du moins ce qu'il en reste. Dans toutes les villes ainsi récupérées



Gulistan Sonuk, candidate à la mairie de Batman du Parti pro-kurde pour l'égalité et la démocratie des peuples (Parti DEM), pose un selfie avec ses partisans lors d'un rassemblement pour célébrer Nowruz, qui marque l'arrivée du printemps, à Batman, Turquie, le 20 mars 2024. STRINGER / REUTERS

par le DEM, audits et inventaires ont été lancés pour vérifier les comptes et l'état du propriétaire. Et partout, un même constat : les administrateurs d'Etat ont laissé une ardoise colossale, creusé la dette du budget municipal et transféré en grande partie les ressources des villes à l'Etat ou à des tiers.

Avec un trou de 9 milliards de livres turques (environ 256 millions d'euros), Van est ainsi devenue une des villes les plus endettées de Turquie. « Nous avons sollicité des reports de crédits et une enveloppe supplémentaire auprès de l'Etat, mais vu la politique d'austérité engagée par le gouvernement, il y a peu de chance que nous soyons entendus », poursuit la jeune élue. Une demande d'audit a été envoyée, à Ankara, auprès de la Cour des comptes ; aucun retour n'a pour le moment été enregistré à la mairie.

« La sanction des urnes a été forte »

Le même son de cloche émane de la mairie de Diyarbakir, la capitale régionale, elle aussi à forte majorité kurde avec son 1,8 million d'habitants et large-

ment remportée par le DEM. Pour Dogan Hatun, co-maire avec Serra Bucak, les élections de mars ont été autant de signes du discrédit de la politique de l'Etat. « A regarder les résultats de près, ces années de *kayyum* ont fait plus de tort au pouvoir en place qu'à nous », nous a expliqué l'édile, rappelant que les candidats du gouvernement ont quasiment perdu la moitié de leur électorat dans les différentes circonscriptions.

« Les gens ont compris le côté factice de ce système d'administrateurs venus d'ailleurs, totalement éloignés des préoccupations locales, dit-il. Ils ont fermé et barricadé la mairie, démantelé toute sa structure administrative, supprimé toute référence kurde, détourné les ressources. » L'élue de rappeler la crise économique, qui n'en finit pas de frapper, et plus particulièrement encore ce sud-est kurde du pays. Près de 320 000 jeunes de l'agglomération sont sans emploi, selon ses chiffres. Ces deux dernières années, d'après l'Institut turc des statistiques (TÜİK), Diyarbakir a été classée comme « ville la plus triste » du pays.

« La sanction des urnes a été forte », souligne le maire, ajoutant d'un ton prémonitoire : « Est-ce que cela empêchera pour autant l'Etat d'avoir à nouveau recours à ce procédé pour écarter les maires élus ? Le risque est bien là. »

A 31 ans, Gülistan Sönük est peut-être le visage le plus éclatant de la victoire de l'opposition kurde dans ce sud-est turc aux dernières élections. Avec 64,5 % des voix, elle est devenue la première femme à la tête de la mairie de Batman, une ville conservatrice de 650 000 habitants, longtemps marquée par le souvenir d'une série de suicides de jeunes filles dans les années 1990. Elle est aussi devenue l'édile la mieux élue des 81 capitales de province que compte le pays.

Née dans un village alentour, où elle fut la première à fréquenter un lycée et à pousser les portes d'une université, la jeune maire a devancé de près de 50 points son adversaire direct. L'homme, candidat local du Hüda Par, un parti islamiste radical kurde, soutien du gouvernement à Ankara, connu surtout pour ses violentes diatribes contre les droits des

femmes et l'égalité de genre, a obtenu 15,7 % des suffrages.

« **Pillage quasi systématique** »

Le symbole est d'autant plus fort que Gülistan Sönük succède, elle aussi, à un de ces administrateurs imposés par le pouvoir central. « *Ici, nous avons eu, sur les dix dernières années, huit gérées par des kayyum, qui se sont traduites*

par un pillage quasi systématique des ressources municipales », explique-t-elle. L'endettement a atteint près de 4 milliards de livres turques, soit plus de 80 % du budget de la ville. Des locaux ont été cédés, des terres et des parcs, appartenant à la mairie, vendus.

« *Ils ont pris tout ce qui était possible de prendre,* souligne-t-elle. *Mais le pire est qu'ils ont*

supprimé toutes les structures d'aides et de soutien à la population locale. Ces dernières années ont vu une recrudescence des usages de la drogue par les jeunes, une augmentation de la prostitution et surtout un regain, à nouveau, des suicides et des violences faites aux femmes. » Quelques jours encore avant le scrutin municipal, le centre Selis de solidarité et d'aide aux femmes a été fermé et le bâtiment loué pour

vingt-cinq ans, moyennant une redevance d'à peine 1 500 livres turques par an.

« *Des recours et procédures judiciaires sont en cours d'évaluation »,* souffle-t-elle, avant d'ajouter, un brin philosophe : « *Ce n'est pas en gagnant une élection municipale que le printemps arrive.* » La destitution du maire de Hakkari vient, crûment, de le rappeler.

LE FIGARO

avec AFP
03 Juin 2024

Accusations suédoises contre l'Iran : Téhéran convoque le chargé d'affaires temporaire suédois

Téhéran a convoqué le chargé d'affaires temporaire suédois, a annoncé dimanche le ministère des Affaires étrangères iranien, dénonçant des accusations « *sans fondement et malveillantes* » après que les services de renseignement suédois ont accusé Téhéran de recourir à des gangs criminels pour s'attaquer à Israël et à ses intérêts en Suède.

« *À la suite du niveau d'accusations sans fondement et malveillantes d'un responsable suédois contre (...) l'Iran, le chargé d'affaires temporaire de l'ambassade de Suède à Téhéran a été convoqué* » au département de l'Europe de l'Ouest, a écrit le ministère iranien sur X. L'ambassade d'Iran à Stockholm avait déjà dé-

noncé vendredi de « *fausses informations* » à la suite d'une conférence de presse des services de renseignements suédois.

Jeudi, le quotidien suédois Dagens Nyheter (DN), citant des documents du Mossad, les services de renseignement israéliens, avait écrit que le chef du réseau Foxtrot — l'un des principaux gangs de Suède — Rawa Majid, et son principal rival Ismail Abdo, qui dirige le gang Rumba, travaillent pour des intérêts iraniens.

Quelques heures après la publication de ces informations, les services de renseignement suédois ont affirmé lors d'une conférence de presse que « *le régime iranien utilise des réseaux criminels pour commettre*

des actes de violence contre d'autres Etats » sur le territoire suédois. Ceux-ci visent en particulier « *des intérêts, cibles et activités israéliens et juifs en Suède* », ont-ils précisé.

« **Tentative d'attentat** »

Cette mise en cause intervenait deux semaines après des coups de feu « *suspects* » tirés à proximité de l'ambassade d'Israël à Stockholm, et trois mois après la découverte d'un « *engin activé* » dans son enceinte. L'ambassadeur d'Israël avait alors évoqué une « *tentative d'attentat* ». « *La Suède ne sera pas une plateforme où les acteurs étatiques utilisent les réseaux criminels pour promouvoir leurs propres intérêts* », avait indiqué jeudi à l'AFP le mi-

nistre des Affaires étrangères Tobias Billström, dans un message.

Vendredi, l'ambassade d'Iran avait regretté ces accusations. « *Malheureusement, certains médias suédois ont cité les affirmations fausses et sans fondement des médias et des institutions affiliées à ce régime brutal (Israël, ndlr) et ont publié des déclarations fausses et fabriquées contre la République islamique d'Iran* », avait-telle écrit dans un communiqué. L'Iran « *s'attend à ce que les médias suédois ne fassent pas confiance aux affirmations et aux rapports publiés par le régime israélien* » et qu'ils œuvrent pour « *la fin des crimes du régime sioniste en Palestine* ».

En Iran, le chef du Parlement candidat à la présidentielle

Cet ancien commandant du corps des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, a déjà tenté sa chance à trois reprises à la présidentielle. Mohammad Bagher Ghalibaf a été maire de Téhéran entre 2005 et 2017.

Le président du Parlement iranien, le conservateur Mohammad Bagher Ghalibaf, s'est déclaré lundi 3 juin candidat à l'élection présidentielle anticipée du 28 juin en Iran, quelques heures avant la clôture des candidatures, selon l'Agence France-Presse. « Si je ne me présente pas aux élections, le travail que nous avons commencé ces dernières années pour résoudre les problèmes économiques du peuple, ne sera pas achevé », a-t-il déclaré après avoir déposé sa candidature au ministère de l'intérieur.

Plus d'une cinquantaine de personnes ont enregistré leur candidature pour le scrutin anticipé visant à remplacer le président Ebrahim Raïssi, décédé dans un accident d'hélicoptère le 19 mai.

Agé de 62 ans, Mohammad Bagher Ghalibaf a récemment été reconduit à la présidence du Parlement après les législatives de mars. Cet ancien commandant du corps des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de la République islamique, a déjà tenté sa chance à trois reprises à la présidentielle.

Il a terminé quatrième du scru-



Le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, s'exprime lors d'une conférence de presse après s'être inscrit comme candidat à l'élection présidentielle au ministère de l'Intérieur, à Téhéran, Iran, le 3 juin 2024. MAJID ASGARİPOUR / VIA REUTERS

tin de 2005, puis deuxième en 2013 avant de retirer sa candidature juste avant le jour du scrutin en 2017 pour soutenir Ebrahim Raïssi, vaincu par le modéré Hassan Rohani. Mohammad Bagher Ghalibaf a été maire de Téhéran entre 2005 et 2017.

Les candidatures à la présidentielle devront être validées d'ici au 11 juin par le Conseil des

gardiens de la Constitution, un organe non élu dominé par les conservateurs et chargé de superviser le processus électoral. La campagne débutera le lendemain.

Parmi les candidats figurent l'ancien président populiste Mahmoud Ahmadinejad, l'ex-président du Parlement, le modéré Ali Larijani, et le négociateur ultraconservateur du

dossier nucléaire Saïd Jalili. En revanche, le président par intérim depuis la mort de Raïssi, Mohammad Mokhber, ne devrait pas se déclarer candidat, selon des médias.

En Iran, le président est le deuxième personnage de l'Etat derrière le Guide suprême, qui est actuellement l'ayatollah Ali Khameneï, âgé de 85 ans et en poste depuis 35 ans.



June 3, 2024

Turkey suspends pro-Kurdish Hakkari co-mayor

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's interior ministry on Monday announced that Mehmet Siddik Akis, the recently elected co-mayor of the Kurdish province of Hakkari (Cilemerg), has been suspended from his duties, citing alleged links to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Turkish security forces stormed Hakkari's town hall on Monday morning, and took Akis into custody, according to a statement from the pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party). The forces had reportedly surrounded the building since Sunday evening.

The statement from the Turkish ministry accused Akis of holding "high-level" positions within the PKK and the Kurdistan Communities Union (KCK).

It claimed that the co-mayor had "carried out so-called interrogations and collected taxes on behalf of the organization, organized actions such as illegal marches and terrorist funerals and put pressure on the public and tradesmen to participate in the actions, and threatened the tradesmen who opposed the closing of their shutters on behalf of the PKK terrorist organization."



Mehmet Siddik Akis. Photo: Handout

He was suspended from his duties "as a temporary measure" and Hakkari Governor Ali Celik has been appointed as acting mayor, the statement added. Dozens of elected pro-Kurdish mayors in Turkey have been stripped of their offices over the years and replaced with state-linked trustees (administrators) due to their alleged links with Kurdish rebels.

"We reject this trustee approach. Our people showed through democratic means on

March 31 that they do not recognize this trustee approach. This coupist and trusteeist mentality is a threat not only to Hakkari but also to the will of the entire Turkish people," said DEM Party in a post on X.

Akis received the highest number of votes during March 31's municipal mayoral elections in Hakkari, obtaining around 49 percent of the votes. He shared the mayoral position with fellow DEM Party member Viyan Tekce.

DEM Party scored several sig-

nificant victories in the March election. It took Diyarbakir, Mardin, Batman, Siirt, Hakkari, Van, and Igridir provinces, which its sister party, the Peoples' Democratic Party (HDP), won in 2019 only to have their mayors removed because of alleged links with Kurdish rebels and replaced by state-appointed administrators.

The pro-Kurdish party also won Tunceli from the Communist Party of Turkey (TKP) and took Agri and Mus from the AKP.



June 03, 2024

Intra-Kurdish feud blocks formation of Kirkuk administration

ERBIL, Kurdistan Region - An Arab member of Kirkuk's provincial council on Saturday blamed disputes between Kurdish parties for delays in forming the local administration, which still has not been finalized more than five months after the election.

"The main reason for not forming a local administration in Kirkuk is the internal issues and disagreements in the Kurdish camp. The Kurdistan Democratic Party [KDP] and the Patriotic Union of Kurdistan [PUK] cannot reach an agreement," Raad Salih, head of the Qiyada Alliance in the council, told Rudaw on Saturday.

He said the Kurdish parties' lack of unity have complicated negotiations. "We were hoping to have a discussion with a component, not the parties. The Arabs are three parties but have united under one coalition. We were expecting to hold discussions with representatives of the Kurdish components, not the KDP and the PUK."

Kirkuk held provincial council elections on December 18, with none of the multi-ethnic city's components managing to win a clear majority of the seats.

The Arab Alliance, Uruba Alliance, and Qiyada Alliance won a combined six seats, giving Arabs the second-highest number of seats after the



The Peshmerga statue in Kirkuk used to hold the flag of the Kurdistan Region prior to October 16, 2017 but has been replaced with the Iraqi flag since. Photo: Bilind T. Abdullah/Rudaw

Kurds, who obtained seven spots on the 16-seat council - five for the PUK and two for the KDP.

Without a clear majority, the different groups must negotiate to select a governor and fill the positions on the council, but they have been unable to do so.

The Kurds have put the blame elsewhere. Ahmed Kirkuki, a PUK member of the council, on Friday said the delay was the fault of Arab and Turkmen parties. Salih denied Kirkuki's claims.

"Arabs, Kurds, and Turkmen

are adamant on assuming the governorship of Kirkuk, but the results of the elections showed that none of Kirkuk's components are a majority. Therefore, one component cannot assume this position without reaching a compromise with the other parties," Salih said.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Wednesday chaired a meeting between Kirkuk's political parties, during which they agreed to hold a provincial council session within an agreed-upon timeframe, but did not publicly specify a date. Salih said that the Iraqi premier

has given the parties two weeks to resolve their issues, adding that all the components are close to reaching the conclusion that the governorship needs to be rotated between the Kurds, Arabs, and Turkmen.

Rakan al-Jabouri, a Sunni politician and head of the Arab coalition, has served as Kirkuk's acting governor for the past six years. The Iraqi federal government's return to power in Kirkuk in 2017 marked the first time the province's governorship was filled by a non-Kurdish politician since 2003.

Challenge^s

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

4 juin 2024

Turquie: Un tribunal restreint le pouvoir d'Erdogan sur la Banque centrale

ANKARA (Reuters) - La plus haute juridiction turque a annulé le pouvoir du président de limoger les gouverneurs de la Banque centrale avant la fin de leur mandat, selon une décision publiée au Journal officiel mardi.

À la suite d'un recours déposé par le principal parti d'opposition, le CHP, la Cour constitutionnelle a annulé un décret de 2018 de Recep Tayyip Erdogan, qui autorisait le président à nommer et à révoquer les gouverneurs et les vice-gou-

verneurs de la Banque centrale.

La question devrait être réglée par la loi, a déclaré la Cour, ajoutant que sa décision prendrait effet dans 12 mois, laissant au Parlement le temps de légiférer sur le sujet.

Recep Tayyip Erdogan a limogé cinq gouverneurs de la banque au cours des cinq dernières années, portant atteinte à l'indépendance de l'institution, suscitant des craintes quant à son dysfonctionnement et conduisant à des poli-

tiques qui ont affaibli la lire et fait grimper l'inflation en flèche. En février, Recep Tayyip Erdogan a nommé Fatih Karahan, un ancien vice-gouverneur qui a poursuivi un régime agressif de resserrement monétaire qui a commencé par un revirement spectaculaire de la politique en juin de l'année dernière.

Le principal taux directeur a été porté à 50%, contre 8,5% il y a un an, ce qui a suscité un regain d'intérêt de la part des investisseurs étrangers et augmenté la demande intérieure en liras. La Banque centrale

s'attend à ce que l'inflation sur un an tombe en dessous de 40% d'ici à la fin de l'année, contre 75% le mois dernier.

Fatih Karahan a réaffirmé mardi que la banque continuerait de mener une politique stricte jusqu'à ce que l'inflation diminue et atteigne ses objectifs.

(Reportage Huseyin Hayatsever et Ece Toksabay, avec la contribution de Nevzat Devranoglu ; Version française Mathias de Rozario, édité par Kate Entringer)

LE FIGARO

avec AFP
04 juin 2024

Turquie : une bagarre entre députés éclate après la destitution d'un maire prokurde

Selon les témoins, plusieurs personnes ont été blessées et interpellées après l'intervention des forces de l'ordre dans la ville de Hakkari.

La destitution d'un maire prokurde dans le sud-est de la Turquie continuait mardi de susciter des tensions dans le pays avec des manifestations dans la région concernée et une bagarre entre députés au parlement à Ankara.

Selon les témoins, plusieurs personnes ont été blessées et interpellées après l'intervention

des forces de l'ordre dans la ville de Hakkari, dont l'édile, élu du parti pro-kurde DEM, a été destitué et placé en garde-à-vue lundi, accusé d'«*appartenance à une organisation armée terroriste*».

Banderolles arrachées

À Ankara, une bagarre filmée par les caméras du parlement a opposé des députés du parti au pouvoir AKP à ceux du DEM qui entendaient occuper les lieux pour dénoncer la nomination d'un maire de substitution à Hakkari. Alors que ces der-

niers (DEM) ont entonné «*épaule contre épaule contre le fascisme*», les députés AKP ont répondu «*A bas le PKK*».

Les députés du parti au pouvoir ont ensuite arraché les banderoles des mains de leurs opposants et, dans la confusion qui s'en est ensuivi, plusieurs élus ont été jetés à terre, selon la vidéo tournant sur les réseaux sociaux. Le DEM (ex-HDP) est régulièrement accusé par le gouvernement turc de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe armé considéré comme terro-

riste par Ankara et ses alliés occidentaux, ce que ce parti dément. Mehmet Siddik Akis est le premier maire prokurde destitué depuis les élections municipales du 31 mars, au cours desquelles le parti DEM a obtenu 77 municipalités à travers la Turquie.

La police est intervenue contre ses partisans en tirant des balles en caoutchouc, selon le média d'opposition Medyascope, alors que le gouverneur de la province d'Hakkari a interdit toute manifestation jusqu'au 12 juin. Une délégation

tion de parlementaires et de dirigeants du parti DEM (ex-HDP), la troisième force au Parlement, s'est rendue sur place lundi. Le CHP, principal

parti d'opposition, social démocrate, a exprimé son soutien à l'édile destitué et envoyé une délégation à Hakkari. Une cinquantaine de maires du

parti **prokurde** élus en 2019 avaient été remplacés par des administrateurs, des «*kayyums*», nommés par l'État. L'ancien coprésident de

cette formation, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016, a été condamné en mai à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'État.



June 04, 2024

Yazidi woman rescued from ISIS captivity

ERBIL, Kurdistan Region - A Yazidi woman has been rescued from the Islamic State (ISIS) captivity and returned to Iraq, a Kurdish official revealed on Tuesday.

Hussein Qaidi, head of the Yazidi rescue office, affiliated with the Kurdistan Region Presidency, told Rudaw on Tuesday that Tawaf Dawoud Chato "arrived in Iraq from Western Kurdistan [northeast Syria] today."

He added that the Iraqi security forces are keeping her until she is returned to her hometown, Shingal.

When ISIS swept through the Yazidi heartland of Shingal in August 2014, committing genocide, the group abducted 6,417 women and children who were forced into sexual slavery and labour. Many have been rescued from al-Hol, the notorious camp that houses tens of thousands of ISIS



Tawaf Dawoud Chato. Photo: file/submitted

families and supporters.

According to data provided by Qaidi's office, 3,576 of the abducted Yazidis have been rescued so far.

Another Yazidi woman, Kovan Ido, was rescued from ISIS captivity in March and was reunited with her

family in the Kurdistan Region. Ido was only 14 when she was abducted from her village in Shingal district during the extremist group's brutal offensive.

The recent rescue of Yazidi women return is a bitter-sweet moment for the Yazidi community. While they are

overjoyed to have them back, they know that many other Yazidis are still missing and unaccounted for. The Yazidi community continues to call for international support in bringing the perpetrators of these crimes to justice and ensuring the safe return of all Yazidi abductees.



June 04, 2024

Al-Karkh criminal court issues death sentence for genocide against Yazidi Kurds

The ruling was issued based on the provisions of Article Four/1 in terms of Article Two/1,3,4 of the Anti-Terrorism Law No. 13 of 2005, and in reference to Article 7/First of the Yazidi Women Survivors Law No. (8) of 2021.

Erbil (Kurdistan24) – On Tuesday, June 4, 2024, the al-Karkh Criminal Court issued a death sentence by hanging to a criminal convicted of committing genocide against Yazidi citizens.

The Supreme Judicial Council stated, “The criminal, along with members of his military detachment, executed a number of Yazidi citizens and buried them after filming and publishing the video clips on social media sites affiliated with terrorist gangs. The individual also participated in attacks against security forces in the Nineveh and Salah al-Din governorates.”

The ruling was issued based on the provisions of Article Four/1 in terms of Article Two/1,3,4 of the Anti-Terrorism Law No. 13 of 2005, and in reference to Article 7/First of the Yazidi Women Survivors Law No. (8) of 2021.

In Aug. 2014, ISIS militants attacked the Yazidi-majority town of Sinjar and nearby villages, killing at least 5,000 Yazidis as well as enslaving about 6,000 women and minors. Around 400,000 others



A picture shows the Supreme Judicial Council building in the Iraqi capital Baghdad, Dec. 27, 2021. (Photo: Ahmad Al-Rubaye/AFP)

were displaced by the offensive.

Most of the religious community fled to the Kurdistan Region, while others resettled in neighboring countries or Western states. Others were not as lucky and remained stranded in the war zone, where they experienced atrocities and mass executions at the hands of the extremist group for years. Militants subjected women and girls to sexual slavery and human trafficking kidnapped children, forced

religious conversions, and executed scores of men.

Over the nine years since then, much of Sinjar remains in rubble, and very few of its former residents have returned to their homes.

The Kurdish-Kurmanji-speaking community has suffered at least 72 genocides.

Since the liberation of Mosul and the Nineveh Plain from ISIS, 61 mass graves have been excavated and about 240 bodies have been handed over to their relatives. Yazidi citizens may

keep their eyes on the mass grave until the end of the excavation process.

The 15-meter-deep pit is located northwest of the city of Tal Afar. Witnesses say it is one of the largest mass graves of ISIS victims.

It is estimated that about 2,000 people were shot dead there. Although the excavation of the grave will be difficult due to a decade of rainwater and floods permeating the pit, the process is expected to be completed within four months.



June 04, 2024

Iraq repatriates nearly 200 families from Syria ISIS detention camp: Monitor

ERBIL, Kurdistan Region - The Iraqi government on Tuesday repatriated nearly 200 families affiliated with the Islamic State (ISIS) from al-Hol camp in northeast Syria's (Rojava) Hasaka province, a war monitor reported.

"176 Iraqi families, with an estimated number of 634 individuals from ISIS families left al-Hol camp towards Iraq," said the Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based war monitor.

Their repatriation is part of an agreement between the Iraqi government and the Democratic Autonomous Administration of North and East Syria (DAANES), the monitor added, with the end goal being the removal of all Iraqi families from the camp.

Iraqis and Syrians make up the majority of the 40,000 ISIS-linked people who have been held at al-Hol camp in northeast Syria's Hasaka province since the defeat of the terror group in 2019. The camp has been



ISIS-affiliated families leaving al-Hol camp in Syria's Hasaka. File photo: AFP

branded a breeding ground for terrorism.

Iraqi National Security Advisor Qasim al-Araji in March said that around 20,000 Iraqis below the age of 18 are still at al-Hol. He described them as "time bombs."

Kurdish authorities in northeast Syria have repeatedly called on the international community to repatriate their nationals

from the camps, but their calls have largely gone unanswered as most countries are unwilling to bring back their citizens due to security concerns.

The repatriation of ISIS-linked citizens has sparked opposition in Iraq, with tribes unwilling to accept and welcome people associated with the group that committed heinous human rights

abuses and war crimes from 2014 to 2017, when they controlled vast swathes of the country.

Most repatriated individuals are resettled in al-Jada camp in Iraq's northern Nineveh province, to be prepared for reintegration into their communities and then returned to their hometowns.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan's Weekly Brief | June 4, 2024

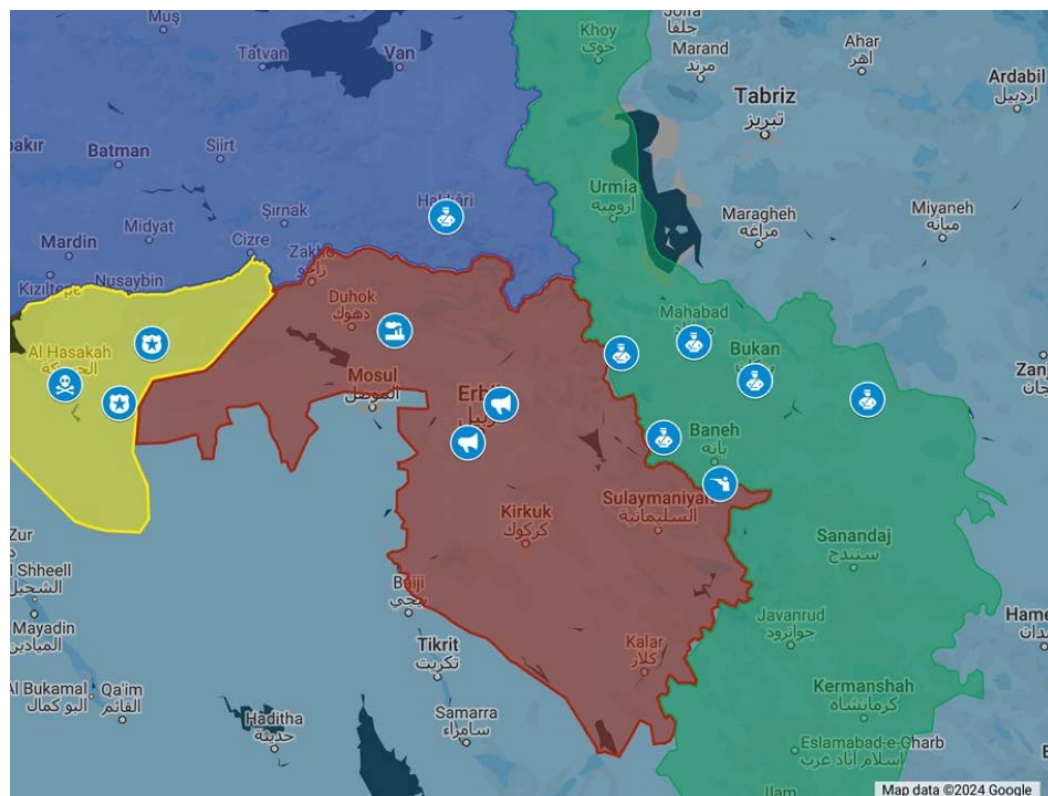
A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Iranian regime arrested a number of Kurdish activists last week, including Zara Nabizadeh in [Mehabad](#), [Hataw Akrami](#) and [Afsaneh Shahii](#) in [Bokan](#), [Hamidreza Arovaneh](#) in [Dehloran](#), [Sajjad Moradivandan](#) in [Shinno](#), [Seyad Amhedian](#) in [Takab](#), and [Houshmand Moradi](#) in [Tehran](#). Many of the detainees are charged with mocking the death of former Iranian president [Ibrahim Raisi](#). The [Hengaw Organization for Human Rights](#) said the Iranian regime [detained](#) 141 people in May, 80 of whom were Kurds. Meanwhile, Iranian border guards [killed](#) a 19-year-old Kurdish border porter (kolbar) near [Baneh](#) and wounded two others near [Marivan](#) and [Shinno](#). Another kolbar [died](#) after falling into a river while trying to evade Iranian authorities in [Sardasht](#).

17 current and former Iranian officials have registered to run in the nation's [presidential election](#) on June 28. Among the candidates are former Iranian president [Mahmoud Ahmadinejad](#), former Speaker of the Islamic Consultative Assembly (Majlis) [Ali Larijani](#), a conservative member of the Expediency Discernment Council named [Saeed Jalili](#), and a hardline former female member of the Majlis named [Zohreh Elahian](#). It is unclear if [Ahmadinejad](#) and [Larijani's](#) candidacies will be allowed to continue, as Supreme Leader [Ali Khamenei](#) previously banned them from running for the presidency.

Iraq



Iraq's Ministry of Oil called for an immediate meeting with the Kurdistan Regional Government's (KRG) Ministry of Natural Resources and the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR) to discuss Iraqi Kurdistan's stalled oil exports. The Ministry of Oil released a [statement](#) claiming the purpose of the meeting is "reaching an agreement to accelerate the restart of production to resume oil exports." The KRG and the APIKUR have repeatedly called for the Iraqi government to end the freeze on Iraqi Kurdistan's exports, which has cost Iraq billions of dollars since it was implemented in March 2023. It remains unclear when the exports will resume, but the APIKUR [said](#) its member companies are "prepared to resume exports, con-

tingent upon reaching agreements that provide for payment surety for past and future exports, direct payment and preservation of commercial terms." Separately, Prime Minister of Kurdistan Region [Masrour Barzani](#) met with Iraqi Prime Minister [Mohammed Shia al Sudani](#) in Baghdad to discuss Iraqi Kurdistan's budget, most notably public employee salaries. "A permanent resolution to payment disputes would allow us to prioritize cooperation in the oil and gas, banking, digital, and agriculture sectors," [said Barzani](#). Iraqi Kurdistan's estimated share of the Iraqi budget is nearly 22 trillion dinars, but Baghdad must agree to release the funds.

The United Nations Security Council responded to Iraq's [official request](#) to end the United

Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) by [voting unanimously](#) to extend the UNAMI through December 31, 2025. It is unclear whether the UNAMI will be renewed again after that, as Iraq requested it be ended in 2025. At the same time, Special Representative of the United Nations Secretary-General for Iraq [Jeanine Hennis-Plasschaert](#), whose expulsion was called for on several occasions by pro-Iran militias and politicians, will leave Iraq to work in Lebanon. Hennis-Plasschaert worked in Iraq for five years and said in her farewell message, "Throughout the country, including the Kurdistan Region, countless people of all ages spontaneously shared, time and again, their hopes and aspirations."

At least one Turkmen party ended its boycott of Iraqi Kurdistan's elections after Iraqi courts returned five of the 11 annulled seats reserved for minorities in the Kurdistan Parliament. A senior official from the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) [announced](#) the party was also planning to participate in the elections. The Independent High Electoral Commission (IHEC) suggested the elections be held on September 5 pending an announcement from the Presidency of the Kurdistan Region. According to election officials, nearly three million people have [received](#) voter registration cards so far.

Syria

Turkish drones have launched multiple airstrikes, targeting the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF). As a result, at least six SDF members were killed, and twelve civilians were wounded near [Qamishli](#) and [Hasakah](#). One of the airstrikes [targeted an ambulance](#) transporting the injured to a hospital. This recent Turkish aggression comes after President Recep Tayyip [Erdoğan threatened](#) a

new military invasion if the Kurdish-led Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES) proceeds with the planned local election on June 11. The US also [opposes the elections](#) in the region, citing a lack of compliance with 'UN Security Council Resolution 2254'. [The AANES condemned](#) the Turkish attacks and stated, "The Turkish occupation aims to destroy the democratic project and thwart the holding of municipal elections," urging the international community to "fulfill its responsibilities to stop the [Turkish aggression](#)." Amid ongoing pressure, [four Kurdish parties](#) have requested a delay in the elections, according to officials in the electoral commission.

At least [560 Iraqi citizens](#) have left the al Hol camp, which houses ISIS (Da'esh) families. This development is part of an agreement between the AANES and the Iraqi government, with international support, aimed at reducing the camp's population and mitigating the threat of a resurgence of ISIS activities. In a related development, [the SDF has reported](#) the arrest of a terrorist in Tel Hamis who

was involved in smuggling Da'esh families, including women and children. Additionally, the SDF's [anti-terror units](#), known as YAT, have successfully neutralized five terrorists in a confrontation during a raid near al Dahla in the Deir Ez Zor province, with assistance from the US-led coalition. As per the YAT, two terrorists were captured during the operation.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported more than [30 arbitrary arrests](#) against civilians in May by the Turkish-backed factions in occupied Afrin. Last week, [several clashes](#) erupted between various Turkish proxies that resulted in [deaths and injuries](#) among armed groups.

Turkey

After two months of the local elections, the Turkish government began to take action against the elected Kurdish mayors. On Sunday, Turkish police surrounded the municipal [building in Hakkari](#) after arresting its Kurdish Mayor, Mehmet Siddik Akış, earlier in Van. A new pro-government trustee

was appointed on Monday, leading to [anger and protests](#) despite government restrictions. The pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (Dem) [denied the government's](#) allegations of the mayor's "membership" in the Kurdistan Workers' Party, which date back to 2009. [Since 2016](#), over a hundred elected Kurdish officials have been removed and replaced by pro-government trustees across the Kurdish region. [The Dem Party described](#) the removal of the Kurdish mayor as "a clear coup against the will of the people," accusing Erdoğan's party and his ultra-nationalist allies of seeking to "get back at their significant defeat in the local elections by targeting the DEM Party municipalities." Additionally, Ayşegül Doğan, the spokesperson for the pro-Kurdish Dem Party, [was prevented](#) from traveling to Europe for a conference despite being taken off the travel ban in 2023 due to her political activism. This government crackdown comes as the country's inflation recently reached a record [high of 75%](#).



June 04, 2024

Marivan kolbar wounded by Iranian border guards

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian border guards opened fire on a group of kolbars in western Iran's Kurdish province of Marivan, wounding at least one of them, a rights watchdog reported on Tuesday.

The kolbars were transporting

packages in Marivan's Savji village when they were shot at by the security forces on Monday, according to Hengaw Organization for Human Rights

Mozafar Asadrokh, 44, was wounded "critically" in one of his feet as a result of the attack and is currently receiving treat-

ment at a Marivan hospital. Asadrokh is from Marivan's Chawk village and is the father of two children.

Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border and sometimes the Iran-Turkey border. They are

constantly targeted by Iranian border guards and are sometimes victims of natural disasters.

At least eight kolbars were killed by Iranian security forces in the month of May, according to Hengaw Organization for Human Rights. The fatality count doubled that of April, dur-

ing which four kolbars lost their lives.

Many kolbars are pushed into the profession by poverty and a lack of alternative employ-

ment, particularly in Iran's impoverished Kurdish provinces.

In its annual report on human rights violations in Iran for 2023, the Paris-based Kurdistan

Human Rights Network said that a total of 29 kolbars died last year. At least 19 of them were killed by Iranian border guards.

Hengaw estimated 33 kolbars lost their lives and 176 others were wounded as a result of direct fire from Iranian forces in 2023 and at least 35 fell victim to accidents.

Le Monde

avec AFP
05 juin 2024

L'Iran frappé d'une résolution à l'AIEA pour son escalade nucléaire

Une majorité des membres du conseil des gouverneurs de l'agence onusienne appellent l'Iran à « revenir sur le retrait de l'accréditation » de certains de ses inspecteurs les plus expérimentés et à rebrancher « sans délai » les caméras de surveillance de ses installations.

Devant la montée en puissance du programme nucléaire iranien, le conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a adopté, mercredi 5 juin, à Vienne une résolution rappelant formellement à l'ordre Téhéran, qui a promis de riposter.

Le texte, déposé par Londres, Paris et Berlin, qui tous trois appartiennent au groupe E3, a été approuvé par vingt pays sur trente-cinq, selon trois diplomates interrogés par l'Agence France-Presse, avec la voix des Etats-Unis, initialement réticents par crainte d'accroître les tensions au Moyen-Orient – la Russie et la Chine ont voté contre.

Cette résolution, la première depuis novembre 2022, élargit les griefs faits à l'Iran. Elle explore une nouvelle fois l'absence de « réponses techniques crédibles » concernant la présence de traces d'uranium inexplicables sur deux sites non déclarés. « Il est essentiel et urgent » que Téhéran clarifie la situation et fournisse l'accès aux lieux en question, insiste le texte confidentiel obtenu par

l'Agence France-Presse. A ce sujet, « un rapport complet » pourrait être demandé au directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi.

Téhéran menace de répliquer

Outre ce dossier qui traîne depuis des années, deux nouveaux points de contentieux font leur apparition. L'Iran doit « revenir sur le retrait de l'accréditation » de certains de ses inspecteurs les plus expérimentés, et rebrancher « sans délai » les caméras de surveillance de ses installations, insiste la résolution.

D'une portée symbolique à ce stade, elle vise à accroître la pression sur l'Iran, qui a fortement restreint sa coopération avec l'instance onusienne, mais elle peut être le prélude à une transmission du litige au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, habilité à sanctionner. En théorie seulement, car deux de ses membres, Moscou et Pékin, se sont nettement rapprochés de Téhéran ces deux dernières années.

Téhéran, qui a fustigé devant

le Conseil une action « contre-productive (...) dénuée de tout fondement », a d'ores et déjà menacé d'une réponse, sans en dire plus à ce stade. Si la République islamique nie vouloir se doter de la bombe atomique, son programme ne cesse de monter en puissance.

« Cette escalade nuit considérablement à la sécurité internationale »

Lors des débats qui se sont ouverts lundi dans la capitale autrichienne, les Européens ont dénoncé des avancées nucléaires « sans précédent pour un Etat non doté de l'arme atomique », évoquant une situation « alarmante ».

Selon l'AIEA, l'Iran est le seul pays non doté de l'arme atomique à enrichir l'uranium au niveau de 60 %, proche des 90 % nécessaires pour élaborer une bombe, et à accumuler des stocks toujours plus importants. « Cette escalade nuit considérablement à la sécurité internationale et compromet l'architecture mondiale de non-prolifération », a noté l'E3 dans une déclaration.

D'autant que « la confiance a été encore plus érodée » par les récentes déclarations publiques de responsables en Iran sur une possible évolution de la doctrine nucléaire vers une vocation militaire assumée : la République islamique s'est affranchie progressivement des engagements pris dans le cadre de l'accord international de 2015 conclu avec les Etats-Unis, la Chine, la Russie, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Ce pacte connu sous l'acronyme JCPOA était censé encadrer ses activités atomiques en échange d'une levée des sanctions internationales. Mais il a volé en éclats après le retrait américain décidé en 2018 par le président d'alors, Donald Trump. Des discussions menées à Vienne pour le ranimer ont échoué à l'été 2022.

Dans une déclaration commune citée mercredi par l'agence iranienne IRNA, Téhéran, Moscou et Pékin ont appelé « les pays occidentaux à faire preuve de volonté politique et à prendre des mesures » pour permettre un retour au JCPOA.

La Turquie menace les Kurdes syriens d'une intervention militaire

L'organisation d'élections municipales, le 11 juin, dans plusieurs provinces syriennes est perçue comme une menace par Ankara.

Les Kurdes syriens sont de nouveau sous la menace d'une intervention militaire turque. En cause, le projet de l'administration kurde d'organiser, le 11 juin, des élections municipales dans les provinces sous son contrôle au nord et à l'est de la Syrie. « *Il n'est pas possible d'accepter une telle situation* », a déclaré Yasar Güler, le ministre turc de la défense, à l'agence Associated Press, lundi 3 juin. Pour lui, cette initiative est une étape vers la création d'une entité kurde autonome aux marches de la Turquie, ce qui la rend « *inacceptable* ».

Sans entrer dans les détails, le général Güler a réitéré la volonté de son pays d'établir une « *zone de sécurité* » en Syrie et en Irak afin de contrer la menace posée par les militants kurdes. « *Nous n'accepterons aucun fait accompli au détriment de notre sécurité nationale et de l'intégrité territoriale de nos voisins* », a-t-il conclu.

Ce scrutin municipal est un chiffon rouge pour la Turquie car l'organisation politico-militaire kurde les Unités de protection du peuple (YPG) à son initiative est vue par Ankara comme une succursale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste), fondé par des Kurdes de Turquie en 1978. Or, le PKK, qui a mené, des années durant, une insurrection armée contre l'Etat turc, est considéré comme une organisation terroriste non seulement par la Turquie, mais aussi par l'Union européenne, le Canada et les Etats-Unis.

En Syrie pourtant, les YPG sont organisés et puissants. Soutenus par les Etats-Unis dont ils ont été les meilleurs alliés contre



Des Syriens manifestent contre le PKK et le YPG en raison du plan électoral de l'organisation dans les zones qu'ils occupent, à Tal Abyad (Syrie), le 31 mai 2024. ABDULRAHMAN EL-ALI / ANADOLU VIA AFP

l'organisation Etat islamique au moment de la guerre, ils ont pu établir une administration autonome dans les zones qu'ils contrôlent, à Rakka, à Hassaké, à Deir ez-Zor, où ils gèrent des installations pétrolières, ainsi que dans une partie de la région d'Alep. Un début d'autonomie qui irrite fortement les dirigeants turcs. Le soutien américain aux forces kurdes de Syrie est depuis des années la principale pomme de discorde entre Ankara et Washington.

« **Nous n'hésiterons pas à agir** »

C'est pour chasser les combattants kurdes, jugés menaçant pour son intégrité, que la Turquie a mené plusieurs opérations militaires au nord de la Syrie entre 2016 et 2022, ce qui lui a permis de reprendre le contrôle d'une large

portion de territoire. Une « *zone de sécurité* » a ainsi été créée, de plusieurs centaines de kilomètres de long, sur une profondeur de trente kilomètres. Ces terres sont désormais entièrement administrées par Ankara. La nouvelle intervention viserait à prolonger cette bande de terre plus loin vers l'est, en Syrie et en Irak, où le PKK est implanté depuis des années, notamment dans son nid d'aigle des monts Qandil, entre le Kurdistan iranien et le Kurdistan irakien.

La Turquie n'hésitera pas à intervenir, c'est ce qu'a laissé entendre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, jeudi 30 mai. « *Nous suivons de près les actions agressives menées par l'organisation terroriste contre l'intégrité territoriale de notre pays et de la Syrie sous le prétexte d'une élection* », a-t-il déclaré

lors dans un discours prononcé devant des militaires à l'ouest du pays. « *Nous avons fait ce qu'il fallait par le passé face au fait accompli. Nous n'hésiterons pas à agir de nouveau si nous sommes confrontés à la même situation* », a-t-il martelé.

L'intervention n'est peut-être pas pour demain, mais les drones turcs ciblent sans relâche les infrastructures et les militants des YPG en Syrie, du PKK en Irak. Lundi 3 juin, deux membres des forces kurdes de sécurité ont été tués par une frappe de drone non loin de la ville de Kobané, en territoire syrien. Vendredi 31 mai, au lendemain du discours martial du président Erdogan, des drones turcs ont tué quatre responsables kurdes et blessé onze civils à Qamishli dans la province d'Hassaké, contrôlée par les YPG.

The New York Times

Farnaz Fassihi
June 5, 2024

U.N. Nuclear Watchdog Censures Iran and Demands Access for Inspectors

The International Atomic Energy Agency acted in the face of Iran's refusal to allow experts to examine its stepped-up nuclear enrichment program.

The United Nations' nuclear watchdog agency on Wednesday censured Iran over its refusal to grant inspectors access to its uranium enrichment program, passing a carefully worded resolution after the United States toned it down in a bid to avoid provoking a crisis at a time in which the Middle East is already roiling.

The resolution was sponsored by France, Britain and Germany in response to advances in Iran's nuclear program over the past year and the Iranian's government's refusal to cooperate with the agency. By most estimates Tehran is now just days or weeks away from being able to produce bomb-grade fuel for roughly three nuclear weapons, though actually fashioning them into warheads could take a year or more.

The resolution passed in a vote of the 35-member board of the International Atomic Energy Agency, a United Nations body, with 20 votes in favor, 12 abstentions and two against. The no votes were cast by Russia and China. Russia has close security ties to Iran and purchases Iranian drones for the war in Ukraine. China is a close economic ally helping Iran evade sanctions by purchasing its oil at a discounted rate.

Nine years ago, when Iran agreed to sharp limits on its nuclear program in a deal reached with the Obama administration and European nations, both Russia and China

joined the effort to contain Tehran's nuclear capabilities. The vote in Vienna on Wednesday made clear how dramatically their position has shifted. While I.A.E.A. censure resolutions are not legally binding, they do carry political weight. In November 2022, the board passed a similar resolution that was drafted by the same three European countries, demanding that Iran cooperate with investigations into uranium traces found at suspected former nuclear sites. Iran never complied.

The Biden administration, though, was clearly concerned about avoiding a resolution that was so sharply worded that it could set off a backlash in Tehran. American officials said that they shared the Europeans' concern, but that they did not want to back an unenforceable resolution that might prompt Iran to escalate its nuclear program at a time it is seeking to defuse tensions in the region.

In the end, after some modifications of the wording, the United States voted for the resolution.

Iran has long maintained that its nuclear program is for peaceful purposes and that it is not pursuing a bomb. But in recent months, several senior officials have said publicly that Iran could revise its nuclear doctrine if it faced an existential threat from other nuclear countries, namely Israel and the United States.

Ali Vaez, the Iran director of the International Crisis Group, said that as a matter of principle the resolution adopted on Wednesday was merited, given the longstanding concerns about Iran's lack of cooperation with the U.N. agency, but that it might backfire. "Precedent suggests that Tehran is more likely than not to double down on the very actions that are being condemned," Mr. Vaez said.

Even before the votes were cast, Iran was signaling its displeasure. On Tuesday, the president of Iran's Atomic Energy Organization, Mohammad Eslami, called the resolution "anti-Iranian" and politically motivated and pledged immediate retaliation, according to the Iranian media.

It was not immediately clear what steps Iran might take, but its options include increasing still further the level of its enriched uranium, which is now at 60 percent, just short of the 90 percent that is usually considered weapons-grade fuel. That is far higher than the enrichment levels, normally around 3 percent, needed to produce fuel for nuclear power.

On Wednesday, Iran's interim foreign minister, Ali Bagheri Kani, who has also served as the chief nuclear negotiator, said his government could "activate" its nuclear capabilities based on its national interests, according to a video of his comments on Iranian media. The vote came only two weeks after the death of Iran's presi-

dent and foreign minister in a [helicopter crash](#).

Iran and seven allies — Russia, China, Belarus, Zimbabwe, Venezuela, Nicaragua and Syria — issued a joint statement condemning the I.A.E.A. censure. They called the resolution ill-conceived and said it violated diplomatic norms, given that Iran is still mourning the deaths of its president and foreign minister. The statement said the resolution would have "the opposite effect."

The three-page resolution lays out a long list of concerns about the Iranian nuclear program, particularly the unanswered questions about why traces of uranium were found in two locations that Iran had not declared as part of its nuclear program. It calls on Iran to allow inspectors to take samples, and it asks that the government lift a prohibition on the agency's top investors examining the sites they need to see inside Iran.

When the Biden administration first came to office, it attempted to negotiate what Secretary of State Antony J. Blinken referred to as a "longer and stronger" version of the nuclear deal reached in 2015. The agreement fell apart after President Donald J. Trump unilaterally [exited from it](#) in 2018 and imposed tough economic sanctions on Iran. Experts — among them Mr. Trump's own advisers — had told him that the deal was largely working.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

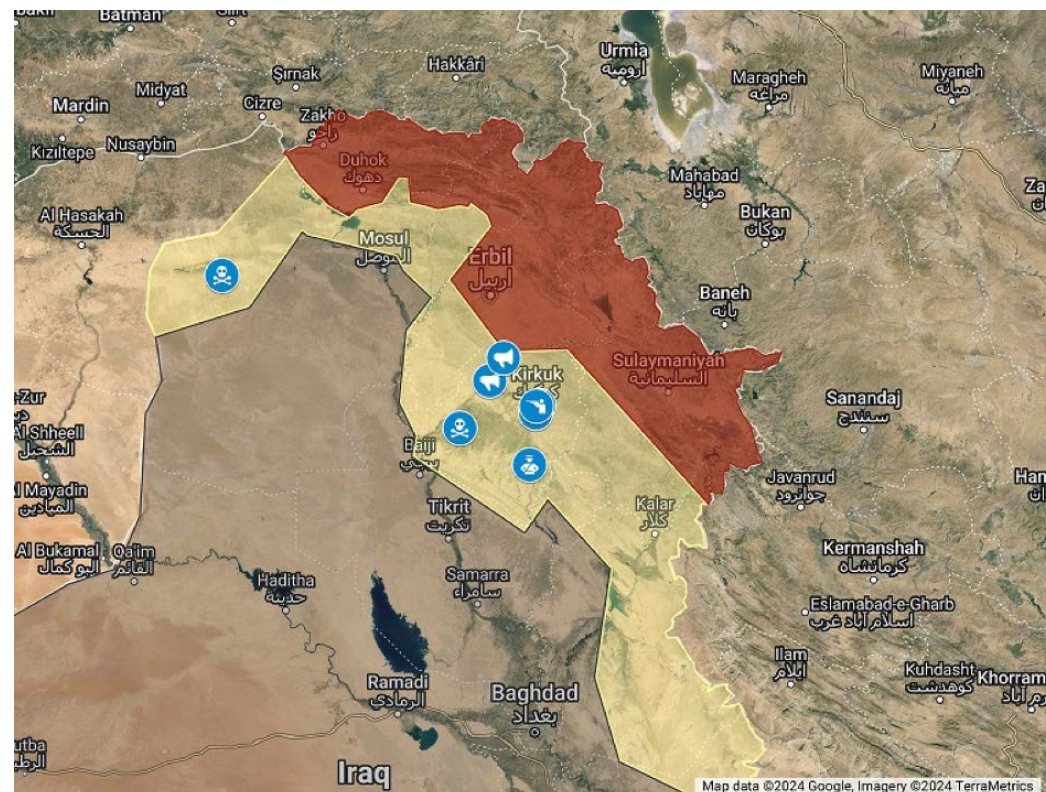
Kirkuk Minute | June 6, 2024

A biweekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

In an armed attack in Kirkuk's Labor Square, a police officer was killed and another injured. After the attack, the [police announced](#) the arrest of the perpetrators, who had robbed a store and shot the police responders. Since [October 16, 2017](#), when the Iraqi government removed the Kurdish security forces, the security situation in the province has deteriorated. Turkish-backed lawmaker Arshad [al-Salihi admitted](#) that the province has become a "dumping ground for ISIS, wanted persons, strangers, and terrorist organizations." Separately, representatives of fifty fallen police families held a [press conference](#), protesting the lack of compensation from local and federal governments. They appealed to the prime minister and the ministry of interior to pursue land compensation for the families of fallen police officers.

On June 2 a group of [settlers raided](#) the Kurdish village of Rizgari in the Daquq district, claiming ownership of hundreds of acres of farmland. The recent attack follows similar raids by settlers in the Dibis and Sargaran districts [last month](#). In 1999, the former Iraqi regime demolished the village and displaced the native Kurds, granting the farmlands to Arab settlers. Since 2005, the new Iraqi government has failed to implement constitutional articles aimed at normalizing the [demographic changes](#) imposed by the former regime. Several Kurdish farmers, the original owners of the farmlands, have filed a



lawsuit at the Iraqi Supreme Court to annul the laws of the former regime, but the court continues to delay its verdict.

Nearly six months since the provincial election was held in Kirkuk, the winners have not agreed on forming the local government. On May 29, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani [chaired a third](#) meeting with the election winners in Baghdad to overcome the deadlock. While the meeting did not resolve the issue, leaked information suggested that al-Sudani gave a two-week deadline for the parties to reach an agreement. Sunni Arab leader of the Arab Coalition, Wasfi Asey, [raised concerns](#) about the dissolution of the provincial council by law if it exceeds six

months without holding any sessions. Al-Asey admitted that "Turkey and Iran are being effective" in pressuring the political parties. This comes as the leader of the Iranian-backed al-Badr Organization, Mohammed [al-Bayati, called](#) for a repetition of the election since the political process has reached a deadlock, claiming that the Shia Turkmen have been sidelined.

Following the May 29 meeting by the prime ministership, the Kurdistan Regional Government (KRG) [announced the formation](#) of a committee consisting of several ministers and officials for the disputed territories. The KRG meeting stressed "immediate measures to normalize the current administrative, security,

and military situation in the Kurdistanian areas and prevent the unacceptable measures of the policy of Arabization." Separately, the Iraqi Ministry of Planning [launched](#) "experimental census activities" ahead of the general census planned for November 20 of this year. The last census in Iraq occurred in 1997 under the former regime. The Kurds in Kirkuk have raised concerns about holding a census at this time since nearly 400,000 displaced people from the Sunni provinces moved to the province in 2005.

The Department of Mass Graves Affairs and Protection, with supervision from the International Commission on Missing Persons (ICMP), concluded the [initial examination](#) of

four mass graves in the Haweija district. The four graves are believed to contain the remains of Peshmerga captives taken by ISIS (Da'esh) terrorists from 2014 to 2017.

For the second month in a row, the Iraqi oil ministry [released general](#) statistics of oil exports without revealing details of the revenues and prices per barrel.

According to May statistics, Kirkuk's oil exports reached 448,606 barrels to Jordan. Kirkuk's oil exports to Turkey via the Ceyhan pipeline remain closed amid talks to resume it in the near future.

Shingal (Sinjar)

The Department of Mass Graves Affairs and Protection

[started the excavation](#) of a mass grave near Talafer, which includes [1,500 victims](#) of Da'esh crimes. According to initial results, the remains are those of Yazidi Kurds who suffered genocide at the hands of the terrorist organization in 2014. [On June 4](#), one of the terrorists responsible for killing several Yazidis was executed in Baghdad. Thousands of Yazidis remain

missing since the 2014 genocide. Separately, the Nineveh provincial council [postponed electing](#) a mayor for the Yazidi town of Shingal. After several failed attempts to reach agreements, six candidates were nominated, but the process was postponed to an unknown date.

LE FIGARO

avec AFP
06 juin 2024

L'administration autonome kurde a annoncé le report d'élections contestées

L'administration autonome kurde du nord de la [Syrie](#) a annoncé jeudi le report jusqu'en août d'élections municipales prévues le 11 juin et qui étaient contestées aussi bien par son principal ennemi, la Turquie voisine, que par les [États-Unis](#) qui la soutiennent. Ces élections concernent sept cantons où vivent des Kurdes et des Arabes et illustrent le morcellement du pays en raison de la guerre civile qui a éclaté en 2011.

La Commission des élections a annoncé dans un communiqué avoir décidé «le report jusqu'au mois d'août (...) en réponse aux demandes des partis et al-

liances politiques participant au scrutin», qui s'étaient plaintes que la campagne électorale était trop courte. «Près de 18 partis», en premier lieu le Parti de l'Union démocratique (PYD), principale formation de l'administration autonome, ainsi que des indépendants sont en lice pour le scrutin, a indiqué à l'AFP Saleh Muslim, qui co-préside le (PYD).

Erdogan dénonce «des actions agressives contre l'intégrité territoriale»

Les Kurdes syriens, qui ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression de la part du pouvoir central, ont profité du chaos

généralisé par la guerre pour établir une autonomie de facto. Après la défaite du groupe jihadiste État islamique (EI), les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), appuyées par Washington, ont progressivement étendu leur contrôle en Syrie où elles tiennent près du quart de la superficie du pays. La Turquie considère comme «terroriste» le PYD dont la branche armée a été le fer de lance de la lutte contre l'EI, au grand dam d'Ankara.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan est monté au créneau à propos des élections, dénonçant «des

actions agressives contre l'intégrité territoriale» de la Turquie et de la Syrie. Il a menacé la semaine dernière de lancer une nouvelle opération militaire pour empêcher leur tenue: «Nous avons déjà fait ce qu'il fallait faire face au fait accompli, et nous n'hésiterons pas à agir à nouveau si nous nous retrouvons dans la même situation», a averti Erdogan. Les États-Unis, alliés de la Turquie au sein de l'Otan et principal soutien des FDS, ont eux aussi appelé l'administration autonome à revenir sur sa décision, estimant que «les conditions pour la tenue de telles élections n'étaient pas réunies».

En Turquie, la mobilisation contre la destitution d'un maire kurde se poursuit

Mehmet Siddik Akis, élu à Hakkari, a été condamné à dix-neuf ans et six mois de prison pour « appartenance à une organisation armée terroriste » et remplacé par le gouverneur local. DEM, le parti de gauche pro-kurde, parle de « coup d'Etat ».

Les manifestations n'ont pas cessé, malgré les interdictions. A Istanbul, Ankara et un peu partout dans le sud-est de la Turquie, des rassemblements à l'appel du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM) se sont tenus ces derniers jours pour protester contre la destitution, lundi 3 juin, de Mehmet Siddik Akis, 53 ans, maire élu de la formation de gauche pro-kurde en mars à Hakkari, une ville proche de la frontière irakienne et de l'Iran. Arrêté par la police, l'édile a été condamné, mercredi, à dix-neuf ans et six mois de prison pour « appartenance à une organisation armée terroriste » et remplacé par le gouverneur local. Une sentence qualifiée de « coup d'Etat » par son parti.

Sur place, où plusieurs échauffourées ont éclaté, la coprésidente du DEM, Tülay Hatimoğullari, venue de la capitale, a déclaré, dans une atmosphère tendue, que « la présidence et le pouvoir judiciaire ont désormais déclaré la guerre au peuple tout entier », dénonçant le fait que « même nos coprésidents et nos députés ont été empêchés de marcher ». Sur un ton grave, elle a tenu à préciser que « des soldats ont été acheminés là où la police était peu présente ».

Mercredi, s'exprimant pour la première fois sur le sujet, le président Recep Tayyip Erdoğan a affirmé « que personne ne devait être gêné par le ver-

dict à Hakkari, la justice a décidé selon la loi », soulignant que « cela ne servait à rien d'attaquer à droite et à gauche avec des pancartes à la main ». Une allusion aux altercations qui ont éclaté, la veille au soir, au sein de l'Assemblée nationale turque, opposant les députés de la formation au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), à ceux du DEM. Ce parti, troisième force au Parlement, est régulièrement accusé par le gouvernement de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, ce qu'il dément.

« Attaque contre le peuple et la démocratie »

Devant la presse, le chef de l'Etat avait ajouté, plus menaçant : « Aucun pays démocratique au monde ne tolérerait que des terroristes sanguinaires venus des montagnes infiltrent les municipalités en creusant des tunnels. Si vos candidats ne se sont pas livrés ou n'ont participé à aucune action illégitime ou illégale avant le 31 mars, nous n'avons rien à leur dire, mais s'ils ont mené des activités illégales, nous devons appliquer les lois et nous le ferons. » Et puis ceci : « Hakkari est la première étape. »

La mise en garde a été reprise à la lettre, vendredi 7 juin, par le ministre de la justice Yılmaz Tunç. En déplacement dans la ville de Bolu, celui-ci a déclaré

que des enquêtes ont été ouvertes à l'encontre de la mairie de Tatvan, une autre des 78 municipalités remportées par le HDP (l'ancien nom du DEM) aux dernières municipales.

Devant le Parlement à Ankara, les députés DEM ont tenu, jeudi, une conférence de presse pour protester contre le remplacement du maire de Hakkari par un administrateur de l'Etat, un *kayyum*, depuis son arrestation. « Les élections ont eu lieu le 31 mars et le gouvernement lui-même a mis l'accent sur une nouvelle ère, a rappelé Gülüstan Kiliç Koçyigit, la vice-présidente du groupe parlementaire DEM. Ils prétendaient avoir reçu les messages des électeurs, mais ce n'est clairement pas le cas. Ils ont lancé une nouvelle attaque contre le peuple, les urnes et la démocratie. »

Des édiles déchus

Des représentants du parti ont organisé une manifestation simultanée à Istanbul. Une large banderole a été accrochée sur un des ponts du Bosphore. Le Parti républicain du peuple (CHP), la principale formation d'opposition, a exprimé son soutien au maire destitué et envoyé une délégation de deux députés à Hakkari. A Van, l'un des représentants du syndicat Kesk a dénoncé le « deux poids, deux mesures », rappelant qu'à Antalya la destitution récente du maire a entraîné la désignation d'un remplaçant

par le conseil municipal, et « non pas une nomination imposée par le ministre de l'intérieur ».

De fait, l'éviction du maire de Hakkari est la première d'un élu local pro-kurde depuis les élections municipales de mars, à l'issue desquelles l'AKP a enregistré son revers le plus cuisant depuis son arrivée au pouvoir il y a vingt-deux ans. A partir de 2015, année de la reprise de la guerre contre le mouvement kurde, et après les municipales de 2019, la quasi-totalité des édiles du parti pro-kurde (143 sur 167), élus démocratiquement lors des deux précédents scrutins, ont été déchus, le plus souvent arrêtés, parfois jugés et condamnés. Les bâtiments municipaux, eux, ont été réquisitionnés par l'Etat. Autant de coups de force justifiés, de façon répétée, par Ankara en raison des liens supposés entre les élus et le PKK.

Encore à Van, au lendemain de ce scrutin du 31 mars, la commission électorale avait tenté d'invalider le vote au profit du candidat AKP, arrivé près de 30 points derrière le DEM. La décision avait provoqué, déjà, un vent de colère et des dizaines de milliers de personnes étaient descendues dans la rue, les 1^{er} et 2 avril. La mobilisation se propageait rapidement dans tout le Sud-Est, les autorités avaient reculé et finalement validé l'élection.

Iran Names Six Candidates for President, Including Parliament Speaker

The June 28 election to succeed President Ebrahim Raisi, who died in a helicopter crash last month, comes as the country faces acute domestic and international challenges.

Six candidates, including the speaker of Parliament, have been approved to run in the Iranian election this month to succeed President Ebrahim Raisi, who died in a helicopter crash last month. The vote comes at a moment when the country faces acute domestic and international challenges, state media said on Sunday.

The speaker of Parliament [Mohammad Baqer Ghalibaf](#), and five other men were approved by the Guardian Council, a 12-person body that vets candidates, for the balloting on June 28, according to [the state news agency IRNA](#), which cited Mohsen Eslami, spokesman for the country's election headquarters.

Mr. Ghalibaf, a retired pilot and former commander of the Revolutionary Guards, has run twice unsuccessfully for the country's presidency and is a [former mayor](#) of the capital, Tehran. He became speaker of Parliament in 2020 following a legislative election.

The other candidates include a former interior minister, [Mostafa Pourmohammadi](#); [Saeed Jalili](#), a former chief nuclear negotiator; and the current Tehran mayor, [Alireza Zakani](#).

The country's next president will be confronted with problems at home and abroad. Deep economic troubles, exacerbated by international sanctions, are fueling discontent among some Iranians who have demanded



Iran's presidential candidates, from top left to right, and then clockwise, Saeed Jalili, Mohammad Bagher Ghalibaf, Masoud Pezeshkian, Mostafa Pourmohammadi, Amir-Hossein Ghazizadeh Hashemi and Alireza Zakani, in Tehran, Iran. Abedin Taherkenareh/EPA, via Shutterstock

social and political freedoms as well as prosperity.

The largest recent uprising, led by women, erupted in 2022 after a young woman, Mahsa Amini, died in police custody; she was accused of improperly covering her hair under the country's hijab laws. Those protests grew to include demands for an end to clerical rule.

On the international front, the new president will also face the "Axis of Resistance" that Tehran has adopted as its policy against the United States and Israel,

including by funding Hamas and Hezbollah, armed groups based in Gaza and Lebanon, and by arming the Houthis in Yemen, who have attacked cargo ships in the Red Sea.

A [long shadow war](#) between Iran and Israel broke into the open in April when Tehran launched a volley of missiles and exploding drones at Israel in retaliation for a deadly [strike](#) on an Iranian Embassy building in Damascus.

Beyond that, Iran has supplied

Moscow with [exploding drones](#) that it has used in Ukraine to sap that country's ability to resist a full-scale invasion by Russia in 2022. That has, in turn, made Tehran a central player in an indirect confrontation between the Kremlin and NATO countries, including the United States.

The next Iranian president faces critical decisions about the country's status as a "threshold" nuclear state that could produce fuel for three or four bombs in short order. Last week, the United Nations' nuclear watch-

dog agency [censured Iran](#) over its refusal to grant inspectors access to its uranium enrichment program.

Iran has for years said that its nuclear program is for peaceful purposes and that it is not pursuing a bomb. But in recent months, several senior Iranian

officials have said that it could revise its nuclear doctrine if it faced an existential threat from other nuclear countries, namely Israel and the United States.

Mr. Raisi died along with the foreign minister, Hossein Amir Abdollahian, while traveling in the country's northwest. The president had been seen as a

possible successor to the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and his death has shifted the dynamics in the debate over who could succeed Mr. Khamenei. One possible candidate is the supreme leader's son [Mojtaba Khamenei](#).

While it was unclear how the June 28 election will shape questions of succession, the country's leadership has taken steps after Mr. Raisi's sudden death to project stability, emphasizing that the governing of the country will not be affected.

Le Monde

avec AFP
09 juin 2024

Election présidentielle en Iran : six candidats autorisés à prendre part au

Quatre-vingts personnalités avaient déposé leur candidature auprès du conseil des gardiens de la Constitution, dont l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad, qui n'a pas été autorisé à se présenter.

Six candidats, la plupart conservateurs, ont été autorisés à concourir à l'élection présidentielle iranienne du 28 juin, destinée à remplacer Ebrahim Raïssi, [mort dans un accident d'hélicoptère le 20 mai](#), a annoncé dimanche le ministère de l'intérieur.

Ces candidats ont été sélectionnés par le Conseil des gardiens de la Constitution, un organe non élu dominé par les conservateurs et chargé de superviser le processus électoral. Ces candidats ont été sélectionnés parmi quatre-vingts personnalités ayant déposé leur candidature.

Parmi ceux qui pourront faire campagne, figurent le président conservateur du Parlement, [Mohammad Bagher Ghalibaf](#) ; le maire de Téhéran, Alireza Zakani, et Saïd Jalili, l'ancien négociateur ultraconservateur du dossier nucléaire. D'autres candidats ont été sé-

lectionnés : Amir-Hossein Ghazizadeh Hashemi, le chef ultraconservateur de la Fondation des martyrs, Mostafa Pourmohammadi, ancien ministre de l'intérieur, et Masoud Pezeshkian, député de la ville de Tabriz (Nord-Ouest), ancien ministre de la santé et seul réformateur en lice.

En revanche, le Conseil a disqualifié le populiste Mahmoud Ahmadinejad, qui souhaitait briguer, à 67 ans, le poste de président qu'il a occupé de 2005 à 2013. Il avait déjà été écarté lors des élections présidentielles de 2021 et 2017. Un autre vétéran de la République islamique, Ali Larijani, ancien président du Parlement considéré comme modéré, a également été rejeté. Le Conseil des gardiens n'a pas justifié publiquement ses choix.

Lors de l'élection de 2021, ce même conseil n'avait retenu que sept candidats sur les 592 postulants, invalidant de

nombreuses personnalités réformistes et modérées. Ce qui avait ouvert la voie à Ebrahim Raïssi, le candidat du camp conservateur et ultraconservateur, facilement élu au premier tour. Seuls 49 % des électeurs iraniens avaient participé à ce scrutin, soit le plus faible taux pour une présidentielle depuis la révolution islamique de 1979.

Quatre femmes avaient déposé cette année un dossier de candidature mais aucune d'entre elles n'a été qualifiée, comme c'est le cas pour toutes les présidentielles depuis le début de la République islamique.

Contrairement à la plupart des pays, le président n'est pas le chef de l'Etat – ce rôle revient au Guide suprême, actuellement l'ayatollah Ali Khamenei, âgé de 85 ans et en poste depuis trente-cinq ans. Elu pour quatre ans, le président a néanmoins un rôle important

en dirigeant le gouvernement et sa politique, le poste de premier ministre n'existant pas.

Une élection scrutée de près

Prévue au printemps 2025, la présidentielle a été rendue nécessaire par la mort à 63 ans d'Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère dans le nord-ouest du pays le 19 mai, en compagnie de sept autres personnes parmi lesquelles le chef de la diplomatie, Hossein Amir-Abdollahian.

Nommé dans l'urgence, le président par intérim, Mohammad Mokhber, 68 ans, a été chargé de superviser la bonne organisation du scrutin. Cette élection sera scrutée de près sur la scène internationale alors que Téhéran est un acteur majeur au Moyen-Orient, sur fond de guerre à Gaza et d'inquiétudes sur le programme nucléaire iranien.

« Nous, enfants-soldats des Moudjahidin du peuple iranien »

EnquêteNées dans les années 1980 de parents proches des Mujaheddin-e Khalq, qui menèrent une lutte armée contre le chah, puis la République islamique d'Iran, trois anciennes recrues racontent en exclusivité au « Monde » leur enrôlement dans ce mouvement retiré de la liste des organisations terroristes de l'Union européenne en 2009.

« J'avais 14 ans quand j'ai appris à tirer à la Kalachnikov, à conduire un char, à manœuvrer dans un champ de mines et à me battre. » C'était en Irak, en 1998 : Amir Vafa était alors enfant-soldat des Mujaheddin-e Khalq (MEK, « combattants du peuple »). Le quadragénaire, qui vit aujourd'hui en Suède, reproche à cette organisation iranienne d'avoir séparé des enfants de leur famille, d'avoir exercé des pressions psychologiques à leur rencontre et d'avoir fait d'eux des guerriers en vue de renverser le régime islamique au pouvoir à Téhéran depuis la révolution de 1979.

Il aura fallu du temps à Amir Vafa – quinze ans après avoir déserté les rangs des MEK, en 2004 – pour oser parler publiquement de son expérience. Parmi ses anciens camarades de tranchées, il est le premier à avoir témoigné sous sa véritable identité, en 2019, dans le média persanophone Mihan TV. « Suite à ce temps long sous l'emprise de l'organisation, j'ai eu besoin de me reconstruire, explique-t-il au Monde, lors d'une rencontre dans un café de Stockholm. Et puis, j'avais peur des représailles. »

Après avoir renoncé, en 2001, à la lutte armée et aux actions violentes, le groupe en exil – également connu sous l'appel-



LOULOU D'AKI POUR « LE MONDE »

lation d'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (OMPI) – est parvenu à s'extraire des listes des entités terroristes américaine et européenne où il figurait depuis des années.

Se présentant comme une alternative pacifique, démocratique et non nucléaire au régime de Téhéran, il jouit aujourd'hui encore d'une influence considérable en Occident, notamment aux Etats-Unis et en France. Environ 2 000 membres vivent aujourd'hui en Albanie.

Procès expéditifs

« Désormais, ma vie est stable et j'ai besoin de raconter ce que d'autres enfants et moi avons subi », dit posément M. Vafa, devenu père de deux fillettes. Suivant son exemple, les langues ont commencé à se délier. Deux autres ex-enfants-soldats ont accepté de décrire au Monde leur trajectoire personnelle au sein des Mujaheddin-e Khalq, à visage découvert. Une dizaine d'anciens membres ont également apporté leur témoignage, certains

à condition que soit préservé leur anonymat. Selon leurs dires, plusieurs dizaines d'enfants, au moins, sont passés par les bataillons de l'organisation.

Sollicité par *Le Monde* sur les points-clés de cette enquête, les MEK n'ont pas souhaité répondre. Ils ont, par la suite, adressé un courriel au Monde discréditant par avance nos témoins dont ils ne connaissaient pourtant pas l'identité, les qualifiant d'« agents notoires du régime des mollahs ». Sur son site, l'organisation affirme que ces enfants ont rejoint l'« armée de la libération » de leur plein gré.

Né à Paris en 1983, Amir est le fils de deux activistes des Moudjahidin du peuple qui ont fui la répression en Iran. Cette organisation de tendance « islamo-marxiste », apparue dans les années 1960, a pris une part active au soulèvement de 1979 qui détrôna Mohammad Reza Pahlavi, le dernier chah. Comme les autres forces d'opposition, elle subit l'irrésistible montée en puissance de l'aya-

tollah Khomeyni, qui s'efforce alors de les éliminer à l'issue de procès expéditifs devant les tribunaux révolutionnaires. La simple possession d'une brochure du groupe peut valoir une arrestation, voire la mort.

Les Moudjahidin du peuple ripostent violemment. En 1981, soixante-douze responsables de la jeune théocratie iranienne périssent dans une série d'explosions à Téhéran. Les blessés se comptent par dizaines : Ali Khamenei, l'actuel Guide suprême et plus haute autorité de l'Iran, perd l'usage de son bras droit dans l'un de ces attentats. Cette même année sonne le départ en exil pour les membres de l'organisation, dont les parents d'Amir et leur chef, Massoud Radjavi. Ce dernier choisit d'implanter son quartier général en France.

Le Moyen-Orient est alors à feu et à sang. Les hostilités ouvertes par le président irakien, Saddam Hussein, contre son voisin iranien en 1980 ont déclenché un conflit qui ne s'arrêtera que huit ans plus tard. En proie à la guerre civile, Bey-

routh voit l'ascension de groupes armés financés par Téhéran. Dans l'espoir d'obtenir la libération d'otages français au Liban, Jacques Chirac, nommé premier ministre en mars 1986, accepte d'annuler le droit d'asile qu'avait octroyé la France aux activistes iraniens anti-Khomeyni. Massoud Radjavi quitte l'Hexagone en 1986. Les opérations de police se multiplient à Auvers-sur-Oise. [En décembre 1987, l'ordre d'expulsion est signé.](#)

Une « révolution idéologique »

Amir n'a pas encore 3 ans quand ses parents s'envolent pour Bagdad. Saddam Hussein y a offert à Massoud Radjavi un accueil digne d'un chef d'Etat et, à ses partisans, un terrain situé à 70 kilomètres au nord de la capitale irakienne : le « camp Achraf », où permission leur est donnée d'organiser la lutte armée contre l'ennemi commun à Téhéran. Comme tous les enfants d'Achraf, Amir est alors « séparé de [s]es parents » : « *J'allais à l'école le jour, je dormais dans un pensionnat la nuit.* » Son père, Esmail Vafa Yaghmayie, poète atitré des Moudjahidin, se consacre à l'écriture de chants à la gloire du mouvement. Sa mère, Akram, est chargée de la communication et, plus tard, de sa logistique. Il ne les voit qu'en de « *rare occasions* ».

Le 22 juillet 1988, un cessez-le-feu, signé sous l'égide des Nations unies par Bagdad et Téhéran, doit mettre fin à la guerre. Mais, trois jours plus tard, Massoud Radjavi annonce une offensive d'envergure. Baptisée « Forouge Javidan » (« Lumière éternelle »), soutenue par l'aviation irakienne, [l'opération vise à s'emparer de la grande ville iranienne de Kermanchah](#), située à plus de 150 kilomètres de la frontière irakienne. Selon son propre décompte, l'organisation perd 1 304 hommes dans les combats.

L'échec de cette offensive va avoir des répercussions dra-

matiques. En Iran, d'abord, où des milliers de prisonniers politiques – parfois sans rapport avec les MEK – sont exécutés. Au sein de l'organisation, ensuite, qui opère une « *révolution idéologique* » censée remettre au pas des combattants jugés démotivés. Pour les couples militants, le divorce est rendu obligatoire : les liens familiaux desserviraient la lutte.

En cette même année 1989, Maryam Radjavi – qui a épousé, en 1985, Massoud Radjavi après avoir divorcé de Mehdi Abrishamchi, l'une des figures importantes du groupe – est propulsée « première autorité » de l'organisation. Selon les anciens membres du mouvement interrogés par *Le Monde*, c'est alors que commence la « *transformation* » du mouvement, qui se met à exercer « *toutes sortes de pressions psychologiques* » sur la cellule familiale, dont vont pâtir, en particulier, les enfants.

En 1991, pendant la guerre du Golfe déclenchée par l'invasion irakienne du Koweït, plusieurs centaines d'entre eux sont envoyés loin de leurs parents, en Europe, aux Etats-Unis et au Canada. Ils deviennent les émissaires de la « cause » en Occident, où ils participent à des collectes de dons et à des rassemblements, distribuent des tracts, etc. D'après les témoignages recueillis par *Le Monde*, l'objectif était aussi de « *briser davantage les liens familiaux* ». Les Mujaheddin-e Khalq, dans leur réponse adressée au *Monde*, rejettent cette accusation, expliquant qu'Amir « *a été envoyé par ses parents, comme d'autres enfants, durant la guerre et les bombardements de l'Irak en 1991, pour se trouver sain et sauf en Suède* ».

Amir, alors âgé de 8 ans, est recueilli par la famille iranienne qui l'avait déjà hébergé en France quand il était bébé et qui vit désormais en Suède. « *Mes parents me manquaient beaucoup, se souvient-il aujourd'hui. J'étais persuadé qu'ils allaient bientôt libérer l'Irak du joug de Khomeyni et que nous*

allions tous y retourner pour vivre ensemble. »

Le petit garçon l'ignore, mais son père a décidé de s'éloigner du noyau dur d'Achraf. « *Quand nous étions encore en Europe, j'avais lu des livres de philosophie écrits par Voltaire et Spinoza, nous précise ce dernier. Petit à petit, j'ai perdu la foi en l'islam et en l'idéologie de l'organisation. Je sentais que celle-ci ne nous permettrait pas d'accéder à la démocratie.* » En 1993, il quitte l'Irak pour la France, où il intègre le Conseil national de la résistance en Iran, l'organe politique du mouvement, à Auvers-sur-Oise. Esmail Vafa Yaghmayie a rompu avec l'organisation en 2004 et vit, depuis, à Paris.

« Ne crois pas que tu sois trop jeune »

Père et fils se retrouvent en France, en 1997. Amir « *revi[t]* ». Il apprend le français, c'est un bon élève. Pendant son temps libre, il se rend à Auvers-sur-Oise, où il fréquente des enfants de son âge, au parcours proche du sien : « *J'avais déjà rencontré certains d'entre eux en Irak, ils étaient comme mes frères et sœurs.* » Le centre leur dispense des cours d'histoire glorifiant la lutte contre le chah d'Iran puis contre le régime islamique : « *C'était exaltant, on aurait dit le scénario d'un film d'action dans lequel nous étions les héros appelés à libérer l'Irak.* » Amir n'est pas le seul à ressentir cette attraction : « *Les ados étaient de plus en plus nombreux à vouloir rejoindre la lutte en Irak.* »

Plusieurs y partent. A Auvers-sur-Oise, Amir aperçoit des camarades dans des vidéos projetées dans le centre, où ils sont filmés en uniforme, brandissant une Kalachnikov ou en haut d'un char, sur fond de musique martiale : « *Ils étaient devenus de vrais combattants. Devant la caméra, ils affirmaient que leur vie d'avant était insignifiante.* » A la même époque, il reçoit une lettre de sa mère, restée à Achraf, l'incitant à la rejoindre. « *Tu sais mieux que*

moi le nombre de tes amis qui sont ici, lui écrit-elle, en février 1998. *Quand je les vois, je me demande quand mon cher Amir viendra enfin. Quand tu auras rejoint [notre] armée et que je te verrai en ces habits [uniforme], tous mes rêves seront exaucés – sauf celui de ramener, ensemble, tante Maryam [Radjavi] (...) à Téhéran.* » Elle ajoute : « *Ne crois pas que tu sois trop jeune (...). Tu sais mieux que moi que les moudjahidin qui se battaient contre les mercenaires de Khomeyni quand nous étions toujours en Iran étaient plus jeunes que toi.* » Dans l'enveloppe, sa mère a glissé deux photos : l'une de Massoud Radjavi, l'autre de son épouse.

Maryam Radjavi – proclamée par l'organisation « *future présidente de l'Iran* » en 1993 – est vénérée par le groupe et ses sympathisants : elle incarne la femme révolutionnaire qui mettra à genoux le régime islamique. Au sein des MEK, les plus hautes fonctions militaires sont souvent confiées à des femmes – une singularité mise en avant par l'organisation pour prouver aux Occidentaux son attachement à l'égalité de genre. Pour le jeune Amir, Massoud Radjavi est « *notre père à tous* », un homme « *irréprochable, comme un dieu* », et Maryam, « *la leader* ». Il veut aller combattre en Irak. Son père s'y oppose, insiste pour qu'il obtienne d'abord son baccalauréat. Amir ne cède pas : « *Je me sentais inférieur aux autres enfants parce que mon père avait quitté le terrain pour la politique, ce qui était considéré comme moins prestigieux. Tous mes amis partaient en Irak, je voulais les rejoindre.* »

« *Je me suis battu pour qu'il reste* », assure son père aujourd'hui. Puis il s'est résigné, signant un formulaire qui autorisait le départ d'Amir. Celui-ci s'envole pour la Jordanie, le 7 juillet 1998, en compagnie de Sara (un pseudonyme utilisé à la demande du père de celle-ci, toujours membre active du groupe), mineure comme lui.

Avec une dizaine d'autres enfants, il est conduit à Bagdad : « *Ma mère était là, qui m'attendait...* »

Un camp cerné de barbelés

Akram, qui n'a pas vu son fils depuis sept ans, « *a l'air heureuse* ». Amir, lui, a le sentiment d'être avec « *une étrangère* ». Les retrouvailles avec des camarades d'Auvers-sur-Oise dans les allées poussiéreuses du camp Achraf le réconfortent. Commence alors un « *entraînement militaire et idéologique* » : lever à 5 heures, lit au carré, chants révolutionnaires, cours de tir et de combat « *pour apprendre à tuer l'adversaire pasdar* [membre des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de Téhéran] *à la baïonnette* ».

Les règles sont strictes. La mixité est interdite. Personne ne sort sans autorisation spéciale de ce camp cerné de barbelés, de tours d'observation et de gardes dans leurs bunkers. Bientôt, les adolescents doivent, comme leurs aînés, se livrer à des séances publiques d'autocritique. A partir du début des années 2000, une fois par semaine, chacun doit décrire ses fantasmes sexuels. Les amitiés aussi sont supervisées : « *Il était interdit de déjeuner deux fois d'affilée à côté du même camarade* », insiste Amir.

Une ambiance délétère à l'abri des regards, que confirmera une [étude de 2009](#) menée par le groupe de réflexion proche de l'armée américaine RAND Corporation. L'organisation y est qualifiée de mouvement « *sectaire* », dont « *la plupart des "recrues" ont été introduites illégalement en Irak* ». « *Prises au piège* » dans ce pays après la confiscation de leurs papiers d'identité, elles sont soumises à une discipline de type militaire, à une stricte séparation des sexes, et doivent observer une « *dévotion quasi religieuse envers les Radjavi* ». Des descriptions que réfutent les MEK.

Après les entraînements mili-

itaires, Amir est devenu soldat. En avril 2001, son unité tombe dans une embuscade tendue par l'armée régulière iranienne, près de Dehloran, en Iran. L'un de ses camarades, [Shahram Jouyandeh](#), est tué. Cet ancien militaire iranien de 42 ans avait été capturé lors de la guerre Iran-Irak et enfermé dans une geôle irakienne avant de devenir combattant des Moudjahidin-e Khalq. « *Sa mort m'a changé à tout jamais* », lâche Amir.

De retour au camp, les rescapés de l'unité sont accueillis en héros par leurs supérieurs. Un dîner copieux les attend, mais l'adolescent a la nausée. En assistant aux funérailles de son ami « *tombé en martyr* », il ne supporte plus le contact de sa Kalachnikov. Deux mois plus tard, au cours d'un congrès extraordinaire en Irak, l'organisation annonce qu'elle met fin à ses activités militaires.

Après la Fête du feu

L'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, en mars 2003, change la donne. Massoud Radjavi réunit les combattants qu'il exhorte à se rendre à la frontière avec l'Irak. Amir était là : « *Massoud nous a dit : "Dans ce conflit, nous sommes neutres, mais la première roquette qui s'abattra sur nous signifiera que nous ne sommes plus les bienvenus ici et qu'il nous faudra quitter l'Irak. Si les Américains nous demandent : 'Où allez-vous ?', nous leur répondrons : 'On rentre chez nous !'"* » D'autres membres présents lors de ce discours et qui ont depuis quitté le groupe ont confié au *Monde* des souvenirs identiques. « *Après ces paroles, soutient Amir, on a tous crié : "On y va !" Plus personne n'avait peur, on pensait qu'on allait enfin sortir de ce purgatoire.* »

Le départ est resté gravé dans la mémoire d'Amir. C'était après la nuit de la Fête du feu, le dernier mardi de l'année iranienne, qui se célèbre traditionnellement en famille – le 18 mars 2003. Ses camarades et lui grimpent sur des chars et

filent à la frontière iranienne : « *J'étais tireur dans un T55 [blindé soviétique] avec, à mes côtés, Amine Golmaryami, qui chargeait les obus. Le soir, on dissimulait le véhicule dans des tranchées.* » « *Au matin, ajoute-t-il, on avait des séances politiques.* » L'ordre d'attaquer l'Irak n'arrivera jamais.

Un jour, l'unité d'Amir est prise pour cible par l'armée américaine. « *Leurs soldats nous avaient sûrement confondus avec des Irakiens* », estime-t-il aujourd'hui. En apercevant les GI, le jeune homme est submergé par une vague d'espoir : « *J'ai pensé que l'Occident allait nous sauver de l'organisation.* » Entre-temps, Massoud Radjavi a disparu. L'organisation n'a jamais cessé de diffuser des messages écrits ou audio attribués à l'énigmatique leader, mais certains anciens membres pensent qu'il a été tué dans un bombardement américain. D'autres l'imaginent mener une vie clandestine dans un pays autre que l'Irak.

Les soldats de l'armée américaine sont à Bagdad, l'Irak est un nouvel échiquier politique que Washington croit pouvoir maîtriser. Du point de vue américain, les MEK combattent un ennemi commun – le régime islamique iranien –, mais sont des alliés historiques du dictateur déchu Saddam Hussein ; l'organisation dispose de puissants relais au Congrès, mais elle reste étiquetée « *terroriste* ». Finalement, ce sont des trublions qu'il s'agit de neutraliser. [Sous le coup d'un ultimatum, l'organisation signe un accord de désarmement, le 10 mai 2003](#), et accepte de se regrouper dans le seul camp Achraf. En vertu du 4^e article de la convention de Genève, leurs membres bénéficient, dès l'été 2003, du statut de « *personnes protégées* ».

Des retrouvailles frustrantes

L'organisation consent à laisser partir Amir, non sans lui avoir fait signer au préalable une attestation selon laquelle il a tou-

jours été bien traité. Ce document sera utilisé pour le discrediter quand il brisera l'omerta, devant les caméras de Mihan TV, en 2019, pour révéler son passé d'enfant arraché à sa famille, élevé dans le culte des Radjavi et préparé, dès le plus jeune âge, à devenir soldat. « *Les Moudjahidin ne m'auraient jamais laissé partir sans ce papier, mais ça, ils se gardent bien de le préciser* », s'indigne Amir.

Une fois sorti de l'organisation, il occupe brièvement les fonctions de traducteur auprès du dentiste d'une base militaire américaine. Pour la première fois de sa vie, il a accès à Internet. Il rêve de rentrer en Europe, mais l'absence de papiers d'identité lui complique la tâche. De premières démarches auprès de la France échouent. La Suède lui répond favorablement. Le 5 octobre 2004, il s'envole pour Stockholm, abandonnant définitivement toute activité au sein des Moudjahidin du peuple iranien.

Beaucoup n'osent pas alors franchir ce pas. C'est par exemple le cas d'Amine Golmaryami, qui se trouvait dans le même char qu'Amir lors de l'invasion américaine. « *J'avais peur de ce qui m'attendait à l'extérieur, car, selon la propagande à l'œuvre dans le camp Achraf, les moudjahidin qui quittaient l'organisation étaient souvent violés par les Américains* », se souvient M. Golmaryami, lors d'un entretien accordé au *Monde* en avril 2023, à Cologne, en Allemagne, où il vit depuis qu'il a quitté l'organisation, dix ans auparavant. Aujourd'hui, il « *regrette de ne pas avoir suivi Amir* ».

Né en 1985 en Iran, Amine a passé une partie de son enfance en Irak. Son père a été tué lors de l'opération « *Fouroghe Javidan* », lancée en 1988 par Massoud Radjavi contre l'armée de l'imam Khomeyni. En 1991, il est envoyé en Allemagne avec ses deux frères aînés. Les trois garçons passent par plusieurs maisons d'hébergement supervisées par

le mouvement. A Cologne, Amine est un adolescent de son temps, cheveux peroxydés, oreille percée, qui écoute du rap et sort avec des filles. Rien qui paraisse le prédestiner à un avenir de combattant d'un groupe aux aspirations islamomarxistes en Irak. Mais il y a les vacances d'été passées au quartier général du mouvement, à Auvers-sur-Oise. Et ce qu'on lui répète inlassablement : à Bagdad, il pourrait retrouver sa mère et l'affection qui lui manque tant. C'est cet espoir qui le pousse à partir, en 2001. « *Jamais ils ne m'ont dit que je ne serais que très rarement autorisé à la voir et à lui parler* », affirme Amine, qui s'est senti « *manipulé* ».

Les retrouvailles sont frustrantes et les entraînements militaires le rebutent. Mais le sort réservé aux dissidents le paralyse. Selon une enquête menée en 2002 et 2003 par l'organisation Human Rights Watch, parue en 2005 sous le titre « *Sortie interdite. Violations des droits humains dans les camps de l'OMPI* », des « *membres dissidents* » sont « *envoyés [dans les geôles d']Abou Ghraïb par l'organisation pour qu'ils soient "sous bonne garde"* ». Certains sont « *rapatriés en Iran en échange de prisonniers de guerre irakiens (...)*. [Leur sortie de prison] a permis d'obtenir des informations directes sur les conditions régnant dans les camps de l'OMPI, informations jusque-là inaccessibles au monde extérieur ». Le mouvement a qualifié ce rapport de « *biaisé et orienté* ».

Fermeture du camp

Après 2003 et l'invasion américaine, les conditions de vie deviennent plus dures encore. Après la disparition mystérieuse de Massoud Radjavi en Irak, son épouse, Maryam Radjavi, est arrêtée, le 17 juin 2003, en France. Pierre de Bousquet de Florian, alors chef de la direction de la surveillance du territoire (DST), ne mâche pas ses mots : cette organisation de type « *terroriste* », « *sec-*

taire » et au fonctionnement « *autocratique* », « *s'est toujours apparentée à des mouvements du type Khmers rouges* ». La réaction de ses sympathisants est cependant inattendue. Les tentatives d'immolation par le feu se multiplient à Paris, Londres et Berne. **La charismatique leader est libérée** quelques jours plus tard et les accusations de terrorisme ne seront pas étayées. En 2014, un non-lieu est prononcé pour les délits financiers.

Loin de l'agitation médiatique, en Irak, un jeune camarade d'Amine se suicide : « *Il s'appelaït Yasser Akbari Nasab et ne supportait plus l'absence du couple leader ; c'était un garçon fragile qui manquait de repères : il s'est tué en s'immolant dans le camp Achraf, en 2006.* »

Cette même année voit l'arrivée au pouvoir, à Bagdad, de Nouri Al-Maliki. Le nouveau premier ministre irakien entretient des relations étroites avec le régime islamique iranien, dont l'influence en Irak se renforce. Les Moudjahidin ne sont plus les bienvenus dans le pays. La fermeture de leur camp est imminente. Les violences aux abords d'Achraf se multiplient. « *Face à la police qui nous tirait dessus, nous n'avions que des cartons et des pierres pour nous protéger* », se souvient Amine. En 2009, au moins huit moudjahidin tombent sous les balles, plusieurs centaines sont blessés. Un autre raid, en 2011, se solde par la mort de plus de trente moudjahidin.

A l'instar d'autres témoins interrogés par *Le Monde*, Amine estime aujourd'hui que leurs dirigeants n'ont pas cherché à les protéger : « *Au contraire, ils nous envoyaient au-devant des balles pour grossir le bilan des victimes.* » **Leur objectif, pense-t-il, était de faire pression sur l'Europe et les Etats-Unis afin que l'organisation soit retirée des entités terroristes** et de faciliter la réinstallation de ses membres dans un autre pays. En 2012, le déplacement forcé de quelque **3 000 résidents** d'Achraf,

parqués dans l'ancienne base américaine de Camp Liberty, en banlieue de Bagdad, et « *l'absence de toute attaque confirmée de la part du groupe depuis plus d'une décennie* » finissent par convaincre **Washington de radier le groupe de sa liste noire, trois ans après l'Union européenne.**

« *Tout contact avec les agents onusiens [du Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR)] qui se rendaient régulièrement à Camp Liberty nous avait été interdit par les dirigeants [des MEK]* », assure Amine Golmaryami. Le jeune homme tente un stratagème : il glisse discrètement dans le sac d'une employée du HCR un message de détresse, rédigé en anglais par un ami et dissimulé à l'intérieur d'un paquet de cigarettes. « *J'espère que vous comprendrez l'urgence de ce rendez-vous [que je demande], parce que je ressens une forte pression concernant mon avenir* », peut-on lire dans cette missive non datée que *Le Monde* a pu consulter auprès du HCR.

Il est rapidement convoqué pour un entretien qui, à sa demande, se renouvelle toutes les deux semaines : « *A ce stade, il était important que les Moudjahidin [du peuple] sachent que mon cas était suivi de près. Face aux pressions et aux représailles du groupe, c'était une garantie pour ma sécurité.* » Sa requête n'aboutira pas, mais alors que Camp Liberty est à son tour la cible d'attaques, les Moudjahidin obtiennent, sous la pression des Etats-Unis et de l'ONU, la permission de l'Albanie de s'installer sur son territoire, près de Tirana.

Amine et ses deux frères sont parmi les premiers à se rendre dans ce nouveau quartier général, en mai 2013. Les membres y sont encore peu nombreux, et les règles relativement souples : « *On allait pique-niquer dans les montagnes autour de Tirana. On pouvait enfin se parler librement et avoir des gestes amicaux.* »

Poursuivre un combat naturel

En Irak, un sort funeste attend les derniers réfractaires d'Achraf. Le 1^{er} septembre 2013, des violences aboutissent à un massacre. Les enquêteurs des Nations unies dénombrent cinquante-deux cadavres, pour la plupart exécutés. Montré du doigt, le gouvernement irakien nie toute responsabilité dans ce bain de sang.

Loin de cet enfer, et aux portes de l'Europe, Amine n'a plus que l'Allemagne en tête. Il s'évade en 2014 et finit par rejoindre le pays de son adolescence. Son premier acte d'homme libre est d'aller manger au McDonald's, le second, de demander l'asile politique, qu'il obtient l'année suivante. Aujourd'hui, il a la nationalité allemande.

En août 2019, il est rejoint à Cologne par l'un de ses camarades, Mohammad Reza Torabi, « *ancien soldat des Moudjahidin [du peuple], comme [lui]* ». L'homme a connu un parcours similaire, avec une adolescence en exil dans une famille d'accueil au Canada. Les discours de sympathisants lui faisant miroiter des retrouvailles avec ses parents restés en Irak le décident à partir, en 1999. Il est alors âgé de 17 ans. Le premier contact est décevant. Sa mère est « *froide* » et « *distante* », son père n'est pas présent. « *Le lendemain, elle m'a dit qu'il était mort quelques années plus tôt d'un AVC, mais il y avait dans son récit des détails qui clochaient* », se remémore Mohammad Reza Torabi, lors d'un entretien avec *Le Monde* organisé, en avril 2023, à Cologne, où il vit lui aussi. Ses doutes n'ébranlent pas sa foi en l'organisation. Il lui paraît alors naturel de poursuivre un combat commencé par ses parents et ses oncles. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres membres, les Moudjahidin du peuple sont, avant tout, une affaire de famille.

Les oncles de Mohammad Reza Torabi ont été exécutés par le

régime de Khomeyni dans les premières années suivant la révolution de 1979. Ses parents ont été arrêtés en 1982, alors qu'ils tentaient de fuir l'Iran. Lui n'était encore qu'un nourrisson. Condamnée à cinq ans d'incarcération, sa mère, Zahra Seraj, le garda auprès d'elle durant la première année, dans la prison d'Evin, à Téhéran. Il fut ensuite envoyé chez sa grand-mère. Son père, Ghorbanali Torabi, fut emprisonné sept ans. A sa libération, en 1989, la famille s'enfuit en Irak pour y rejoindre les MEK.

De retour à Achraf à l'âge de 17 ans, Mohammad Reza Torabi est un membre zélé. Rapidement lui est assignée la tâche d'« accueillir » les jeunes arrivants. « Notre objectif était de leur laver le cerveau, de leur faire oublier leur vie d'avant pour leur inculquer l'idéologie des Moudjahidin [du peuple], énonce-t-il sans ambages. Mon dévouement était sans faille. » Avec le recul, il juge avoir été lui-même victime de « manipulations », tout en regrettant « le mal [qu'il a] commis dans le cadre de ces fonctions ».

En 2003, il est envoyé avec une unité combattante à la frontière iranienne. Son nom apparaît dans un livre publié l'année suivante par le journaliste Saul Hudson travaillant pour l'agence Reuters. Embarqué dans l'armée américaine, le journaliste interroge Mohammad Reza Torabi, qui se déclare « très heureux » d'avoir des femmes pour commandantes : « Comme je parlais l'anglais, j'étais le porte-parole de mon unité auprès des troupes américaines », souligne-t-il aujourd'hui.

Les tortures infligées à Achraf

Sa loyauté à toute épreuve lui vaut le « très rare privilège » d'accéder à Internet. C'est ainsi qu'en inscrivant le nom de son père dans le moteur de recherche il découvre un court article publié sur le site de l'organisation Nejat, considérée par certains comme proche des ser-

vices de renseignement iraniens. L'auteur de l'article, Alireza Mirasgari, a bien connu le père de Mohammad Reza avant de claquer la porte des MEK et de retourner à Téhéran, en 2003. Selon ce dissident, le père de Mohammad Reza est mort en 1994, à la suite de tortures infligées dans un centre de détention du camp Achraf. Pour le jeune homme, ces révélations ne peuvent être qu'un tissu de mensonges, élaborés pour alimenter la propagande de l'ennemi. Mais le doute s'installe.

Mohammad Reza Torabi est l'un des derniers moudjahidin à quitter Bagdad pour Tirana, en août 2016. Dans cette ville, il « redécouvre la vie » et s'éprend de liberté. D'anciens camarades, qui ont déjà quitté le mouvement, l'incitent à faire défection. Il reprend contact avec sa famille d'accueil au Canada : « Elle m'a beaucoup aidé, en me donnant confiance en moi et en me soutenant financièrement. » Après de « laborieuses tractations » avec ses supérieurs, il parvient à s'extraire du groupe le 3 mars 2017 – date qu'il n'oubliera jamais – et s'installe chez un ex-membre des Moudjahidin du peuple iranien, à Tirana.

Toujours obsédé par la mort de son père, il reprend ses recherches et trouve le rapport de Human Rights Watch, datant d'une douzaine d'années, qui dénonçait les purges menées au sein de l'organisation entre 1994 et 1995, à l'encontre des membres « soupçonnés de nourrir des opinions divergentes » : « Abbas Sadeghinejad [un dissident] a déclaré à Human Rights Watch qu'il avait (...) été témoin de la mort d'un autre détenu, Ghorbanali Torabi, après que ce dernier [était] revenu d'une séance d'interrogatoire dans la cellule qu'il partageait avec lui. » La rupture est sans appel : « C'était comme si, toutes ces années, tout le monde – sauf moi – connaissait la vérité sur la mort de mon père. Certains cadres que j'avais fréquentés étaient directement responsables de sa mort. Aujourd'hui encore,

cette idée me met hors de moi. » En août 2018, Mohammad Reza franchit à pied la frontière avec la Grèce, parvient à obtenir un faux passeport et finit par arriver en Allemagne, où il obtient le statut de réfugié en avril de l'année suivante.

Campagnes de dénigrement

Actuellement, Mohammad Reza Torabi est marié à une Allemande, leur premier enfant est né en janvier 2024. Il est surveillant dans une école primaire. Il voit régulièrement Amine Golmaryami, et tous les deux sont en contact permanent avec Amir Vafa, à Stockholm. Avec d'autres anciens enfants-soldats moudjahidin, ils échangent des nouvelles de l'organisation sur des groupes WhatsApp et se soutiennent mutuellement. Beaucoup sont tombés dans la toxicomanie ou l'alcoolisme, ou souffrent de « troubles psychiques », se désolent-ils. Tous trois font partie des « chanceux » qui ont pu se reconstruire une vie « stable » et « saine ».

Amir Vafa a obtenu un diplôme qui lui permet de travailler depuis peu comme ingénieur en dépollution des sols. Il apparaît dans un film documentaire, *The Children of Camp Ashraf*, sorti en Suède en mars. Sara, l'adolescente partie avec lui en Irak en 1998, n'a jamais quitté les MEK. Son père lui a rendu visite, sous la surveillance de l'organisation, fin 2016, à Tirana. Amine Golmaryami, lui, étudie les arts plastiques à l'Académie des arts médiatiques de Cologne depuis octobre 2023. L'un de ses projets porte sur les enfants-soldats moudjahidin. A la naissance de son fils, en 2022, il s'est fait tatouer le mot *home* (« maison » en anglais) sur la main : « J'ai enfin ma propre famille, un foyer à moi », s'émeut-il.

L'année précédente, il avait accepté de raconter son histoire à l'hebdomadaire *Die Zeit*. Les MEK ont poursuivi le média en justice pour « diffusion de fausses déclarations », réclamant le retrait de l'article. En

janvier 2023, l'organisation a perdu le procès. Avant même la publication, la mère d'Amine Golmaryami a adressé une lettre à l'hebdomadaire dénonçant une « manipulation dégueulasse ». Elle accuse aussi l'auteur de l'article, Luisa Hommerich, d'être à la solde de la « Gestapo des mollahs ». « Ce sujet a été l'un des plus difficiles, des plus angoissants et des plus passionnants de ma carrière, témoigne Luisa Hommerich. Je suis heureuse de l'avoir fait et suis reconnaissante du courage dont ont fait preuve mes interlocuteurs. »

La mère d'Amir Vafa a pris la parole sur la chaîne télévisée des Moudjahidin du peuple, Si-may Azadi, après les confidences au média persanophone Mihan TV de son fils, selon elle « vendu au ministère des renseignements iranien ». Amine, Amir et Mohammad Reza continuent de dénoncer les « pratiques sectaires » du groupe sur les réseaux sociaux, malgré le déferlement d'injures et les campagnes de dénigrement en ligne menées par les Moudjahidin du peuple et leurs sympathisants. Bien sûr, leurs propos sont récupérés par la République islamique d'Iran. Mais ces hommes, qui n'éprouvent aucune sympathie à l'égard du régime de Téhéran, veulent que leur histoire soit entendue. Vingt ans après la mort de son père, Mohammad Reza Torabi commence à peine à faire son deuil. Il veut porter plainte contre les MEK pour « assassinat » et « trafic d'enfants ».

« Nous avons été confiés à cette organisation, qui nous a trahis et menés à la guerre, soutient Amine Golmaryami. Beaucoup de nos amis sont morts. Certains se sont immolés par le feu. Aujourd'hui, les Moudjahidin [du peuple] sont incapables d'admettre leurs torts ou de nous demander pardon. Ceux-là mêmes qui prétendent lutter pour rendre leur liberté aux Iraniens devraient commencer par la rendre à leurs membres. »

Le transport aérien, outil de puissance majeur de la Turquie d'Erdogan

Avec Turkish Airlines, joyau de l'économie turque, qui vient de réaliser des commandes record d'avions, et les hubs aéroportuaires géants du pays, le président islamo-conservateur fait de l'aviation civile un vecteur de développement et d'influence.

L'avenir est dans le ciel. » Jamais, peut-être, une injonction de Mustafa Kemal Atatürk, le père fondateur de la Turquie moderne, n'a été autant prise au pied de la lettre par l'actuel président islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan. De quoi même donner le tournis. Les résultats de la compagnie nationale Turkish Airlines (THY) ont atteint des sommets inédits, le gigantesque aéroport d'Istanbul, inauguré en octobre 2018, est devenu, en cinq ans, le plus actif d'Europe et le pays tout entier se donne des allures de nouveau hub de la mondialisation, malgré une crise économique et financière vertigineuse.

Qu'on en juge : la compagnie turque a présenté, en avril, des résultats à faire pâlir de jalousie la concurrence. Le bénéfice net de Turkish Airlines s'est ainsi élevé à 5,52 milliards d'euros, alors que IAG, la maison mère de British Airways, la plus rentable des compagnies régulières européennes, a engrangé 2,43 milliards d'euros. Son chiffre d'affaires a atteint 20,94 milliards d'euros, avec une marge nette de 28,8 %.

De surcroît, le joyau de l'économie turque est devenu la



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan (au centre), lors de l'inauguration du nouvel aéroport d'Istanbul, le 29 octobre 2018. BURAK KARA / GETTY IMAGES VIA AFP

première compagnie en nombre de vols, devant Lufthansa. Certes, une ristourne fiscale de près de 3 milliards d'euros a été gracieusement consentie par Ankara, mais les résultats sont là. Ses actions cotées à Istanbul ont augmenté de 16 % en 2023 en devises, en avance sur l'ensemble du marché boursier.

Le soutien indéfectible du pouvoir en place

Mieux, la compagnie aérienne turque a non seulement confirmé l'achat de 220 avions à Airbus en décembre, avec des options

pour davantage d'appareils, mais elle vient également d'annoncer, par la voix de son président, Ahmet Bolat, mardi 4 juin, à Dubaï, qu'elle était en pourparlers avec Boeing pour l'acquisition potentielle d'environ 250 avions de ligne. Turkish Airlines serait en discussions avancées sur les prix, les conditions commerciales et le coût des moteurs pour 150 à 175 Boeing 737 MAX. Le reste de la commande, a précisé le dirigeant, concerne le modèle long-courrier 787 Dreamliner.

En d'autres termes, Turkish Airlines, créée en 1933 et

longtemps considérée comme une compagnie de second rang, s'est bel et bien muée en acteur incontournable du secteur aérien mondial, s'imposant comme le concurrent majeur des principaux transporteurs d'Europe et du Golfe. Un résultat qui est venu concrétiser une stratégie de développement efficace, effectuée à marche forcée et soutenue de manière indéfectible par le pouvoir en place. De fait, M. Erdogan et sa formation politique, le Parti de la justice et du développement (AKP), ont envisagé le transport aérien comme outil stratégique dès leur ar-

rivée au pouvoir, il y a vingt-deux ans, souligne Julien Lebel, géopoliticien et chercheur à l'Institut français des relations internationales, afin de mener à bien un double objectif de développement de l'économie nationale et d'influence sur la scène internationale.

« Nouvelles liaisons intérieures »

« A l'échelle du pays, cela se traduit tout particulièrement par l'extension du maillage des aéroports, les nouvelles liaisons intérieures permettant de renforcer les liens avec les centres politique [Ankara] et économique [Istanbul], note l'expert. En parallèle, la stratégie de développement de Turkish Airlines est progressivement alignée sur les intérêts du gouvernement turc. »

Une première privatisation partielle de la compagnie a lieu dès 2004, suivie d'une deuxième deux ans plus tard, réduisant les parts de l'Etat au capital à 49 %. Le programme de privatisation garantit toutefois au pouvoir un contrôle sur ses activités puisque l'Etat dispose en toutes circonstances de parts privilégiées dans les secteurs stratégiques.

En pratique, le gouvernement reste étroitement impliqué dans les activités du groupe de transport aérien. Le profil des membres du conseil d'administration illustre d'ailleurs l'existence de liens de proximité avec l'AKP. Le prédécesseur de l'actuel PDG est un ancien conseiller de M. Erdogan lorsqu'il était maire d'Istanbul, entre 1994 et 1998, tout comme l'ancien président

du conseil d'administration. Plusieurs cadres dirigeants du transporteur ont également exercé des fonctions dans des organismes chargés de la promotion des exportations turques. Ces entités publiques ont accompagné la réussite des fameux « tigres anatoliens », des entreprises ultradynamiques dont les patrons étaient des proches du parti Refah dès les années 1990, puis de l'AKP, comme le rappelle Dilek Yankaya, autrice de *La Nouvelle Bourgeoisie islamique* (PUF, 2013).

« Objectifs de croissance »

« Les autorités turques considèrent THY comme l'un de leurs meilleurs outils de soft power pour consolider l'influence de la Turquie à l'international, précise Julien Lebel. Même si le transporteur ne bénéficie pas de subventions directes de la part de l'Etat, ce dernier reste très attentif au développement de la compagnie et contribue à l'aménagement d'infrastructures adaptées à ses objectifs de croissance. Si son modèle de développement apparaît très efficace, l'expansion remarquable de la compagnie repose en grande partie sur le soutien que lui apporte le gouvernement, d'autant plus dans les périodes d'instabilité. »

Lorsque Recep Tayyip Erdogan inaugure, en grande pompe et en présence de plusieurs chefs d'Etat, l'aéroport d'Istanbul (10,3 milliards d'euros d'investissements, reposant sur un partenariat public-privé, mode de financement privilégié de l'AKP), fin 2018, il

lance : « Nous considérons cet aéroport comme un investissement, non seulement dans notre pays, mais aussi dans notre région et dans le monde. Il mettra la Turquie sur la bonne voie pour devenir le centre de transit le plus important entre le nord, le sud, l'est et l'ouest, en reliant 60 pays avec des économies totalisant 20 000 milliards de dollars [18 500 milliards d'euros]. » Le but, à pleine capacité avec ses six pistes, est d'accueillir plus de 100 compagnies et des vols vers plus de 300 destinations à travers le monde.

En 2021, à la faveur de la crise liée au Covid-19, Istanbul devient le deuxième aéroport mondial, derrière Dubaï. Avec seulement dix-sept jours de confinement, il est un des premiers à retrouver une activité soutenue. Pour la première fois aussi, Antalya fait son entrée dans le peloton des dix principaux aéroports internationaux, passant de la 31^e à la 8^e place, devant Madrid. Non seulement les aéroports turcs semblent avoir mieux profité de la reprise du trafic, mais ils ont également récupéré ce qui reste des vols avec la Russie, la Turquie n'ayant pas suivi les sanctions occidentales contre Moscou.

Le tourisme, source cruciale de recettes

Alors que le trafic avec l'Europe est interrompu, il y a près de six vols quotidiens entre la Turquie et la Russie. Une flexibilité qui permet à THY de proposer plus de 300 % de sièges supplémentaires par rapport à 2019 vers son grand voisin du

nord. « Turkish Airlines a vu une énorme opportunité en Russie, souligne Seth Miller, spécialiste international du transport aérien. La compagnie a considérablement augmenté ses opérations, convertissant une partie de sa flotte pour augmenter la capacité de transport là où d'autres ont mis en place des embargos. » En mai, l'annonce de la réouverture des lignes vers Tripoli (Libye) et Kaboul n'a surpris personne.

A ce jour, l'aéroport tentaculaire d'Istanbul figure parmi les hubs aériens les plus fréquentés au monde, avec un trafic de 64,3 millions de passagers en 2022, dépassant celui de Londres-Heathrow. Un volume que THY cherche encore à accroître de manière significative, au cours de la décennie à venir, avec l'intention d'ouvrir 54 nouvelles routes – dont 22 vers l'Europe, 9 vers les Amériques et 13 vers l'Extrême-Orient et l'Asie – et l'extension de la portée internationale de son transporteur à bas prix, AnadoluJet. De quoi attirer, avec les commandes massives d'avions, des flux de devises étrangères, indispensables pour réduire le déficit courant béant de l'Etat.

Le tourisme, source cruciale d'entrées d'argent pour le pays, a généré 50 milliards d'euros de recettes en 2023. En décembre, Euromonitor a publié son Index 2023, classant 100 villes en fonction de leurs arrivées internationales. Deux des quatre cités les plus visitées au monde se trouvent aujourd'hui en Turquie : Istanbul et Antalya.

En Turquie, le tournant de la rigueur pour lutter contre l'hyperinflation ne convainc pas

Face à la hausse des prix, qui a atteint 75 % en mai, le gouvernement a mis en œuvre une politique de maîtrise budgétaire, assortie des taux d'intérêt les plus élevés au monde (50 %), à l'exact opposé des choix du gouvernement Erdogan jusqu'en 2023.

Il y a quelque chose de profondément antinomique dans la politique menée par la Turquie vis-à-vis de son économie. Après des années d'errance illustrées par une opposition têtue du président Recep Tayyip Erdogan à augmenter les taux au nom de la sacrosainte croissance – une obsession qui a coûté au pays une inflation à trois chiffres –, son ministre de l'économie, Mehmet Simsek, a réussi à imposer, depuis sa nomination, en juin 2023, un virage à 180 degrés. Objectifs : la désinflation et le retour à une certaine orthodoxie financière.

Les taux d'intérêt ont été relevés à plusieurs reprises pour devenir, in fine, les plus élevés au monde, passant de 8,5 %

à 50 % sur les douze derniers mois. Et le taux d'intérêt mensuel maximal sur les cartes de crédit, un moyen d'emprunt très prisé par les consommateurs à court d'argent, a triplé sur la même période, pour atteindre 4,25 %.

Le gouvernement a également augmenté les taxes et les taux d'imposition des sociétés, indiqué qu'il ne relèverait pas le salaire minimum en 2024 (après une hausse de près de 50 % en janvier), et annoncé le gel des traitements de la fonction publique et des pensions de retraite. Le 13 mai, le ministère de l'économie s'est même engagé à réduire les dépenses de l'Etat à la faveur de ce qu'il a appelé un « *plan de rigueur* ».

Afin de contrer l'envolée des prix, rendue en partie responsable de la défaite électorale du parti AKP au pouvoir, fin mars aux municipales, le ministre Simsek a ainsi notifié un arrêt des achats de voitures étrangères pour le parc automobile du gouvernement et la suspension des constructions de nouveaux bâtiments publics.

Potion amère

Autant de mesures saluées par les investisseurs, surtout aux Etats-Unis. Les banques Bank of America, J.P. Morgan et Goldman Sachs ont émis des avis extrêmement positifs. Citigroup est allé jusqu'à évoquer un moment de « *renaissance* » pour les marchés turcs. Seule-

ment, la potion amère du gouvernement, dont l'incidence sera encore plus forte sur les bas salaires, les classes moyennes et les retraités, a été différemment appréciée en Turquie. Surtout, le décalage entre la frénésie des annonces officielles et les résultats a rarement semblé aussi grand.

D'abord, les derniers chiffres de l'inflation, publiés lundi 3 juin, ont révélé une augmentation des prix à la consommation de 75,45 % sur un an en mai (contre 69,8 % en avril), selon l'Office national des statistiques. Des données qui tutoient à nouveau celles des pires poussées inflationnistes de 2022.



Azhi Rasul
June 10, 2024

DEM Party calls for elected co-mayor to replace state-imposed trustee

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's pro-Kurdish party on Sunday called on the government to remove the state-linked trustee who was appointed in Hakkari and transfer power to the elected co-mayor.

Mehmet Siddik Akis, who was elected mayor of Hakkari city centre in the March 31 municipal polls on the ticket of Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), was **de-tained** by security forces last Sunday, accused of affiliation with the Kurdistan Workers' Party (PKK). He was removed from his position and replaced with a state-linked trustee. DEM Party has objected to the trustee.

"The correct action is not to appoint a trustee, but if you do appoint a trustee, and if this is truly a temporary measure as stated by the interior ministry, we, as the DEM Party, call for the following: the trustee should immediately transfer the duties to the legitimate authority, the elected official," DEM Party spokesperson Aysegul Dogan said during a press conference in Ankara.

Dogan said Viyan Tekce, the deputy mayor of Hakkari who is also unofficially serving as the co-mayor, should fill the role.

"We call on the authorities to respect this decision and put an end to the trustee regime," she said.



DEM Party spokesperson Aysegul Dogan speaking during a press conference on June 9, 2024. Photo: Screengrab/DEM Party

Akis received the highest number of votes in Hakkari, obtaining around 49 percent of the vote.

On Wednesday, a court in Hakkari **sentenced** him to 19 years and six months imprisonment for "leading an armed terrorist organization." He was accused of carrying out violent activities on behalf of the PKK between 2009 and 2013, reported the state-owned Anadolu Agency.

Removing Kurdish mayors and replacing them with trustees is a familiar tactic of Turkish authorities. Dozens of Kurdish mayors have been dismissed and replaced with trustees because of terror-related charges

since 2016. Many of them have been sentenced to jail.

Despite a ten-day ban on holding **protests**, demonstrations, and public gatherings across Hakkari province, DEM Party supporters and officials have poured into the streets since the decision was made. Dogan called on supporters in Hakkari to protest on June 13 and in Mersin on June 14. There have also been protests in Diyarbakir.

Thousands of Kurdish politicians and supporters of pro-Kurdish parties, mainly the Peoples' Democratic Party (HDP), which has been rebranded as DEM Party, have been jailed in the

last decade on PKK-linked charges. A large number of them remain behind bars.

Last month, a Turkish court **concluded** a ten-year-old case against dozens of Kurdish politicians for their alleged involvement in deadly protests in 2014, including Selahattin Demirtas, former co-chair of the HDP, who has been in jail since 2016. Demirtas was handed 42 years imprisonment in what is known as the Kobane case, named after the Kurdish city of Kobane in northern Syria that came under Islamic State (ISIS) attack in 2014. The demonstrations were in solidarity with Kobane.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

Kurdistan's Weekly Brief | June 11, 2024

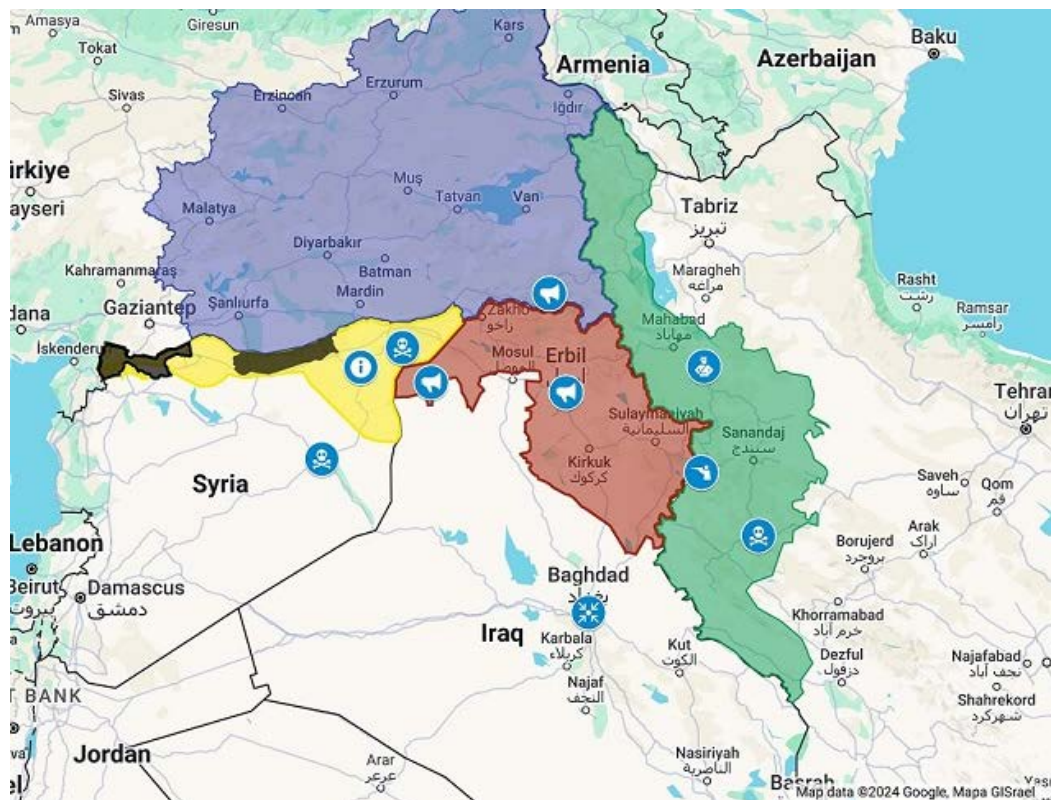
A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Kurdish citizen Farhad Beigi Garousi took his own life in Iran following state intimidation. He was 21. Garousi was detained in 2022 in the Kermanshah Province after participating in the nationwide “Woman, Life, Freedom” protests. At the time of his death, he had been temporarily released on bail. Moreover, the Iranian supreme court upheld the death sentence against a **Kurdish Imam** from Bokan, who was charged after making speeches supporting demonstrations. The regime also arrested **several Kurds** across the region. Separately, on June 6, Iranian border forces **shot and killed** Hazineh Mahmoudpour, a 24-year-old Kurdish border porter (kolbar), at the Nowsud border crossing. The incident happened just a day after another kolbar was shot by Iranian border guards at the Marivan border area.

Iraq

On June 6, **Iraq's electoral** commission announced that political parties could now self-register for the upcoming KRG legislative elections. The registration window opened on June 8 and ended five days later. Jumana al-Ghalai, spokesperson of Iraq's Independent High Electoral Commission (IHEC), told the media that the decision allows parties, coalitions, and independent and minority candidates to self-register. This process means that the Kurdistan Democratic Party (KDP) can now register, after it had been boycotting the process due to concerns about the election mechanism. The KDP and



several minority parties had refused to join the process until certain changes were implemented. For instance, Baghdad will now allocate five seats for minorities in the KRG's three provinces. This change responds to an Iraqi court decision that had stripped these minorities of their allotted seats in the legislature. As of now, elections are set to happen on **September 5**.

The Kurdistan Regional Government (KRG) **delegation and international** oil and gas companies (IOCs) met with Iraqi officials in Baghdad on June 8 to discuss how to resume Kurdistan's oil exports. The Iraqi Oil Ministry (IOM), which set up the meeting, **had told IOCs** to reveal their contracts with Erbil

ahead of the meeting. The IOM had initiated cases against the contracts it requested to be disclosed. A source involved in the dialogue **told Rudaw** that such a request placed the IOCs in “legal jeopardy,” given the court order entered in March that stopped KRG's oil exports. The June 8 meeting aimed to clear obstacles so the KRG can resume its exports. As of June 9, no particulars of these talks have been revealed, though Iraqi Minister of Oil Hayyan **Abdul Ghani said**, “there is good progress regarding oil export in the Kurdistan Region. It is getting closer to an agreement on Kurdistan Region oil export-reopen.” Since the pause of Kurdistan's oil exports, Iraq has lost nearly **15 billion dollars**.

Naif Khalaf Sedo, head of the Yazidi Bloc in Iraq's Parliament, announced that the proposed **Yazidi Nationality Law** has been referred to the legal committee. Sedo claimed that the law aims to support Yazidi rights in Iraq and to address the genocide they suffered at ISIS (Da'esh) hands. More than 180 members of the Iraqi Parliament, from various backgrounds, have endorsed the proposed act. However, not all Yazidis welcome the proposed act's goals. Several Kurdish Yazidis voiced their opposition to the proposed law, even in light of historical sources that confirm the Yazidis' Kurdish roots and identity. Supreme Commander of the Yazidi self-defense militia group Protection Force of Ezidkhan, Haider Shesho, and historian

Dawood al-Khatari cast the law as a divisive political maneuver. Kurdish MP Ibrahim Mirani claimed the proposed law is illegal, emphasizing Yazidism as a religion, not a nationality. Another critic, [Sarhan Issa](#), spokesperson for the Yazidi Council of Syria (part of the Syrian Kurdish National Council, ENKS), claimed that the actions in the Iraqi Parliament constitute a “crime” against one of the oldest Kurdish communities. He called for a statement from the Yazidi Spiritual Council and an urgent meeting of all Yazidi associations and centers to prepare to oppose this “cowardly scheme.” Issa criticized the proposal for a “Yazidi Nationality Law” as an attempt to erase the Yazidi identity and called for legal action against Naif Khalaf Sedo and the Iraqi Parliament.

Syria

The High Elections Commission (HEC) in the northern and eastern administration of Syria postponed the planned local elections on June 11. “The postponement came in response to the demands of the political parties and alliances participating in the electoral process,” read a statement by the HEC. Last week, [four Kurdish parties](#) requested a delay in the elections, and the HEC said the delays came to ensure that the electoral process is held in “a democratic manner.” However, the election faced intense pressure, [mainly from Turkey](#), which repeatedly threatened military invasion. At the same time, the [US disapproved](#) of the process, and media reports suggested that Russia also [threatened to withdraw](#) from the Turkish-Russian security agreement, which would green light a Turkish invasion into the region. It’s unclear whether the elections will take place in August as the HEC announced.

The Internal Security Forces (Asayesh) announced [the foiling](#) of a terrorist attack by two suicidal terrorists on a motorbike in the al Hasakah countryside. According to the Asayesh, the two terrorists were ambushed and set off their bombs. However, a member of the [Asayesh was killed](#) on Saturday by a Da’esh attack near Tel Hamis. This coincided with [several fresh attacks](#) in the Syrian Desert (Badia) and Deir Ez Zor, which [killed more](#) than ten Syrian soldiers. The terrorist organization also launched a car bomb in Deir Ez Zor that [killed Iranian-backed](#) militias. According to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), dozens of civilians and 355 Syrian soldiers and militants have been killed by [Da’esh in 2024](#).

Turkey

A Turkish court in Hakkari sentenced the Kurdish [mayor of Hakkari](#), Mehmet Siddik Akış, to twenty years in prison for “membership” in the Kurdistan Workers’ Party (PKK). Akış was sacked by the government on June 1 and later replaced with

a trustee. Soon after his arrest, he was sentenced in a case dated 2009. Lawmakers of the pro-Kurdish Peoples’ Equality and Democracy Party (DEM) protested the sacking and removal of the mayor in the Grand National Assembly of Turkey, calling the removal [a coup against](#) the will of the people. In a statement, the [DEM Party](#) accused the government of fabricating a case against the mayor since there were no proceedings against him before the elections, and he was later sentenced within 48 hours, which they claim was applied illegally. Additionally, [protests erupted](#) in several Kurdish cities amid fears of the government’s plans to sack more Kurdish officials who won the majority in the municipal elections in the Kurdish region. The DEM Party plans to continue demonstrations, including a major one planned for June 13. So far, the main opposition Republican People’s Party (CHP) [leader has denounced](#) the removal of the Kurdish mayor.



11 juin 2024

Reportage international - Au Kurdistan irakien, les civils sous les bombes lancées par la Turquie

Dans certaines régions du Kurdistan irakien, un quart des habitants sont partis, fuyant les bombardements de l’armée turque. Officiellement, ces frappes ciblent les positions du PKK, le parti nationaliste kurde armé considéré comme terroriste par la Turquie. En réalité, ces bombes touchent de nombreux civils. Ces dernières semaines, An-

kara a intensifié ses bombardements en vue d’une opération militaire terrestre.

Dans la région montagneuse de Mawat, de nombreux habitants ont fui, cette année, les bombardements. [Mais certains décident de rester, malgré le danger](#), comme Kaywan, un commerçant dont le magasin a été bombardé par la [Turquie](#)

il y a quatre ans. « *Ici, on n’a été bombardés qu’une seule fois*, explique-t-il. *Mais les villages autour sont frappés non pas tous les mois, ni toutes les semaines, mais tous les jours ! Quotidiennement, on entend le bourdonnement des drones qui survolent et qui bombardent nos villages. Si ce n’est pas tous les jours, c’est tous les trois jours...* » Le commerçant

détaille les raisons qui le poussent à rester : « *Je reste parce qu’ici, c’est mon lieu de travail. Ma subsistance dépend de mon magasin. Mais ma famille a déménagé à Slemani. Si je pouvais vendre cette boutique, je ne resterais même pas une heure de plus ici ! Je quitterais immédiatement ce village de malheur pour la ville et je ne reviendrai plus jamais !* »

Une offensive turque d'envergure d'ici l'été

Mawat est une zone touristique prisée pour sa fraîcheur d'altitude. Mais, cette année, les visiteurs ont déserté. Taqana est restaurateur, il raconte l'impact des bombardements : « Depuis que la Turquie a bombardé notre village, le nombre de touristes a chuté de 90%. Mais

dans la région, en général, les bombardements continus ont réduit le nombre de visiteurs au moins de moitié. »

La Turquie promet une grande opération militaire d'ici l'été. Kameran Osman, membre d'une ONG qui documente ces frappes turques et qui connaît bien cette région montagneuse, décrypte les conséquences pos-

sibles de cette offensive : « 39 villages seraient déplacés si l'opération était menée ! Et nous craignons que cette offensive soit un bain de sang parce que des villageois vivent encore dans ces zones et refusent de partir. » Avec les membres de son ONG, ils échangent avec les villageois : « Nous leur avons parlé et ils nous disent que ce sont leurs

terres ancestrales. Économiquement, ça aurait un impact. Beaucoup de gens seraient déplacés, beaucoup de gens seraient tués. »

Selon Kameran Osman, il y aurait déjà eu plus de bombardement en 2024 que durant toute l'année 2023.



Azhi Rasul
June 12, 2024

Nearly half of Rojava's population fled due to Syria war: Study

ERBIL, Kurdistan Region - Nearly half of the population of the cities and villages in the Kurdish areas of Syria (Rojava) have fled their homes since the start of the civil war over a decade ago, a study showed, noting that Arab settlers replaced the population in some cities.

The study was conducted by the European Center for Kurdish Studies and the Institute for Foreign Relations (IFA), supported by the German foreign ministry, across 13 cities and 880 villages using official Syrian government data for the year 2010, the last year before the start of the war, and compared with 2023 data collected by an unnamed NGO. It showed the impact of the war on the displacement and migration of the population of those areas.

The cities selected for the study were Qamishli in northeast Syria, Kobane and Jindires in northern Syria, as well as other cities and surrounding villages.



Civilians run for cover from explosions in the city of Afrin on March 18, 2018. File photo: Nazeer al-Khatib / AFP

According to the study, the population in the selected cities and villages was 1,287,161 million in 2010. However, by 2023, 549,661 people had fled, which made up around 42.7 of the population. No detailed information about the ethnicities

of the people was available. The study also noted that the collected data do not represent an overall statistics of the cities, as some cities such as Afrin were not included since the researchers could not collect data. Afrin was invaded by

Turkey and Turkish-backed Syrian proxies in 2018 and has ruled by them ever since. The study also included a count of the population of 880 villages, 530 of which were Kurdish, 278 Arab, 36 Assyrian and Armenian, and 63 villages of

mixed populations. There was no information about the Yazidi villages, and they were included among the Kurdish villages.

Nearly 38 percent of Kurdish, 31.9 percent of Arab, and a staggering 62.3 percent of Assyrian and Armenian villagers left their homes.

The study pointed out that larger rates of Assyrian and Armenians migrated from their places, mainly due to the threat of Islamic State (ISIS) militants in the areas, as well as the presence of "Islamist militia groups" affiliated with the Syrian rebels from 2014 to 2019.

The fleeing and migration of the residents of these areas have caused demographic change, according to the study. The migration of Kurds, and an influx of Arab population to these areas, resulted in changing the demography and making the Kurds a minority in the villages surrounding cities

such as Qamishli, Jindires, Amuda, and Derik (al-Malikiyah).

In Qamishli, the population nearly halved during the decade of war. In 2010, there were 464,336 people in the city, while in 2023, that number decreased to 233,472. The population was either displaced within Syria or fled the country. The city also saw 112,178 people moving in for the first time to make it their permanent place of residence.

The population numbers in the study show that the areas have undergone a campaign of Arabization, and there are nearly no Kurdish residents left in areas near Sari Kani (Ras al-Ain) and Afrin that was invaded by Turkey and Turkish-backed proxy groups.

In Jindires near Afrin, over 77 percent of the population left their homes in the years of war. The population of the city dropped from 13,661 to 3,061

within 13 years. Around 23,450 Arab settlers were brought into the city.

The 33 villages around Jindires experienced similar patterns, as the 19,286 population dropped to 5,822. The villages were filled with 18,553 Arab settlers.

Thousands of Kurds have been forced to flee the area since 2018 when Turkish forces and their Syrian proxies launched several military operations against Kurdish forces in Rojava.

By the time Ankara had seized control of Afrin city from the Kurdish People's Protection Units (YPG) in March 2018, tens of thousands of Kurds had fled, many of them to Kurdish-controlled areas in northeast Syria.

Local and international rights groups have repeatedly accused pro-Turkey militias of committing human rights crimes

against Kurdish residents of Afrin since 2018.

In August 2023, the US Department of Treasury announced sanctions on the Sulaiman Shah Brigade and the Hamza Division, two pro-Turkey militia groups that operate in Afrin, and their leaders for committing "serious human rights abuses against those residing in the Afrin region."

The governing Kurdish authority in northeastern Syria (Rojava) welcomed US sanctions and called for an international investigation into alleged crimes committed by the militias in Afrin.

Since then, Turkey has routinely bombarded areas controlled by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in Rojava.



June 13, 2024

No freedom in Turkey until Kurdish issue resolved, says pro-Kurdish leader

ERBIL, Kurdistan Region - A leader of Turkey's main pro-Kurdish party on Thursday said that there will be no freedom in Turkey without a solution to the Kurdish issue, during a rally in protests of the removal of a pro-Kurdish mayor in the city of Hakkari (Colemberg).

Mehmet Siddik Akis, who was elected mayor of Hakkari city center in the March 31 municipal

polls on the ticket of Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party), was detained by security forces last Sunday, accused of affiliation with the Kurdistan Workers' Party (PKK). He was removed from his position and replaced with a state-linked trustee.

DEM Party has objected the appointment of the trustee and arranged demonstrations across several provinces in protest of

the decision. Thousands of DEM Party supporters as well as leaders, gathered in the streets of Hakkari on Thursday.

"Until the Kurdish issue ... is resolved through political dialogue on the grounds of peace and democracy, neither workers, nor laborers, nor women, nor young people, in other words, we, the people of Turkey, will be able to achieve

freedom," said Tulay Hatimgullari, DEM Party co-chair during the gathering in Hakkari.

Akis received the highest number of votes in Hakkari, obtaining around 49 percent of the vote.

Earlier this month, a court in Hakkari sentenced him to 19 years and six months imprisonment for "leading an armed terrorist organization." He was accused of carrying out violent

activities on behalf of the PKK between 2009 and 2013, reported the state-owned Anadolu Agency.

Ahead of the gathering in Hakkari, Turkish police were deployed in the streets to prevent the gathering as there is an ongoing ban on protests and public gatherings across the province. Hatimogullari said the deployment of the police was a "military coup."

On Sunday, DEM Party spo-

kesperson Aysegul Dogan called for the removal of the appointed trustee, stating that Viyan Tekce, the deputy mayor of Hakkari who is also unofficially serving as the co-mayor, should fill the role.

Removing Kurdish mayors and replacing them with trustees is a familiar tactic of Turkish authorities. Dozens of Kurdish mayors have been dismissed and replaced with trustees because of terror-related charges since 2016. Many of them have

been sentenced to jail.

Thousands of Kurdish politicians and supporters of pro-Kurdish parties, mainly the Peoples' Democratic Party (HDP), which has been rebranded as DEM Party, have been jailed in the last decade on PKK-linked charges. A large number of them remain behind bars.

Last month, a Turkish court concluded a ten-year-old case against dozens of Kurdish politicians for their alleged involve-

ment in deadly protests in 2014, including Selahattin Demirtas, former co-chair of the HDP, who has been in jail since 2016. Demirtas was handed 42 years imprisonment in what is known as the Kobane case, named after the Kurdish city of Kobane in northern Syria that came under the Islamic State (ISIS) attack in 2014. The demonstrations were in solidarity with Kobane.

Le Monde

avec AFP
13 June 2024

Le Français Louis Arnaud, détenu en Iran depuis 2022, a été libéré, annonce Emmanuel Macron

Ce consultant de 35 ans qui visitait le pays en tant que touriste avait été arrêté en septembre 2022. Il était accusé d'avoir participé aux manifestations de protestation contre la mort de Mahsa Amini.

Louis Arnaud, un consultant de 35 ans qui était détenu en Iran, a été libéré, a annoncé Emmanuel Macron, mercredi 12 juin, sur [le réseau social X](#), appelant à libérer les trois autres Français détenus dans ce pays « sans délai ».

« Louis Arnaud est libre. Il sera demain en France après une trop longue incarcération en Iran », a annoncé le président dans son message. « Je remercie nos amis omanais et tous ceux qui ont œuvré à cette issue heureuse », a-t-il écrit. « Ce soir, je pense aussi à Cécile, Jacques et Olivier. J'appelle l'Iran à les libérer sans délai », a-t-il ajouté. Ces trois Français sont le couple formé par [Cécile](#)

[Kohler](#) et Jacques Paris, arrêtés en mai 2022, ainsi qu'un Français prénommé Olivier mais dont le nom n'a pas été rendu public.

« Louis Arnaud a quitté la prison d'Evin mercredi à l'aube. Il a vu un médecin, qui a constaté qu'il pouvait prendre l'avion », a précisé à l'Agence France-Presse une source diplomatique. « Il est actuellement au sultanat d'Oman avant de prendre un avion pour Paris, a ajouté cette source. C'est une issue heureuse pour notre compatriote. » Le trentenaire avait entamé un tour du monde en juillet 2022 qui l'avait mené jusqu'en Iran, « un pays qu'il rêvait de visiter depuis long-

temps pour la richesse de son histoire et l'accueil de ses habitants », avait relaté sa mère, Sylvie Arnaud, il y a quelques mois.

Trois autres Français encore détenus

Le consultant avait été [arrêté en septembre 2022](#) avec d'autres Européens, accusés d'avoir participé aux manifestations après la mort de Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne morte après son arrestation par la police des mœurs. Ses compagnons de voyage avaient été assez vite libérés mais Louis Arnaud était resté en prison avant d'être condamné, en novembre dernier, à cinq ans de prison pour propagande et at-

teinte à la sécurité de l'Etat iranien. Sa condamnation avait été jugée « inacceptable » par Paris.

« Les accusations portées à son encontre, à savoir propagande et atteinte à la sécurité de l'Etat iranien, sont totalement infondées », ne cessait de répéter sa mère, qui a confié mercredi son « immense joie » à l'annonce de sa libération. « Notre joie est immense, mais elle ne sera complète qu'au retour de Cécile, Jacques et Olivier », a déclaré Sylvie Arnaud. « Nous allons évidemment continuer nos efforts pour les trois Français qui restent incarcérés en Iran », a fait savoir la source diplomatique.

Dix ressortissants occidentaux emprisonnés

La libération de Louis Arnaud est « le résultat du travail qu'ont mené les autorités françaises depuis plusieurs mois avec les autorités iraniennes, y compris les contacts du ministre des affaires étrangères, Stéphane Séjourné, avec son homologue avant son décès ». Le président iranien, Ebrahim Raïssi, et son ministre des affaires étrangères, Hossein Amir Abdollahian, sont morts le 19 mai 2024 dans un

crash d'hélicoptère.

En mai dernier, Paris avait dénoncé dans un communiqué « la pratique odieuse de la République islamique des aveux forcés et publics, ainsi que les conditions de détention inhumaines et indignes infligées à nos compatriotes ». Le Quai d'Orsay, qui avait qualifié ces prisonniers d'otages d'Etat, avait demandé leur libération immédiate et sans conditions.

Deux autres Français, Benjamin Brière et Bernard Phelan – ce

dernier a également la nationalité irlandaise – avaient, eux, été libérés il y a un peu plus d'un an, en mai 2023, pour « raisons humanitaires ». Ils étaient alors très affaiblis et diminués par une grève de la faim.

La République islamique d'Iran détient toujours plus de dix ressortissants occidentaux et est accusée par leurs soutiens et des ONG de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations d'Etat à Etat. Cette

libération est intervenue alors que la France et ses partenaires occidentaux ont décidé de durcir le ton contre Téhéran, qui est par ailleurs accusé de déstabiliser le Proche-Orient. La France et les Etats-Unis « sont déterminés à exercer les pressions nécessaires » sur l'Iran, qui mène « une stratégie d'escalade tous azimuts », a ainsi déclaré samedi Emmanuel Macron aux côtés de son homologue américain, Joe Biden.

Le Monde

avec AFP
14 juin 2024

L'Iran continue d'accroître ses capacités nucléaires, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique

La déclaration survient après que l'agence a adopté début juin une motion de censure critiquant le manque de coopération de Téhéran et visant à accroître la pression diplomatique sur le pays.

L'Iran continue d'accroître ses capacités nucléaires, a déclaré, jeudi 13 juin, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La déclaration survient une semaine après que le conseil des gouverneurs de l'agence a adopté une résolution critiquant le manque de coopération de Téhéran.

L'AIEA a informé ses membres jeudi que Téhéran lui avait signifié qu'il installait davantage de cascades d'enrichissement dans les installations nucléaires de Natanz et de Fordow, selon un communiqué transmis à l'Agence France-Presse. Une source diplomatique a jugé cette évolution « modérée ».

« L'Iran doit coopérer avec l'AIEA sans délai », ont appelé jeudi les Etats-Unis, le département d'Etat prévenant par

communiqué que Washington « répondra » à toute escalade du programme nucléaire.

Une motion de nature symbolique

La motion présentée le lundi 3 juin par le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, mais à laquelle se sont opposées la Chine et la Russie, lors de la réunion du conseil de l'AIEA, qui compte trente-cinq pays, était la première de ce type depuis novembre 2022.

La résolution, que Téhéran a qualifiée de « hâtive et imprudente », est intervenue dans une impasse concernant l'escalade des activités nucléaires de l'Iran et alors que les puissances occidentales craignent que le pays ne cherche à mettre au point une arme nucléaire,

ce que Téhéran nie.

Bien que de nature symbolique à ce stade, la motion de censure vise à accroître la pression diplomatique sur l'Iran, avec la possibilité de renvoyer la question au Conseil de sécurité des Nations unies. Par le passé, des résolutions similaires ont incité Téhéran à riposter en retirant les caméras de surveillance et d'autres équipements de ses installations nucléaires et en intensifiant ses activités d'enrichissement de l'uranium.

Un niveau d'enrichissement proche de la qualité militaire

Selon l'AIEA, l'Iran est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium jusqu'au niveau élevé de 60 % – tout près de la qualité militaire – tout en continuant à accu-

muler d'importants stocks d'uranium. L'AIEA a déclaré que Téhéran avait considérablement accéléré son programme nucléaire et qu'il disposait désormais de suffisamment de matière pour fabriquer plusieurs bombes atomiques.

La République islamique a progressivement rompu avec les engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'accord nucléaire conclu avec les puissances mondiales en 2015. Cet accord historique a permis à l'Iran d'échapper aux sanctions occidentales en échange de la limitation de son programme atomique, mais il s'est effondré après le retrait unilatéral des Etats-Unis sous la présidence de Donald Trump en 2018.

Élections en Iran : Qui sera le prochain président - et quelle différence cela fera-t-il ?

Le 28 juin, l'Iran tiendra ses élections présidentielles. Ces élections ont lieu un an plus tôt que prévu, suite au décès du président Ebrahim Raisi dans un accident d'hélicoptère en mai.

L'élection d'Ebrahim Raisi, religieux intransigeant et proche allié du guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, a consolidé le contrôle des conservateurs sur tous les secteurs de la République islamique.

Selon la constitution iranienne, l'élection d'un nouveau président doit avoir lieu dans les 50 jours suivant le décès du président, ce qui ne laisse qu'une courte période aux partis pour annoncer officiellement leurs candidats.

Parmi les conservateurs tout-puissants, les candidats sont issus de diverses factions.

Mais à la suite de nombreuses disqualifications lors des précédentes élections législatives et de la répression agressive exercée par la République à l'encontre des récentes manifestations, de nombreux groupes et personnalités réformistes de premier plan ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à l'élection.

Qui est en lice ?

De nombreux observateurs considèrent que les élections iraniennes ne sont ni libres ni compétitives en raison de l'influence excessive d'institutions puissantes dans le processus d'approbation des candidats.

Le Conseil des gardiens, qui joue un rôle décisif dans la politique iranienne en filtrant les candidats aux élections parlementaires, présidentielles et à l'Assemblée des experts, a approuvé l'éligibilité de six des 80 personnes qui s'étaient inscrites pour se présenter à l'élection présidentielle.

1. Mohammad Bagher Ghalibaf, 62 ans, est président du Parlement iranien depuis quatre ans. Il s'est présenté trois fois à l'élection présidentielle, perdant deux fois et se retirant en faveur de M. Raisi en 2021. Il a occupé pendant longtemps des postes militaires de haut rang et détient le record de longévité en tant que maire de la capitale, Téhéran, où il a servi pendant 12 ans.

2. Amirhossein Ghazizadeh Hashemi, 53 ans, est chirurgien ORL (oreille, nez et gorge). Conservateur iranien, il a été membre du Parlement pendant quatre mandats. Plus récemment, il a été l'adjoint du président Raisi. Il s'est présenté à l'élection présidentielle de 2021 et a terminé quatrième, avec moins d'un million de voix, dans un scrutin qui a compté près de quatre millions de votes nuls.

3. Saeed Jalili, 58 ans, est membre du Conseil de discernement. Il était auparavant secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale et a dirigé l'équipe de négociation nucléaire iranienne pendant quatre ans. Il s'est déjà présenté deux fois à l'élection présidentielle et s'est retiré en faveur d'Ebrahim Raisi lors de l'élection de 2021.

4. Masoud Pezeshkian, 70 ans, est un spécialiste de la chirurgie cardiaque. Il a été membre du parlement pendant cinq mandats et ministre de la santé pendant quatre ans. Connu pour son franc-parler, il a ouvertement critiqué l'atmosphère politique et la corruption en Iran. Il a publiquement remis en question la manière dont le gouvernement iranien a traité la mort de Mahsa Amini en garde à vue en 2022. Il est considéré comme le seul candidat officiel de la faction réformatrice dans cette élection présidentielle, ce qui a conduit certains à considérer l'approbation de Pezeshkian en tant que candidat à la présidence comme un développement notable.

5. Mostafa Pourmohammadi, 65 ans, est le seul religieux parmi les six candidats approuvés par le Conseil des gardiens. Il s'agit d'un homme politique conservateur largement connu pour son rôle dans le « Comité de la mort », qui a supervisé l'exécution de prisonniers politiques en 1988 et dont l'un des membres était le défunt président Raisi.

6. Alireza Zakani, 59 ans, est maire de Téhéran depuis trois ans. Cet homme politique conservateur est entré en politique par le biais du Basij, une filiale des gardiens de la révolution, et a effectué quatre mandats en tant que membre du parlement.

Quels sont les grands noms qui ont été rejetés ?

Ce n'est pas la première fois que la disqualification de cer-

taines personnalités politiques bien connues ayant occupé des postes importants au sein de la République islamique est un sujet brûlant dans les cercles politiques iraniens.

Mehrzad Boroujerdi, spécialiste de l'Iran et doyen de la faculté des arts, des sciences et de l'éducation de l'université des sciences et technologies du Missouri, estime que l'exclusion de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad et d'Ali Larijani, ancien président de la Chambre des représentants, est particulièrement sujette à controverse.

« Bien qu'Ahmadinejad ait été président pendant huit ans et qu'il siège actuellement au Conseil de médiation, un organe consultatif influent auprès du Guide suprême, sa candidature n'a pas été approuvée.

Bien qu'Ahmadinejad ait été considéré comme l'un des favoris de l'ayatollah Khamenei, il est tombé en disgrâce auprès du Guide suprême vers la fin de son second mandat.

« De même, Ali Larijani, un autre membre du conseil de conciliation ayant un passé politique important en tant qu'ancien ministre, président du parlement et secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, a également été disqualifié », explique M. Boroujerdi.

« Leurs disqualifications répétées suggèrent que leur conservatisme n'a plus la faveur du Guide suprême et du Conseil des gardiens ».

Et pourquoi ?

De nombreux experts ne voient aucun changement par rapport aux élections précédentes dans l'approche du Conseil des gardiens à l'égard de ce scrutin présidentiel.

Le Conseil approuve généralement un ou deux noms issus du camp réformiste et modéré, la majorité étant issue du camp conservateur.

« Le seul candidat du camp modéré est Masoud Pezeshkian, dont le principal défi est de motiver un public désillusionné à voter », explique M. Boroujerdi.

« S'il réussit, la principale compétition devrait l'opposer à Mohammad Baqer Qalibaf, l'actuel président du parlement et une figure politique de premier plan favorisée par le régime ».

Selon la constitution iranienne, les candidats à la présidence doivent être des « personnalités religieuses et politiques d'origine iranienne » et adhérer aux principes de la République islamique et de la religion officielle du pays.

Toutefois, depuis l'instauration de la République islamique il y a plusieurs décennies, le gouvernement a eu recours à plusieurs reprises au Conseil des gardiens pour disqualifier les personnes dont les actions ou les politiques pourraient s'écarter de celles du Guide suprême.

Le Conseil, composé de six clercs et de six juristes, est directement et indirectement contrôlé par le Guide suprême, qui nomme personnellement les six clercs. Pour la sélection des six juristes, le chef du pouvoir judiciaire - également nommé par le Guide suprême - présente une liste de candidats sélectionnés au parlement.

Les observateurs qui qualifient les élections iraniennes de « mises en scène » soulignent le caractère arbitraire du processus d'approbation des candidats.

Les femmes sont-elles autorisées à rester debout ?

Au cours de la période d'inscrip-

tion de cinq jours, quatre femmes ont annoncé leur candidature à la course présidentielle.

Pour la première fois, deux d'entre elles appartenaient à la faction conservatrice, une au camp réformateur et la quatrième s'est inscrite en tant que candidate indépendante.

Ces quatre femmes se sont portées candidates à la présidence en dépit du fait que, selon la constitution, le président doit être choisi parmi les « hommes religieux et politiques » - sur la base des traductions traditionnelles du terme arabe « rijal ».

Aucune femme n'a été autorisée à se présenter aux 13 élections présidentielles organisées depuis l'instauration de la République islamique, ce qui constitue une source de discorde croissante parmi les militants.

De nombreux militants des droits de la femme affirment que si « rijal » signifie « hommes » en arabe, en farsi, il peut également signifier « une personne importante ». Les activistes soutiennent donc que les rédacteurs de la constitution ont voulu parler d'un « personnage politique » plutôt que d'une personne spécifiquement masculine.

Les récentes manifestations auront-elles un impact sur la participation aux élections ?

L'élection présidentielle actuelle a lieu près de deux ans après les vastes manifestations qui ont éclaté à la suite de la mort de Mahsa Amini en septembre 2022, alors qu'elle était détenue par la police des mœurs iranienne.

Selon les Nations unies, 551 manifestants ont été tués par les forces de sécurité lors du mouvement iranien « Femme, vie, liberté », la plupart d'entre eux par des tirs d'armes à feu.

Non seulement le gouvernement iranien n'a pas assumé la responsabilité de la répression sévère, qui a entraîné la mort de nombreux manifestants

et de nombreuses arrestations, mais il a également repris par la suite l'arrestation et la punition des femmes qui apparaissaient en public sans le hijab approuvé par le gouvernement - la transgression présumée pour laquelle Mme Amini a été détenue à l'origine.

La réaction de la République islamique a incité de nombreux individus et groupes qui avaient auparavant participé aux élections, dans le but de réformer le gouvernement, à préconiser le boycott de toute participation politique quelle qu'elle soit.

Ce boycott politique s'est concrétisé lors des élections législatives du mois dernier, au cours desquelles - selon les statistiques gouvernementales - seuls 41 % des électeurs éligibles se sont rendus aux urnes : le taux de participation le plus bas depuis l'instauration de la République islamique.

Les chiffres du gouvernement concernant le taux de participation ne reflètent pas non plus nécessairement la réalité. Lors des élections législatives et de l'Assemblée des experts, qui ont permis le vote électronique à l'aide de cartes d'identité nationales, de nombreux rapports ont fait état de votes effectués à l'aide de numéros d'identification de personnes qui avaient déclaré ne pas avoir participé aux élections.

Le nouveau président apportera-t-il des changements ?

L'expérience suggère que les politiques générales du régime iranien ne sont pas déterminées par le président, mais par le Guide suprême et les puissantes institutions qu'il contrôle, de sorte qu'il est peu probable qu'il y ait un changement significatif dans les politiques intérieures et étrangères sans l'avis de l'ayatollah Khamenei. La plupart des observateurs estiment que les changements en matière de politique étrangère, tels que l'examen du programme nucléaire iranien ou la reconnaissance d'Israël par l'Iran, ne sont pas à la portée

d'un nouveau président seul - le Guide suprême affirmant constamment son influence et son autorité ultime.

De même, il semble peu probable qu'un président soit en mesure d'apporter des changements en matière de politique intérieure - comme le hijab obligatoire pour les femmes - sans l'aval de Khamenei. En outre, compte tenu de la liste des candidats approuvés par le Conseil des gardiens, il est peu probable que la plupart d'entre eux veuillent le faire.

« Toute décision prise par le prochain président est essentiellement une décision prise par le régime », déclare l'analyste politique Masoud Safiri.

Qui choisit le prochain chef suprême ?

L'avenir de l'Iran est-il entre les mains du nouveau président ?

L'ayatollah Khamenei ayant 85 ans, les questions concernant son successeur sont de plus en plus pertinentes.

Selon la constitution iranienne, l'Assemblée des experts est chargée de sélectionner le Guide suprême.

Toutefois, si, officiellement du moins, le président n'a aucun rôle à jouer dans le choix du successeur, pendant la période d'instabilité qui suit le décès du Guide suprême, il a de nombreuses occasions d'influer sur la scène politique.

En fin de compte, il est clair que l'autorité du président au cours des quatre dernières décennies n'a jamais été à la hauteur des responsabilités qui lui sont assignées par la Constitution.

« L'ayatollah Khamenei a façonné l'institution dirigeante en Iran au cours des 35 dernières années de telle sorte qu'après sa mort, quel que soit le président, cette institution sera en mesure de diriger le pays à sa manière », déclare M. Safiri. « Elle sera semblable aux partis communistes du bloc de l'Est.

France, Allemagne et Royaume-Uni « condamnent les dernières mesures de l'Iran » qui continue d'accroître ses capacités nucléaires, selon l'AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique a déclaré que l'Iran continuait d'accroître ses capacités nucléaires, après que le conseil des gouverneurs de l'agence a adopté une résolution critiquant le manque de coopération de Téhéran.

Les ministères des affaires étrangères de France, d'Allemagne et du Royaume-Uni « condamnent les dernières mesures de l'Iran », telles que rapportées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), « visant une nouvelle expansion de son programme nucléaire », selon une déclaration conjointe publiée samedi 15 juin.

L'Agence internationale de l'énergie atomique avait déclaré jeudi que l'Iran continue d'accroître ses capacités nucléaires, une semaine après que le conseil des gouverneurs de l'agence a adopté une résolution critiquant le manque de coopération de Téhéran.

L'AIEA a informé ses membres jeudi que Téhéran lui avait dit qu'il installait davantage de cascades dans les installations d'enrichissement de Natanz et de Fordow. Une cascade est une série de centrifugeuses et machines utilisées dans le processus d'enrichissement de l'uranium.

Réagissant samedi, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni estiment que « l'Iran a pris des mesures supplémentaires qui vident le JCPoA [en référence à l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien signé en 2015] de son contenu en alimentant des dizaines de centrifugeuses avancées supplémentaires au site d'enrichissement de Natanz » et « en annonçant l'installation de plusieurs centaines de centrifugeuses supplémentaires dans les sites de Fordow et de Natanz ».

« Ces mesures vont encore augmenter le stock d'uranium enrichi et les capacités d'enrichissement de l'Iran, dont les niveaux ont d'ores et déjà dépassé les limites fixées par le JCPoA », dénoncent les trois gouvernements.

Le Monde Application
« Cette décision représente une escalade supplémentaire du programme nucléaire de l'Iran, qui emporte des risques importants de

prolifération », estiment-ils, jugeant « particulièrement inquiétante » la décision de l'Iran « d'augmenter significativement sa capacité de production dans l'installation souterraine » de Fordow.

Pour l'AIEA, l'Iran enrichit de l'uranium proche de la qualité militaire

Selon les trois gouvernements, « il n'est pas acceptable que l'Iran présente ces mesures comme une réaction à l'adoption » par le conseil des gouverneurs de l'agence de sa résolution « appelant à la coopération, attendue de longue date, de l'Iran sur les garanties ». La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni disent rester « attachés à une solution diplomatique empêchant l'Iran de développer une arme nucléaire ».

Cette déclaration intervient dans un contexte d'impasse concernant l'escalade des activités nucléaires de l'Iran et alors que les puissances occidentales craignent que Téhéran ne cherche à mettre

au point une arme nucléaire, ce que l'Iran nie.

Selon l'AIEA, l'Iran est le seul Etat non doté d'armes nucléaires à enrichir de l'uranium jusqu'au niveau élevé de 60 % – très près de la qualité militaire – tout en continuant à accumuler d'importants stocks d'uranium.

L'AIEA a déclaré que Téhéran avait considérablement accéléré son programme nucléaire et qu'il disposait désormais de suffisamment de matière pour fabriquer plusieurs bombes atomiques. La République islamique a progressivement rompu avec les engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'accord nucléaire conclu avec les puissances mondiales en 2015.

Cet accord historique a permis à l'Iran d'échapper aux sanctions occidentales en échange de la limitation de son programme atomique, mais il s'est effondré après le retrait unilatéral des Etats-Unis sous la présidence de Donald Trump, en 2018.

L'Iran et la Suède s'échangent trois prisonniers

Cet échange de prisonniers intervient trois jours après la libération du Français Louis Arnaud. L'Iran détient une dizaine de ressortissants occidentaux, dont trois Français, et est accusé par plusieurs pays de s'en servir comme monnaie d'échange dans des négociations d'Etat à Etat.

L'Iran et la Suède ont annoncé un échange de prisonniers avec les libérations d'un diplomate suédois de l'Union européenne détenu par Téhéran et d'un haut responsable iranien emprisonné en Suède, samedi 15 juin.

Les prisonniers libérés étaient sur le chemin du retour samedi après-midi dans leur pays, via le sultanat d'Oman, qui a servi d'intermédiaire dans les négociations entre Stockholm et Téhéran, selon l'agence de presse omanaise.

« *Hamid Noury, détenu illégalement en Suède depuis 2019, est libre et rentrera dans quelques heures* », a déclaré le chef du Haut Conseil iranien des droits de l'homme, Kazem Gharibabadi, dans un message posté sur le réseau social X. Cet Iranien âgé de 63 ans avait été arrêté en 2019 à Stockholm puis condamné à la perpétuité dans le pays scandinave pour son rôle dans les exécutions de masse d'oppo-



Des manifestants célèbrent la condamnation de Hamid Noury en appel, à Stockholm, en Suède, le 19 décembre 2023. JOHAN AHLANDER / REUTERS

sants ordonnées par Téhéran en 1988.

Deux Suédois libérés

De son côté, la Suède a annoncé les libérations de Johan Floderus, un diplomate de l'Union européenne détenu en Iran depuis avril 2022, accusé d'espionnage et risquant d'être condamné à mort, et

de Saeed Azizi, arrêté en novembre 2023. Ils sont sur le chemin du retour « *et retrouveront enfin leurs proches* », s'est félicité le premier ministre suédois, Ulf Kristersson.

Le dossier des prisonniers a fortement tendu ces dernières années les relations entre la Suède et l'Iran, qui exigeait la libération de

Hamid Noury et critiquait un procès partial.

Cet échange de prisonniers intervient trois jours après la libération du Français Louis Arnaud, qui était détenu en Iran depuis septembre 2022. L'Iran détient une dizaine de ressortissants occidentaux parmi lesquels trois Français, et est accusé par plusieurs capitales de s'en servir .

Mise en examen en France d'une troisième « revenante » de Syrie pour génocide contre la minorité yézidie

Cette femme, âgée aujourd'hui de 35 ans, est notamment soupçonnée d'avoir réduit en esclavage une enfant en 2017, après s'être rendue en Syrie avec son époux, membre de la filière strasbourgeoise ayant rejoint les rangs du groupe Etat islamique.

Lolita C., une Française rentrée de Syrie en août 2021 et déjà poursuivie pour des infractions terroristes, est désormais également mise en examen pour génocide contre la minorité yézidie. C'est la troisième « revenante » en France à être poursuivie pour ces chefs d'accusation.

A l'issue d'un interrogatoire mardi, Lolita C. a été mise en examen pour génocide « à l'encontre de victimes yézidiennes » et complicité de génocide, ainsi que pour crimes contre l'humanité « à l'encontre de victimes civiles, notamment yézidiennes » et complicité, a fait savoir, vendredi 14 juin, le Parquet national antiterroriste (PNAT), sollicité par l'Agence France-Presse (AFP).

Selon deux sources proches du dossier, cette mère de famille, aujourd'hui âgée de 35 ans, est notamment soupçonnée d'avoir réduit en esclavage une enfant yézidie en 2017. Elle vivait alors en Syrie avec son époux, Lakhdar Sebouai, membre de la filière strasbourgeoise ayant rejoint les rangs du groupe Etat islamique (EI), et ses quatre enfants, dont deux nés en France

d'une première union. Lolita C. « conteste vivement » les accusations portées contre elle, selon ces sources. Mardi, la défense a plaidé « la contrainte », a précisé l'une d'elles.

Elle assure avoir traité l'enfant « comme [sa] propre fille »

Lors de précédents interrogatoires dont l'AFP a eu connaissance, elle avait expliqué qu'une « petite fille » de 8 ans avait été amenée à son domicile par l'un des chefs de son époux, membre de l'EI, et qu'elle l'avait traitée « comme [sa] propre fille ». Pendant un mois, « le temps de son séjour chez moi, je ne me suis jamais servi d'elle, je ne l'ai jamais traitée comme une esclave mais comme une enfant », avait-elle assuré aux juges en mars 2022.

La justice française cherche à « documenter les crimes » de l'organisation Etat islamique à l'encontre des minorités et a ouvert fin 2016 une enquête préliminaire dite « structurelle », avait expliqué fin avril le PNAT à l'AFP. Selon le PNAT, Lolita C. est la « troisième femme », parmi les « revenantes » poursuivies en France, à être éga-

lement mise en examen pour ces chefs relevant du pôle crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris et passibles des assises. Avant Lolita C., une première mise en examen a été prononcée en 2022, précise une source proche du dossier.

Le PNAT a aussi requis début mai un procès pour une deuxième femme, Sonia M. Dans son cas, la victime présumée, une yézidie âgée de 16 ans au moment des faits, a été retrouvée par les enquêteurs et a dénoncé un quotidien de maltraitance. En revanche, dans le dossier de Lolita C., la fillette n'a pas encore été retrouvée, selon deux sources proches du dossier.

Eventuel embrigadement de son fils

Aux juges, Lolita C. a expliqué sa velléité de partir pour les terres fantasmées de l'EI par son isolement : jeune maman, elle se sentait « très seule », minée par des « déceptions amoureuses », et voulait « se tourner vers Dieu et la prière ». « Je savais où j'allais, bien qu'il y ait certaines choses auxquelles je ne m'attendais pas du tout : les exécutions, les opérations martyrs », a-t-elle

dit aux magistrats instructeurs en septembre 2022.

Eux la soupçonnent d'avoir co-dirigé une « maison des femmes » ou encore d'avoir appris le maniement des armes, comme la kalachnikov, ce qu'elle tempère en disant avoir « essayé une fois de tirer ». Elle a aussi affirmé ne « jamais avoir porté » de ceinture explosive, même pas celle qui se trouvait « à [son] domicile ». Au cours des trois dernières années, les juges l'ont aussi questionnée plusieurs fois sur un éventuel embrigadement de son fils aîné lorsqu'il avait 5 ans au sein des « lionceaux du califat ». Elle a démenti catégoriquement, disant l'avoir inscrit à « une école normale » où il « apprenait l'arabe, les mathématiques, le Coran » et nullement la « formation aux armes ».

Après avoir été détenue dans un camp kurde, puis expulsée de Turquie vers la France, la mère de famille a été mise en examen à Paris en août 2021 pour association de malfaiteurs terroriste criminelle et pour « soustraction d'un parent à ses obligations légales » notamment. Elle est en détention provisoire depuis lors.

Sweden and Iran Exchange Prisoners in a Breakthrough Swap

Iran released an E.U. diplomat from Sweden and a dual Iranian-Swedish national, while Sweden released a former Iranian judiciary official serving a life sentence for war crimes.

Iran and Sweden exchanged prisoners on Saturday, breaking a log-jam that brought relief to families but also raised concern about Sweden's decision to release the first-ever Iranian official to be convicted of crimes against humanity.

Iran released Johan Floderus, 33, a European Union diplomat and Swedish national, who was arrested in April 2022 in Tehran, as well as Saeed Azizi, a dual national arrested in 2023, the Swedish prime minister said.

"It is with pleasure that I can announce that Johan Floderus and Saeed Azizi are now on a plane home to Sweden, and will soon be reunited with their families," the prime minister, Ulf Kristersson, said on social media.

Mr. Floderus had been charged with espionage and corruption, and Mr. Azizi with "assembly and collusion against national security," charges they have both consistently denied and that human rights advocates have called fabricated.

In exchange, Sweden released Hamid Nouri, an Iranian judiciary official who



Johan Floderus, reunited with his family at Arlanda Airport, in Stockholm, on Saturday. Tom Samuelsson/TT News Agency, via Reuters

had been sentenced to life in a Swedish court for torture, war crimes and the mass execution of 5,000 dissidents in 1988 who were sent to the gallows without trial.

The swap was coordinated with the help of Oman, according to a statement published by the Omani state news agency. The prisoners on both sides were taken there before traveling on to their home countries.

Upon landing in Tehran on Saturday, Mr. Nouri was

greeted on the tarmac by several officials, a cleric and a floral wreath, state television showed. After some brief remarks about the case, he suddenly raised his voice saying he had a message for terrorists, opposition dissidents and Israel.

"I am Hamid Nouri, I am in Iran, I'm with my family," he shouted. "Where are you despicable people? You said even God cannot release Hamid Nouri, and see he did."

Iran has regularly exchanged prisoners with other countries, swapping dual nationals or foreigners for Iranians held in prisons for committing crimes in those countries. But Mr. Nouri's case was notable in that it was the first time an Iranian official had been convicted abroad for crimes committed inside Iran.

His conviction was also hailed at the time as a landmark legal case of trans-border justice in which war criminals can be arrested and convicted outside their

own borders based on the principle of universal jurisdiction. Human rights lawyers said his case paved the way for charges against officials from places like Syria, Sudan and Russia who were accused of war crimes and crimes against humanity.

The news of the exchange was welcomed by the families of the Swedes, as well as senior officials closely following the cases.

“Delighted at the news that our Swedish colleague Johan Floderus and his compatriot Saeed Azizi have been released from unjustified Iranian custody,” said the president of the European Commission, Ursula von der Leyen.

But the swap, particularly the release by Sweden of Mr. Nouri, also triggered anger and concern over rewarding Iran for its systematic arrest of foreign nationals on fabricated allegations, usually of espionage or other political crimes, in order to extract concessions from Western countries.

“This was an affront to justice,” said Gissou Nia, the chairwoman of the Iran Human Rights Documentation Center in New Haven, Conn. “There has been a standing request for countries that have universal jurisdiction to open investiga-

tions into Iranian officials, including for the women-led protests.” She was referring to the [mass protests in 2022](#) that began with a young woman’s death in the custody of the morality police after allegations that she violated the mandatory hijab rule.

Ms. Nia added, “It’s horrible for victims of atrocity crimes in general,” adding that it was also a disincentive for other countries to undertake complex and often costly cases under universal jurisdiction.

On Saturday, family members, both of those victims and of the dozens of others from around the world who remain in Iranian custody, were also outraged by the exchange, with many taking to social media to express their frustrations. Several of those still imprisoned, including Ahmadreza Djalali, a scientist on death row on murky charges of spying and aiding Israel in assassinating nuclear scientists, are Swedish citizens. Mr. Djalali has denied the charges against him.

Mr. Djalili’s wife, Vida Mehrannia, said in a telephone interview that she was shocked when she heard from the news media of the exchange this morning and devastated that her husband had been left behind.

“The Swedish government abandoned my husband,” she said. “If you are going to release a murderer with the blood of 5,000 people on his hands, you must demand the release of all Swedish citizens and all European citizens.” She said her husband called her from prison today saying he had heard the news in the Iranian news media and was demoralized that Sweden had left him behind.

Richard Ratcliffe, whose wife, Nazanin Zaghari-Ratcliffe, a British-Iranian charity worker, spent six years in prison in Iran on false political charges, underscored the complexities of such swaps.

“I am really delighted for Johan and his family, and also Saeed,” he said. “They didn’t deserve any of this. But I am distraught for Ahmadreza and all the others left behind. Nothing about hostage diplomacy is fair.”

Olivier Vandecasteele, a Belgian humanitarian worker who was in prison in Tehran for some time with Mr. Floderus before he [was released](#) last year in another prisoner exchange, said this was a somber moment he knew all too well himself.

“When hostages are freed, there is always a mix of joy

and pain,” he said. “When some get freed, it means others don’t. We know that families still awaiting their loved ones are experiencing today a very bittersweet moment.”

The prisoner swap also won’t help the thousands of Iranians who are unjustly and often brutally detained by the government.

For Iran, getting Mr. Nouri back from Sweden is a major coup.

Mr. Nouri was a judicial official at Gohardasht Prison near Tehran, where 5,000 people were executed in the 1988 purge. He prepared the list of names for a so-called death committee of three officials, which included the future president, Ebrahim Raisi. He then escorted the prisoners blindfolded from their cells to the committee room for sentencing, and then on to the gallows.

He was lured to Sweden in 2019 by his former son-in-law in coordination with international law experts and the families of the victims. He was arrested upon landing in Stockholm under the doctrine of [universal jurisdiction](#) and subsequently [found guilty of war crimes](#). He was sentenced to life in prison by a Swedish court in 2022 and was appealing his sentence at the time of his release.

The New York Times

Farnaz Fassihi
June 16, 2024

A Brief History of Iran's Hostage Swapping

Since the 1979 revolution, Iran has made detaining foreigners and dual citizens a centerpiece of its foreign policy, trading them for money and people.

On Saturday, Iran and Sweden [exchanged prisoners](#). The swap had the appearance of any two countries engaged in diplomatic negotiations to free their citizens. Families were elated; governments were relieved.

But the exchange was only the latest chapter in Iran's long history of what is known in world affairs as hostage diplomacy.

For more than four decades, since the 1979 revolution that installed a conservative theocracy, the country has made the detention of foreign and dual citizens central to its foreign policy. For Iran, the approach has paid off. For the world, it has been a troubling trend.

Iran's demands have evolved along with its tactics. In exchange for releasing foreigners it has asked for prisoners, assassins, cash and frozen funds. It has engineered complex deals involving multiple countries. And on Saturday Iran gained the release of its most prized target: the first Iranian official to be convicted of crimes against humanity.

In the exchange, Sweden released Hamid Nouri, a former judiciary official who was serving a life sentence in Sweden for his role in the mass execution of 5,000 dissidents in 1988.

In return, Iran freed two Swedish citizens: Johan Floderus, a diplomat for the European Union, and Saeed Azizi, a dual-national Iranian. Left behind was a third, a Swedish scientist who is a dual citizen, Ahmadreza Djalali, who has been jailed in Iran and sentenced to execution on

murky charges of treason.

"Iran is perfecting the art of hostage diplomacy and playing everyone," said Nizar Zakka, a Lebanese citizen who lives in the United States and was a prisoner in Iran from 2015 to 2019. He is the president of Hostage Aid Worldwide, an advocacy group that helps secure the release of hostages. "The West is making it easy for them because there is no unified policy against hostage taking."

The first goal was political.

Iran's hostage taking began almost as soon as the formation of the Islamic Republic in 1979, when a revolution toppled the monarchy of Shah Mohammed Reza Pahlavi.

A group of students [seized the American Embassy in Tehran and took more than 50 Americans hostage](#), a 444-day stand-off that permanently ruptured diplomatic relations between United States and Iran. The Iranians wanted the United States to send the deposed shah, who had advanced cancer, back to Iran. (The United States did not do that, and the hostages were finally released through negotiations mediated by Algeria.)

One of the hostages held at the U.S. Embassy in Tehran in 1979. Associated Press

In the decades that came after, Iran would go on to arrest foreigners and [dual nationals](#), including [scholars](#), journalists, [businessmen](#), aid workers and environmentalists. And with each arrest, it asked for and received more in return.

Efforts to settle financial disputes followed.

In 2016, the Obama administration [made a \\$400 million cash payment to Iran](#). The payment, frozen Iranian assets, coincided with the release of four Americans, including Jason Rezaian, a journalist for The Washington Post.

In 2020, [Kylie Moore-Gilbert](#), a British Australian academic detained in Iran for two years, was released in a transnational swap that involved three Iranians detained in Thailand on bomb plot charges.

Nazanin Zaghari-Ratcliffe, [an Iranian British aid worker, was freed after serving six years in jail only after Britain agreed to pay its \\$530 million debt to Iran](#). Those negotiations extended over multiple British governments.

Jason Rezaian, a journalist for The Washington Post, was released in 2016. Kai Pfaffenbach/Reuters

And last year, in September, [Iran released several American Iranian dual citizens](#), including the businessmen Siamak Namazi, Morad Tahbaz and Emad Sharghi, in exchange for several jailed Iranians. Iran also got access to \$6 billion in frozen oil revenues with which it was allowed to make humanitarian purchases of things like food and medicine.

"Iran has been constantly pushing the envelope and learned how to swindle governments to get what it wants," said Hadi Ghaemi, the director of the Center for Human Rights in

Iran, an independent rights advocacy and documentation organization based in New York. "The danger is other authoritarian governments can learn from Iran and make hostage taking the norm."

Worrying implications.

The news of Saturday's exchange was a gut punch to victims of Iran's human rights violations as well as rights advocacy groups more generally.

Many feared that Mr. Nouri's [trial, conviction](#) and abrupt swap could affect the prospects of accountability and justice for war crimes in places like Russia, Syria and Sudan.

A news channel affiliated with the [Islamic Revolutionary Guards Corps](#), the powerful elite unit in Iran's armed forces, offered a brazen online assessment of Saturday's deal. Referring to the two Swedish citizens exchanged for Mr. Nouri, it said, "These two were only arrested for the purpose of a swap."

The post, on the messaging app Telegram, went on to comment approvingly that Iran had managed the deal without having to give up the third Swedish detainee, Mr. Djalali, in the negotiations.

Mr. Zakka, of Hostage Aid Worldwide, called it "just evil" for Sweden to leave Mr. Djalali behind, and said his group had written to the Swedish prime minister about two weeks ago urging the country to secure his release.



June 16, 2024

Turkey attacked Kurdistan Region over 800 times this year

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish armed forces carried out over 800 attacks on the Kurdistan Region and Nineveh province so far in 2024, a conflict monitor told Rudaw on Sunday. Eight civilians were killed in the attacks.

“Since the beginning of the year until June 2024, the Turkish army has carried out 833 attacks and bombardments on Kurdistan Region’s territory, and eight civilians were killed in the attacks,” Kamaran Osman, a member of Christian Peacemaker Teams (CPT), a human rights organization that monitors Turkey’s operations in the Kurdistan Region, told Rudaw.

The Kurdistan Region’s Duhok and Erbil provinces lead the charts in the number of attacks, with 365 and 356 areas respectively, followed by Sulaimani with 102 and the Yazidi heartland of Shingal in Nineveh province with 10 attacks, Osman said.

Turkey frequently bombards the northern mountainous areas of the Kurdistan Region under the pretext of targeting Kurdistan



Turkish warplanes bombarding Duhok province’s mountainous areas on April 18, 2022. Photo: Rudaw

Workers’ Party (PKK) fighters nestled in the mountains.

The PKK is a Kurdish group that has waged an armed insurgency against the Turkish state for decades in the struggle for greater Kurdish rights and is designated a terrorist organization by Ankara.

Civilians are often caught in the crossfire of the conflict between Turkey and the PKK. Many families have been forced to flee their homes in the Kurdistan Region’s villages because of clashes, especially those in northern Duhok province near the border with Turkey, leaving entire villages empty. A Kurdistan Region par-

liamentary report published in 2020 said that the Turkey-PKK conflict has left over 500 villages empty across the Region.

A total of 1,586 attacks were carried out by Ankara on the Kurdistan Region and Nineveh province in 2023, according to CPT data.

En Turquie, un inquiétant coup de boutoir contre la laïcité

Des lycéennes de la banlieue d'Istanbul se sont vu refuser l'accès à une cérémonie de remise de diplômes en raison de leur tenue jugée « inappropriée », un incident qui intervient alors qu'une refonte des programmes scolaires suscite un tollé dans le pays.

À chaque jour son coup de théâtre. Le 10 juin, à l'ombre protectrice des arbres d'un parc de la ville de Diyarbakir, dans le sud-est turc, une troupe de danse est attaquée par une cinquantaine d'hommes aux cris de « *Allahou akbar !* » (« Dieu est grand »). La municipalité a promptement dénoncé une action du groupe djihadiste Hizbullah, dont la vitrine politique, le Hüda-Par, un parti kurde ultraconservateur islamiste, est un des soutiens de la coalition gouvernementale au pouvoir à Ankara. Une plainte a été déposée.

Quelques heures plus tard, à Konya, au cœur de l'Anatolie, dans la zone de restauration d'un centre commercial, un groupe de manifestants venus protester contre la guerre menée par Israël à Gaza s'en est pris violemment à des clients qui faisaient la queue devant un Burger King. Dans un désordre indescriptible, des chaises et tables ont volé et plusieurs personnes ont été blessées.

Le lendemain, à Gebze, lointaine banlieue d'Istanbul, plusieurs lycéennes de l'établissement Alaettin Kurt se sont vu refuser l'accès à une cérémonie de remise de diplômes par les membres de l'administration en raison d'une tenue vestimentaire jugée « inappropriée ». Un nouveau règlement stipulait que les élèves ne pouvaient pas porter, lors de cet événement, de « vêtements tels que des shorts, des collants, des jupes au-dessus du genou, des pantalons courts, des chemises sans manches et des t-shirts qui montrent les lignes de leur corps ».

Des forces de l'ordre ont été dépêchées sur les lieux, s'interposant face aux parents d'élèves très remontés. Seule l'intervention du recteur académique du district a permis de débloquer la situation et de faire entrer les filles. Devant l'ampleur prise par cette affaire sur les réseaux sociaux, le ministre de l'éducation nationale, Yusuf Tekin, qui avait défendu la direction de l'établissement dans un premier temps, a déclaré que ses services allaient « mener une enquête et des procédures nécessaires ».

« Modèle éducatif du siècle turc »

La journaliste Nevsin Mengü, ex-présentatrice de télévision et contemptrice acide du pouvoir en place, a comparé sur son compte X ces trois événements à « une fête quotidienne de la charia ». Depuis le sévère revers électoral encaissé aux dernières élections municipales de mars 2024 par le Parti de la justice et du développement (AKP), la formation du président Recep Tayyip Erdoğan, au pouvoir depuis 2002, un net signe de flottement est apparu au sein de la coalition gouvernementale islamo-nationaliste.

Rarement, on a vu autant de messages contradictoires sur fond de poussée des extrêmes. Entre la « normalisation » et l'« adoucissement » de la vie politique appelés de ses vœux depuis des semaines par le chef de l'Etat et certaines initiatives du gouvernement, de représentants de l'Etat au niveau local ou d'affidés, l'écart semble chaque jour un peu plus grand. Comme si les incertitudes du moment avaient libéré une certaine

parole, notamment celle des plus conservateurs.

L'exemple du lycée de Gebze en est une illustration concrète. De fait, le « règlement » vestimentaire qui a mis le feu aux poudres a été décidé par la direction de l'établissement en pleine refonte des programmes scolaires décidé au pas de charge ces dernières semaines par le ministère de l'éducation. « Cette circulaire interne du lycée est clairement à l'image du modèle social que le gouvernement tente de mettre en place », souligne Hatice Oral, une des responsables locales du syndicat enseignant de gauche Egitim Sen.

Approuvés et distribués fin mai par le ministre de l'éducation sous forme d'un fascicule de 19 pages, les nouveaux programmes scolaires du gouvernement sont censés entrer en vigueur à la rentrée de septembre. Ils ont d'ores et déjà soulevé un tollé dans une grande partie du corps enseignant.

Le texte ambitionne de créer un « modèle éducatif du siècle turc », selon son intitulé, et repose sur trois piliers : « les vertus, les valeurs et l'action ». L'objectif décrit est d'élever des générations « de bon sens et sincères », avec une jeunesse dont l'idéal est de faire « le bien et d'être utile à la nation ». Une liste est fournie, sous forme de tableau : « Elle fait des sacrifices lorsque cela est nécessaire pour l'indépendance du pays. (...) Elle développe ses compétences pour contribuer à elle-même et à l'économie du pays. (...) Elle produit des projets pour rendre le pays fort dans tous les domaines.

Rupture radicale

Le document précise qu'il s'agit d'« obéir aux règles pour assurer l'ordre social ». Un ordre qui ne sera atteint qu'avec des individus « compétents et vertueux ».

Pour Yasemin Tezgiden Cakcak, autrice et professeure au Middle East Technical University, à Ankara, il s'agit là ni plus ni moins que d'une rupture radicale avec les valeurs fondatrices de la République turque. « Aucunement il n'est fait mention des principes de laïcité. Le programme met l'accent sur les cours de religion, il ignore les autres langues maternelles parlées dans notre pays et ne mentionne jamais l'apprentissage des langues étrangères, le multilinguisme ou le multiculturalisme », cingle la spécialiste, qui pourfend également l'absence de mention de l'accès des filles à l'éducation.

Le modèle proposé se fonde sur les « valeurs nationales et spirituelles » du pays. Des valeurs censées être partagées par la société turque, ajoute M^{me} Cakcak, comme le reflet de l'expression « une nation, un drapeau, une patrie, un Etat, une religion » : « Il est basé sur une compréhension religieuse de l'éducation, et non sur une approche scientifique. Il se concentre sur l'éducation de générations harmonieuses, calmes et soumises, d'esprit sain, de bon cœur et de bon goût. » La tentative d'empêcher certaines filles du lycée de Gebze d'assister à la cérémonie de remise des diplômes n'était peut-être, précisément, qu'un avant-goût du climat à venir.

Iran : le dossier des sanctions a plané sur le premier débat en vue du scrutin présidentiel

Six candidats validés par le Conseil des gardiens de la Constitution sont en lice pour l'élection prévue le 28 juin et organisée à la hâte après la mort accidentelle du président Raïssi. Cinq appartiennent au camp conservateur.

Le premier débat télévisé organisé dans le cadre de l'élection présidentielle iranienne, prévue le 28 juin, a été atone, lent et sans élan, à l'image de la campagne, qui a démarré ces derniers jours, à la suite de la mort du président Ebrahim Raïssi [dans un accident d'hélicoptère, le 20 mai](#).

Lundi 17 juin, pendant quatre heures, [les six candidats, validés par le Conseil des gardiens de la Constitution](#), un organe constitutionnel non élu, ont parlé de [l'économie iranienne et de ses difficultés](#), alors que l'inflation a atteint 52 %, entre mars 2023 et mars 2024, un chiffre inédit depuis 1943. Parmi les candidats en lice aucun n'est vraiment entré dans le vif du sujet. La diplomatie et notamment les sanctions internationales, réimposées après la sortie unilatérale des Etats-Unis de l'accord sur le dossier nucléaire de Téhéran, décidé par l'ancien président américain, le républicain Donald Trump, en 2018, ont plané sur ce premier débat. Quatre autres sont prévus.

Organisé à la hâte après la disparition de M. Raïssi, ce scrutin intervient dans un contexte régional très tendu, en marge de la guerre que mène Israël à Gaza. Parmi les six candidats en lice, cinq appartiennent au camp conservateur. Le sixième, Masoud Pezeshkian, représente le camp réformateur, largement écarté et marginalisé par le régime ces dernières années. Parmi les disqualifiés, on compte l'ancien chef du parlement, Ali Larijani, devenu l'une des bêtes

noires de l'aile dure du régime pour son approche plus ouverte face à l'Occident.

Pendant ce débat, Masoud Pezeshkian, ministre de la santé pendant le deuxième mandat de l'ancien président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), a qualifié les sanctions de « *catastrophes* », laissant entendre sa volonté, s'il était président, de faire aboutir les négociations indirectes avec les Américains pour parvenir à un compromis sur le dossier nucléaire iranien. « *Contourner les sanctions est possible, mais certains s'enrichissent en faisant cela* », a dit ce chirurgien de profession, dans une allusion à certains proches du régime, qui empochent des sommes astronomiques en continuant à commercer avec l'étranger.

« Regard vers l'est »

De son côté, l'actuel maire de Téhéran, le conservateur Alireza Zakani, fidèle à la ligne de son camp, a minimisé les effets des sanctions, mettant l'accent sur les capacités intérieures du pays. « *Il faut neutraliser les sanctions à l'intérieur et ensuite aller vers la diplomatie* », a-t-il déclaré.

L'ancien maire de Téhéran et actuel chef du parlement, le conservateur Mohammad Bagher Ghalibaf, a adopté une approche plus mesurée, reconnaissant l'impact délétère des sanctions sur l'économie iranienne, tout en insistant sur les bienfaits des alliances permettant à l'Iran de se placer en

contrepoint d'un ordre international dominé par l'Occident. Il a estimé que « *pour attirer les investissements étrangers, il faudrait garder un œil sur les potentiels que nous offrent le groupe des BRICS [Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, auxquels s'ajoutent depuis janvier l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Éthiopie] et l'Organisation de coopération de Shanghai [qui réunit les principales puissances asiatiques]* », deux groupes que Téhéran vient d'intégrer. Ce « regard vers l'est » est l'une des politiques privilégiées par le Guide suprême, Ali Khomeini, et le camp conservateur. Depuis 2018, le camp modéré et réformateur, partisan d'une ouverture vers l'Occident, a été affaibli.

Parmi les candidats, le seul membre du clergé en lice, le conservateur Mostafa Pourmohammadi a créé la surprise en critiquant ceux qui minimisent l'impact des sanctions. « *Pour redresser l'économie, il faut d'abord résoudre les problèmes culturels, politiques et internationaux* », a expliqué cet ancien ministre de la justice (2013-2017). Ce dernier, comme le président Raïssi, a été l'un des quatre juges qui ont décidé de la vie et de la mort de milliers de prisonniers politiques en 1988. Depuis le début de la campagne présidentielle, M. Pourmohammadi tente de faire oublier son passé en se présentant comme un candidat modéré.

Aucun candidat ne sort du lot

Contrairement à la dernière présidentielle, qui a eu lieu en 2021, et avait offert à l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi une victoire sans encombre – tous les candidats qui auraient pu lui faire de l'ombre avaient été invalidés en amont –, le scrutin du 28 juin ne semble pas joué d'avance. Parmi les conservateurs, aucun ne semble sortir du lot, ni par sa proximité visible avec le Guide suprême, ni par sa popularité auprès de la base électorale conservatrice. Certains observateurs misent pourtant sur une victoire de Mohammad Bagher Ghalibaf. A l'approche du jour du vote, certains des candidats conservateurs peuvent se retirer pour favoriser l'élection de l'un de leurs pairs. Cela pourrait être le cas notamment de l'ancien vice-président Amir Hosen Ghazizadeh Hashemi.

A ce stade, le camp réformateur ne semble pas capable de mobiliser sa base, son candidat étant trop prudent, de peur de froisser le Guide suprême. De plus, depuis la répression sanglante de la vague de contestation liée à la mort, en septembre de 2022, de Mahsa (Jina) Amini, les Iraniens se montrent sceptiques sur la capacité du suffrage universel à imposer des réformes et sont de plus en plus nombreux à se détourner des urnes. Lors des dernières élections législatives, en mars, seuls 42 % des électeurs ont voté, soit le taux de participation le plus bas de l'histoire de la République islamique d'Iran.

The New York Times

Charlie Savage
June 18, 2024

Should Hundreds of Millions in Seized Assets Go to ISIS Victims?

The State and Justice Departments disagree about what to do with more than half a billion dollars after a French company pleaded guilty to aiding militants in war-torn Syria.

Charlie Savage has been writing about national security and legal policy for more than two decades. He reported from Washington.

Biden administration officials are divided over what to do with \$687 million in assets a French company forfeited after pleading guilty to aiding terrorist groups like the Islamic State, according to people familiar with internal deliberations.

The dispute, which has pitted the State Department against the Justice Department, raises a tangle of legal, moral and policy problems about the financial implications of executive branch officials handling an unusually large amount of money that has not gone through the usual process of being appropriated for a specific purpose by Congress.

Among the points of contention: whether the administration can or should funnel some of the money toward helping international victims of ISIS, most of whom are still in Syria or are refugees elsewhere in the Middle East.

Adding to the complications, a group of ISIS victims now living in the United States also want a share of the assets. They are represented by Amal Clooney, a prominent human rights lawyer who is married to George Clooney, the actor who is helping raise money for Mr. Biden's re-election campaign, and by



A refugee camp in Iraq's Duhok province for displaced Yazidis in 2021. Hawre Khalid for The New York Times

Lee Wolosky, a former Biden administration official.

The vast sum at stake comes from the first prosecution of a corporation for conspiring to provide material support to a terrorist organization. In 2022, the French building materials giant Lafarge pleaded guilty to paying off ISIS and another terrorist group in Syria, the Nusra Front, in 2013 and 2014, to ensure that it could keep operating a plant in the region.

When the civil war in Syria broke out, Lafarge had just built an expensive cement factory in the northern part of that country. Officials at the company struck the unusual agree-

ment with militant groups, court papers said, in part so it would be in a position to profit off the need to rebuild in Syria when the war ended.

As part of its plea deal, the successor company to Lafarge — it has since merged with a Swiss company, Holcim — paid a criminal fine of \$91 million and forfeited \$687 million in assets.

Administration officials have not made any decisions, according to half a dozen people familiar with the matter, most of whom spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive internal deliberations. But the White House and Na-

tional Security Council have recently started asking pointed questions about the dispute, elevating the internal conflict, the people said.

The Justice Department and State Department declined to comment.

After the company disgorged the assets, the government put them into a Justice Department account that covers its expenses in trying to seize ill-gotten gains from criminals. Congress sometimes removes excess funds from that account, so much of the money could ultimately end up at the U.S. Treasury.

But some advocates have ar-

gued that at least some of the money should go to international victims and survivors of atrocities at the hands of the Islamic State. Last month, a coalition of civil society groups and think tanks, including members of the Atlantic Council, urged Attorney General Merrick B. Garland to consider that path, [raising the possibility](#) in an open letter.

Inside the Biden administration, the State Department has also argued that some money should go toward establishing an international fund for victims of the Islamic State. The effort is said to have been spearheaded by Beth Van Schaack, the U.S. ambassador-at-large for global criminal justice, with approval from the secretary of state, Antony J. Blinken.

But officials at the Justice Department have expressed doubts about the executive branch's legal authority to unilaterally determine how to spend an immense amount of money, even on a good cause. Constitutionally, Congress wields the power of the purse by deciding how to appropriate funds, and it has also set limits on how funds raised from asset forfeitures may be used.

Under federal law, the attorney general has certain discretionary power to send some forfeited assets to foreign governments that cooperated in investigating such a case. The Justice Department is planning to eventually send about \$200 million to France, several of the people said, but has delayed doing so because France has [its own investigation pending against the company](#).

Federal law and regulations allow the Justice Department to use forfeited assets to compensate victims with a nexus to the underlying offenses and who suffered a "pecuniary loss" — like seizing assets from embezzlers, and then returning money to their victims.

The forfeiture statute also says, vaguely, that the attorney general has authority "to take any other action to protect the rights of innocent persons which is in the interest of justice and which is not inconsistent" with the other parts of the statute.

But the authority of the Justice Department to decide what to do with forfeited assets does not generally extend to providing restitution for other kinds of wrongs, like having been physically assaulted if there is no associated financial loss.

Left unclear is whether the law that allows the attorney general to send some money to a foreign state that assisted with an investigation presents a work-around to those limits. This year, for example, the Justice Department announced that it would direct about \$500,000 in forfeited assets, which came from a case involving a violation of sanctions against sending military equipment to Russia, to help the victims of Russia's invasion of Ukraine.

The department [acknowledged in a news release](#) that it could not directly transfer the funds to Ukraine, but quoted the deputy attorney general, Lisa O. Monaco, lauding what she called a "creative" legal solution to that limit: Because Estonia had helped with the investigation, the department could law-

fully send the seized assets to its government. Estonia agreed that it would in turn use the money to help the Ukrainian people rebuild.

The letter from the coalition of civil society groups suggested deploying the same maneuver — in this case, on a much larger scale. It is far from certain whether that is a realistic possibility, however. The Ukraine matter involved only half a million dollars, not half a billion. And it is unclear whether French law would allow the French executive branch to unilaterally spend so much money on an overseas cause, either. A French official, speaking on the condition of anonymity to discuss a sensitive topic, said that because the French government has not yet received any of the seized assets from the United States, there has been no decision about how to allocate it.

Another open question is who counts as a victim. A narrow interpretation, evidently adopted by the Justice Department, is that the people ISIS killed or abused would not be considered victims of Lafarge's crime because their injuries were too attenuated from the payments the company made to keep its plant operating.

A broader interpretation is that Lafarge's payments helped ISIS finance its misdeeds as it took over parts of Syria and Iraq, so all of its victims should be seen as having a connection to the case. Among those making that argument are Ms. Clooney and Mr. Wolosky, who have also petitioned the Justice Department for some of the money on behalf of their clients.

Ms. Clooney and Mr. Wolosky [together represent about 400 Yazidis](#), members of the Kurdish-speaking religious and ethnic minority in Syria who were persecuted by the Islamic State in a genocidal campaign a decade ago. They were resettled in the United States, mostly in Nebraska.

Mr. Wolosky also separately represents a group of about 23 plaintiffs that includes American soldiers who were injured in ISIS attacks while deployed in the Middle East and family members of troops who were killed. The two groups are also [directly suing](#) the company.

Mr. Wolosky said some of the money already forfeited to the U.S. government should go to compensating ISIS victims in the United States.

"The government received close to a billion dollars without ever notifying the victims — including the families of fallen U.S. servicemen — as it was required to do, and has never paid the victims a penny," Mr. Wolosky said in a statement. "That's not right."

The two lawyers are said to have met last month with Molly Moeser, the acting chief of the department's [money laundering and asset recovery section](#), and to have written directly to Mr. Garland.

Mr. Wolosky said that their clients intended to bring a legal action to assert their rights if the government does not give them a share of the money.



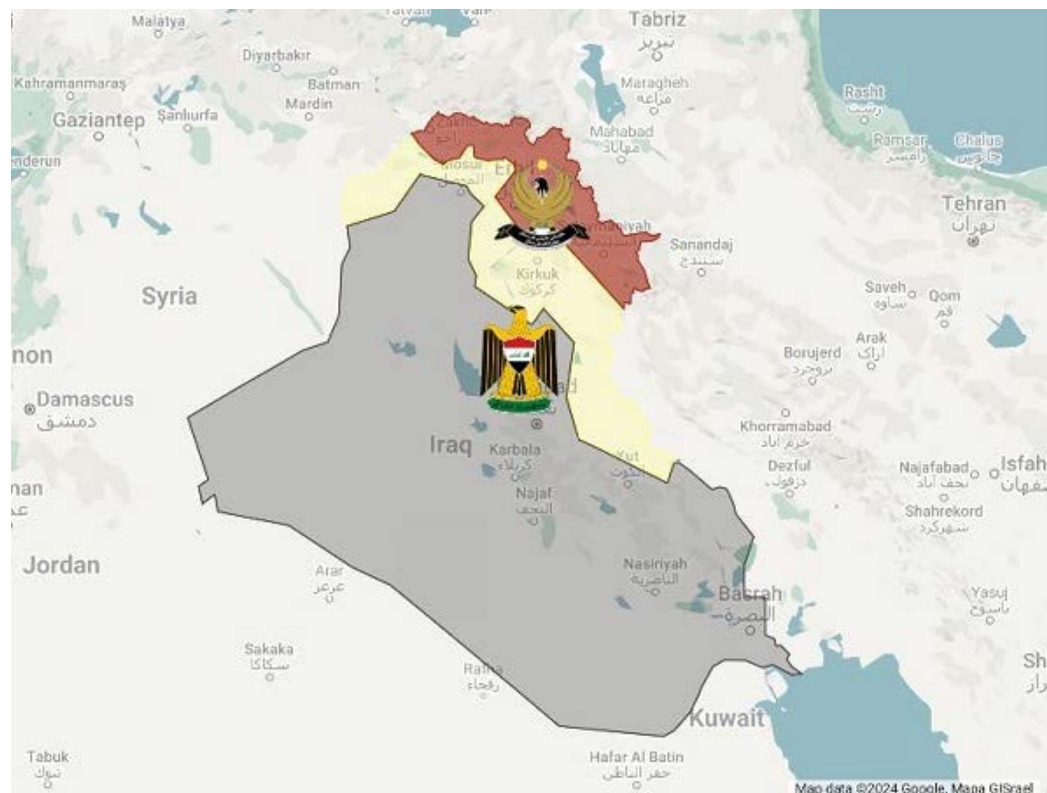
Trimming Down Federalism: Baghdad, the Disputed Territories, and the Kurdistan Regional Government

The Iraqi Constitution, made following Saddam Hussein's defeat and ratified by popular vote, intended to decentralize the extensive powers accrued by the Ba'ath government. This Constitution aimed to empower regional governments and normalize territories undergoing extensive government-sponsored Arabization. Almost twenty years after the Constitution's adoption, the federal government has consistently sidestepped its constitutional obligations. It now seeks to consolidate control over areas designated for regional governance. Most notably, it has failed to facilitate mechanisms for disputed territories like Kirkuk to determine whether they want to remain part of the federal government or join the Kurdistan Region.

Baghdad has also neglected—and at times reversed—its duty to normalize those disputed territories. Moreover, the federal government has rolled back the regional government's autonomy, curtailing the hard-won concessions during the two-year constitution-making process.

Kirkuk

Kirkuk lies on the Khasa River's east bank, a Tigris tributary. Erbil is to the province's north, Baghdad to its south. Beneath Kirkuk's surface is a vast oil reserve, making it a crucial area for Iraqi oil production and exportation. According to the 1957 census—the last reliable one—Kurds are



the largest group in the province.

In 1968, Baghdad chose to Arabize Kirkuk. To that end, the central government deployed several techniques, including the “forced deportation of residents, confiscation of property, and the manipulation of administrative boundaries.” The government also relocated Arab tribes to Kirkuk, providing them housing and government benefits on arrival. On top of that, the government added surrounding Arab districts to Kirkuk, thus turning the majority Kurdish province into a majority Arab. An estimate provides that the federal government expelled over 100,000 Kurds,

some Turkmen, and Assyrians from 1991 to 2003. Uprooted Kurds were sent to government-run camps. And those who stayed were forced to “correct” their nationalities: Kurds, Turkmen, and Assyrians had to give up their identities and register as Arabs. The Al Ba'ath regime also targeted these groups' property and finances by, among other things, seizing assets and residences, allowing them to sell their real estate only to Arabs, and precluding them from buying property in the city.

That systematic Arabization ended in 2003 with Saddam Hussein's and his government's defeat. Two years of

constitution-making followed, overseen by the Coalition Provisional Authority (CPA). The Transitional Administrative Law (TAL) emerged during that process. This was a temporary constitution pending the popular ratification of a permanent one. TAL Article 58 aimed to redress the Arabization of Kirkuk. It provided for the restoration of individuals' properties and homes, the relocation of those who had left Kirkuk because of the federal government's policies, and the resettlement of individuals who the government brought into Kirkuk. It would also create new employment opportunities for those denied work so that they would leave Kirkuk, repeal

nationality decrees, and give individuals the ability to determine their nationality and ethnicity free of duress or coercion. Complementing these were a valid census and a resolution over whether the disputed territories wished to join a regional entity or remain under Baghdad's authority. These measures became known as normalization. When the Iraqi Constitution was adopted in 2005, Article 58 was incorporated into that document through Article 140. It stipulates that the Iraqi federal government will pursue normalization in Kirkuk, conduct a census, and hold a referendum for all disputed territories on whether to join the Kurdistan Regional Government (KRG). All were to be undertaken by 2007. None have. In short, Baghdad has flouted its constitutional obligations.

More to the point, since 2005, Baghdad has sought to consolidate its hold over Kirkuk and other disputed territories. Consider Baghdad's suspending elections in Kirkuk and refusing to adequately fund the province's government. And in 2018, the province's acting governor pursued—with federal backing—Arabization like that under Saddam Hussein's regime. For example, Arab settlers were brought back to Kirkuk to take over Kurdish lands. In 2022, the federal government turned its consolidation toward Kirkuk's Kurdish and Turkish farmers through Decree 320. That order con-

cerned agricultural lands the Ba'ath regime had confiscated in 1975. Had Article 140's commands been implemented, those lands would have been returned to the original owners. Instead, the federal government kept these. It now seeks to put them to federal use. At the bottom, Baghdad departs from normalization and moves toward federal control and Arabization.

In March 2023, the federal government deployed yet another tactic targeting Kurds in the province through Article 37. This law stripped almost 100,000 Kurds of their right to vote. Yet that was not all: Days later, the federal government raided and seized shops in the Khan Khurma market. The government made shop owners leave and relocate—without compensation or lots in another location.

More than a year later, chaos prevails in Kirkuk. In May, Arab families camped on farmlands originally belonging to Kurds, expecting federal support for their claims. Kurdish landowners with titles to these lands were ignored. Although the encampment was removed and Kurdish farmers were permitted to harvest their lands, the core issue remains unresolved. The federal government's failure to carry out Article 140 and achieve normalization means that disputes persist, disadvantaging Kurds in the province, who find the system stacked against them.

Rolling Back Federalism

And yet, Baghdad's failure to realize constitutional directives extends beyond the disputed territories. Consider Articles 111 and 112 of the Iraqi Constitution. The first grants oil and gas ownership to "all the people of Iraq in all the regions and governorates." The second provides for a joint enterprise between the federal government and regional governments to allocate revenues "in a fair manner in proportion to the population distribution in all parts of the country." These articles are vague. And so, they require laws to effect their mandates. But the federal government has ignored that prerogative. When the KRG moved to export its oil and bring in revenue, the federal government managed to block sales through an international tribunal—impairing both Iraqi and Kurdish economic growth. This move marked the latest in a series of retaliatory devices the federal government has deployed in response to the KRG aiming to export its oil.

The federal government has also held up salaries for security forces and civil servants. In so doing, Baghdad has imperiled the KRG's security, especially in light of an ISIS resurgence. And Baghdad has hobbled the KRG's governance by refusing to pay its civil servants. In essence, Baghdad seeks to centralizemore and more control and upend regional governance.

In sum, the federal government in Baghdad has vitiated the constitutional arrangement set in 2005, in which regions would enjoy greater self-governing powers and in which disputed territories would be returned to pre-Arabization times and choose whether to remain part of Iraq. Turkey and Iran are assisting Baghdad's efforts. These two countries tend to support Iraq's cracking down on Kurds and, in so doing, facilitate centralization.

The federal government must implement those constitutional mandates and respect the boundaries federalism demarcates. If it does not, the constitution-making process was for naught, and there is no significant difference between pre- and post-2005 Iraq. Iraq might require international encouragement to implement those commands. However, the problem is that the international community appears to be satisfied with the current state. The issue with this posture, however, is that when the situation boils over, all the international community does is note their regret. For example, one such regret was the U.S.' failure to be starker about Iraq's implementing Article 140. At the bottom, the international community must be proactive and ensure that those hard-negotiated constitutional provisions are finally implemented nearly two decades later.



June 18, 2024

Turkish ministry responds to MP on low employment of Kurdish language teachers

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's education ministry on Wednesday responded to an MP's inquiry about the low employment of Kurdish language teachers, saying that at least 200 teachers have been employed in ten years.

The allocation of only ten Kurdish language teachers - six for Kurmanji and four for Zazaki dialects - out of 20,000 positions for the Kurdish language in May sparked a backlash from politicians and civil society organizations concerned about undermining the rights of Kurds to learn their mother tongue.

"In 10 years, 147 Kurmanji teachers and 42 Zazaki teachers, totaling 189 Kurdish teachers have been employed," Turkey's education ministry said in a response to MP Mohammed Amin Akman of the Democracy and Progress (DEVA) Party, sent to Rudaw by the lawmaker.

Akman was inquiring about the low employment of teachers for Kurdish language courses in the country. The ministry said that ten additional teachers had been employed in May.

Gulderen Varli, a pro-Kurdish Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) lawmaker, said in a post on X in May that Turkish authorities "are trying to prevent education in the mother tongue by allocating 10 Kurdish (Kurmanji-Zazaki) teachers."



Young girl standing in front of a whiteboard in a school in Sanliurfa province in Turkey's southeast Kurdish region. Photo: Rudaw

"If Kurds pay taxes in this country, they also have the right to receive education in their native language," she said.

The ministry's response also noted that by the end of 2022, 45 teachers had started teaching different subjects, and ten teachers had changed jobs.

Hudai Morsumbul, a Kurdish teacher and activist, told Rudaw that school administrations reduce the number of Kurdish courses and do not want the Kurdish language to be taught.

Morsumbul was relocated to a different school in 2022, alleg-

edly for promoting Kurdish language elective courses and bringing Kurdish books to students.

According to Turkey's education system, Kurds are allowed to study in their mother tongue at school for a few hours a week through elective courses which can only be opened should at least ten students register for the classes.

"If fewer than 15 hours of Kurdish lessons are taught in a school, Kurdish teachers are not needed in that school. The lack of Kurdish language elective courses is a primary reason for Kurdish teachers to change their subject," said the teacher.

According to Morsumbul, a high number of students in the Kurdish provinces of Bingol, Mardin, and Batman have chosen Kurmanji and Zazaki as elective courses relative to the population size.

Statistics from the education ministry show that 77,931 students registered for Kurdish language classes in the 2015-2016 academic year, with 71,616 students choosing the Kurmanji dialect and the remainder choosing Zazaki.

A 2019 study revealed that only a small portion of Turkey's Kurdish population retains the ability to speak Kurdish.

Iran : Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, condamnée à un an de prison pour « propagande »

Incarcérée depuis novembre 2021, la militante iranienne a été maintes fois condamnée depuis vingt-cinq ans pour son engagement contre le voile obligatoire et son opposition à la peine de mort.

Une condamnation supplémentaire pour la militante iranienne pour les droits des femmes. Emprisonnée depuis près de trois ans en Iran, Narges Mohammadi, lauréate du prix Nobel de la paix 2023, a été condamnée à un an de prison pour « propagande contre l'État », a annoncé son avocat, Mostafa Nili, sur X, mardi 18 juin.

« Selon le verdict rendu par la 29^e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran, M^{me} Narges Mohammadi a été condamnée à un an de prison pour propagande contre

l'État », a expliqué M. Nili. Depuis vingt-cinq ans, Narges Mohammadi a été plusieurs fois condamnée et emprisonnée en raison de son engagement contre le voile obligatoire pour les femmes et son opposition à la peine de mort. En Iran, les femmes sont tenues de respecter un code vestimentaire strict les obligeant notamment de dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics depuis la révolution islamique de 1979.

Le 8 juin, Narges Mohammadi avait refusé d'assister à l'audience de son procès après

avoir demandé, sans succès, que celui-ci soit ouvert au public. M. Nili a précisé que sa cliente avait été jugée pour « ses propos sur Dina Ghalibaf [journaliste et étudiante iranienne qui avait accusé la police d'agression sexuelle] et sur le boycott des législatives » de mars en Iran.

« Guerre à grande échelle contre les femmes »

De sa prison, la militante de 52 ans avait diffusé en mars un message audio dans lequel elle dénonçait une « guerre à grande échelle contre les

femmes » dans la République islamique. Elle avait notamment cité le cas de Dina Ghalibaf, qui, selon des ONG, a été arrêtée en avril après avoir accusé sur les réseaux sociaux la police de l'avoir agressée sexuellement lors d'une arrestation dans le métro.

En réponse à cette accusation, le représentant de la justice iranienne, Mizan Online, a affirmé le 22 avril que l'étudiante « n'avait pas été violée » et que l'autorité judiciaire l'avait poursuivi pour avoir fait « une déclaration mensongère ». Dina Ghalibaf a depuis été libérée.

Affaire Bashir Biazar : un bras de fer entre la France et l'Iran

L'affaire Bashir Biazar prend une tournure politique. La détention administrative de 48 heures de ce ressortissant iranien de 41 ans, considéré par la France comme un « agent d'influence en lien avec les services de renseignements de la République islamique d'Iran », a été prolongée de 28 jours. Visé depuis le 22 mai par un arrêté d'ex-

pulsion du territoire français au titre des graves menaces qu'il ferait peser contre « l'ordre public et les intérêts fondamentaux de l'État », cet ancien cadre de l'organisation publique de radiotélévision iranienne, vivant en France depuis deux ans aux côtés de sa femme et de ses deux enfants avec un visa longue durée, mobilise l'ensemble de l'appareil d'État ira-

nien qui réclame activement sa libération.

« La décision du tribunal français d'expulser Bashir Biazar sous 28 jours est illégale et viole les droits de l'homme », a dénoncé, lundi 17 juin, sur X (anciennement Twitter) Kazem Gharibabadi, chef adjoint du pouvoir judiciaire iranien chargé des affaires internationales,

également secrétaire général du Haut Conseil d'Iran pour les droits de l'homme. « En sachant qu'un billet retour a été préparé et qu'il n'existe aucun obstacle légal à une sortie (du territoire français), pourquoi la France continue-t-elle à détenir arbitrairement ce citoyen iranien ? Nous condamnons fermement cette pratique et continuons à déployer nos efforts pour qu'il

soit libéré le plus rapidement possible. »

« Menace » pour la France

Signe de l'importance que les autorités de la République islamique accordent au cas de Bashir Biazar, le sort de ce partisan affirmé du régime iranien s'est invité dans l'élection présidentielle du 28 juin prochain. En effet, le candidat ultraconservateur, Amir Hossein Ghazizadeh Hashemi, a réclamé à son tour sa libération. Ce faisant, le chef de la puissante Fondation des martyrs n'a pas hésité à dresser un parallèle avec les cas d'Asadollah Assadi, un diplomate espion de la République islamique, et Hamid Nouri, un ancien procureur adjoint iranien.

Respectivement condamnés à vingt ans de prison en Belgique pour terrorisme, et à la réclusion criminelle à perpétuité en Suède pour « violation du droit international humanitaire et meurtres », les deux hommes ont été libérés à la surprise générale en mai 2023 et en juin 2024 à la faveur d'échanges avec des otages occidentaux arbitrairement détenus en Iran.

D'après l'arrêté d'expulsion émis contre Bashir Biazar, cet individu, arrivé dans l'Hexagone en janvier 2022, représenterait une menace pour « l'ordre public et les intérêts fondamentaux de l'État ». Le ministère de l'Intérieur le considère comme un « agent d'influence » en relation avec l'unité 840 de la force Al Qods, la branche extérieure des gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, et estime qu'il serait en France en mission opérationnelle pour agir « contre des opposants iraniens ou des cibles juives ou israéliennes ».

Pas d'inculpation

Toutefois, les accusations françaises reposent avant tout sur les publications pro-palesti-

niennes de Bashir Biazar sur les réseaux sociaux. « Les sionistes n'ont jamais été aussi seuls, détestés, vaincus et humiliés ! », écrit, par exemple, le 3 décembre sur X cet ancien secrétaire de l'Association islamique étudiante, un organisme basé à Londres et téléguidé par l'Iran. De la « propagande d'État » visant à promouvoir « l'antisionisme et l'antiaméricanisme », que la Place Beauvau considère comme une « ingérence politico-religieuse », d'après l'arrêté d'expulsion qui décrit son cas comme une « une urgence absolue ».

Pourtant, 17 jours après son interpellation dans la ville de Dijon, Bashir Biazar se trouve toujours en centre de détention sans avoir été inculpé, alors que la France, comme l'Iran, souhaite, officiellement, son expulsion au plus vite du territoire français. « Il n'y a rien, au niveau du droit, qui justifie cette mesure », a dénoncé son avocat M^e Rachid Lemoudaa auprès de l'Agence France-Presse. « Bashir Biazar s'est exprimé sur son compte Instagram comme n'importe qui pourrait le faire librement dans un État de droit. » D'après son conseil, Bashir Biazar envisagerait d'entamer une grève de la faim.

Une affaire « politique »

« Être un agent d'influence d'Al Qods n'est pas un délit, sauf si les actes commis sont contraires à la loi, tout comme militer pour la Palestine n'est pas condamnable », commente de son côté une source diplomatique occidentale interrogée par *Le Point*. « Je ne comprends pas que ce genre d'affaire ne se traite pas rapidement par une expulsion plutôt que par un bras de fer qui va tourner à notre désavantage parce que le juge aura un dossier vide. Cela va donner du grain à moudre aux conservateurs en Iran qui prétendent avoir fait plier la France. »

À Téhéran, on est convaincu que l'affaire est avant tout politique, et que la France a arrêté un citoyen iranien, pour régler ses comptes avec l'Iran, alors que les dossiers de contentieux ne manquent pas entre les deux pays. « La France cherche la libération de ses prisonniers détenus en Iran, mais aussi à obtenir des avantages de Téhéran dans la région », analyse une source diplomatique moyen-orientale contactée par *Le Point*. « À une semaine de la présidentielle iranienne, ajoute la source, les Français pensent qu'ils peuvent également influencer sur le scrutin. »

Changement de ton

Trois ressortissants français sont toujours arbitrairement détenus en Iran. Il s'agit des touristes Cécile Kohler et Jacques Paris, syndicalistes enseignants en France, emprisonnés depuis le 7 mai 2022 et accusés d'espionnage par la République islamique, et d'Olivier, un troisième ressortissant incarcéré depuis octobre 2022, et dont la famille préfère taire le nom à sa demande.

Un quatrième prisonnier, Louis Arnaud, a été libéré le 12 juin dernier. Le même jour, la police française a mené une perquisition en région parisienne des locaux d'une chaîne de télévision liée aux Moudjahidines du peuple iranien (OMPI), un groupe d'opposition controversé considéré comme la bête noire de la République islamique.

« Ce n'est pas si simple de négocier des otages », tempère la source diplomatique occidentale précitée. « C'est possible mais les juges ne sont pas des fonctionnaires. Le parquet peut pousser en revanche à la recherche de faits pour des raisons particulières qui nécessitent plus de 48 heures. Il peut ainsi travailler de concert avec les diplomates pour les laisser utiliser ces dé-

lais et obtenir en échange un gage, mais c'est très compliqué. »

Dépôt d'une plainte

L'affaire Bashir Biazar survient alors que la France a récemment changé de ton vis-à-vis de la République islamique. Le 7 mai dernier, le Quai d'Orsay rompait avec son langage diplomatique habituel pour condamner avec des termes forts la « politique d'otages d'État » de l'Iran et le « chantage permanent des autorités iraniennes ». « Après des années de relative mesure vis-à-vis de l'Iran, la France a décidé de changer de braquet en instaurant un rapport de force avec la République islamique », confie un fin connaisseur de la relation bilatérale. « Entièrement lié au cas des otages français en Iran, le sort de Bashir Biazar vise avant tout à embêter Téhéran en lui montrant que Paris a également les moyens d'agir contre ses agents d'influences liés aux services iraniens. Mais son dossier étant vide, il finira par être expulsé du territoire. »

Une nouvelle pièce vient pourtant d'être ajoutée au dossier, et pourrait compliquer le sort du ressortissant iranien. Une plainte pour « complicité d'acte de torture » et « intelligence avec une puissance étrangère » a été déposée, ce jeudi 20 juin, devant le procureur de la République de Paris par d'anciens prisonniers politiques iraniens ainsi qu'une association de défense des droits humains. « Si Bashir Biazar était expulsé du territoire sans qu'aucune enquête, ni poursuites et, le cas échéant, ni jugement ne puissent intervenir, les nombreuses victimes de la République islamique d'Iran perdraient l'occasion d'obtenir vérité et justice pour l'ensemble des crimes commis chaque jour par le régime iranien et ses agents », souligne leur avocate M^e Chirinne Ardakani. L'affaire Bashir Biazar ne fait que commencer.



20 juin 2024
Armin Arefi

Un Français suspecté d'être devenu un tueur à gages de l'Iran arrêté aux Pays-Bas

Le régime iranien, le cartel de narcotrafiquants néerlandais «Mocro Maffia», un ex-fondateur du parti d'extrême droite espagnol Vox... Un dealer francilien aurait des liens avec tous ces acteurs dans une affaire internationale hors norme. Il vient d'être arrêté aux Pays-Bas.

Le régime iranien, le cartel de narcotrafiquants néerlandais «Mocro Maffia», un ex-fondateur du parti d'extrême droite espagnol Vox... Un dealer francilien aurait des liens avec tous ces acteurs dans une affaire internationale hors norme. Il vient d'être arrêté aux Pays-Bas.

C'est la fin d'une cavale qui aura duré deux ans. La police espagnole vient d'annoncer ce mercredi 19 juin l'arrestation aux Pays-Bas de Mehrez Ayari, 38 ans. Ce Francilien d'origine tunisienne – connu dans l'Hexagone pour des délits liés au trafic de drogue et peut-être un meurtre – est suspecté de la tentative d'assassinat début novembre d'Alejo Vidal-Quadras.

Cet ex-vice-président du Parlement européen et ancien membre fondateur du parti d'extrême droite espagnol Vox est très proche d'opposants au gouvernement iranien. «Pour moi, il est évident que cet attentat a été commandité par Téhéran. Mais c'est une chose d'avoir une certitude, une autre de le prouver judiciairement», a expliqué l'homme politique au journal *Le Monde*. Si cette accusation est confirmée par la Justice, Alejo Vidal-Quadras serait le premier homme politique européen victime d'une tentative d'assassinat commanditée par le régime des Mollahs.

Mais comment un petit dealer francilien serait-il devenu un tueur à gages à la solde de l'Iran ? Cette affaire est hors norme et implique de nombreux pays, d'où

la difficulté à la dénouer. Selon les informations du *Monde*, «Mehrez Ayari a été arrêté sous une fausse identité le 6 juin à Haarlem, près d'Amsterdam, par les policiers néerlandais, tandis qu'il s'apprêtait, précise une source proche de l'enquête, à commettre un nouveau meurtre à connotation «politique»».

Revenons au 9 novembre 2023. Ce jour-là, Alejo Vidal-Quadras était en train de rentrer de sa promenade habituelle, à Madrid, raconte-t-il au *Monde*, quand il entend un homme, dans son dos, lui dire «Holà señor». Il a peine le temps de se retourner. Une balle lui traverse la mâchoire. Il survit miraculeusement grâce à un passant qui stoppe l'hémorragie avec un vêtement.

Une implication probable de l'Iran

D'après le quotidien espagnol *El País* – puis confirmé au *Monde* par Alejo Vidal-Quadras lui-même –, 80 % de la campagne de Vox aux élections européennes en 2014 a été financée par des «dons légaux de particuliers» émanant de dissidents iraniens en exil. L'ex-eurodéputé espagnol en est certain : le gouvernement iranien est le commanditaire de cette tentative d'assassinat.

Cette hypothèse semble surprenante, voire peu plausible, à premier abord. Pourtant, elle n'étonne pas plusieurs experts du régime des Mollahs. «Téhéran est un spécialiste de la sous-traitance et recourt régulièrement

à des groupes criminels pour éliminer des opposants à l'étranger. Il offre en retour asile et protection à leurs dirigeants», explique au *Monde* Jason Brodsky, «policy director» de United Against Nuclear Iran, une association américaine à but non lucratif œuvrant contre la nucléarisation de l'Iran.

«Les autorités des pays concernés vont bien arrêter quelques opérationnels, mais ça remonte rarement plus haut. Cette utilisation des réseaux mafieux leur offre ainsi un «plausible denial», la possibilité de nier leur implication de façon plausible. Le bénéfice est largement supérieur au coût», ajoute le chercheur. A ce stade de l'enquête, l'implication de l'Iran n'a cependant pas encore été démontrée. «C'est une affaire extrêmement sensible, car un Etat est potentiellement impliqué et il y a de possibles répercussions diplomatiques, même si nous n'avons à ce stade pas de preuves formelles d'une implication de l'Iran», a confié au *Monde* une source proche de l'enquête.

Mehrez Ayari aurait été missionné pour le compte de la République islamique par l'intermédiaire de la Mocro Maffia, un cartel de narcotrafiquants basé aux Pays-Bas. Ce groupe criminel, coupable de multiples exécutions, règne sur le trafic de cannabis et de cocaïne en Europe du Nord en collaborant avec des cartels sud-américains.

En plus de Mehrez Ayari, cinq autres personnes ont été interpellées précédemment dans cette enquête. Un Vénézuélien, une

Britannique et deux Espagnols sont soupçonnés d'avoir fourni une aide logistique au principal suspect, ainsi qu'une Néerlandaise, accusée notamment d'avoir participé au financement de l'attentat.

«L'affaire Tournesols»

Le *Monde* relate aussi la «déflagration» au sein de la police française quand leurs collègues espagnols leur apprennent la tentative d'assassinat contre Alejo Vidal-Quadras et l'identité de l'auteur présumé. Les enquêteurs de Versailles le recherchent depuis plus d'un an pour une tout autre affaire. Un mandat d'arrêt international contre le fugitif a même été émis.

Mehrez Ayari est suspecté du meurtre d'un autre petit dealer de cannabis de 27 ans, commis durant l'été 2022, dans le Val-d'Oise, près de Paris. Le corps de la victime ayant été retrouvé «le dos au milieu des plants d'hélianthes qui l'entourent comme une ronde de soleils jaunes», l'enquête est baptisée «l'affaire Tournesols».

Mehrez Ayari ne va sans doute pas pouvoir revenir de sitôt à Villejuif, la ville où il habitait. La Police néerlandaise souhaite entendre au sujet d'une nouvelle affaire de tentative de meurtre «politique» aux Pays-Bas. Les Espagnols, eux, ont de nombreuses questions à lui poser concernant l'attentat contre Alejo Vidal-Quadras. La Police française devra donc attendre avant de pouvoir l'interroger.



Julian Bechocha
June 20, 2024

Kurdish migrant shipwreck survivor says boats ignored calls for help

ERBIL, Kurdistan Region - A survivor of the deadly shipwreck off the coast of Italy decried on Wednesday that their screams for help were ignored by several boats that passed close by, with two capsized ships in the Mediterranean leaving at least 70 dead and missing.

Twin shipwrecks off the coasts of Italy's Roccella Ionica and Lampedusa this week have left at least 70 migrants dead and missing. Most of the passengers were Kurds from the Kurdistan Region and Iran's western Kurdish areas, as well as people from Bangladesh, Pakistan, Egypt, and Syria.

Roya Mohedini, a 19-year-old survivor of the shipwreck near Roccella Ionica, lamented several factors that contributed to the tragedy, including being cheated by smugglers and having their cries for help ignored by several boats that passed by, as their hopes quickly faded in the deadly Central Mediterranean waters.

"Two or three boats passed very close to us. We shouted and screamed for help, but they ignored us and passed by," Mohedini told Rudaw. "If it was not for the French boat that rescued us, none of us would be here."

The Italian coastguard on Sunday reported that authorities were alerted by a French pleasure boat to the presence of a "half-sunken" boat around 120 nautical miles off the coast of Italy. The French vessel rescued 12 survivors, one of whom died after disembarking.



This photo taken and handed out on June 17, 2024, by the Guardia Costiera, the Italian Coast Guards, shows a sailboat off the coast of Calabria, near Roccella Ionica. Photo: handout/Guardia Costiera/AFP. Graphic: Rudaw

Among the survivors is Mohe-dini, and they are receiving treatment in a medical facility in Roccella Ionica. She stressed that the crew was deceived by the smugglers.

"The smugglers asked us to not take any food with us because everything was provided in the boat. We shared everything we had, there was nothing in the boat - no water, no food, nothing at all," she said.

Bakhtyar Ismail, a relative of eight who perished in the waters, told Rudaw on Wednesday that two of the smugglers are from the Kurdistan Region and the third is from Iran's western Kurdish areas (Rojhelat).

As the boat approached Italy,

its engine exploded and punctured a hole in the vessel, leading it to rapidly start sinking, the Italian Red Cross told Rudaw. After the hole emerged, the boat capsized and all 76 migrants on board fell into the sea, according to Mohedini.

The 19-year-old survivor said the blast was triggered after the captain tried to remove a box of supplies.

"We stayed in the water for four days and no one came to our aid," she said.

Among the migrants on board were four Kurdish families - two from Erbil province and two from Sulaimani province's Raparin administration - numbering at least 19 people. Eight members of a family of 11 from

Erbil died in the waters, their relative Ismail said. He received the news from another relative who was on the vessel but was rescued.

"There were two families of 11 individuals. They set off from Turkey's Bodrum to the Italian coast. We were in contact until Wednesday afternoon. They said that they were in danger and would definitely arrive to Italy," Ismail said from Erbil.

The three surviving family members, a woman and two children, are in hospital in an unstable condition. "One of them is burned and in terrible condition," said Ismail.

The group left for Istanbul five months ago. They initially decided to return to the Kurdistan

Region but then changed their minds, according to Ismail, who accused the smugglers of deceiving them by repeatedly saying that everything was fine and promising they would arrive in Italy safely.

He noted their connection with the smuggler, who was his point of contact, was cut off on Saturday.

'No words' to describe their condition

Concetta Gioffrey, an Italian Red Cross worker who gave first aid to the 11 survivors at the port of Roccella Ionica, said that the survivors "arrived with broken limbs and were suffering from very dry skin."

She said she has "no words" to describe the severity of their condition.

"They were all trapped and had clear signs of burns. I have no words to describe the condition of the migrants who were brought to the port," Gioffrey stressed.

In a separate incident, the bodies of 10 migrants were

found off the Italian island of Lampedusa after their wooden boat capsized. German aid group RESQSHIP said that at least 61 people were on board the sunken boat, adding that their crew was able to evacuate 51 of them, two of whom were unconscious.

The Italian Red Cross said it was "astonished" by the incidents, expressing regret about the fate of the migrants who drowned at sea and that their boats were unable to reach their destination safely.

Hassan Mala Nabi, from Raparin administration, said his sister, brother-in-law, and two daughters were in the boat. They are all missing.

"My sister was pregnant and due to give birth next month," Nabi lamented.

The Kurdistan Regional Government (KRG) on Tuesday said it will [dispatch](#) a delegation to Italy to assist survivors who were on board the capsized migrant ship, under the directive of Prime Minister Masrour Barzani.

It also attached hotlines for those who lost their loved ones to call and provide information. Tens of thousands of people from Iraq and the Kurdistan Region take on perilous routes out of the country towards Europe on a yearly basis in hopes of escaping the endless crises in the conflict-ridden country, including the lack of employment, political instability, a fragile economy, and rampant corruption.

Among all the routes taken, the Central Mediterranean between the coast of North Africa and Italy and Malta is the deadliest in the world.

According to data from Italy's interior ministry obtained by AFP news agency, arrivals to the country have dropped significantly since the beginning of the year, with 24,100 migrants arriving so far this year, compared to 57,500 in the same period in 2023.

Around 20,000 people from Iraq and the Kurdistan Region migrated out of the country in the pursuit of greener pastures in 2023, with at least nine losing

their lives on dangerous and illegal smuggling routes, according to the Summit (Lutka) Foundation for Refugees and Displaced Affairs.

In 2021, the Kurdistan Region witnessed an exodus of its youth, with tens of thousands leaving, bound for Europe in the quest for a better life. A number of these migrants met their unfortunate end on the freezing Belarus-Poland border and others drowned at sea.

In December of that year, the bodies of 16 migrants who drowned in the deadliest migrant disaster in the English Channel were [returned](#) to the Kurdistan Region. The International Organization for Migration (IOM) at the time described it as the "worst disaster on record."

Following the tragedy, a survivor [accused](#) the British coastguard of ignoring repeated calls for help from the drowning migrants, detailing his horror as he watched as many as 31 people drown - an incident eerily similar to Mohedini's account.



Azhi Rasul
June 21, 2023

Iraq among top gas flaring countries in 2023: World Bank

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq was among the top gas flaring countries globally last year, according to a recent report by the World Bank which also pointed to the country's increase in flaring intensity.

The World Bank [published](#) its Global Gas Flaring Tracker Report on Thursday, in which Iraq

is accompanied by Russia, Iran, US, Venezuela, Algeria, Libya, Nigeria and Mexico as the countries flaring the most in 2023.

"Together, these nine countries are responsible for 75 percent of global gas flaring, but just 46 percent of global oil production," the report stated. Flaring is when oil wells burn

the excess gas that can't be stored or used. It is a convenient way to deal with the waste product known as associated petroleum gas; however, it is damaging to the environment, public health and is a major contributor to climate change. The report also noted that flaring intensity has increased in Iraq with nearly 17 billion cubic meters of gas flared.

Iraq is one of the world's largest gas flaring countries, primarily burning off excess gas at oil wells. The practice is a major contributor to greenhouse gasses in the atmosphere, causing severe environmental damage and climate change. It also poses a serious risk to the well-being of people living close to flaring sites, from Basra to the Kurdistan Region,

where refugee camps are particularly vulnerable.

Both the Iraqi and Kurdistan Region governments have said they want to end the practice. In a speech at the al-Rafidain Forum for Dialogue in Baghdad in March, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani said the goal is to completely

end gas flaring within three to five years. He also said that "within two months" Iraq will announce self-sufficiency in oil derivatives and save over \$3 billion annually on imports. But three months later, Baghdad has yet to announce self-sufficiency.

The World Bank called on the

countries to "Rapidly accelerate flaring reduction progress" and kick-start investment plans to speed the process.

During Sudani's trip to the United States in April, Baghdad and Washington signed several agreements on capturing flared gas and turning it into much-needed electricity.

Oil is Iraq's main source of income. Its revenues cover government costs and pay civil servant salaries. The country pocketed \$97.5 billion from oil sales in 2023, a significant decline from 2022's record-setting \$115 billion.

LE FIGARO

avec AFP
21 juin 2024

Turquie: cinq morts et des dizaines de blessés dans un feu de végétation

Cinq personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans un feu de végétation qui a ravagé plusieurs villages du sud-est de la Turquie, a annoncé vendredi le ministre de la Santé. «Il y a eu cinq morts et 44 blessés, dont dix grièvement», dans une zone rurale située entre les villes de [Diyarbakir](#) et de [Mardin](#), proche de la frontière syrienne, a écrit [Fahrettin Koca](#) sur le réseau social X.

Des images diffusées dans la nuit sur les réseaux sociaux montraient un gigantesque incendie illuminant le ciel rouge ainsi que des grands nuages de fumée. Sept équipes d'urgence et trente-cinq ambulances ont été dépêchées sur les lieux, a précisé M. Koca. Le feu de végétation s'est déclaré tard jeudi soir à cause d'un brûlage de chaumes dans une zone située à une trentaine de kilomètres au sud de [Diyarbakir](#), a indiqué le ministre de l'Intérieur [Ali Yerlikaya](#). Les flammes se sont rapidement propagées sous l'effet du vent, touchant cinq villages.

«Malheureusement, trois habi-



Sept équipes d'urgence et trente-cinq ambulances ont été dépêchées sur les lieux de l'incendie. DAVID SWANSON / AFP

tants de la province de [Diyarbakir](#) et deux de la province de [Mardin](#) ont perdu la vie», a rapporté [Ali Yerlikaya](#) sur X. Selon ce dernier et des images diffusées par l'agence de presse officielle turque [Anadolu](#), le feu a été «complètement maîtrisé» dans la nuit.

Quelques heures plus tôt, le [parti prokurde DEM](#), troisième force au parlement et ultradominant dans cette région du sud-est de la Turquie, avait exhorté les autorités à déployer des moyens aériens, comme elles l'ont fait rapidement ces derniers jours après

des départs de feux dans l'ouest du pays. «Jusqu'à présent, l'intervention terrestre a été insuffisante. Les autorités doivent intervenir plus largement et avec des moyens aériens sans perdre de temps», avait appelé dans la nuit le parti, dans un communiqué.

En Turquie, des feux de végétation font au moins douze morts et tuent des centaines d'animaux

Selon le ministre de l'intérieur, le feu a éclaté tard jeudi à cause d'un brûlage de chaumes dans une zone située à une trentaine de kilomètres au sud de Diyarbakir, où le thermomètre grimpe au-delà des 40 degrés en journée.

Au moins douze personnes ont été tuées et des dizaines blessées dans un feu de végétation qui s'est propagé sous l'effet des vents à plusieurs villages du sud-est de la Turquie, provoquant également la mort de centaines d'animaux.

Dans un bilan actualisé vendredi 21 juin en soirée, le ministre de la santé, Fahrettin Koca, a fait état de « douze morts et 78 personnes affectées ». Parmi elles, cinq ont dû être placées en soins intensifs, a-t-il précisé. Le ministre avait précédemment dit que les flammes avaient été maîtrisées dans la nuit, mais « les efforts de refroidissement se poursuivent » vendredi sur les terres brûlées dans cette zone rurale située entre les villes de Diyarbakir et de Mardin, proche de la frontière syrienne. Un nouveau foyer s'est déclaré vendredi matin près du village d'Ergani, dans la même région, mais a pu être circonscrit, selon un correspondant de l'Agence France-Presse (AFP).

Outre le bilan humain, les images de dizaines de chèvres, de moutons et d'ânes carbonisés, gisant dans les herbes brûlées de cette région principalement agricole et dédiée à l'élevage, ont été amplement partagées sur les réseaux sociaux.

Les villageois de Köksalan, l'une des localités les plus affectées, ont rapporté à l'AFP



Une vue aérienne montre des dizaines d'animaux morts sur le sol, dans le village de Köksalan à la suite d'un incendie de forêt dans la province de Diyarbakir, en Turquie, le 21 juin 2024. MAHMUT BOZARSLAN / AFP

avoir perdu la moitié de leurs quelque mille chèvres et moutons et s'employaient vendredi à collecter les carcasses de leurs bêtes.

Pour les animaux rescapés qui tenaient encore debout à grande-peine, la robe brûlée dans les champs noirs calcinés, la peau parfois à vif, des appels aux vétérinaires volontaires ont été lancés. « Mes frères vétérinaires, veuillez vous rendre dans la zone incendiée » lançait ainsi Seracettin Bedirhanoglu, responsable provincial du principal parti d'opposition CHP de la région voisine de Van, sous des « images insupportables »

d'animaux gravement blessés.

Information judiciaire

Selon le ministre de l'intérieur, Ali Yerlikaya, le feu a éclaté tard jeudi à cause d'un brûlage de chaumes dans une zone située à une trentaine de kilomètres au sud de Diyarbakir, où le thermomètre grimpe au-delà des 40 degrés en journée. Les flammes se sont rapidement propagées sous l'effet du vent, touchant cinq villages. Des images diffusées dans la nuit sur les réseaux sociaux montraient un gigantesque incendie attisé par le vent et illuminant le ciel rouge, ainsi que

de grands nuages de fumée. Sept équipes d'urgence et trente-cinq ambulances ont été dépêchées sur les lieux, a précisé M. Koca.

Une information judiciaire a été ouverte, a annoncé le ministre de la justice turc, Yilmaz Tunç. Dans la nuit, le parti prokurde d'opposition DEM, troisième force au Parlement, avait exhorté les autorités à déployer des moyens aériens, comme elles l'ont fait rapidement ces derniers jours après des départs de feux dans l'ouest du pays. « Jusqu'à présent, l'intervention terrestre a été insuffisante. Les autorités doivent intervenir plus

largement et avec des moyens aériens sans perdre de temps », avait appelé le parti dans un communiqué.

13 000 hectares détruits en 2024

Mardi, le trafic maritime avait dû être partiellement suspendu quelques heures dans le très fréquenté détroit des Dardanelles, dans le nord-ouest de

la Turquie, en raison d'un feu de forêt. Là aussi un feu de chaume allumé par un agriculteur avait été à l'origine du sinistre.

L'été 2021 avait été marqué par de violents incendies dans le sud-ouest de la Turquie, notamment dans la zone montagneuse escarpée de la province de Mugla, plantée de résineux. Un incendie avait même me-

nacé une centrale électrique. La population avait alors découvert, effarée, l'absence d'avions bombardiers d'eau en état de marche. Près de 13 000 hectares ont été détruits par des incendies en Turquie en 2024, selon le Système européen d'information sur les feux de forêt (Effis).

Les incendies qui se multiplient à travers le globe sont associés

à divers phénomènes anticipés par les scientifiques en raison du réchauffement de la planète. L'augmentation de la température, la multiplication des canicules et la baisse des précipitations par endroits représentent une combinaison idéale pour le développement des incendies, qui démarrent plus facilement quand la végétation et le sol sont très secs.

Le Monde

avec AFP
22 juin 2024

En Iran, la Cour suprême annule la condamnation à mort du rappeur Toomaj Salehi

L'artiste de 33 ans est emprisonné pour avoir soutenu le mouvement de contestation déclenché par la mort en détention, en septembre 2022, de Mahsa Amini.

La Cour suprême iranienne a annulé la condamnation à mort du célèbre rappeur Toomaj Salehi, emprisonné depuis plus d'un an et demi pour son soutien au mouvement de protestation de 2022, a annoncé son avocat samedi 22 juin. Le chanteur de 33 ans avait été condamné à la peine capitale en avril 2024 pour « corruption sur Terre », l'un des chefs d'accusation les plus graves dans la République islamique d'Iran.

« La condamnation à mort [de Toomaj Salehi] a été annulée », a écrit son avocat, Amir Raesian, sur le réseau social X, ajoutant que la Cour suprême avait ordonné la tenue d'un nouveau procès. « La Cour suprême a empêché une erreur judiciaire », s'est-il félicité.

Toomaj Salehi avait soutenu, par des chansons et sur les réseaux sociaux, le mouvement de contestation déclenché par la mort en détention, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs pour avoir enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes. L'artiste est une célébrité en Iran, où le rap est un genre de musique très populaire. Dans ses chansons, il parle de la classe défavorisée, exprime le ras-le-bol des jeunes Iraniens contestataires qui rejettent tout compromis et toute compromission avec la République islamique d'Iran.

« Incitation à la sédition »

Toomaj Salehi est honni par le pouvoir parce que ses textes

parlent toujours de politique. Celles et ceux qui, comme lui, s'aventurent sur ce terrain le font de manière clandestine. Même si les morceaux, diffusés sur les plates-formes SoundCloud, YouTube et Spotify, sont bloqués en Iran, ils restent accessibles, grâce aux logiciels d'antifiltrage.

La justice iranienne avait accusé M. Salehi d'« incitation à la sédition, de rassemblement, de conspiration, de propagande contre le système et d'appel aux émeutes », selon son avocat.

Le verdict avait suscité de vives protestations à travers le monde et au sein de la communauté artistique du pays. Des manifestations de soutien avaient été organisées dans

plusieurs villes du monde, notamment Toronto, Paris et Sydney. Les soutiens de l'artiste avaient aussi lancé sur les réseaux sociaux une campagne sous le hashtag #SaveToomaj (#SauverToomaj).

Plusieurs centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées au cours des manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre 2022 en Iran, avant de refluer. Neuf personnes ont été exécutées en lien avec ce mouvement de protestation, selon des ONG. Six autres sont menacées d'exécution imminente, selon l'ONG Iran Human Rights.

The New York Times

Farnaz Fassihi
June 24, 2024

Iran's Onerous Hijab Law for Women Is Now a Campaign Issue

In a sign that a women-led movement has gained ground, all of the men running for president have distanced themselves from the harsh tactics used to enforce mandatory hijab.

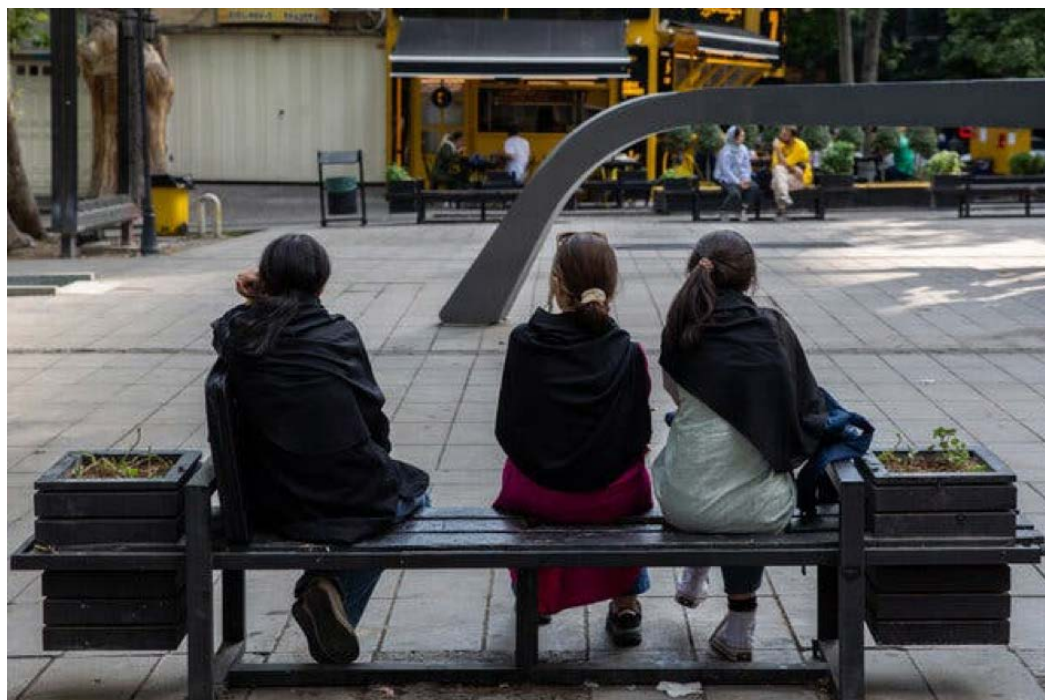
Iranian officials insisted for decades that the law requiring women to cover their hair and dress modestly was sacrosanct and not even worth discussion. They dismissed the struggle by women who challenged the law as a symptom of Western meddling.

Now, as Iran holds a presidential election this week, the issue of mandatory hijab, as the hair covering is known, has become a hot campaign topic. And all six of the men running, five of them conservative, have sought to distance themselves from the methods of enforcing the law, which include violence, arrests and monetary fines.

"Elections aside, politics aside, under no circumstances should we treat Iranian women with such cruelty," Mustafa Pourmohammadi, a conservative presidential candidate and cleric with senior roles in intelligence, said in a round-table discussion on state television last week. He has also said that government officials should be punished over the hijab law because it was their duty to educate women about why they should wear hijab, not violently enforce it.

The hijab has long been a symbol of religious identity but has also been a political tool in Iran. And women have resisted the law, in different ways, ever since it went into effect after the Islamic Revolution in 1979.

It is unlikely that the law will be annulled, and it remains



Women in Tehran on Thursday, a week before the presidential election, none wearing the required hijab covering their hair. Arash Khamooshi for The New York Times

unclear whether a new president can soften enforcement. Different administrations have adopted looser or stricter approaches to hijab. Ebrahim Raisi, the president whose death in a helicopter crash in May prompted emergency elections, had imposed some of the harshest crackdowns on women.

Still, some women's rights activists and analysts in Iran say forcing the issue to the table during elections is in itself an accomplishment. It shows that the "Women, Life, Freedom" movement of civil disobedience, which began nearly two years ago, has become too big to ignore.

Women and girls are walking on the streets, eating in restaurants, going to work and riding public transportation wearing dresses, crop tops and skirts, and leaving their hair uncovered. In doing so, they take great risks, as the morality police lurk on street corners to arrest women defying the rules.

Fatemeh Hassani, 42, a sociologist in Tehran, said in a telephone interview that the fact that hijab and morality police had become an election issue showed that women, through their determination and resistance, had been "effective in influencing the country's domestic policies and forcing the

government to recognize their demands for more rights."

Iranians last week in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

Women represent about half of Iran's 61 million eligible voters. Although voter apathy is high among critics of the government, opposition to the hijab law and the morality police is no longer confined to them. It has transcended gender, religious and class lines, and now some of the loudest complaints come from religious people and conservatives, the backbone of the government's constituents.

During a live televised debate on Friday on social issues, women and the hijab dominated the four-hour event. The issue has also surfaced in campaign videos that appear to be targeting female voters and rallies in cities around the country.

In Isfahan, [video](#) from a rally for one candidate, Dr. Masoud Pezeshkian, showed an 18-year-old girl, her long black hair flowing around her shoulders, taking the microphone. She said she represented the young generation and first-time voters, the generation that stands up for its demands, and asked, “Do you have the power to confront the morality police, the hijab monitors and the autonomous security forces?”

Dr. Pezeshkian is the lone candidate for the reform faction, which favors more social openness and engagement with the West. He has been the most forceful voice against the mandatory hijab and the morality police, and the only candidate to clearly say he opposes telling anyone how to dress.

“We will not be able to force women to wear the hijab,” he said during the debate on Friday. “Will arrests, confrontations and shameful behavior resolve this issue?”

Not all female voters are convinced that a change is coming. Even with the condemnations by the candidates, the morality police still patrol the streets around Tehran and other big cities daily with vans and police cars. They sometimes stop women and give them a verbal notice, and sometimes they arrest them. Several [videos on social media](#) have

[shown](#) women being beaten and dragged into vans.

“I don’t believe them. The president has no authority over this issue because it’s a red line for the Islamic Republic,” Sepideh, a 32-year-old teacher from Tehran, said in a telephone interview, asking that her last name not be published to avoid possible retribution. “But in previous elections, the issue of hijab was abandoned, and now they are all talking about it,” she added, concluding that women’s struggle “will win.”

Supporters of the presidential candidate Dr. Masoud Pezeshkian this month in Tehran. Arash Khamooshi for The New York Times

Iranian women who do not believe in wearing hijab have been fighting the law for as long as it has existed since after the 1979 Islamic revolution. Back then, clerics who toppled the monarchy imposed Islamic sharia laws on all aspects of social life, from women’s attire to mingling of genders and drinking alcohol.

The Women, Life, Freedom movement began in 2022 after the death of Mahsa Amini, 22, in the custody of the morality police, who had arrested her on accusations of violating the hijab law. Outraged [women and girls led nationwide protests burning their headscarves](#), dancing in the streets and chanting for women to be free. The uprising spread in scope, with demands for an end to clerical rule. The government ultimately crushed the protests with violence. In December, Iran announced it [had abolished the morality police](#) but then put them back

on the streets in April, after Ayatollah Ali Khamenei, Iran’s supreme leader, said that observing the hijab law was a moral and political obligation.

Iran’s Parliament has been working on legislation that would impose punitive damages on women who disobey the rules, including denying them social services, imposing travel bans and permitting the judiciary to withdraw funds from their bank accounts.

Mr. Pourmohammadi, the cleric candidate, said during one debate that if elected, he would repeal the legislation. Gen. Mohammad Baqer Ghalibaf, the front-runner conservative candidate and current speaker of the Parliament, said in the debate that the legislation still needed work and that “you cannot achieve anything with violence, tension and without respect — all of this is condemned.”

In recent months, facial recognition software, both in traffic surveillance cameras and drones, has been used to identify hijab scofflaws, who then are texted a summons to appear in court, according to three women interviewed who had received such messages and a [report by Amnesty International](#).

Iranians walking past a huge ballot box in Tehran on Thursday, a week before presidential election. Arash Khamooshi for The New York Times

Nahid, 62, a resident of Tehran who did not want her last name published for fear of retribution, said that when she was summoned the judge showed her a photograph of her near a

mall, her blond hair uncovered, and that she was fined.

Another woman, Minoo, 52, who wears hijab, said in an interview that her car had been confiscated for two weeks because traffic cameras caught her 20-year-old daughter driving while not wearing one. She said the police had also made her pay the parking fee for the impounded car.

Enforcement of the law has brought widespread condemnation abroad from right groups and Western countries.

A [teenager](#) on her way to school in October collapsed in the subway, after reports of an argument with a hijab police officer, and died in the hospital.

Fahimeh, a 41-year-old fashion blogger, said in an interview in Tehran that whoever becomes the next president would have no bearing on the fight for more rights. “We women don’t wait for their permission to remove our hijab; right now already, many don’t wear hijab.”

Narges Mohammadi, the Nobel Peace Prize laureate who is the most prominent women’s rights activist in Iran and currently serving a 10-year prison sentence, [issued a statement on Saturday](#) describing the election as a sham.

“How can you, while holding a sword, gallows, weapons and prisons against the people with one hand, place a ballot box in front of the same people with the other hand, and deceitfully and falsely call them to the polls?” Ms. Mohammadi said.

The New York Times

Claire Moses
June 24, 2024

Dissident Rapper's Death Sentence Overturned in Iran, His Lawyer Says

Toomaj Salehi had been sentenced to death in April after releasing music in support of antigovernment demonstrations two years ago.

Iran's supreme court has overturned the death sentence of a dissident rapper who backed nationwide protests, according to his lawyer, reversing an April decision that had brought widespread criticism and outrage from human rights organizations and others.

Amir Raesian, the lawyer for the rapper, Toomaj Salehi, said in a post on X that by overturning the sentence, the court "avoided an irreparable judicial error." He added that the court found that Mr. Salehi's earlier prison sentence of six years and three months to be excessive, and that the case would be sent back to a lower court for review.

Mr. Salehi, 33, was one of the most prominent voices during the nationwide protests against Iran's clerical rulers two years ago after the death in police custody of a 22-year-old woman, Mahsa Amini. Ms. Amini had been

arrested after the country's morality police said she had violated Iran's rules on head scarves.

Mr. Salehi was arrested in October 2022 after he released music criticizing the government and encouraged his followers to participate in demonstrations touched off by the death of Ms. Amini.

The next month, the Iranian authorities charged him with "spreading corruption on earth," and in July 2023, a court sentenced Mr. Salehi to more than six years in prison after a closed-door trial. He was also banned from producing music or singing for two years, according to a State Department document.

Iran's Supreme Court found issues with that ruling, and Mr. Salehi was released from prison in November 2023, but he was rearrested less than two weeks later and charged with "propaganda

against the state," according to U.N. experts. Human rights groups have also said that Mr. Salehi has been tortured in prison.

After Mr. Salehi was sentenced to death in April, writers, singers and other artists signed an open letter published by Index on Censorship, a group that advocates for free expression, calling for his release.

"We stand in solidarity with Toomaj Salehi," the letter read. "We call for his death sentence to be immediately and unconditionally quashed and for him to be released from detention without delay, with all other charges dismissed."

The Center for Human Rights in Iran, an independent advocacy group based in New York, had called the death sentence a "new low in Iran's crackdown on dissent."

Iran is responsible for 74 percent of all recorded executions around the world, according to the rights group Amnesty International, which in June called for the sentence against Mr. Salehi to be repealed. "For too long, the Iranian government has been using the death penalty to instill fear in the Iranian population and tighten their grip on power," it wrote at the time.

Helmut Brandstätter, an Austrian lawmaker who has supported Mr. Salehi, called for the rapper's release on Sunday after the reports that the death sentence had been overturned.

"I have been following his fate with horror for years. He was imprisoned and tortured, just because he showed solidarity with the women in Iran," Mr. Brandstätter said on social media, adding: "He must be freed."

Présidentielle en Iran : l'ayatollah Khamenei appelle à une « participation élevée »

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a appelé mardi à « une participation élevée » à la présidentielle de vendredi destinée à remplacer Ebrahim Raïssi, décédé dans un accident d'hélicoptère en mai. « Nous insistons sur l'importance d'une participation élevée (aux élections) car elle fait la fierté de la République islamique », a déclaré l'ayatollah Khamenei au cours d'un discours télévisé à trois jours du scrutin. « À chaque fois que la participation du peuple aux élections a été faible, les ennemis de la République isla-

mique nous ont blâmés », a-t-il ajouté.

Les électeurs ont le choix entre six candidats, qui ont été sélectionnés par le Conseil des gardiens de la Constitution, un organe non élu dominé par les conservateurs, parmi les 80 personnalités ayant déposé leur candidature. Trois d'entre eux sont présentés comme les favoris: le président conservateur du Parlement Mohammad-Bagher Ghalibaf, l'ancien négociateur ultraconservateur du dossier nucléaire Saïd Jalili et le député réformateur Massoud Pezeshkian.

49% de participation en 2021

À la dernière présidentielle, en 2021, le pouvoir avait invalidé de nombreux réformistes et modérés, ce qui avait permis à Ebrahim Raïssi, le candidat du camp conservateur, d'être facilement élu et de succéder au président modéré Hassan Rohani. La participation n'avait atteint que 49%, soit le plus faible taux pour une présidentielle depuis la révolution islamique de 1979.

Dans son discours, M. Khamenei a critiqué, sans citer de noms, « certains hommes politiques » iraniens qui « pensent

que toutes les voies du progrès passent par les États-Unis », le pays que l'Iran considère comme son ennemi. M. Pezeshkian a appelé à améliorer les relations avec Washington dans le but de faire lever les sévères sanctions imposées par les États-Unis qui pèsent fortement sur l'économie iranienne.

La présidentielle iranienne est scrutée de près sur la scène internationale alors que Téhéran est un acteur majeur au Moyen-Orient, sur fond de guerre à Gaza et d'inquiétudes sur son programme nucléaire.

La « libération immédiate » des trois Français détenus en Iran demandée par des sénateurs

Des sénateurs et sénatrices français ont remis mardi à l'ambassade d'Iran en France un courrier demandant la « libération immédiate » de trois Français détenus par Téhéran et considérés par le gouvernement français comme « otages d'État », a constaté un journaliste de l'AFP. Dans ce courrier, dont l'AFP a eu copie, qu'a déposé le parlementaire socialiste Rachid Temal dans la boîte aux lettres de l'ambassade, 79 sénateurs attirent l'attention de l'ambassadeur iranien Mohammad Amin Nejad, en poste à Paris, « sur le sort » de Cécile Kohler, Jacques Paris et d'un troisième Français prénommé Olivier dont le nom n'est pas

public. Ils sont « injustement détenus en Iran », écrivent-ils. En cette veille de journée internationale de lutte contre la torture, ils exigent que « leurs conditions de détention respectent les textes internationaux dont la République islamique d'Iran est cosignataire, à savoir la déclaration universelle des droits de l'Homme ; le pacte international sur les droits civils et politiques ainsi que la convention de Vienne sur les relations consulaires ». En contradiction avec ces textes, ils déplorent l'absence de « procès équitable », le non-respect des droits de la défense ou encore l'absence de visites consulaires régulières et des conditions de détention jugées

indignes.

Demande de transfert de section

Le couple formé par Cécile Kohler et Jacques Paris avait été arrêté en mai 2022, accusé d'être des espions. Les sénateurs sollicitent l'intervention de l'ambassadeur iranien pour obtenir leur transfert immédiat « de la section 209 dans laquelle ils sont incarcérés vers le quartier des prisonniers politiques, dont la rigueur est moins critique ». « Les informations qui nous parviennent sont alarmantes pour l'état de santé physique et psychologique de Cécile Kohler et de Jacques Paris, lequel vient de fêter ses 71 ans, en détention », écrivent-ils également.

Ils précisent que dans la Section 209 de la prison d'Evin (Téhéran), les cellules n'ont pas de fenêtre et la lumière est allumée jour et nuit. Les trois sorties de trente minutes par semaine qui leur sont accordées sont « parfois supprimées », ils « dorment à même le sol, sans matelas, sur une simple couverture de fortune », leurs codétenus sont changés « dès que des liens se nouent » et ils ne peuvent conserver les livres, lettres, photos que leur famille leur envoie, détaillent les sénateurs. Cécile Kohler n'a reçu que trois visites consulaires. Enfin, les familles du couple n'ont reçu aucune nouvelle depuis le 13 avril dernier, soit depuis plus de deux mois.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

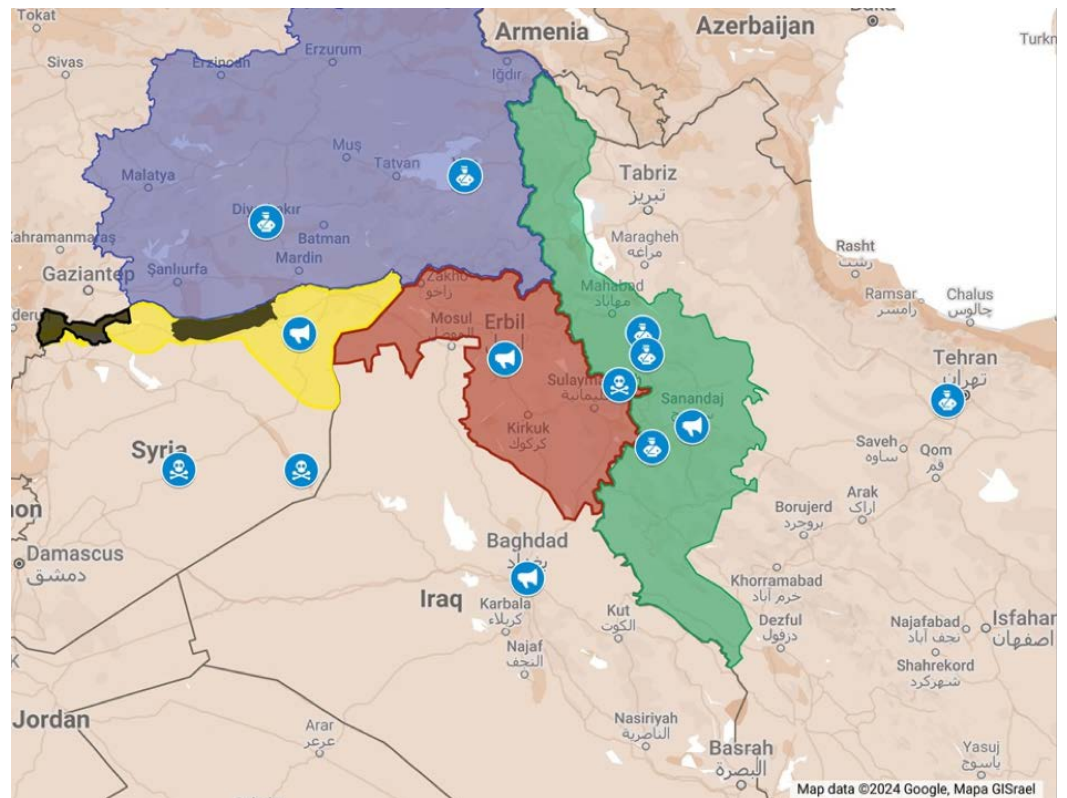
Kurdistan's Weekly Brief | June 25, 2024

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

On June 17, a grenade from the Iran-Iraq War detonated and killed a Kurd named Hadi Ghunchadoost in Baneh. On June 21, Iranian intelligence officers unlawfully seized a Kurd from Saqqez named Aram Ostadi and took him to an unknown location. That same day, Iranian authorities arrested four Kurds in Paveh named Zana Saeedi, Arah Ebrahimi, Shwan Ahmadi, and Miqdad Balabzani. Also on June 21, Iranian authorities detained a Kurd from Boko named Ismail Pourabdollah. Saeedi, Ebrahimi, Ahmadi, Balabzani, and Pourabdollah were all illegally detained, and their whereabouts remain unknown. Further, on June 22, an Iran court sentenced three labor activists who have been detained since April 2022 to two years in prison.

Iranians will head to the polls on June 28 to elect a new president. Iran's previous president, Ebrahim Raisi, died in a helicopter crash on May 19. Six candidates are competing in Friday's election. Saeed Jalili, Alireza Zakani, and Amir Hossein Ghazizadeh Hashemi are all hardline allies of Raisi. Mohammad Bagher Ghalibaf and Mostafa Pouurmohammadi are viewed as moderates, and Masoud Pezeshkian is the lone reformist candidate. Turnout is expected to be low for this election, as a survey conducted by the Netherlands-based Gamaan Institute found two-thirds of Iranians do not intend to vote on Friday, ostensibly to protest the regime's callous policy towards protesters and failure to rein in



inflation. If no candidate receives at least 50 percent of the vote, a run-off election will be held. On June 23, Pezeshkian announced that he would resolve issues concerning Kurdish border porters (kolbars) in a desperate attempt to win Kurdish votes. On June 21, Iranian border guards ambushed and killed a 29-year-old kolbar near Sarvabad. Iranian authorities killed eight kolbars in May, twice the number they killed in April.

Iraq

On Monday, Iraq's Independent High Electoral Commission (IHEC) stated it would be hard to hold the Kurdistan Regional Government's (KRG) parlia-

mentary elections on September 5. An IHEC spokesperson said, "It is difficult to hold elections on September 5 and we cannot hold the elections on that date. That date was set a month ago and the commission determines its work on the basis of the official date of the elections." President of Kurdistan Region Nechirvan Barzani has yet to set an official date for the elections. The IHEC postponed the parliamentary elections scheduled for June 10 in May, which led to talks of holding elections on September 5. That said, the IHEC vowed to hold the elections before its mandate expires in January 2025.

On June 16, the U.S. design-

nated Iraq-based militia Harakat Ansar Allah al Awfiya (HAAA) as a terrorist organization for its involvement in attacks on U.S. interests, most notably the January 2024 attack on a base in Jordan that killed three U.S. personnel and injured 34. Two days later, HAAA released a statement saying it considers the designation "a badge of honor." HAAA has close ties to Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), which has acted against U.S. interests in Iraq and Syria over 100 times since October 2023. U.S. Ambassador to Iraq Alina Romanowskistated that HAAA's designation reflects the U.S.'s commitment to stamping out "Iran's malign influence and the threats posed by Iran-affiliated militias."

HAAA is also suspected of kidnapping and killing protesters affiliated with the 2019 Tishreen movement that sought better job opportunities and improved social services from Baghdad.

Syria

The Syrian Observatory for Human Rights reported the U.S.-led Coalition and the Syrian Democratic Forces (SDF) conducted several joint operations to counter ISIS's (Da'esh) increased operational tempo in northeastern Syria. The U.S. also intercepted a drone launched by Iran-backed militias that targeted the al Tanf garrison on June 22. That said, Da'esh terrorists killed at least one SDF member in Deir Ez Zor Governorate's Bahra town. Da'esh

also killed six Assad regime soldiers and a colonel in Syria's Badia region. Likewise, the North Press Agency reported that Da'esh operatives seized a weapons shipment when they ambushed an Assad regime convoy traveling from Palmyra to the T4 military base on Sunday. Concomitantly, the U.S. Department of the Treasury sanctioned four individuals from Uzbekistan and Georgia for links to a Da'esh smuggling network.

Turkish-backed Syrian factions arrested several civilians in occupied Afrin. Also in Afrin, the Turkish Humanitarian Relief Foundation (IHH) approved the construction of a new settlement on Kurdish lands. Local Kurds recently accused the Qatar Red

Crescent and several Kuwaiti organizations of building settlements for non-Kurds to engineer demographic change. Turkish-backed groups previously demolished a Yazidi shrine in Afrin on June 13.

Turkey

Last week, Turkish police detained dozens of people in the Kurdish region, including in Diyarbakir (Amed), Van, and Dersim. Concurrently, following the removal of the Kurdish mayor in Hakkari, the Turkish government imposed travel bans on several Kurdish mayors, amid concerns over further dismissals of elected Kurdish officials who seek international funding to address debts incurred by government-

appointed trustees before the March elections. In another development, the government advanced to the second phase of the "Kobani Case" hearing, where five politicians, including several Kurds and former Armenian lawmaker Garo Paylan, face lengthy prison sentences. In late May, an Ankara court sentenced several politicians to a total of 407 years in prison. Members of the Dem Party protested outside the court, with Tülay Hatimoğulları, the party's co-chair, stating, "This [court] decision is a pro-ISIS decision. We never accept these decisions." The "Kobani Case" stems from protests by Kurds in Turkey against Da'esh terrorists in 2014, who attacked the Syrian Kurdish city of Kobani.



26 June 2024

Assad welcomes 'all initiatives' to mend ties with Turkey

ERBIL, Kurdistan Region - Syrian President Bashar al-Assad on Wednesday said that he is open to "all initiatives" regarding mending ties with neighboring Turkey, after previously demanding Ankara's military withdrawal from Syria as a prerequisite for any talks.

Assad received Russian President Vladimir Putin's Special Envoy for Syria Alexander Lavrentiev in Damascus on Wednesday and expressed his "openness to all initiatives related to the relationship between Syria and Turkey, which are based on the sovereignty of the Syrian state over its entire territory," according to a statement from his office.

Russia has acted as a mediator between Ankara and Damascus to help the neighbors reach a rapprochement.

In May last year, a meeting between the foreign ministers of Russia, Iran, Turkey and Syria was held in Moscow to draft a roadmap to improve strained ties between Ankara and Damascus. It marked the first official meeting of their top diplomats since the start of the Syrian civil war.

When the war erupted in Syria, President Recep Tayyip Erdogan, then prime minister of Turkey, slammed Assad for committing violence against his own people. Erdogan demanded the

removal of the Syrian president from power and labelled him a "terrorist," but he later toned down his demands, instead seeking a rapprochement.

Turkey and its Syrian proxies control swathes of Syrian land in the north, including the Kurdish towns of Afrin, Sari Kani (Ras al-Ain) and Gire Spi (Tal Abyad), seized during military incursions against Kurdish forces in Syria. It has recently threatened a new offensive, accusing Syrian Kurds of having ties with rebels in Turkey.

Erdogan said in July last year that he had not closed the door for talks with Assad, but declined to withdraw from Syria.

"Right now in Syria, Assad, unfortunately, wants Turkey to leave northern Syria. Such a thing cannot happen," he said. "It is all about the way they approach us."

Days later, in a rare televised interview with Sky News Arabia, Assad said that he was not willing to meet Erdogan unless Turkish troops leave Syria.

"Why would I and Erdogan meet? To drink refreshments?" he said. "Our goal is [Turkey's] withdrawal from Syrian territory, while Erdogan's goal is to legitimize the presence of Turkey's occupation in Syria."

Attaques chimiques en Syrie en 2013 : la justice valide le mandat d'arrêt français visant Bachar Al-Assad

Le président syrien est accusé de complicité de crimes contre l'humanité, pour les attaques chimiques meurtrières d'août 2013 imputées au régime syrien.

Il est accusé de complicité de crimes contre l'humanité pour les attaques chimiques meurtrières d'août 2013 imputées au régime syrien. Le président syrien, Bachar Al-Assad, fait désormais l'objet d'un mandat d'arrêt, émis par des juges d'instruction de la cour d'appel de Paris, mercredi 26 juin, a-t-on appris auprès des avocats de victimes et d'ONG.

« C'est validé », ont affirmé à la presse à l'issue du délibéré rendu à huis clos plusieurs avocates de parties civiles. « Cet arrêt est historique. C'est la première fois qu'une juridiction nationale reconnaît que l'immunité personnelle d'un chef d'Etat en exercice n'est pas absolue », ont réagi auprès de l'AFP les avocates des parties civiles, victimes physiques et ONG, Clémence Bectarte, Jeanne Sulzer et Clémence Witt.

« Il s'agit d'une victoire marquée par le courage et la persévérance des victimes françaises et syriennes des attaques chimiques en Syrie, ouvrant ainsi la voie à un possible procès contre Bachar Al-Assad en France, ce qui constitue une immense avancée dans la lutte contre l'impunité », ont-elles ajouté à l'issue du délibéré.

Selon plusieurs sources proches du dossier, il s'agit du premier mandat d'arrêt émis par une juridiction étrangère contre un chef d'Etat en exercice. La chambre de l'instruction a ainsi rejeté la requête du Parquet national antiterroriste



Le président syrien, Bachar Al-Assad, lors du défilé du 14-Juillet, en 2008, à Paris. ERIC FEFERBERG / AFP

(PNAT), qui demandait l'annulation du mandat au motif de l'immunité personnelle des présidents en exercice.

Le PNAT soutenait que, « de manière unanime, il est estimé jusqu'à présent » que les exceptions à l'immunité personnelle des chefs d'Etat en exercice sont « réservées au seul bénéfice des juridictions internationales », telle la Cour pénale internationale (CPI), et non des tribunaux de pays étrangers.

Possible pourvoi en Cour de cassation

« Tout en soulignant l'existence d'indices graves ou concordants rendant vraisemblable la

participation de Bachar Al-Assad en qualité de complice aux crimes contre l'humanité et crimes de guerre dénoncés », le PNAT avait estimé que ce mandat « introduisait une exception au principe, consacré par la jurisprudence, de l'immunité personnelle absolue dont bénéficient les présidents (...) en exercice de chaque Etat souverain », a confirmé dans un communiqué la procureure générale de la cour d'appel de Paris, Marie-Suzanne Le Quéau.

Les avocates n'ont pas eu, dans l'immédiat, le détail des arguments de la chambre de l'instruction. Le PNAT peut former dans les prochains jours un pourvoi devant la Cour de

cassation, la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français.

Depuis 2021, saisis par une plainte, des juges d'instruction du pôle crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris enquêtent sur la chaîne de commandement ayant mené aux attaques perpétrées dans la nuit du 4 au 5 août à Adra et Douma (450 blessés) et le 21 août 2013 dans la Ghouta orientale, où plus de 1 000 personnes, selon les renseignements américains, ont été tuées par du gaz sarin.

Les investigations ont abouti à l'émission, à l'automne dernier, de quatre mandats d'arrêt pour la planification présumée de

ces attaques. Ils visent Bachar Al-Assad, son frère, Maher, chef de facto de la 4^e division blindée, une unité d'élite de l'armée syrienne, ainsi que deux généraux, Ghassan Abbas et Bassam Al-Hassan. Le PNAT a contesté le mandat visant le chef de l'Etat syrien, mais pas les trois autres.

Un procès dans les prochaines années

Un procès, même en leur absence, pourrait avoir lieu dans les prochaines années à Paris. Les investigations, confiées à l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité et les crimes de haine (OCLCH), se fondent entre autres sur des photos, vidéos et cartes, remises par les parties civiles notamment, des témoignages de survivants et de transfuges de régiments militaires.

Peu après ces attaques, la Syrie a accepté en 2013 de rejoindre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), chargée d'appliquer les dispositions de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, entrée en vigueur en 1997.

L'OIAC a, depuis, accusé le régime de Bachar Al-Assad d'utiliser des armes chimiques, ce que Damas nie.

En avril 2021, la Syrie a été privée de ses droits de vote à l'OIAC, après qu'une enquête l'a accusée d'être à l'origine de nouvelles attaques au gaz toxique. Le conflit en Syrie, déclenché en 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, a fait plus d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes et morcelé le pays.

Le Monde

Ghazal Golshiri
26 juin 2024

En Iran, la candidature à la présidentielle d'un réformateur attire une partie de ceux qui ne votaient plus

Parmi les six prétendants en lice, Masoud Pezeshkian paraît le plus enclin à relancer les négociations pour sauver l'accord sur le nucléaire. Le camp réformateur fait néanmoins face au découragement de la population quant aux possibilités de changer le système.

La campagne électorale s'achève, deux jours avant l'élection présidentielle du 28 juin organisée en urgence après la mort d'Ebrahim Raïssi dans un accident d'hélicoptère, en mai. Mais, contrairement aux divers scrutins précédents, en 2021 et 2024, largement ignorés par les Iraniens, celui-ci pourrait attirer davantage d'électeurs. Selon le dernier sondage de l'IPSA, un institut proche du gouvernement, le 24 juin, plus de 52 % des électeurs pourraient se rendre aux urnes.

L'intérêt renouvelé pour cette élection s'explique en partie par la participation de Masoud Pezeshkian, le seul réformateur parmi les six candidats validés par le Conseil des gardiens de la Constitution. Interrogés par *Le Monde*, des experts et des électeurs joints par téléphone notent que sa candidature sus-

cite un espoir de meilleure conduite des affaires nationales, et même d'une légère amélioration économique, face à une inflation galopante de 53 %, attribuée à une mauvaise gestion et aux sanctions internationales. Ces dernières années, le camp réformateur a été marginalisé par le régime.

Parmi les cinq candidats conservateurs en lice, Mohammad Bagher Ghalibaf, ancien maire de Téhéran, et Saïd Jalili, ex-négociateur avec l'Occident pour le dossier du nucléaire, arrivent en tête des sondages aux côtés de Masoud Pezeshkian. A ce stade, aucun ne semble cependant pouvoir remporter une majorité absolue dès le premier tour. Certains experts et militants politiques spéculent sur la possibilité que Saïd Jalili, connu pour ses positions rigides et idéologiques, se retire en faveur de Mohammad Bagher

Ghalibaf, technocrate soutenu par les gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays.

Quel que soit le candidat conservateur choisi, la base électorale de son camp, historiquement plus proche du Guide suprême, Ali Khamenei, que des réformateurs, reste constante. Mais une participation électorale plus élevée a souvent bénéficié au camp réformateur en Iran. Cependant, le défi reste grand pour ce dernier, car peu d'Iraniens pensent que le système est réformable et les blessures de la répression violente du mouvement de protestation « Femme, vie, liberté », né après la mort en garde à vue de la jeune Mahsa Amini en septembre 2022, restent vives.

« Désespoir collectif »

A Téhéran, Pouya (le prénom

a été modifié pour des raisons de sécurité) discute avec ses amis abstentionnistes de la nécessité d'aller voter, alors qu'il a boycotté les élections de 2021 et de 2024. Agé de 35 ans, ingénieur travaillant dans une usine, il a pris part aux manifestations du mouvement « Femme, vie, liberté » et continue à exprimer son mécontentement envers le régime sur les réseaux sociaux. « Je vais voter pour Pezeshkian parce que je suis fatigué de ce désespoir collectif qui nous étouffe depuis la mort de Mahsa Amini, explique-t-il. A ce stade, le renversement de ce régime est impossible, en partie en raison de l'absence d'une opposition structurée et efficace. De plus, le boycott des élections n'a eu aucun effet. »

Pouya se souvient des effets économiques positifs de l'ac-

cord sur le programme nucléaire de 2015 sous l'ancien président Hassan Rohani (2013-2021), qui avait permis une levée partielle des sanctions et offert un répit relatif à l'économie iranienne. « *A l'époque, de grandes entreprises européennes nous contactaient, et nous avons même conclu des contrats avec certaines d'entre elles* », se rappelle-t-il. La décision unilatérale en 2018 de l'ancien président américain Donald Trump de se retirer de l'accord nucléaire a mis fin à cette période de détente. Les sanctions américaines ont été réimposées, et de nombreuses entreprises ont mis fin à leurs relations avec Téhéran par crainte de représailles. « *Depuis 2018, nous avons dû chercher des partenaires ailleurs, notamment en Chine, pour acheter des équipements et des pièces*

détachées. Un gouvernement prêt à négocier avec l'Occident pourrait avoir un impact positif tangible sur ma vie », assure Pouya.

Parmi les candidats, le réformateur semble le plus enclin à favoriser une ouverture et à relancer les négociations pour sauver l'accord sur le nucléaire. Pouya reste convaincu que des questions cruciales telles que le programme nucléaire et d'autres dossiers sensibles, comme les activités régionales de Téhéran, relèvent de la compétence directe du Guide suprême. Mais, estime-t-il, « *la ligne politique du président peut influencer Khamenei et ses prises de position* ».

Approche prudente

A Ispahan, Ali (le prénom a également été modifié) re-

marque l'absence de rassemblements ou de réunions d'envergure en faveur de l'un ou l'autre des candidats. « *Il n'y a pas d'ambiance électorale comme celle de 2017 [où la participation avait atteint 73 %]* », observe-t-il. Pourtant, les membres de sa famille – commerçants, fonctionnaires, femmes au foyer et enseignantes – ont décidé de voter, après avoir boycotté les urnes pendant sept ans. « *Ma belle-mère, atteinte d'un cancer, payait 250 euros pour ses médicaments de chimiothérapie sous Hassan Rohani, contre 400 euros aujourd'hui, alors que nos revenus n'ont pas augmenté* », se désole Ali. Ses proches, confie-t-il, votent pour éviter le retour au pouvoir des conservateurs, responsables, selon eux, du niveau de détérioration élevé de leur qualité de vie.

Lors des cinq débats électoraux télévisés – le dernier a eu lieu le 25 juin –, Masoud Pezeshkian a adopté une approche prudente dans ses promesses, évitant de défier ouvertement Ali Khamenei. Il a tout de même envoyé des signaux positifs à ceux qui espèrent une réactivation de l'accord sur le nucléaire en choisissant Mohammad Javad Zarif, ancien ministre des affaires étrangères sous Hassan Rohani et architecte de l'accord, comme conseiller. Le réformateur a également nommé Hamideh Zarabadi, une femme célibataire, comme porte-parole, dans l'espoir d'attirer les électrices, moins enclines, semble-t-il, à voter pour lui que les hommes.

The New York Times

Farnaz Fassihi
June 26, 2024

Iran's Presidential Candidates Agree on One Thing: Trump Is Coming

The former U.S. president's election is treated as a foregone conclusion, with the six contenders clashing over who is best suited to handling him.

Throughout Iran's presidential campaign, in debates, rallies and speeches, a singular presence has hovered: Donald J. Trump.

To hear [the six candidates](#) tell it, the former president's victory in the 2024 White House race is a foregone conclusion. The urgent question facing Iranian voters as they go to the polls on Friday, they say, is who is best suited to deal with him. They hardly ever mention President Biden, and they never bring up the many polls suggesting that the American

election will be extremely close. Instead, Mr. Trump's name is invoked again and again.

"Wait and you will see what will happen when Trump comes," one candidate, the cleric Mostafa Pourmohammadi, said during a recent televised debate. "We have to get ready for negotiations." Another candidate, Alireza Zakani, Tehran's mayor, accused his rivals at a debate of having "Trump-phobia," insisting that only he could manage him.

In one of Mr. Pourmohammadi's campaign posters, he and Mr. Trump are eye to eye, staring each other down. "The person who can stand in front of Trump is me," it reads. Iranians have ample reason to be wary of another Trump presidency. It was Mr. Trump who unilaterally pulled the United States out of Iran's deal with world powers over its nuclear program, even though U.N. nuclear inspectors had repeatedly confirmed that Iran was complying with its commitments. Mr. Biden has made efforts to [revive the deal](#) since

taking office, to no avail.

Mr. Trump also imposed tough economic sanctions targeting Iran's oil revenues and international banking transactions, and those sanctions have remained under Mr. Biden. Those measures, as well as corruption and economic mismanagement by the leadership, have tanked Iran's economy, sending the currency plunging and spiking inflation.

Analysts say the shadow thrown by Mr. Trump shows how central foreign policy is to

the election, with all six candidates — five conservatives and a reformist — acknowledging that any hope for economic relief is inseparable from Tehran's relations with the world.

“The potential return of the Trump administration has become a bogey in presidential debates,” said Vali Nasr, a former Obama administration official and a professor at the Johns Hopkins University School of Advanced International Studies in Washington.

“Hard-liners argue their toughness will tame Trump, and moderate and reformist candidates believe that Trump will react to hard-liners with even more pressure on Iran, hinting that they are better positioned to change the conversation with the U.S.,” he said.

In Iran's political circles, concern about a Trump comeback predates this special presidential election, which is being held to replace President Ebrahim Raisi, who [died in a helicopter crash](#) in May. The Foreign Ministry created an informal working group in the spring to begin preparing for Mr. Trump's return, two Iranian officials said.

Iran negotiated indirectly several times this year and last with the United States through Oman and Qatar for a prisoner swap and to defuse regional tensions, and it engaged in indirect negotiations for a return to the nuclear deal with both the Trump and Biden administrations.

The officials, who asked not to be named because they were not authorized to speak publicly, said that, should Mr. Trump be elected, Iran would continue indirect negotiations but would not meet with him directly. They said that they discussed whether waiting to deal with Mr. Trump would make more sense than reaching an agreement with Mr. Biden now, only to have a Republican, whether Mr. Trump or some



A campaign poster depicting Mostafa Pourmohammadi, an Iranian presidential candidate, in a stare down with former President Donald J. Trump. The text reads, “The person who can stand in front of Trump is me.”

other Republican president in the future, tear it up.

Mohammad Baqer Ghalibaf, the conservative speaker of the Iranian Parliament, who is considered the front-runner in the presidential race, put it this way: “When we are facing an enemy like Trump who does not behave with integrity, we have to be calculative in our behavior.” Mr. Ghalibaf, a former commander in the Islamic Revolutionary Guard Corps, has said that restoring the nuclear deal and sanctions relief are among his top priorities. He said if the president does not make timely decisions he would “either have to sell Iran to Trump or create tensions in the country.”

Mr. Trump repeatedly said during his presidency that his pol-

icy of maximum pressure on Iran was aimed at cornering the country into making concessions on its nuclear program, and that he was not looking for regime change. He defended his policy last week in a [virtual interview with the All In podcast](#).

“I would have made a fair deal with Iran; I was going to get along with Iran,” Mr. Trump said in the interview. He said his main goal was to deny Iran nuclear weapons. “I had them at a point where you could’ve negotiated,” he added, in a claim disputed by analysts. “A child could’ve made a deal with them.”

In Iran's theocratic system, the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has the final say on all major state matters, including negotiations with the United

States and nuclear policy. But the Iranian president does set the domestic agenda and has some influence on foreign policy.

There is concern among Iranian voters about Mr. Trump, said a campaign staff member for the reformist candidate, Dr. Masoud Pezeshkian, who asked not to be named because he was not authorized to speak publicly. The staff member said by telephone from Tehran that voters had contacted the Pezeshkian campaign through social media asking what the candidate's plans were for countering Mr. Trump.

Dr. Pezeshkian has made the [former foreign minister, Mohammad Javad Zarif](#), the chief nuclear negotiator who helped seal the 2015 deal, the face of

his foreign policy. But Dr. Pezeshkian's advisers said that his choice for foreign minister would be Abbas Araghchi, who was Mr. Zarif's deputy and a member of the team that negotiated the nuclear pact in 2015.

During a televised round-table

discussion, Mr. Zarif told one of Dr. Pezeshkian's conservative rivals that Iran had been able to raise its oil sales to pre-sanctions levels of two million barrels a day because Mr. Biden had "loosened the screws," adding: "Wait for Trump to come back, and we'll

see what you will do."

At a rally in Tehran on Monday, Saeed Jalili, an ultraconservative candidate who was also involved in the nuclear talks, addressed Mr. Trump with a well-known quote from Qassim Suleimani, the high-ranking

general whose 2020 assassination was ordered by Mr. Trump.

"Mr. Trump, you gambler, we are the ones who can deal with you," Mr. Jalili said, rousing the crowd to wild cheers and claps

The New York Times

Alissa J. Rubin
27 June, 2024

Ahead of Election, Iranian Voters Say, 'We Have Been Going Backward'

Iranians say they have little faith their votes in Friday's presidential election will improve their lives, and many are planning to sit it out.

Central Tehran is ablaze this week with posters and billboards of the six candidates in Friday's presidential election, and the streets are jammed with buses taking supporters to campaign rallies, yet it is hard to find enthusiasm even for voting, much less for any individual candidate.

Iranians will head to the polls in a special election to choose the successor to former President Ebrahim Raisi, who died in a helicopter crash in May.

The election comes at a critical moment for Iran's leadership. The economy has been weakened by years of sanctions, and under Mr. Raisi's ultra-conservative leadership, personal freedoms and expressions of dissent have been increasingly quashed. Yet the government is keen to persuade more Iranians to show up at the polls in large numbers because voter turnout is seen as a measure of its support and legitimacy.

It may be a challenge, after years of voter boycotts and apathy, and judging from a small sample of interviews in recent days. Conversations

with more than a dozen government workers, students, businesspeople and other ordinary men and women revealed a degree of weariness, even skepticism, despite the risks of speaking freely in Iran.

Even those who say they will vote — although they rarely want to say for whom — say they have little faith that their lives will change in ways that matter to them.

"We have been going backward and we are crying inside; I cannot afford to buy the machines I need for my work," said Ibrahim, 53, an industrial engineer who owns a cement business in the northern city of Tabriz and who, like most Iranians interviewed in the days just before the election, was reluctant to give his full name for fear of retribution from the authorities.

The Iranian economy has struggled in recent years, partly a result of the sanctions the United States imposed after the collapse of the 2015 nuclear deal, but also because of economic mismanagement by the country's clerical and military rulers. Iranians have also chafed under restrictions

on their personal lives, particularly the requirement that women wear the hijab, which led to mass protests in 2022.

They have heard presidential candidates' promises of change from time to time, and they are hearing them again in full throat in this election. But in the past they have, at best, gained some relaxations of laws on personal freedoms under moderate presidents like Hassan Rouhani, or the reformist Mohammad Khatami, only to face a crackdown under their conservative successors, like Mr. Raisi.

And they know the final say in all matters in Iran lies with the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and that they have no sway whatsoever over his decisions.

Since uprisings in both 2009 and 2010 over what was widely thought to be a rigged election, and in those that were violently suppressed with executions and imprisonment in 2022 over the hijab, protests have taken different forms. One of those is to boycott the polls altogether to show that the people reject any candidate who is allowed to run by the government,

which vets all hopefuls.

That disaffection with Iran's current leaders comes through in many conversations with ordinary Iranians, though older ones like Ibrahim draw some satisfaction from their experiences in the early years after Iran's 1979 revolution. Ibrahim had stopped with his family to visit the shrine built south of Tehran to honor Ayatollah Ruhollah Khomeini, the ideological architect of the revolution, the overriding event of the last 50 years here and one that still shapes Iran's domestic and foreign affairs.

The enormous golden mausoleum, with its mosaic-covered domes and soaring golden minarets visible from miles away, is a striking contrast to the diminished circumstances that so many Iranians say they feel today, and although I visited on a religious holiday, the vast complex and its many parking lots were almost empty.

"I've seen two generations — I was 7 years old when the revolution came — the generation of the revolution and the next generation," he said.

“After the revolution we saw more sacrifice, and everybody thought that they were brothers and sisters, and there was this philosophy of martyrdom, of everybody being ready to give his life for the country,” he said, referring to the Iran-Iraq conflict that ended in 1988 at the cost of hundreds of thousands of Iranian lives, [though the true number is unknown](#).

But now, if there is another war, “I don’t think that they will go and fight for the country.” His children, he said, wanted to leave Iran for their studies. His daughter, Faezeh, 21, who speaks English, was unequivocal: She wants to study artificial intelligence and engineering, and she said she could not get the education she needs nor secure a well-paying job after graduation if she stayed in Iran.

“I don’t think I have a good future here,” she said, adding that she wants to attend the University of Texas in either Austin or Dallas. “We have lots of resources and lots of wealth in this country, oil and gas, but it does not touch our lives.” “We need more individual freedoms,” she added. Under Mr. Raisi, Iran [intensified censorship](#) and impeded the encryption on messaging apps. Many websites are now blocked in Iran, and can be reached only by using a virtual private network, or V.P.N.

“I am taking a course on artificial intelligence on Coursera, and for that I need a VPN,” she said. “It is not at all related to politics. Why does the government care?”

But will she vote in the elections? She shrugged and shook her head.

Many young people expressed similar sentiments. In northern Tehran’s Tajrish Bazaar, where many women leave their



Tajrish Square in Tehran on Wednesday, the last day of campaigning for the presidential election to be held Friday. Arash Khamooshi for The New York Times

scarves draped around their shoulders, only occasionally covering their heads, a brother and sister — he recently earned a pharmacy degree and she is planning to pursue one herself — were window-shopping together. They were reluctant to discuss the election.

“You know, we don’t even want to talk about politics,” said Pedran, 25, the pharmacist, who said he was not going to vote “because we know we’ll be disappointed by all of the political people.”

Would he leave Iran? “Maybe yes, but honestly it’s difficult and our family is here.”

Those who feel most committed to voting are those who took part in the 1979 revolution, or at least have a memory of it from childhood, and often worked for a long time in the government. Often, they also fought in the Iran-Iraq war, and feel deeply connected to the country’s revolutionary identity.

Hossein Nasim, 56, who runs a small carpet shop in the Tajrish Bazaar, says he is enthusiastic about voting on Friday. He spent seven years as a prisoner in Iraq during the war — he became a soldier at 17 — and has one demand of the next president: Keep Iran away from war.

“Keep us away from any type of invasion,” he said, adding that the leaders of Iran’s Islamic Revolutionary Guards Corps are “peace-loving people” who are trying to avert conflict. He said [Maj. Gen. Qassim Suleimani](#), who led Iran’s powerful Quds Force, which is responsible for Iran’s external defense, and whom the United States killed in a drone strike in Iraq in 2020, was the kind of leader “who could organize people very well.”

General Suleimani, whom the United States described as a terrorist, was responsible for setting up the Iran-backed armed groups across the Middle East that have helped to achieve Mr. Nasim’s goal of

keeping war away from Iran. These groups — Hezbollah in Lebanon, the Houthis in Yemen, Hamas in Gaza and various militias in Syria and Iraq — give Iran plausible deniability while carrying out attacks on Iran’s enemies, including Israel and the United States.

Masumeh, 27, a conservatively dressed accountant in a black chador who had come with her 6-year-old son to pray at the shrine, appeared to be searching for that same sense of mission that both Mr. Nasim and Ibrahim, the industrial engineer from Tabriz, drew from the early days of the revolution.

Speaking of Ayatollah Khomeini, she said, “I am too young to remember the revolution, but I know that many young people followed him and he strengthened Islam in Iran.” “This revolution was like a miracle for Iran. It made Iran exceptional, and we should continue in his path,” she said.



27 juin 2024

Iran: les grands enjeux de la présidentielle

Les Iraniens sont appelés à voter pour un nouveau président de la République islamique ce vendredi 28 juin. Un scrutin organisé dans l'urgence après la mort du président Raïssi, il y a un peu plus d'un mois. C'est également le deuxième rendez-vous électoral après le mouvement Femme Vie Liberté qui a fait trembler la République iranienne. Un contexte qui implique de nombreux défis pour les candidats en lice.

L'élection d'**Ebrahim Raïssi** en 2021, sans concurrent de taille autorisé à se présenter face à lui, avait marqué un tournant historique dans la marche du régime vers le totalitarisme. Après l'abstention record des législatives de février dernier – 59 %, selon les autorités iraniennes – le système politique iranien était ressorti plus discrédité encore. Cette année, la qualification d'un des candidats soutenus par les réformateurs a donc sonné comme une volonté de prouver que le jeu démocratique fonctionne toujours en **Iran**.

« Le fait que de grandes figures réformatrices comme **Javad Zarif** soutiennent Masoud Pezeshkian montre qu'il y a quelque chose qui se passe », estime le chercheur à l'IRIS Thierry Coville. « On estime qu'il y a 15 % de la population iranienne qui soutient activement le régime, 15% qui le détecte, le reste au milieu est ce que l'on appelle la couche grise qui est mécontente, mais qui veut un changement pacifique. La grande question est de savoir si Masoud Pezeshkian va arriver à susciter l'intérêt de cette couche grise ? »

La tâche n'est pas facile, le candidat s'est lui-même présenté comme un réformateur conservateur. De nombreuses figures réformatrices ont an-

noncé lors des dernières législatives ne plus croire en la capacité de la République islamique de se réformer de l'intérieur. Une partie d'entre eux est d'ailleurs derrière les barreaux. De la même manière, une partie de la population a perdu confiance dans la capacité des dirigeants de changer les choses.

Nous avons par exemple échangé avec Hajar qui a choisi un nom d'emprunt pour témoigner. Cette trentenaire est professeur dans une grande ville proche de Téhéran, elle n'a jamais voté et n'ira pas voter ce vendredi. « Tout ça n'est qu'un jeu », affirme-t-elle. « Certains candidats sont même allés jusqu'à utiliser la chanson Barayé, hymne du mouvement Femme Vie Liberté, pour convaincre des gens naïfs qu'ils défendent leurs valeurs. Mais la réalité est que, même s'ils le voulaient, ils ne pourraient rien faire. Ceux qui dirigent le pays, ce sont les Gardiens de la Révolution, c'est tout. »

Quel pouvoir pour le président ?

Les pouvoirs du président semblent en effet s'être réduits ces dernières années. Le Guide suprême a toujours eu le dernier mot sur les grandes lignes politiques du pays, mais la marge de manœuvre du prési-

dent a évolué depuis 1979. « Les diplomaties occidentales ont bien vu qu'il était différent de négocier avec **Mahmoud Ahmadinejad** ou avec **Hassan Rohani**, note Thierry Coville. La difficulté est de montrer sa fidélité au guide tout en agissant en coulisse ou de manière indirecte quand le président n'est pas d'accord avec le guide. »

Mais avec l'élection aux airs de nomination d'Ebrahim Raïssi, le poste semble s'être réduite à une fonction honorifique de mise en application des politiques choisies au sommet du pouvoir. « Malgré tout, aujourd'hui, il suffirait d'un infime espace de respiration à la population iranienne pour l'investir et le travailler », affirme l'anthropologue et chercheuse au CNRS Chowra Makaremi. « Ce qui a changé depuis 2022, c'est que la société sait à peu près où elle en est. Les gens savent ce que veulent les uns les autres, ce dont ils sont capables. En Iran, il peut y avoir de la bouderie électorale, mais si quelqu'un arrive au pouvoir et commence à assouplir son discours, sachant qu'Ebrahim Raïssi était sur un discours extrêmement théocratique, si les choses changent à ce niveau, je n'ai pas de doute que la société civile va travailler la brèche pour l'ouvrir. Elle a prouvé qu'elle était outillée, qu'elle savait jouer le jeu de la

goutte sur la pierre, ce jeu de patience avec les institutions étatiques. »

« Les gens ne peuvent plus se soigner ou s'acheter à manger »

Le sujet qui a dominé la campagne est la réalité économique désastreuse dans lequel se trouve le pays. « D'un jour à l'autre ou même en l'espace de quelques heures, le prix d'un bien peut augmenter énormément », déplore Hajar. « Il y a des gens qui ne peuvent pas se soigner, s'acheter à manger, ou qui n'ont plus de toit sur leur tête. On ne cesse de tomber plus profondément dans la misère. »

L'un des gros sujets de campagne sur ce terrain-là sont les sanctions imposées par la communauté internationale, **États-Unis** en tête. Elles n'ont cessé d'augmenter dans le contexte international actuel. Entre le soutien iranien au Hamas, à la **Russie** et la poursuite du programme nucléaire, difficile de voir un apaisement des relations. Pourtant, sur les trois principaux candidats, deux soutiennent des négociations pour alléger ces tensions. Mohammad Ghalibaf estime d'ailleurs que la levée des sanctions est l'unique motivation de discussions plus poussées avec les diplomaties européennes et américaines. Il

appelle cependant à accroître les capacités nucléaires du pays pour forcer les occidentaux de négocier avec l'Iran. Le candidat soutenu par les réformateurs Massoud Pezeshkian promeut lui le rétablissement de relations constructives avec Washington et les capitales européennes afin de sortir l'Iran de son isolement.

« Toutes ces discussions autour des sanctions, ce ne sont que des mensonges », juge Hajar. « Ils disent beaucoup de choses sur la scène internationale, mais en interne rien ne change pour la population. La réalité, c'est que les élites de ce pays sont toutes corrom-

pues ». Le candidat Ghalibaf, président du Parlement iranien, est d'ailleurs cité dans plusieurs affaires de corruption du temps où il était maire de Téhéran. Il y a quatre ans, c'était l'image d'incorruptible d'Ebrahim Raïssi ancien chef du système judiciaire iranien qui avait donné de l'espoir à ses électeurs. Durant les trois années de son mandat, il ne semble pas avoir changé la donne.

Qui pour succéder au Guide suprême ?

Si beaucoup attendent de connaître le visage du prochain président de la Répu-

blique islamique, la perspective principale reste celle de la succession du Guide suprême. **Ali Khamenei** a 85 ans, il est à la tête du pays depuis 1989. L'ancien président Raïssi avait un moment été pressenti pour le remplacer. « En réalité, on ne sait pas vraiment si le Guide avait donné la fonction de président à Raïssi pour lui servir de marche pied vers le siège de Guide suprême ou si la volonté du Guide était de mettre au pouvoir une personnalité obéissante et peu charismatique qui ne profite pas de la vacance de la fonction de Guide suprême pour augmenter le pouvoir du président », s'interroge Chowra Makaremi.

Le nouvel élu pourrait donc avoir à gérer cette période charnière dans l'histoire de la République islamique d'Iran. Là encore, on ne sait pas à quel point la mort d'Ali Khamenei pourrait ébranler le système. « En réalité, on ne sait pas qui des Gardiens de la Révolution ou du Guide suprême dirige l'autre », reconnaît Chowra Makaremi. « Chacun a sa théorie, mais la réalité est que l'opacité est l'un des éléments de puissance du régime. C'est dans les crises, notamment à la mort de Khamenei donc, que l'on comprendra peut-être. »



27 juin 2024

Présidentielle iranienne : « Tout ce qui constitue une démocratie n'existe pas en Iran »

Les Iraniens sont appelés à élire le prochain président de la République islamique ce vendredi 28 juin. C'est le deuxième rendez-vous électoral après le mouvement Femme Vie Liberté qui a fait trembler la République islamique d'Iran. Les législatives de mars dernier ont été marquées par une abstention officielle record de 59%. Cette fois, un réformateur a été autorisé à se présenter, mais beaucoup d'Iraniens se disent désabusés. C'est le cas d'une grande partie de la diaspora. Entretien avec Aïda Tavakoli, Franco-Iranienne, présidente de l'association We Are Iranian Students.

RFI : Au sein de votre association d'étudiants iraniens à

l'étranger, comment prenez-vous part aux débats qui entourent la présidentielle iranienne ?

Aïda Tavakoli* : Nous avons publié une tribune commune avec des étudiants de l'intérieur de l'Iran et aussi des associations étudiantes iraniennes aux États-Unis et au Canada. Nous appelons à ne pas voter.

Il y a eu beaucoup de débats au sein du corps académique iranien à l'intérieur du pays sur l'éventualité de voter pour le candidat réformiste Masoud Pezeshkian. Certains professeurs se sont prononcés en faveur de ce vote. En réaction, les étudiants ont rappelé que

Pezeshkian avait joué un rôle dans les répressions, notamment des mouvements étudiants. C'est finalement le cas de tous les candidats. D'autre part, les candidats passent par le crible d'une sélection du Guide suprême qui, après la mort du président Raïssi, a rappelé que tout était sous contrôle puisque c'est lui de toute façon qui gouverne le pays.

S'il est vrai qu'il y a eu des différences entre les différents mandats entre réformistes et conservateurs, il y a aussi une ligne directrice qui est la répression extrêmement brutale et violente de la population, la disparition de tout espace de liberté, de démocratie, de liberté

d'expression. En fait, tout ce qui constitue une démocratie n'existe pas en Iran, on a vraiment une forme dictatoriale, totalitaire. Et donc le vote n'a pas de sens. Donc, c'était le sujet de cette tribune, c'était de dire : ce vote-là, dans ces conditions-là, n'a absolument aucun sens.

Et autour de vous, des Iraniens que vous connaissez en France, est-ce qu'il y a des gens qui se posent la question d'aller voter ?

Autour de moi, non. Mais j'ai écouté beaucoup de débats qui se déroulent actuellement en Iran sur la question de ce vote. Et ce qui est intéressant, c'est que ce n'est pas l'espoir

d'un potentiel changement qui encourage le vote pour Pezeshkian. C'est plutôt l'idée que peut-être qu'un réformiste qui n'a pas une ligne absolument conservatrice et totalitaire puisse entrer dans le circuit gouvernemental et de pouvoir quelque part amener une fissure. Par exemple, le candidat Jalili qui est le favori du **guide suprême** qui lui permettrait de faire un bloc unique autour de l'idéologie ultra-conservatrice. Donc, le vote est présenté comme une espèce de stratégie, une étape vers la fissure et la chute du régime.

Entre la fermeture de tout espace de liberté en Iran et la distance que vous impose la vie à l'étranger, comment est-ce que votre association arrive à rester active ?

Notre rôle ici en tant que diaspora, et c'est le cas depuis l'automne 2022, c'est en premier lieu de faire de la lumière sur la répression qui a lieu en Iran. On a l'impression que c'est symbolique et que ça ne sert pas à grand-chose d'en parler à part tous nous déprimer. Mais en fait ça sauve des vies.

Le régime a besoin de redorer son image sur la scène internationale, en tout cas de faire en sorte d'avoir à nouveau une place dans le concert des nations. C'est une nécessité économique pour la survie du régime islamique. Une importante campagne à l'international a par exemple été menée contre la condamnation à mort de Toomaj Salehi. Ce rappeur a dénoncé dans ses textes la corruption, la privation de liberté et la répression du régime

islamique. **Sa condamnation à mort a été récemment annulée.** C'est évidemment en lien avec la proximité de l'élection présidentielle pour amadouer la population, mais la pression internationale lui a sauvé la vie. Prenez le cas également des 20 000 prisonniers de l'automne 2022, arrêtés pour avoir manifesté pour «Femmes Vie Liberté», leur moyenne d'âge était de 17 ans. Suite à l'ouverture de l'enquête spéciale de l'ONU sur cette répression, 10 000 de ces 20 000 prisonniers ont été libérés. Ces 10 000 personnes ne sont plus en prison parce que la lumière a été faite et qu'on a saisi nos institutions internationales, que ce soit le Parlement européen ou l'ONU, pour faire pression sur ce régime.

Hier, à la veille de l'élection présidentielle, plus de 30 associations, dont la nôtre, ont également appelé à l'application d'une résolution votée en 2023 au Parlement européen. Les actions et les sanctions à l'encontre du pouvoir iranien que prévoit ce texte doivent entrer dans les circuits exécutifs européens.

En résumé, toute l'action de la diaspora, c'est d'une part de faire de la lumière et d'autre part d'amener nos gouvernements démocratiques à sanctionner le régime islamique de manière que l'appareil répressif soit affaibli et que l'espace d'expression de la population iranienne soit enfin libéré.

La guerre à Gaza a créé un nouveau rapport diplomatique aussi entre les pays occidentaux et l'Iran, arrivez-vous encore à trouver des

interlocuteurs politiques pour parler de la population iranienne ?

C'est vrai que c'était beaucoup plus facile en 2022 et le discours qu'on porte est plus difficilement audible. La population gazaouie comme la population iranienne sont toutes les deux prises en otage par des régimes qui sont totalitaires et fanatiques. Le Hamas et le régime islamique partagent beaucoup de lignes politiques et idéologiques avec les mêmes méthodes de répression de leur population. Le grand drame de la jeunesse palestinienne, notamment gazaouie, c'est qu'elle est prise aussi par l'occupation israélienne.

Le régime iranien instrumentalise ce conflit-là, pour redorer son image aux yeux des pays arabes, alors que ce n'est qu'une question de pouvoir et de décrédibilisation des régimes occidentaux. En réalité, cette décrédibilisation des régimes occidentaux pourrait se faire sur la tombe de l'ensemble des Palestiniens, que ça leur irait très bien aussi. C'est évident quand on voit que les droits de leur propre population iranienne et la vie des Iraniens ne leur importent que peu.

En 2022, lorsque le mouvement Femme Vie Liberté a fait vaciller la République islamique et qu'il fallait présenter une alternative, la distance entre la diaspora et la population iranienne a été présentée comme un obstacle à un combat commun. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que l'unité et l'unisson du début de cette révolution étaient absolument

extraordinaires, que ce soit pour la population à l'intérieur de l'Iran ou pour la diaspora à l'extérieur, au-delà de toutes les sensibilités politiques, les générations, les appartenances ethniques, les confessions religieuses. Tous se sont unis derrière ce slogan «**Femme, vie, liberté**». Au fur et à mesure que ce mouvement avance, je pense que c'est tout à fait sain que les aspirations de chacun pour l'avenir de l'Iran se précisent parce que ça veut dire que le mouvement se théorise, qu'il se politise et qu'il se construit pour l'avenir.

Donc, évidemment qu'on ne peut pas attendre d'une population de 88 millions d'habitants à l'intérieur de l'Iran et de 8 millions d'Iraniens à l'extérieur de l'Iran d'être tous absolument d'accord. Mais les espaces démocratiques de débat commencent à naître. Et c'est ça qui est important, c'est que des médias alternatifs, des chaînes privées, nos plateformes sur les réseaux sociaux, aujourd'hui, relaient des paroles militantes qui sont construites politiquement, qui portent des aspirations et des programmes pour l'avenir de l'Iran. Et je pense que c'est une très bonne nouvelle.

* Aïda Tavakoli est Franco-Iranienne, présidente de l'association We Are Iranian Students formée en 2022 après la mort de Jina Mahsa Amini et le soulèvement Femme Vie Liberté. Cette association loi 1901 est engagée pour la protection des droits des étudiants iraniens et plus largement du peuple iranien.

The New York Times

David E. Sanger and Farnaz Fassihi
June 27, 2024

As Iran Picks a President, a Nuclear Shift: Open Talk About Building the Bomb

Iran has expanded its most sensitive nuclear production site in recent weeks. And for the first time, some leaders are dropping their insistence that the nuclear program is for peaceful purposes.

David E. Sanger has covered the diplomatic and covert efforts to slow Iran's nuclear progress for more than 25 years. Farnaz Fassihi reports on the United Nations and the Iranian political scene.

With the rest of the world distracted by wars in Gaza and Ukraine, Iran has moved closer than ever to the ability to produce several nuclear weapons, dramatically bolstering the speed at which it can produce nuclear fuel in recent weeks inside a facility buried so deep that it is all but impervious to bunker-busting bombs.

The sharp technological upgrade goes hand in hand with another worrisome change: For the first time, some members of Iran's ruling elite are dropping the country's decades-old insistence that its nuclear program is entirely for peaceful purposes. Instead, they are publicly beginning to embrace the logic of possessing the bomb, arguing that recent missile exchanges with Israel underscore the need for a far more powerful deterrent.

In interviews with a dozen American, European, Iranian and Israeli officials and with outside experts, the cumulative effect of this surge appears clear: Iran has cemented its role as a "threshold" nuclear state, walking right up to the line of building a weapon without stepping over it.

American officials are divided on the question of whether Iran



A billboard depicting some of Iran's ballistic weaponry in Tehran in April. Iran's nuclear expansion comes at the most delicate of moments. Arash Khamooshi for The New York Times

is preparing to take that final step or whether it will determine it is safer — and more effective — to stay just on the cusp of a weapons capability, without openly abandoning the last of its commitments as a signer of the Nuclear Nonproliferation Treaty.

Most officials spoke on the condition of anonymity because so much about Iran's nuclear program, from assessments of its status to secret efforts to infiltrate and slow it, is highly classified.

And they caution that while Iran could now produce the fuel for three or more bombs in days

or weeks, it would still take considerable time — maybe 18 months — for Iran to fabricate that fuel into a warhead that could be delivered on missiles of the kind it launched at Israel in April.

But Iran's nuclear expansion comes at the most delicate of moments.

The Iranians are acutely aware that the United States is determined to avoid a broadening of the conflict in the Middle East, and there have been back-channel messages between Washington and Tehran to underscore the dangers. The Iranians themselves, one senior

administration official said, know how much they have to lose if the war spreads.

Yet as one European diplomat involved in discussions with Tehran put it, if the Iranians had been enriching uranium at current levels just a few years ago, when the region was not such a tinderbox, Israel would almost certainly be considering military options to strike Iran's nuclear facilities.

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel, who came right to the edge of ordering such action on several occasions in the past, has said little about Iran's recent buildup, preoccupied by the war with Hamas in Gaza and the risk

that it will spread to open conflict with Hezbollah on the border with Lebanon. There are now indications from Israeli officials, however, that they are focusing anew on Iran's recent advances.

They are also focusing on the change in the way Iran talks about its long-running nuclear program, which Israel — sometimes with the active participation of the United States — has tried to cripple in recent years.

As Iranians prepare to go to the polls on Friday to elect a successor to President Ebrahim Raisi, who was killed in a helicopter crash last month along with the foreign minister, top Iranian officials have dropped the ritual assurances that Iran has only peaceful uses in mind for its nuclear program. One official close to Iran's supreme leader recently declared that if Iran faces an existential threat, it would "reconsider its nuclear doctrine."

Israel's defense minister, Yoav Gallant, raised Iran's nuclear surge in meetings this week with Secretary of State Antony J. Blinken, Defense Secretary Lloyd J. Austin III and the C.I.A. director, William J. Burns, people familiar with the meetings said.

In April, Iran had fired hundreds of missiles and drones at Israel, most of which Israel intercepted. But the attack, which was retaliation for an Israeli strike that killed several Iranian armed forces commanders at Iran's embassy compound in Syria, was a serious escalation. The Iranians most likely emerged from the experience determined that the country needed a more potent deterrent, American officials and outside experts have concluded.

"Iran is sending a clear message that if the pressure of sanctions continues, if assassination of its commanders continues and if Washington or Israel decides to tighten the noose, it will then break all the chains," said Hossein Alizadeh, a former Iranian diplomat who

defected in 2010. He spoke from Britain, where he now lives.

Independent estimates based on production statistics from the International Atomic Energy Agency, which still has limited access to Iran's facilities, the country has now enriched enough uranium at 60 percent purity — which can be converted to bomb-grade fuel in days or weeks — to make at least three weapons.

David Albright, a nuclear expert, said in an interview that once Iran finishes installing the new centrifuges in Fordow, its underground facility, Iran should be able to double that inventory in a matter of weeks or months.

Even though it would still take more than a year to actually produce a weapon, the question is whether American or Israeli spy agencies would detect the move and be able to stop it.

In a statement issued on Monday, the United States, Germany, Britain and France underscored the dangers.

"Iran is growing its stockpile of high-enriched uranium to levels unprecedented for a state without a nuclear weapons program," the countries said, adding that "such activity has no credible civilian justification."

Facilities Left in Place, and a Deal Abandoned

The last time Washington felt it faced a true nuclear crisis with Iran was 2013, when President Barack Obama dispatched Mr. Burns, then a top State Department official, and Vice President Joseph R. Biden Jr.'s national security adviser, Jake Sullivan, to explore the possibilities of a deal with the newly elected Iranian president, Hassan Rouhani.

Mr. Burns and Mr. Sullivan — who today, in very different roles, remain key players in the decision about how to deal with

Iran's expanding capabilities — emerged with a six-month deal to restrain the Iranian program in return for billions of dollars in sanctions relief. An acrimonious, on-again-off-again negotiation followed for a permanent deal, and one was struck in the middle of 2015.

Under its terms, 97 percent of Iran's nuclear fuel was shipped out of the country to Russia, which at the time was working alongside the United States, the European Union, Britain, France, Germany and China to keep Iran from obtaining a weapon.

But there was a weakness in the deal, acknowledged by negotiators at the time.

Iran insisted that it had to hold onto its major enrichment facilities, resisting American and European demands that they be dismantled. So the underground facility at Fordow remained, spinning nonnuclear material — a concession that the lead American negotiator referred to at the time as a "bitter pill."

So did the main enrichment site at Natanz, which is much closer to the surface and easier to destroy. (Iran is now building a deep-underground facility at Natanz, but it will not be ready, American intelligence officials estimate, for several years.)

While the U.S. and Israeli air forces often practiced what it would take to bomb Fordow, even building a mock-up of the site in the Nevada desert, military officials say it would take repeated, precise strikes by the United States' largest "bunker buster" to reach down that deep.

For all the recriminations nine years ago from Republicans in Congress about the nuclear agreement, Iran initially stuck to its terms, limiting its production to token amounts of nuclear fuel. I.A.E.A. inspectors came and went with regularity, and while there were arguments about reconstructing the

history of Iran's past activities, the agency's cameras provided a 24/7 eye on the chain of custody of Iranian fuel.

And, largely out of the sight of inspectors, Iran developed its new IR-6 centrifuges, able to produce fuel far faster than the old IR-1s that it struggled with for years, preparing for the day when, under the provisions of the agreement, it could install the new machinery.

Then President Donald J. Trump abandoned the 2015 accord. He argued that the reimposition of sanctions would break the Iranian regime and predicted that the country would beg for a new deal.

Mr. Trump was wrong on both counts. The Iranians slowly began reactivating the plants. They removed some cameras and barred some inspectors. And they began enriching to 60 percent purity — putting the country far closer to bomb fuel than when Mr. Burns and Mr. Sullivan were sent off for secret negotiations 11 years ago.

An effort by the Biden administration to reconstruct the key elements of the deal collapsed in 2022. Rafael Grossi, the director general of the I.A.E.A., said after a recent trip to Tehran that the 2015 deal that Mr. Trump pulled out of is now dead.

"Nobody applies it, nobody follows it," he told a Russian newspaper recently. "There have been attempts to revive it here in Vienna. But unfortunately, although they were relatively close to success, they failed for reasons unknown to me."

Denials of Weapons Plans Begin to Crack

Iran has insisted that it cannot manufacture or use nuclear weapons because of a 2003 "fatwa," or religious edict, issued by the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei. The country said the fatwa remained in effect even after Israel stole, and then made

public, a huge archive of Iranian documents that made plain the country was trying to design a weapon.

American officials say there is no evidence of a current effort to weaponize Iran's near-bomb-grade uranium; Israelis argue that such efforts are indeed underway, under the guise of university research.

For Iran, the risks of moving to weaponization are high. While Iran has removed or deactivated some of the I.A.E.A.'s cameras, it is clear that the program is deeply penetrated by Israeli, American and British intelligence services.

The cat-and-mouse game with inspectors and Israeli and Western spies has been going on for years. But the recent nu-

clear expansion can be traced to the missile launches in April, when Iran and Israel went to the brink of war.

Soon after, three senior officials with close ties to Mr. Khamenei began declaring that Iran's no-weapons doctrine was reversible if the country faced an existential threat. (Shiite Islam allows clerical scholars to reverse edicts and fatwas to reflect the demands of current times.) The officials were Kamal Kharazi, an adviser on foreign policy to Mr. Khamenei and a former foreign minister; Abbas Araghchi, a prominent diplomat who served as deputy foreign minister and a nuclear negotiator for the 2015 nuclear deal with world powers; and Gen. Ahmad Haq Taleb, a member of the Revolutionary Guards

Corps who serves as the commander for protecting and defending Iran's nuclear sites.

If Israel threatened Iran's nuclear facilities, General Haq Talab said in a speech in mid-April, "it's entirely possible and imaginable that the Islamic Republic will reconsider its nuclear doctrine and policies and reverse its previously stated positions."

A few weeks later, Mr. Kharazi told Al Jazeera that Iran had the capacity to produce a nuclear bomb, but that it has not decided to do so.

"If Iran's existence is threatened, we will have no choice but to reverse our nuclear doctrine," he said.

And in late May, Mr. Araghchi said at a conference in Doha, Qatar, that Israeli attacks "could force others to rethink

their security calculations and their nuclear postures."

The statements seemed coordinated, or at least a reflection of the debate taking shape within Iran's power circles about whether it was time to weaponize the nuclear program and build a bomb, according to four Iranian officials, including diplomats and members of the Revolutionary Guards. All were privy to the continuing strategic debate.

Sharp divisions remain, but "at this point many Iranians are starting to believe and say out loud that building nuclear deterrence given all the threats we face is not just a military strategy," said Mehdi Chade-ganipour, who served as an adviser to former President Mahmoud Ahmadinejad. "It is pure common sense."

The New York Times

Eve Sampson
June 28, 2024

Iran's Presidential Candidates: Who Are They?

Four of the six candidates selected by officials to run in Iran's special presidential election are still in the running after the president died in a helicopter crash last month.

A cardiac surgeon, a former mayor of Tehran and a cleric implicated in the execution of political prisoners are among the six candidates approved by officials to run in Iran's election on Friday to replace the president who died in a helicopter crash last month.

The candidates have renounced Iran's [hijab enforcement](#). They've addressed American sanctions that have contributed to the country's flailing economy, and openly [criticized the government](#) during a series of debates, an unusual move in Iranian politics. Still, voter apathy in the country is high and divisions among conservative leaders make predicting the outcome difficult.

Though Iran's supreme leader, Ali Khamenei, has ultimate authority over key state matters, the president sets domestic policy and can influence foreign policy.

Iran's Guardian Council, a committee of 12 jurists and clerics, whittled an initial list of 80 presidential candidates down to six, disqualifying seven women and a former president and many other government officials. Four candidates are still in the race.

Two of the candidates — Amirhossein Ghazizadeh Hashemi and Alireza Zakani — dropped out of the race to consolidate the conservative vote. If no candidate wins a majority on Friday, a runoff election will be

held on July 5 between the top two winners.

The latest polls, published by the conservative, government-run Imam Sadiq University earlier this week showed Dr. Masoud Pezeshkian leading with approximately 24.4 percent of votes, Mohammad Baqer Ghalibaf at 23.4 percent and Saeed Jalili at 21.5 percent. The other candidates each had less than 5 percent of the vote and nearly a fifth of voters were undecided.

Here is what to know about the four presidential candidates still in the race.

Mohammad Baqer Ghalibaf
Mohammad Baqer Ghalibaf is

the current speaker of Parliament and the former mayor of Iran's capital city, Tehran. The retired pilot and Islamic Revolutionary Guard Corps commander has repeatedly run unsuccessfully for president.

He is also known for his role in the government's violent repression of students, first in 1999 and then in 2003, when he served as the country's chief of police and reportedly told authorities to fire live bullets on students.

Mr. Ghalibaf faced accusations of financial corruption during his tenure as mayor of Tehran and of moral hypocrisy for his family's lavish spending abroad. He has denied the allegations.



Posters of Gen. Mohammad Baqer Ghalibaf, current speaker of Parliament and a presidential candidate, in the streets of Tehran on Tuesday. Arash Khamooshi for The New York Times

Reportedly close to Mr. Khomeini, the conservative politician has campaigned on the promise to reduce government inefficiency, and has criticized the government for losing money by ineffectively navigating oil sanctions.

Mehrzad Boroujerdi, an Iran expert and Dean of the College of Arts, Sciences and Education at Missouri University of Science and Technology said Mr. Ghalibaf has attempted to characterize himself as the “establishment candidate,” on the side of the elite during debates by positioning himself as the only one with the experience and capability to lead.

Masoud Pezeshkian

The only reformist candidate on the ballot, Dr. Masoud Pezeshkian is a cardiac surgeon and veteran of the Iran-Iraq war who served in Parliament and as Iran’s health minister. After his wife and child died in a car accident, he raised

his other children as a single father and has never remarried. This and his identity as an Azeri, one of Iran’s ethnic minorities, has endeared him to many voters.

Reformist candidates were largely disqualified from the 2021 presidential election and parliamentary election in March. Experts say Dr. Pezeshkian was likely included to increase voter turnout among reformist party voters and Iranians who boycotted March’s parliamentary elections. The government sees high voter turnout as crucial to the election’s perceived legitimacy.

Dr. Pezeshkian was endorsed by former President Mohammad Khatami and he has expressed openness to nuclear negotiations with the West, framing the debate as an economic issue.

Saeed Jalili

Saeed Jalili is an ultraconservative former nuclear negotiator nicknamed “the living martyr”

after he lost a leg in the Iran-Iraq war. He leads the ultra right-wing Paydari party and represents the country’s most hard-line ideological views when it comes to domestic and foreign policy.

Mr. Jalili said he believes Iran does not need to negotiate with the United States for economic success. Though he is likely the candidate closest to Mr. Khomeini, he presents a “totally unrealistic” assessment of Iran’s economic capabilities to the public, said Mr. Boroujerdi.

“He’s dead opposed, not only to any nuclear deal, but to any sort of opening in the West,” said Mr. Boroujerdi.

Mostafa Pourmohammadi

Mostafa Pourmohammadi is the only cleric running in this election. A former director of counterintelligence, he was a member of the committee that oversaw the execution of thousands of political prisoners at [Evin Prison in 1988](#).

He has downplayed his role in the executions.

Outspoken and articulate, he said during a debate that Iran’s biggest problem was that the government lost the people’s support and cannot arouse participation in the election.

Mr. Pourmohammadi has been critical of Iran’s support of Russia during its ongoing invasion in Ukraine, saying his country is not reaping enough benefits for providing arms to the Kremlin.

He has also invoked [former President Donald J. Trump in his campaign](#). “Wait and you will see what will happen when Trump comes,” he said during a recent televised debate. “We have to get ready for negotiations.”

In one of Mr. Pourmohammadi’s campaign posters, he and Mr. Trump are eye to eye, staring each other down. “The person who can stand in front of Trump is me,” it reads.

Le réformateur Masoud Pezeshkian en tête du premier tour de la présidentielle en Iran

L'ultraconservateur Saïd Jalili, arrivé deuxième avec 38,6 % des voix, soit quatre points derrière son adversaire, est favori du second tour qui aura lieu le 5 juillet, à moins que les réformateurs ne parviennent à mobiliser leur base.

Un second tour de scrutin sera nécessaire en Iran pour désigner le successeur du président [Ebrahim Raïssi, mort le 19 mai dans un accident d'hélicoptère](#). Le vote, prévu le 5 juillet, devra départager le candidat réformateur Masoud Pezeshkian et l'ultraconservateur Saïd Jalili, arrivés en tête du premier tour organisé vendredi 28 juin. L'abstention, qui a atteint un niveau record – près de 40 %, selon les autorités –, est la grande gagnante, à ce jour, de la consultation.

Les résultats de ce premier tour témoignent de l'impuissance du camp réformateur qui n'a pas pu mobiliser les indécis et même une partie de ses électeurs traditionnels. Masoud Pezeshkian a pu obtenir 42,5 % des votes, contre 38,6 % pour Saïd Jalili.

La campagne électorale de Masoud Pezeshkian, ex-député et ex-ministre de la santé sous le président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), a été atone. Le candidat n'a franchi aucune ligne rouge lors de ses prises de parole, dans ses meetings et sur les plateaux de la télévision iranienne, répétant sans cesse sa loyauté absolue envers le Guide suprême, Ali Khamenei, la plus grande autorité du pays et le plus grand obstacle dressé sur la voie de tout changement en Iran.

« Dès le jour où je me suis inscrit [comme candidat à la présidentielle], j'ai dit que je poursuivrais les politiques du

Guide suprême », a-t-il répété. Même sa décision de nommer comme conseiller diplomatique Mohammad Javad Zarif, ancien chef de la diplomatie iranienne (2013-2021) et architecte de l'accord sur le dossier nucléaire, en 2015, n'a pas convaincu la base électorale réformatrice de sa capacité à changer sensiblement la donne en Iran. Le « deal » nucléaire est caduc depuis que les Etats-Unis en sont unilatéralement sortis, [sous l'ancien président Donald Trump, en 2018](#). Les sanctions américaines, réimposées depuis, étouffent l'économie iranienne, qui souffre en outre d'une mauvaise gestion et d'une corruption endémique.

La police des mœurs reste très présente

Parmi la masse des abstentionnistes, ils sont nombreux à considérer que le président ne fait pas le poids face au Guide suprême, maître de la répression qui peut s'abattre à tout moment sur toute voix dissonante. Ils en ont fait l'expérience, notamment en novembre 2019 sous la présidence d'Hassan Rohani, présenté comme un modéré. Au moins 305 manifestants avaient été tués pour avoir protesté contre la hausse du prix du carburant et le blocage du système politique iranien. Internet avait été coupé dans tout le pays pendant une dizaine de jours. Certains membres de l'entourage de M. Pezeshkian, qui occupaient des postes de responsabilité en 2019, ont tenté de se défendre de toute complicité dans cette répression, sans convaincre, semble-t-il.

Trois ans plus tard, en septembre 2022, l'Iran a été traversé par une vague de contestation, inédite dans son étendue et sa longévité. La mort de la jeune Mahsa (Jina) Amini, en garde à vue pour une apparence jugée « insuffisamment islamique », a fait descendre dans les rues des Iraniens de toutes les classes économiques et sociales, partout dans le pays. Environ cinq cents personnes ont été tuées. Au moins huit Iraniens ont été exécutés en lien avec les manifestations. Des centaines de journalistes, opposants, artistes, avocats et étudiants sont interdits aujourd'hui de sortie du territoire, ont été licenciés de leur travail, voire condamnés à de peines de prison lourdes.

La police des mœurs, à l'origine de la mort de Mahsa Amini, reste très présente. Elle continue à interpellier, parfois de manière violente, les femmes qui ne sont pas « assez couvertes » à ses yeux. Sur ce point, Masoud Pezeshkian n'a pas pu convaincre que son élection puisse faire diminuer les pressions sur les femmes, qui semblent être très nombreuses parmi les abstentionnistes. Outre les doutes sur la capacité d'un réformateur à infléchir la répression, les promesses d'une amélioration des conditions de vie faite par Masoud Pezeshkian ne semblent pas avoir retenu l'attention des électeurs.

Autre enseignement de ce scrutin : l'impossibilité pour le camp conservateur de se réunir derrière un seul et unique candidat. Outre Saïd Jalili, deux autres candidats de l'aile dure étaient en lice : l'ancien maire de Téhéran, Mohammad Bagher Ghalibaf, ainsi que l'ancien ministre du renseignement, Mostafa Pourmohammadi.

Un « simulacre » d'élection

Certaines figures connues du camp réformateur ont également boycotté le scrutin, dont Mir Hossein Moussavi, l'un des leaders du « mouvement vert », né après la réélection jugée frauduleuse de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad, en 2009. [Assigné à résidence depuis 2011 avec son épouse](#), Zahra Rahnavard, M. Moussavi n'a pas accepté l'urne que les autorités avaient transportée à la porte de son domicile à Téhéran. De nombreux prisonniers politiques, dont la lauréate du prix Nobel de la paix Narges Mohammadi, derrière les barreaux dans la prison d'Evin, dans le nord de Téhéran, ont également annoncé leur refus de participer à un « simulacre » d'élection.

Autre enseignement de ce scrutin : l'impossibilité pour le camp conservateur de se réunir derrière un seul et unique candidat. Outre Saïd Jalili, deux autres candidats de l'aile dure étaient en lice : l'ancien maire de Téhéran, Mohammad Bagher Ghalibaf, ainsi que l'ancien ministre du renseignement, Mostafa Pourmohammadi.

Homme rigide, dit « révolutionnaire », Saïd Jalili, qui arrive en deuxième position, plaide pour la fermeté face à l'Occident sur les dossiers du nucléaire et de la politique régionale, répétant l'un des leitmotivs de l'aile dure du régime ces dernières années : la nécessité pour l'Iran de renforcer ses liens avec la Russie et la Chine. Alors que

d'autres candidats ont envoyé leur fille à la télévision pour parler de leur propre attachement aux droits des femmes, Saïd Jalili, lui, a préféré faire appel à l'un de ses conseillers hommes.

De son côté, le chef du Parlement, Mohammad Bagher

Ghalibaf, plusieurs fois candidat malheureux à d'autres présidentielles, semble aujourd'hui payer les multiples accusations de corruption financière et d'abus du pouvoir dont son entourage et lui-même font l'objet. Présenté comme un technocrate par ses adeptes, cet ancien membre

des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays et l'une de ses plus grandes forces économique et politique, bénéficiait pourtant du soutien d'un grand nombre d'élites politiques en Iran.

A moins d'un fort regain de mobilisation des électeurs, subite-

ment convaincus de la nécessité de « *choisir entre un mauvais [candidat] et le pire* », comme il est traditionnellement dit en Iran lors des élections, les reports de voix devraient profiter à Saïd Jalili, pressenti comme le prochain président.

LE FIGARO

avec AFP
29 juin 2024

Syrie : l'État islamique a tué plus de 4000 personnes depuis sa défaite territoriale en 2019

Les jihadistes du [groupe État islamique \(EI\)](#) ont tué près de 4100 personnes en Syrie depuis qu'ils ont perdu leur dernier bastion dans le pays en 2019, a indiqué samedi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

L'EI a pris le contrôle de pans entiers de la Syrie et de l'Irak en 2014, proclamant son «*califat*» et imposant un règne de terreur avant d'être défait en 2019 par une [coalition internationale dirigée par les États-Unis et les forces kurdes](#). Depuis la défaite territoriale du groupe, des jihadistes se sont repliés sur le vaste désert syrien et continuent de mener des attaques meurtrières, visant principale-

ment l'armée et les forces dominées par les Kurdes. Les combattants de l'EI «*ont tué environ 4100 personnes dans plus de 2550 opérations*» dans des zones contrôlées par le régime ou par l'administration semi-autonome kurde depuis 2019, a indiqué l'Observatoire.

La plupart des victimes sont des soldats, membres de forces loyalistes et combattants des forces dominées par les Kurdes, mais le bilan inclut également 627 civils, selon l'OSDH, basé au Royaume Uni mais compte un vaste réseau de sources à travers la Syrie. Plus de la moitié des 4085 victimes ont été tuées dans le vaste désert de la Badia en Syrie, qui s'étend des abords de

Damas à la frontière irakienne.

L'EI a perdu plus de 2000 jihadistes depuis 2019

Au total, «*2744 personnes ont été tuées par l'EI depuis son effondrement formel en 2019, dans diverses zones du désert syrien*», note l'Observatoire qui précise que parmi elles figurent plus de 2500 soldats et membres de forces loyalistes.

«*Il ne se passe pratiquement pas un jour sans attentat, embuscade, opération ciblée ou attaque surprise*» des jihadistes dans la région, souligne l'OSDH tandis que «*des opérations de sécurité sont régulièrement menées par les forces du régime et*

les groupes qui les soutiennent en plein désert, avec (...) des avions de guerre russes».

L'EI a subi de lourdes pertes, avec plus de 2000 jihadistes tués, y compris des responsables de premier plan, selon l'OSDH. Un rapport des Nations unies publié en janvier a estimé que le nombre de combattants de l'EI en Irak et en Syrie variait entre «*3000 et 5000*» et que la Badia servait «*de centre logistique et d'opérations*» pour le groupe dans ce pays.

La [guerre civile en Syrie](#), déclenchée en 2011 après la répression brutale par le pouvoir des manifestations prodémocratie, a fait plus d'un demi-million de morts et morcelé le pays.

The New York Times

Farnaz Fassihi
June 29, 2024

Reformist Reaches Runoff in Iran's Presidential Election

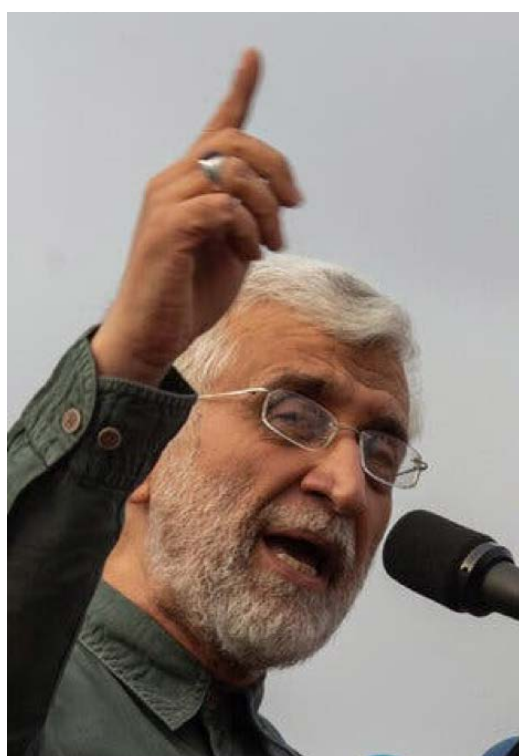
Candidates in the campaign to fill the seat of President Ebrahim Raisi who died in a helicopter crash, showed notable candor about the country's mounting problems.

A reformist candidate critical of many of the Iranian government's policies, including the mandatory head scarf law, will compete next week against a hard-line conservative in a runoff election for the country's presidency, Iran's interior ministry announced on Saturday. The runoff follows a special vote called after the death last month of the previous leader, Ebrahim Raisi, in a helicopter crash.

A second round of voting, which will pit the reformist, Masoud Pezeshkian, against Saeed Jalili, an ultraconservative former nuclear negotiator, will take place on July 5. The runoff was in part the result of low voter turnout and a field of three main candidates, two of whom competed for the conservative vote. Iranian law requires a winner to receive more than 50 percent of all votes cast.

The majority of Iranians, 60 percent, according to the interior ministry, did not vote on Friday, in what analysts and aides to the candidates said was largely an act of protest against the government for ignoring their demands for meaningful change.

A prominent Iranian economist, Siamak Ghassemi, said on social media that the voters were sending a clear message. "In one of the most competitive presidential elections, where reformists and conservatives came to the field with all their might, a 60 percent majority of



Saeed Jalili, an ultraconservative former nuclear negotiator, left, and Masoud Pezeshkian, the only reformist candidate, will face each other next week in a runoff election for Iran's presidency. Photographs by Arash Khamooshi for The New York Times

Iranians are through with reformist and conservatives."

Iran is facing multiple challenges, from domestic turmoil to international tensions. Its economy is cratering under punishing Western sanctions, its citizens' freedoms are increasingly curtailed and its foreign policy is largely shaped by hard-line leaders.

The campaign, which initially included six candidates — five conservatives and one reformist — was notable for how candidly those issues were discussed and a public willingness to at-

tack the status quo. In speeches, televised debates and round-table discussions, the candidates criticized government policies and ridiculed rosy official assessments of Iran's economic prospects as harmful delusions.

Public dissatisfaction in any new president's ability to bring change was reflected in the paltry turnout, a historic low for presidential elections and even less than the reported level of 41 percent in parliamentary elections earlier this year. The low totals will be a blow to the country's governing clerics, who

made voter participation a marker of the vote's perceived legitimacy and had hoped to achieve a 50 percent turnout.

In the official results announced on Saturday, Dr. Pezeshkian led with 10.4 million votes (42.4 percent), followed by Mr. Jalili at 9.4 million (38.6 percent). A third conservative candidate, Mohammad Baqer Ghalibaf, the current speaker of Parliament and former mayor of Tehran, was a distant third at 3.3 million (13.8 percent). It remains unclear whether a runoff between two candidates

representing different ends of the political spectrum will inspire more voters to come out, when large numbers of Iranians see the candidates as part of a system they want to reject wholesale.

“This is going to be a very difficult and challenging week,” Mohammad Mobin, an analyst in Tehran who worked on the campaign of Dr. Pezeshkian, said on Saturday. “To get voters out we have to be strategic.” He added, speaking about the conservatives, “People think there is no difference between us and them.”

Simple math would seem to indicate that Mr. Jalili would surpass 50 percent if he picked up Mr. Ghalibaf’s votes. But in earlier polling, many of those voting for Mr. Ghalibaf said they would not support Mr. Jalili. And Dr. Pezeshkian might pick up votes from those dreading the prospect of a Jalili presidency.

In a neighborhood in north Tehran on Saturday, a group of men discussed the election results, and the prospects for the runoff, over coffee. One of them, Farzad Jafari, 36, predicted a higher turnout in the next vote. He and others also debated whether Mr. Jalili would be able to unite the conservative vote in a head-to-head contest, or if even more voters would emerge to back the reformist option offered by Dr. Pezeshkian.

Mr. Jafari said he thought many of those who, like him, sat out Friday’s voting might well be drawn back for the runoff. “I did not want to vote at all because they excluded those who should’ve been in the race, they were mostly reformers,” he said. “But more people will vote next time in the next round and those who cast a blank vote, or who

didn’t vote will come.”

Besides domestic pressures, Iran’s leaders are also facing an especially volatile time in the region: Israel’s war in Gaza against Hamas, an Iranian-backed militant group, and an escalation in skirmishes between Israel and Hezbollah pit two of Iran’s proxy forces against Israel, its sworn enemy.

Despite the critical rhetoric of the campaign, the candidates were all members of the Iranian political establishment, approved to run by a committee of Islamic clerics and jurists. All but one, Dr. Pezeshkian, were considered conservatives close to the country’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Mr. Jalili, a former nuclear negotiator, is likely the candidate closest to Mr. Khamenei. He leads the ultra-right-wing Paydari party and represents the country’s most hard-line ideological views when it comes to domestic and foreign policy. Mr. Jalili has said he does not believe Iran needs to negotiate with the United States for economic success.

Dr. Pezeshkian is a cardiac surgeon and veteran of the Iran-Iraq war who served in Parliament and as Iran’s health minister. After his wife died in a car accident, he raised his other children as a single father and never remarried. This and his identity as an Azeri, one of Iran’s ethnic minorities, has endeared him to many voters.

Dr. Pezeshkian was endorsed by a former reformist president, Mohammad Khatami, and he has expressed openness to nuclear negotiations with the West, framing the debate as an economic issue with the ultimate aim of escaping economic sanctions over its nuclear and ballistic missile programs.

After a bitter public spat, Mr. Ghalibaf issued a statement on Saturday endorsing Mr. Jalili and asked his voters to do the same to ensure victory for the conservative camp.

By stacking the deck to increase the chances of a conservative’s victory, Mr. Khamenei signaled his desire for a second in command whose outlook mirrored his own and who would continue the hard-line agenda of Mr. Raisi.

The low voter turnout reflected widespread apathy among Iranians, whose frustration has been intensified by the government’s violent crackdowns on protesters demanding change and its inadequate response to the toll that decades of sanctions have wreaked on the country’s economy, shrinking Iranians’ purchasing power.

The most recent anti-government demonstrations — and an ensuing crackdown — were prompted largely by the 2022 death of Mahsa Amini, who died in police custody after being detained for incorrectly wearing her mandatory head scarf, or hijab.

In a nod to the unpopularity of the hijab law, the candidates all sought to distance themselves from the methods the country’s morality police use to enforce it, which include violence, arrests and fines.

Although a new president could soften the enforcement of the head scarf mandate, as Mr. Khatami and a moderate president, Hassan Rouhani, did in their terms in office, it is unlikely that the law would be annulled.

That is largely because Iran is a theocracy with parallel systems of governance, in which elected bodies are supervised by appointed councils made up

of Islamic clerics and jurists. And major state policies on nuclear, military and foreign affairs are decided by the country’s supreme leader, Mr. Khamenei.

The president’s role is focused on domestic policy and economic matters, but it is still an influential position. Mr. Rouhani, for example, played an active role in forging the 2015 deal with the Western powers in which Iran agreed to scale back its nuclear program in exchange for the easing of sanctions.

The Trump administration withdrew the United States from that deal in 2018, and Iran has since returned to enriching uranium. Beyond tensions over Tehran’s nuclear program, the United States and Iran have in the past year come increasingly close to a direct confrontation as they compete for influence across the Middle East.

In Gaza, the war between Israel, a U.S. ally, and Hamas has drawn the United States, Iran and Iran’s foreign proxies into closer conflict. Iran sees its use of these groups as a way of extending its power, but many citizens, particularly in the cities, see little value in their leaders’ strategy and believe the economy will recover only through sustained diplomacy and the lifting of sanctions. “We are in a Third World country and we are sitting on top of so much wealth,” said Vahid Arafati, 38, a coffee shop owner in Tehran, after he voted on Friday. “For instance the Arab states are getting benefits from their wealth, but with our politics we cannot get anything.”

Asked why he voted if he did not expect much change, he said, “Maybe I have a little hope.” After a pause, he added: “Isn’t it good to have a little hope?”

The New York Times

June 30, 2024
Alissa J. Rubin

Iranians Say Elections Bring Little Change, So Why Vote?

In Tehran, many Iranians said they didn't see the point in voting in Friday's first-round presidential election since all the candidates had been vetted by the government.

Except for the fraying posters of Iran's presidential candidates plastered on highway overpasses, there were few signs this weekend that the country had held a presidential election on Friday and was heading to a runoff.

There were scarcely any rallies to applaud the two top vote-getters who are from opposite ends of the political spectrum and whom Iranians will decide between on July 5.

Even from the government's official numbers, it was evident that the real winner of Friday's election was Iran's silent majority that either left their ballot blank or cast no vote at all. Some 60 percent of eligible voters did not cast a vote or opted to cast a blank one.

That was because there was no point in voting, said Bita Irani, 40, a housewife in Tehran, Iran's capital: "We had a choice between bad and worse," she said. "There is no difference between one and another candidate."

Many Iranians now see no reason to be engaged, she said. "We are watchers, not participants," she said. "We watch the elections, and if there are riots, we watch them, but we will not vote."

Her assessment was one I heard over and over as I talked to people from different backgrounds around Tehran — even from some who had voted but seemed to be girding them-

selves for disappointment.

Many people were distressed with their past election experiences and dissatisfied with their leaders' inability to address Iran's most pressing issues, particularly the ailing economy.

Still, despite Iran's limited tolerance for dissent, people spoke somewhat freely, offering a glimpse of the skeptical sentiment in the capital.

Looming large was the frustrated history of Iran's reform movement, which attempted to loosen both domestic and foreign policies of the Islamic Republic, from relaxing social freedoms to improving relations with the West. Several prominent Iranians, including two presidents, had embraced reformist platforms, but their efforts were consistently blocked by the country's religious leadership, leading to waves of protests that ended in crackdowns and violence.

The most recent of those efforts took the form of a nationwide uprising in 2022 that was led by women. It began as a protest against Iran's mandatory hijab law but soon widened to calls for the end of clerical rule. By the time the demonstrations were crushed, more than 500 people had been killed and more than 22,000 detained, according to a United Nations fact-checking mission. Those defeats in the recent past left even those who did vote for the lone reform candi-

date in this election tempering their expectations.

Farzad Jafari, 36, who runs an export company for agricultural goods, sat with four friends at a neighborhood cafe in a leafy square in upscale north Tehran on Saturday, a day after the voting. He said he almost had not bothered to vote.

Most people he knew sat out of this round of the presidential race, he said, and of the four people having coffee with him, only Mr. Jafari and one of his friends had cast ballots.

"I did not want to vote at all because they excluded those who should have been in the race," Mr. Jafari said, referring to Iran's system of having a council of Muslim clerics, known as the Guardian Council, vet potential candidates.

He realized, he said, that it was unlikely anyone could bring change because ultimately all decisions are made by the Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader.

After the first-round vote, only two candidates remained in the race: Masoud Pezeshkian, a reformist for whom Mr. Jafari had voted, and Saeed Jalili, an ultraconservative former nuclear negotiator.

That a reform candidate had made it to the runoff seemed to energize Mr. Jafari and another man at the table and soon they were gaming out their next steps. They talked about which

candidate would get the votes of those who were no longer in the race, and how many Iranians who boycotted the first round might vote in the second.

The key question, however, was whether a potential runoff between a hard-line conservative and a reformist will motivate reform-minded voters to turn out to cast ballots on July 5, including those who boycotted the first round. If so, that could be seen as a victory for the government, which views participation in elections as a measure of the regime's legitimacy.

As the conversation turned to Friday's runoff and I asked if those who had not voted in the first round might do so in the second, three of them shook their heads no. Mr. Jafari looked rueful.

"People don't have hope," he said, but then added, "But the thing is, it's the only thing we can do, is hope."

Similar sentiments prevailed in the square among four women who were getting together before going shopping in the brimming Tajrish bazaar — where saffron and cardamom is sold as well as fabric for drapes, fine cotton scarves and knock off designer bags, alongside cooking pots and vats of homemade yogurt.

The women's politics, clothes and tone could not have been more different from each other. Fatima, 40, a mother of three,

wore a black chador. Sherveen, 52, a civil engineer, was wearing a fashionably cut mustard-colored blouse and rust pants. Her head scarf barely covered her head. A third woman wore stylish loose linen pants and her thin white hijab draped around her shoulders.

Of the four women, two voted and two did not. All four of them requested to be referred to only by their first names out of fear

of reprisal either at their jobs or from family members.

Even Fatima, who voted for the most conservative candidate and seemed the most committed to the election, did not sound truly enthusiastic. For her, voting was a religious duty.

But, she added, if the reform candidate wins, "I will support him."

Fatima found reassurance and

stability in all the candidates being approved by Iran's religious leadership, contrary to many Iranians, who saw such culling as a way of shutting down attempts to change Iran's clergy-dominated system.

Sherveen, by contrast, said she had lost all faith in the government and, like a number of educated and skilled Iranians, was considering leaving Iran. She is thinking of going to Ca-

nada, although not quite yet — her son was in his last year of high school. Her daughter is already in Toronto, as are several of her siblings.

"We don't trust anyone the government allows to run, unfortunately," she said. "All of it is getting worse. It used to be better five or 10 years ago, but now we have less money, less liberties. Economy and liberty, those are the key."

Le Monde

avec AFP
30 juin 2024

Turquie : des centaines de personnes défilent brièvement à Istanbul pour la vive Marche des fiertés, plusieurs arrestations

Les autorités turques avaient interdit l'événement, comme chaque année depuis 2015, dénonçant des appels à manifester émanant de « groupes illégaux ».

Des centaines de personnes ont défilé brièvement à Istanbul lors d'une Marche des fiertés LGBTQ+. Cependant, cette manifestation interdite par les autorités turques a rapidement été stoppée et plusieurs participants ont ainsi été arrêtés, a informé, dimanche 30 juin, un vidéaste de l'Agence France-Presse (AFP).

Arborant des drapeaux arc-en-ciel et scandant divers slogans, les manifestants sont parvenus à marcher une dizaine de minutes sur l'avenue de Bagdad, l'une des artères les plus cé-

lèbres de la mégapole turque. Ils se sont ensuite dispersés subitement pour tenter d'échapper aux forces de l'ordre. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés par la police, a constaté un vidéaste de l'AFP.

Les autorités avaient interdit l'événement, comme chaque année depuis 2015, dénonçant des appels à manifester émanant de « groupes illégaux ». Sur l'autre rive d'Istanbul, la grande place Taksim, autrefois haut lieu de la contestation contre le pouvoir islamico-conservateur, a été bouclée dès le matin. Des

policiers, déployés en nombre, filtraient les accès à la grande avenue piétonne Istiklal, une artère à proximité de la célèbre place, a affirmé un autre journaliste de l'AFP.

Climat homophobe

Plusieurs stations de métro des alentours ont également été fermées. « Vos milliers de policiers, vos hélicoptères et vos interdictions ne nous arrêteront pas. Toutes les rues de cette ville sont à nous », ont clamé les organisateurs de la marche dans un communiqué. L'homosexualité n'est

pas pénalement réprimée en Turquie, mais l'homophobie y est largement répandue jusqu'au sommet de l'Etat. Le président, Recep Tayyip Erdogan, qualifie régulièrement les personnes LGBTQ+ de « pervers » et de menaces pour la famille traditionnelle.

Jusqu'en 2014, Istanbul, la plus grande ville turque, voyait défiler chaque année des dizaines de milliers de LGBTQ+ revendiquant leurs identités et exprimant leur défiance envers le gouvernement islamico-conservateur au pouvoir depuis 2002.

The New York Times

Vivian Yee
June 30, 2024

Four Takeaways From Iran's Presidential Election

The results from Friday's election, which drew record-low turnout for a presidential race, will force a runoff on July 5 between a reformist and an ultraconservative.

Iranian voters signaled their disenchantment with Iran's system of clerical rule in the country's presidential election on Friday, going to the polls in record-low numbers to help two establishment candidates limp to a runoff.

The runoff on July 5 will offer voters a final choice between a reformist former health minister, Dr. Masoud Pezeshkian, and an ultraconservative former nuclear negotiator, Saeed Jalili, neither of whom managed to get more than the 50 percent of votes needed to win the presidency. That postpones for another week the question of who will steer Iran through challenges including a sickly economy, the gulf between rulers and ruled and a nearby war that keeps threatening to drag Iran further in.

But despite belonging to two different camps, neither man is expected to bring major change to Iran, given that they must govern with the ultimate approval of Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

Here are the most important takeaways emerging from Friday's election.

Iranians continue to reject the system.

Only 40 percent of eligible Iranians voted on Friday, according to government figures, a historically low turnout for an Iranian presidential race — even lower than the 41 percent



Voters in Tehran on Friday. Iranian elections once drew enthusiastic crowds, but more people have stayed home in recent years in protest against the ruling establishment. Arash Khamooshi for The New York Times

level reported for Iran's parliamentary elections this year.

Though Iranian elections once drew enthusiastic crowds, more and more people have stayed home in recent years as a form of protest against the ruling establishment, which they blame for wrecking the economy, snuffing out social and political freedoms and isolating Iran from the world.

In the 2013 presidential election, large numbers of urban, middle-class Iranians eager for prosperity and a more open society put their faith in a reformist candidate, Hassan Rouhani. They hoped he would loosen social and political restrictions

and strike an agreement that would lift punishing Western sanctions in exchange for restricting their country's nuclear activities.

Mr. Rouhani made that deal only for President Donald J. Trump to unilaterally withdraw from it and reimpose sanctions in 2018, sending Iran's economy — which analysts say has also suffered from Iranian leaders' mismanagement and corruption — back into a tailspin.

And social freedoms that Iranians carved out under Mr. Rouhani's presidency as enforcers looked the other way — including a loosened dress

code that allowed growing numbers of Iranian women to let their mandatory head scarves fall to their shoulders — evaporated after the 2021 election of Mr. Rouhani's successor, Ebrahim Raisi, a hardliner who died in a helicopter crash last month.

Seeing that voting for reformists could not secure lasting change, Iranians turned away from the polls and against the system. Their anger hit a new peak in 2022, when months of nationwide antigovernment protests erupted after a young woman, [Mahsa Amini](#), died after being taken into police custody. With enforcement of the law requiring modest dress



Hassan Rouhani in 2014. A reformist elected president in 2013, he sought to loosen social and political restraints and to reach out to Western countries in an effort to lift sanctions. Credit...Todd Heisler / The New York Times

on the rise under Mr. Raisi, she had been detained for wearing her head scarf improperly.

What could happen in the runoff?

Voters remain skeptical that any candidate can bring true change, even one who has been as openly critical of the government as Dr. Pezeshkian, the reformist candidate. So, despite many voters' disillusionment with the current, conservative-dominated government, it is far from a sure thing that they will turn out to back Dr. Pezeshkian during the runoff.

One reason Dr. Pezeshkian made it to the runoff, despite being the only reformist in a crowded field, was that the two other main candidates were both hard-liners who split the conservative vote. Mr. Jalili, the more ideologically rigid of the twos, is not guaranteed to pick up his former conservative rival's voters, since earlier polls indicated that many of those

were not interested in supporting Mr. Jalili.

Still, that may change after that rival, Mohammad Baqer Ghalibaf, asked his followers on Saturday to vote for Mr. Jalili to ensure a conservative victory. Overall, the powerful ruling establishment, led by Mr. Khamenei, would seem to prefer that Mr. Jalili win. Mr. Khamenei is personally close to Mr. Jalili and shares his hard-line views, and he recently obliquely criticized Dr. Pezeshkian for hewing too close to the West. The fact that the clerical council that vets presidential candidates allowed five conservatives to run alongside a single reformist signaled that the supreme leader wanted a lieutenant who would embrace a similar agenda.

Does it matter?

In Iran's system, the supreme leader makes all of the biggest decisions, especially when it comes to momentous issues

like nuclear negotiations and foreign policy. But the president can set the tone, as Mr. Rouhani did with his pursuit of a nuclear deal with the West. Whoever becomes president is likely to have a freer hand in managing matters like social restrictions — not only enforcement of the mandatory head scarf, which has become an continuing flashpoint between Iran's rulers and its population, but also touchy issues like whether female singers can perform onstage.

He will also have some influence over the country's economic policy. Inflation has soared in recent years and the value of the Iranian currency has plunged, making life a grinding struggle for Iranians who have seen the value of their paychecks and savings melt away. Fresh fruit, vegetables and meat have all become tough for many to afford.

But efforts at resuscitating the economy may go only so far

when Iran continues to suffer under American and European sanctions, which curb Iran's all-important oil sales as well as banking transactions.

What will it mean for the Middle East crisis and Iran's nuclear program?

Outside Iran, all eyes are on where the country's foreign and nuclear policy will go next.

Iran is a crucial player in the conflict that keeps threatening to spill over from Gaza, where Iran's longtime nemesis Israel is waging a bloody war to eradicate Hamas, into the wider Middle East. Iran has supported, funded and armed not only Hamas, but also Hezbollah, the Lebanese Shiite militia on Israel's northern border with which Israel has exchanged repeated and deadly strikes in recent months.

Though that violence has not yet metastasized into war, in part because Iran does not want to be drawn into a wider conflict, Israel recently sharpened its tone, warning that it could turn its focus from Gaza to Lebanon. And Iran and Israel are no longer restricting their hostilities to battles by proxy or secret strikes: The two sides carried out open, if limited, strikes this year on each other's territory.

It is also unclear what the election of a new president will mean for the West's yearslong effort to curb Iran's nuclear program. Six years after Mr. Trump withdrew the United States from the original nuclear deal, Iran is now closer than ever to being able to produce several nuclear weapons. And after decades of insisting that its nuclear program is entirely peaceful, some of Iran's top leaders are publicly arguing that recent missile exchanges with Israel mean Iran should embrace building a bomb.



June 30, 2024

One injured in suspected Turkish drone strike near Kobane

ERBIL, Kurdistan Region - A suspected Turkish drone strike injured one person near Kobane in northeast Syria (Rojava), a war monitor reported on Sunday.

The injured person was a “tunnel worker,” according to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), a UK-based war monitor, that blamed Turkey for the drone strike.

Hawar News Agency (ANHA), affiliated with the Kurdish administration in Rojava, reported that the strike was carried out by suicide drones, and injured Yahya Ibrahim, 24, who was transferred to hospital to receive treatment.

Turkish defense ministry has yet to comment on the attack.

Ankara frequently conducts



A deadly Turkish drone strike in northern Syria. File photo: Ozan Kose / AFP

strikes on targets in northern Syria on the grounds that they are linked with the Kurdistan Workers' Party (PKK) and pose a threat to Turkey.

Turkey has recently intensified its attacks on sus-

pected PKK positions in Rojava and the Kurdistan Region. In March, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that this summer they will complete a zone in the northern Kurdistan Region that will “per-

manently resolve” security issues along the border. According to SOHR, Turkey has carried out 81 aerial strikes on areas controlled by Kurdish forces in northern Syria since January, resulting in 26 deaths.

Les dépêches de l'afp de juin 2024

03 juin 2024

Turquie : un maire prokurde destitué et remplacé par le gouverneur

Ankara, 3 juin 2024 (AFP) — Le maire prokurde de Hakkari, une ville de l'extrême sud-est de la Turquie, a été destitué et remplacé par le gouverneur pour "appartenance à une organisation armée terroriste", a annoncé lundi le gouvernement, suscitant l'indignation de son parti DEM.

Il s'agit de la première destitution d'un maire prokurde depuis les élections municipales du 31 mars, au cours desquelles le parti prokurde DEM a obtenu 77 municipalités à travers la Turquie.

Le maire, Mehmet Siddiq Akis, a été placé en garde à vue

pour "appartenance à une organisation terroriste".

"Cette illégalité ne vise pas seulement les habitants de Hakkari ou le parti DEM, c'est une atteinte à la liberté de vote", a réagi devant la presse Gulistan Kiliç Kocyigit, la vice-présidente du groupe parlementaire DEM (ex-HDP), la troisième force au Parlement.

"Nous invitons l'opinion publique démocratique à réagir à cette illégalité", a-t-elle ajouté, appelant à un rassemblement lundi soir à Istanbul.

Mme Kocyigit a déclaré qu'une délégation de parlementaires

et de dirigeants du parti s'était rendue à Hakkari et a assuré que ceux-ci utiliseraient leur droit de manifester, alors que le gouverneur de la ville a interdit toute manifestation pour les dix prochains jours.

"Mehmet Siddik Akis a été démis de ses fonctions à titre provisoire", a affirmé le ministère de l'Intérieur sur le réseau social X, précisant que le gouverneur, Ali Celik, avait été nommé "vice-maire", à sa place.

Une cinquantaine de maires du parti prokurde élus en 2019 avaient été remplacés par des administrateurs, des "kayyums", nommés par l'Etat.

Le DEM est régulièrement accusé par le gouvernement turc de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux, ce que ce parti dément.

L'ancien coprésident de cette formation, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016, a été condamné en mai à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

4 juin 2024

Turquie : tensions et bagarre entre élus après la destitution d'un maire prokurde

Diyarbakir (Turquie), 4 juin 2024 (AFP) — La destitution d'un maire prokurde dans le sud-est de la Turquie continuait mardi de susciter des tensions dans le pays avec des manifestations dans la région concernée et une bagarre entre députés au parlement à Ankara.

Selon les témoins, plusieurs personnes ont été blessées et interpellées après l'intervention des forces de l'ordre dans la ville de Hakkari, dont l'édile, élu du parti pro-kurde DEM, a été destitué et placé en garde-à-vue lundi, accusé d'"appartenance à une organisation armée terroriste"

A Ankara, une bagarre filmée par les caméras du parlement a opposé des députés du parti au

pouvoir AKP à ceux du DEM qui entendaient occuper les lieux pour dénoncer la nomination d'un maire de substitution à Hakkari.

Alors que ces derniers (DEM) ont entonné "épaule contre épaule contre le fascisme", les députés AKP ont répondu "A bas le PKK".

Les députés du parti au pouvoir ont ensuite arraché les banderoles des mains de leurs opposants et, dans la confusion qui s'en est ensuivi, plusieurs élus ont été jetés à terre, selon la vidéo tournant sur les réseaux sociaux. Le DEM (ex-HDP) est régulièrement accusé par le gouvernement turc de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe armé considéré comme terroriste par Ankara et

ses alliés occidentaux, ce que ce parti dément.

Mehmet Siddik Akis est le premier maire prokurde destitué depuis les élections municipales du 31 mars, au cours desquelles le parti DEM a obtenu 77 municipalités à travers la Turquie.

La police est intervenue contre ses partisans en tirant des balles en caoutchouc, selon le média d'opposition Medyascope, alors que le gouverneur de la province d'Hakkari a interdit toute manifestation jusqu'au 12 juin.

Une délégation de parlementaires et de dirigeants du parti DEM (ex-HDP), la troisième force au Parlement, s'est rendue sur place lundi.

Le CHP, principal parti d'opposition, social démocrate, a exprimé son soutien à l'édile destitué et envoyé une délégation à Hakkari.

Une cinquantaine de maires du parti prokurde élus en 2019 avaient été remplacés par des administrateurs, des "kayyums", nommés par l'Etat.

L'ancien coprésident de cette formation, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016, a été condamné en mai à 42 ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 juin 2024

Mort de 27 migrants dans la Manche en 2021 : l'enquête contestée par les militaires mis en examen

Paris, 7 juin 2024 (AFP) — Nouvelle offensive des militaires dans l'enquête sur la mort de 27 personnes migrantes dans la Manche en 2021: six d'entre eux, mis en examen pour non-assistance à personne en danger, ont contesté vendredi la régularité de la procédure devant la cour d'appel de Paris.

La chambre de l'instruction a examiné les recours déposés par cinq militaires du Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Gris Nez (Cross, Pas-de-Calais) et la commandante du patrouilleur Flamant de la marine française, chargé de secourir des embarcations de migrants.

D'après plusieurs sources proches du dossier, la décision sera rendue le 27 septembre.

Ces militaires estiment que cette affaire instruite à la Juridiction nationale de lutte contre le crime organisé (Junalco) de Paris devrait être disjointe avec d'un côté les passeurs et de l'autre leur affaire.

Ils estiment ainsi que leur enquête devrait plutôt être suivie par le juge aux affaires militaires de Lille, et donc que les actes d'enquête les concernant jusqu'ici sont nuls.

"On a des moyens sérieux, en espérant que ce dossier ne soit pas pollué par le retentissement médiatique", a réagi au-

près de l'AFP Me Anne Bernard-Dussaulx, avocate d'une mise en cause.

Selon l'une des sources proches, l'avocat général a demandé au contraire qu'une enquête unique subsiste, considérant que c'est la suite de comportements combinés des passeurs et des militaires qui a pu causer ces décès.

Ce recours "tente de priver les parties civiles et finalement la société d'un procès où tous les acteurs seraient présents", s'est inquiété Me Emmanuel Daoud, qui défend une partie civile.

- "Tentatives d'intimidation" -

Dans le cadre de l'enquête sur ce naufrage, pire drame migratoire jamais enregistré dans la Manche, au moins sept militaires français et onze passeurs présumés ont été mis en examen.

Le canot avait coulé au petit matin du 24 novembre 2021, emportant 27 passagers, majoritairement des Kurdes irakiens, âgés de 7 à 46 ans.

Les autorités françaises sont soupçonnées d'avoir été appelées à l'aide à une quinzaine de reprises, sans intervenir.

D'après des éléments des investigations obtenus par l'AFP, le Flamant aurait pourtant été le bateau le plus proche de

l'embarcation, à moins de 4 km du lieu du naufrage. "Ces personnes auraient donc pu être sauvées", a souligné un juge lorsqu'elle interrogeait la commandante du Flamant, en février.

La question de la compétence du Flamant à intervenir en eaux anglaises a été soulevée. Un militaire a assuré se faire "engueuler" s'il s'y risquait, alors que la commandante a expliqué pouvoir intervenir "s'il y avait besoin d'aide", d'après leurs interrogatoires consultés par l'AFP.

D'après l'exploitation de bandes sonores révélée par Le Monde, l'équipage du patrouilleur aurait possiblement manqué de surveiller la fréquence internationale de détresse, une obligation réglementaire, sur laquelle le centre de secours britannique de Douvres avait émis plusieurs messages d'alerte +mayday+.

Mais la commandante du Flamant a assuré aux juges d'instruction n'avoir "entendu aucun de ces messages", d'après son interrogatoire en février consulté par l'AFP.

A ces potentielles fautes individuelles s'ajoutent des soupçons de pressions de la hiérarchie militaire: fin mars, les juges ont exprimé auprès de la gendarmerie maritime et nationale leur "vive inquiétude" face à des "tentatives d'intimi-

ation et de représailles" sur les gendarmes de Cherbourg chargés d'enquêter sur ce drame, dans un courrier révélé par Le Canard enchaîné et consulté vendredi par l'AFP.

Les juges s'interrogent aussi sur de possibles "instructions" données au printemps 2023 par la hiérarchie militaire aux mis en cause sur les réponses à donner en garde à vue.

Au chef de quart du Flamant, qui a indiqué en février avoir pu écouter l'enregistrement de la passerelle du patrouilleur la nuit du drame, le juge a ainsi indiqué: "Vous ne trouvez pas ça curieux que vous puissiez écouter ça et que donc vous soyez en possession d'éléments de preuve dont nous ne disposons pas ni l'enquêteur ni moi ?"

Une enquête pour violation du secret de l'instruction a été ouverte sur ces potentielles fuites.

Au moins quinze personnes sont décédées en 2024 dans des tentatives de traversée de la Manche, un chiffre qui dépasse le bilan annuel 2023. L'an dernier, près de 30.000 migrants ont effectué la traversée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

8 juin 2024

Deux combattants pro-iraniens tués dans un attentat en Syrie

Beyrouth, 8 juin 2024 (AFP)

— Deux combattants pro-iraniens ont été tués samedi dans un attentat à la voiture piégée à Deir Ezzor, ville de l'est de la Syrie, a rapporté une ONG.

Un engin explosif a détoné dans un véhicule près du centre culturel iranien, tuant deux combattants soutenus par l'Iran, a déclaré l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), qui n'a pas dit qui était derrière l'attaque.

Les forces gouvernementales et les groupes soutenus par l'Iran ont mis en place un cordon de sécurité autour du site de l'attaque, a ajouté l'Observatoire, une ONG basée au Royaume-Uni qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011, qui a morcelé le pays, l'Iran et des groupes pro-Iran, notamment le puissant mouvement libanais Hezbollah, soutiennent le

pouvoir du président Bachar el-Assad.

La province de Deir Ezzor, riche en pétrole et frontalière de l'Irak, est divisée entre une zone sous contrôle des forces kurdes à l'est de l'Euphrate et une autre à l'ouest du fleuve tenue par les forces gouvernementales syriennes.

L'Iran est présent dans ce secteur, où se trouvent des conseillers, des institutions et

le centre culturel iraniens.

Déclenché en 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie, le conflit en Syrie a causé plus d'un demi-million de morts et réduit en lambeaux ses infrastructures.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 juin 2024

Irak: le patriarche des chaldéens retrouve son statut officiel après une brouille avec le pouvoir

Bagdad, 11 juin 2024 (AFP)

— Le Premier ministre irakien a restitué son statut officiel au patriarche de l'Eglise catholique chaldéenne, a annoncé mardi l'institution religieuse, ouvrant la voie à son retour à Bagdad près d'un an après une sévère brouille avec le pouvoir.

Le cardinal Louis Raphaël Sako est une importante figure publique et un interlocuteur incontournable au sein de la minorité chrétienne, tant pour les responsables politiques irakiens que pour la communauté des diplomates.

En juillet 2023, il avait abandonné le patriarcat à Bagdad pour s'installer au Kurdistan autonome, dans le nord, en raison de tensions avec le président de la République Abdel Latif Rachid. Ce dernier venait d'annuler un ancien décret reconnaissant les fonctions officielles du patriarche.

Selon le cardinal, ce décret lui permettait d'administrer légalement les biens de sa communauté.

Mardi, l'église chaldéenne a publié sur son site internet le décret du Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani "nommant" le cardinal Sako "patriarche des Chaldéens en Irak et dans le monde".

Le décret place "sous sa responsabilité les biens de l'Eglise chaldéenne".

"Oui je rentre à Bagdad (...) je suis très heureux parce que le droit a vaincu, cela donne beaucoup d'espoir aux chrétiens et pour le respect de leurs droits", s'est félicité le cardinal, contacté par l'AFP.

Vivant à Erbil, capitale du Kurdistan autonome d'Irak, le cardinal avait effectué une seule visite publique en avril à Bagdad, pour être reçu par M. Sou-

dani. Le Premier ministre avait salué "l'importance de sa présence et de son rôle".

Architecte de la visite historique en Irak du pape François en 2021, le cardinal Sako s'était brouillé avec le président Rachid mais aussi avec Rayan al-Kildani, parlementaire et chef du parti chrétien Babyliyoun, dont l'aile armée fait partie de l'influent Hachd al-Chaabi, anciens paramilitaires pro-Iran enrôlés dans les forces régulières.

En quittant Bagdad, le cardinal avait aussi fustigé en filigrane une "campagne" de Rayan al-Kildani et de Babyliyoun. Dans un pays ravagé par des conflits à répétition et miné par une corruption endémique, les deux hommes s'accusent de vouloir s'accaparer des propriétés des chrétiens.

M. Kildani, visé par des sanctions américaines depuis 2019,

dénonce le rôle "politique" du cardinal, qui accuse le parlementaire de chercher à monopoliser la représentation de la minorité.

Justifiant l'annulation du décret, la présidence irakienne avait assuré qu'il avait été promulgué "sans fondements constitutionnels ou juridiques", se défendant de vouloir "porter atteinte à la stature religieuse ou juridique du cardinal".

Forte de plus de 1,5 million de personnes en 2003, la communauté chrétienne s'est réduite comme peau de chagrin à quelque 400.000 âmes. Beaucoup ont fui les violences qui ont ensanglanté leur pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 juin 2024

En Syrie, des volontaires kurdes gardent les champs de blé

Al Qahtaniyah (Syrie), 12 juin 2024 (AFP) — Sa Kalachnikov à l'épaule, Yasmine Youssef, une volontaire kurde, sillonne les champs de blé du nord-est de la Syrie: cette année la récolte s'annonce prometteuse et il faut la protéger.

Comme quelques centaines d'autres habitants des zones tenues par l'administration autonome kurde, cette femme de 42 ans s'est portée volontaire pour garder les champs, de peur d'incendies, criminels ou autres.

"Notre mission est de servir les agriculteurs et de protéger leurs champs, pendant un mois ou deux", explique à l'AFP Mme Youssef en chemise kaki, la tête recouverte d'un foulard.

"Si des incendies se déclarent, on est directement avertis et on appelle à notre tour les pompiers", explique-t-elle.

Les comités mis en place par l'administration autonome kurde et qui chapeautent ces volontaires se déplacent entre les localités, tandis que des camions de pompiers sont garés dans la zone en cas d'urgence.

Sous un soleil de plomb, les moissonneurs travaillent dans les champs dorés, tandis que les forces de sécurité kurdes effectuent des patrouilles régulières.

Les habitants craignent des départs de feu comme cela s'est produit à plusieurs reprises ces dernières années.

En juin 2019, des incendies, qui ont ravagé des champs de blé s'étendant de l'est de la ville de Qamichli jusqu'à la région de Hassaké, ont fait au moins dix morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les volontaires et les agriculteurs ne sont en outre pas à l'abri des attaques surprise de cellules dormantes des jihadistes du groupe Etat islamique (EI) ou encore des frappes aériennes turques.

- "Que font ces femmes?" -

Après des années de sécheresse dans le nord-est de la Syrie, les habitants s'attendent à une récolte exceptionnelle en raison des fortes pluies cette année.

Selon un récent rapport de la Banque mondiale, après un déclin historique en 2022, la production agricole de blé en Syrie a doublé entre 2022 et 2023 pour atteindre deux millions de tonnes, grâce à une météo favorable.

Les autorités kurdes et le gouvernement syrien, qui n'a jamais rompu les liens avec l'administration kurde, sont en

compétition pour acheter la production de blé aux agriculteurs.

Dans un pays où plus d'un habitant sur quatre vit dans une "pauvreté extrême" selon la Banque mondiale, le blé a une importance stratégique.

"La population dépend entièrement de cette récolte", explique Yasmine Youssef.

Au début, "les gens ne nous prenaient pas au sérieux", avoue-t-elle. "Ils disaient: +que font ces femmes sur les routes+ ? Désormais, tout le monde s'accorde sur la nécessité de s'unir pour protéger nos moyens de subsistance".

Habitants et responsables de l'administration autonome affirment que les incendies sont souvent d'origine "criminelle".

A son apogée, l'EI avait revendiqué des incendies délibérés des récoltes dans les zones sous contrôle des forces kurdes.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes), soutenues par les Etats-Unis, ont été le fer de lance de la lutte contre l'EI, qui a été délogé du nord de la Syrie en 2019.

- "Solidarité" -

"Certaines personnes tentent de brûler les terres intentionnellement, mais nous ne les laisserons pas faire", assure Renkin Hassan, une femme de 50 ans qui porte un gilet militaire.

"Nous laissons tout derrière nous, y compris nos enfants et nos maris, pour protéger les champs de blé. Je ne possède pas un seul arpent, mais je viens tous les jours pour que les agriculteurs puissent bénéficier de leurs récoltes", ajoute-t-elle, en patrouillant avec un groupe d'hommes et de femmes armés.

Pour elle, c'est grâce à cette "solidarité" que l'ampleur des incendies reste "limitée cette année".

"Nous sommes là pour empêcher les mercenaires de brûler les terres et pour nous protéger", déclare Attia Hassan, 50 ans, qui porte sa mitraillette sur sa robe blanche fleurie.

"Les gens sont heureux quand ils nous voient... nous sommes fiers de nos efforts, malgré les circonstances difficiles".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Jeudi 13 juin 2024

Kurdistan d'Irak : dix blessés dans un incendie de réservoirs de carburant

Erbil (Irak), 13 juin 2024 (AFP) — Un important incendie s'est propagé à des réservoirs de carburant de raffineries en Irak, faisant plus de dix blessés parmi lesquels des secouristes de la défense civile qui tentent toujours d'éteindre le feu jeudi au Kurdistan autonome (nord).

L'incendie, dont la cause reste pour l'heure inconnue, est parti mercredi soir d'un "important réservoir de pétrole brut", avant de gagner une seconde raffinerie voisine sur une route au sud-ouest d'Erbil, capitale du Kurdistan autonome, selon la défense civile.

En pleine nuit, les pompiers mobilisés ont tenté d'éteindre les flammes qui provoquaient d'immenses volutes de fumée noire, selon un photographe de l'AFP.

"Plus de 10 personnes ont été blessées, principalement des hommes de la Défense civile d'Erbil", a rapporté dans un communiqué l'institution, précisant que trois camions de pompiers avaient brûlé.

"Le feu est parti d'une raffinerie avant de se propager à une deuxième", d'après la même source, précisant que quatre réservoirs de carburant ont brûlé.

Jeudi à la mi-journée, l'incendie qui touchait le réservoir initial faisait toujours rage, malgré le déploiement d'une trentaine d'équipes de secouristes, qui tentent "d'empêcher le feu de se propager" et "attendent que tout le carburant du réservoir se consume", d'après un second communiqué de la Défense civile.

Avec la hausse des tempéra-

tures en Irak, le pays habitué aux étés caniculaires a connu ces dernières semaines plusieurs incendies qui ont touché centres commerciaux, entrepôts, voire des hôpitaux.

L'Irak est régulièrement le théâtre d'incendies ou d'accidents domestiques mortels, bien souvent à cause du non-respect des normes de sécurité, notamment dans les secteurs de la construction et du transport.

Malgré d'immenses richesses en hydrocarbures, le pays souffre d'infrastructures en déliquescence, ravagées par des décennies de conflits et de mauvaise gestion publique teintée de corruption.

En décembre 2023, au moins 14 personnes ont péri dans un incendie touchant un immeuble qui abritait des loge-

ments universitaires réservés aux étudiants et aux professeurs au Kurdistan.

Trois mois plus tôt, une centaine de personnes ont péri dans un incendie qui s'est déclaré lors d'un mariage dans une salle des fêtes de Qaraqosh, dans le nord de l'Irak.

Deuxième pays exportateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Irak produit en moyenne quatre millions de barils de brut par jour. Avec ses réserves — 145 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole — le pays pourrait continuer à exploiter l'or noir au même rendement pendant encore 96 ans, selon la Banque mondiale.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 juin 2024

Minorité yézidie: nouvelle mise en examen en France d'une "revenante" de Syrie poursuivie pour génocide

Paris, 14 juin 2024 (AFP) — Lolita C., une Française rentrée de Syrie en août 2021 et déjà poursuivie pour des infractions terroristes, est désormais également mise en examen pour génocide contre la minorité yézidie. C'est la troisième "revenante" en France à être poursuivie pour ces chefs d'accusations.

A l'issue d'un interrogatoire mardi, Lolita C. a été mise en examen pour génocide "à l'encontre de victimes yézi-

dicides, ainsi que pour crimes contre l'humanité "à l'encontre de victimes civiles, notamment yézi-

dicides" et complicité, a indiqué vendredi le parquet national antiterroriste (Pnat), sollicité par l'AFP. Selon deux sources proches du dossier, cette mère de famille, aujourd'hui âgée de 35 ans, est notamment soupçonnée d'avoir réduit en esclavage une enfant yézidie en 2017.

Elle vivait alors en Syrie avec

son époux Lakhdar Sebouai, membre de la filière strasbourgeoise ayant rejoint les rangs du groupe Etat islamique (EI), et ses quatre enfants, dont deux nés en France d'une première union.

Lolita C. "conteste vivement" les accusations portées contre elle, selon ces sources proches du dossier. Mardi, la défense a plaidé "la contrainte", a précisé l'une d'elles.

Son avocat Louis Heloun n'a pas souhaité commenter.

- "Comme ma propre fille" -

Lors de précédents interrogatoires dont l'AFP a eu connaissance, elle avait expliqué qu'une "petite fille" de huit ans avait été amenée à son domicile par l'un des chefs de son époux, membre de l'EI, et qu'elle l'avait traitée "comme (sa) propre fille".

Pendant un mois, "le temps de

son séjour chez moi, je ne me suis jamais servi d'elle, je ne l'ai jamais traitée comme une esclave mais comme une enfant", avait-elle assuré aux juges en mars 2022.

La justice française cherche à "documenter les crimes" de l'Etat islamique à l'encontre des minorités et a ouvert fin 2016 une enquête préliminaire dite "structurelle", avait expliqué fin avril le Pnat à l'AFP.

Selon le Pnat, Lolita C. est la "troisième femme", parmi les "revenantes" poursuivies en France, à être également mise en examen pour ces chefs relevant du pôle Crimes contre l'humanité du tribunal judiciaire de Paris et passibles des assises.

Ainsi, avant Lolita C., une première mise en examen a été

prononcée en 2022, précise une source proche du dossier.

Le Pnat a aussi requis début mai un procès pour une deuxième femme, Sonia M. Dans son cas, la victime présumée, une Yézidie âgée de 16 ans au moment des faits, a été retrouvée par les enquêteurs et a dénoncé un quotidien de maltraitance.

En revanche, dans le dossier de Lolita C., la fillette n'a pas encore été retrouvée, selon deux sources proches du dossier.

Aux juges, Lolita C. a expliqué sa velléité de partir pour les terres fantasmées de l'EI par son isolement: jeune maman, elle se sentait "très seule", minée par des "déceptions amoureuses", et voulait "se tourner vers Dieu et la prière". "Je savais où j'allais, bien qu'il

y ait certaines choses auxquelles je ne m'attendais pas du tout: les exécutions, les opérations martyrs", a-t-elle dit aux magistrats instructeurs en septembre 2022.

Eux la soupçonnent d'avoir codirigé une "maison des femmes" ou encore d'avoir appris le maniement des armes, comme la kalachnikov, ce qu'elle tempère disant avoir "essayé une fois de tirer".

Elle a aussi affirmé ne "jamais avoir porté" de ceinture explosive, même pas celle qui se trouvait "à (son) domicile".

Au cours des trois dernières années, les juges l'ont aussi questionnée plusieurs fois sur un éventuel embrigadement de son fils aîné quand il avait cinq ans au sein des "Lionceaux du califat".

Elle a démenti catégoriquement, disant l'avoir inscrit à "une école normale" où il "apprenait l'arabe, les mathématiques, le Coran" et nullement la "formation aux armes".

Après avoir été détenue dans un camp kurde, puis expulsée de Turquie vers la France, la mère de famille a été mise en examen à Paris en août 2021 pour association de malfaiteurs terroriste criminelle et pour "soustraction d'un parent à ses obligations légales" notamment.

Elle est en détention provisoire depuis lors.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 juin 2024

En Provence, un festival de musique classique lie Orient et Occident

Marseille, 15 juin 2024 (AFP) — "Faire fi des frontières" pour créer des ponts entre Orient et Occident: fort de son histoire entre la France et la Syrie, le virtuose violoniste Bilal Alnemr, 28 ans, anime à partir de samedi le Festival de musique classique de Vauvenargues en Provence.

Membre du West-Eastern Divan, orchestre fondé en 1999 par le grand musicien israélo-argentin Daniel Barenboïm et l'intellectuel palestinien Edward Saïd comme un message de paix, Bilal Alnemr a invité en Provence, du 15 au 23 juin, des musiciens et compositeurs syriens, français, allemand ou égyptien ainsi que le pianiste cubain Jorge Gonzalez Buajasan.

Samedi, le concert d'ouverture réunira au musée Granet d'Aix-en-Provence le violoncelliste polonais Maciej Kula-

kowski, le pianiste américain Jonathan Ware, la guitariste française Marie Sans et Bilal Alnemr.

La philosophie du festival, "c'est un partage entre les civilisations, la civilisation syrienne et la culture française, je veux partager, c'est quelque chose de plus fort que le merci", explique à l'AFP Bilal Alnemr, arrivé en France à l'âge de 13 ans, pour continuer ses études à Aix-en-Provence, puis à Paris et Berlin, avant d'entamer sa carrière de soliste à l'international.

Fuyant la guerre qui ravage la Syrie, ses parents l'ont rejoint en France en 2016 et ont été accueillis à Vauvenargues, pittoresque village du sud de la France, au pied de la montagne Sainte-Victoire peinte par Cézanne, grâce notamment à l'engagement du maire Philippe Charrin, pour qui ce

festival "est la continuation d'une belle histoire".

Toujours reconnaissant de cet accueil, Bilal Alnemr a décidé d'organiser une partie des concerts à Vauvenargues pour partager ses passions musicales. Le 21 juin, soir de la fête de la musique, il y interprétera des sonates de l'Allemand Beethoven (1770-1827) ou du Français Debussy (1862-1918) avec Jorge Gonzalez Buajasan, habitué de grands orchestres internationaux et lui aussi parti jeune de son pays.

Dans le village résonneront le 22 juin les compositions de l'Allemand Johannes Brahms (1833-1897) mais aussi un hommage au compositeur Ligeti (1923-2006) créé par Nadim Husni, compositeur et chef d'orchestre syrien exilé en Pologne et premier professeur de violon de Bilal Alnemr.

Des chants de la montagne des Druzes, au sud de la Syrie, et arabo-andalous seront aussi interprétés par Waed Bouhasoun, compositrice, chanteuse et joueuse de oud (le luth oriental, ndlr) et Rusan Filiztek, parmi les plus jeunes et éminents représentants de la musique traditionnelle kurde.

Le festival est organisé par l'association Ugarit, du nom d'une ancienne ville portuaire de Syrie découverte par un archéologue français, où a été retrouvé le plus ancien exemple de notation musicale au monde, une partition gravée sur des tablettes d'argile aujourd'hui exposée au Louvre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

21 juin 2024

Le Kurdistan d'Irak pleure les victimes d'une nouvelle tragédie en mer

Erbil (Irak), 21 juin 2024 (AFP) — “Les heures ont passé, on n’a plus eu de nouvelles”. Au Kurdistan d’Irak, une fois encore on pleure des proches disparus au large des côtes d’Italie en Méditerranée, où ils avaient entrepris une périlleuse traversée pour rallier l’Europe.

Depuis cinq mois, Mojdeh, sa soeur Hiro et leurs familles étaient en Turquie, espérant pouvoir se rendre en Europe. Sur les 11 personnes, trois ont survécu, déclarent à l’AFP leurs proches à Erbil, capitale du Kurdistan autonome dans le nord de l’Irak.

A l’entrée de la maison familiale, une affiche annonce une veillée organisée mercredi pour recevoir les condoléances. Deux photos de famille montrent les victimes, parents et enfants, endimanchés et tout sourire. Mojdeh avec son mari Abdel Qader, chauffeur de taxi. Hiro et son époux Rebwar, forgeron.

Les deux couples et leurs enfants étaient, avec des dizaines d’autres personnes, sur un voilier ayant coulé cette semaine au large de la Calabre, en Italie.

Onze personnes ont été secourues, sept ont péri et une soixantaine sont toujours portées disparues.

“Ce qui est sûr c’est que Mojdeh est en vie, nous lui avons

parlé au téléphone”, confie à l’AFP une tante, Khadija Hussein. Un fils de Mojdeh et un des enfants de Hiro ont également survécu, précise-t-elle.

Mais la famille n’a aucun espoir de revoir les autres sains et saufs.

Les deux couples avaient failli changer d’avis et ne plus embarquer pour l’Europe, poursuit la femme au foyer de 54 ans, voile noir sur ses cheveux. “Ils avaient informé les parents, et tout le monde était soulagé”.

Mais après les insistances d’un passeur, nouvelle volte-face. Les voyageurs devaient contacter la famille à leur arrivée. “Les heures ont passé, on n’a plus eu de nouvelles”, lâche-t-elle.

Quant au passeur, il a éteint son téléphone.

- “C’est la mort assurée” -

Une tragédie presque banale pour le Kurdistan autonome. Ces dernières années, des milliers de Kurdes ont emprunté les routes de l’exil, tentant les traversées de la Manche pour rejoindre le Royaume-Uni, ou marchant à travers les forêts gelées de Biélorussie pour rallier l’Union européenne.

A Erbil, dans une cour d’école réquisitionnée pour la veillée, des dizaines de femmes sont assises sous une tente toutes de noir vêtues, les traits tirés,

dans un silence troublé par les pleurs des enfants.

A la mosquée, les hommes de la famille accueillent des dizaines de visiteurs venus présenter leurs condoléances, écoutant des versets du Coran en égrenant leur chapelet.

La dernière fois que Kamal Hamad a parlé à son fils Rebwar, celui-ci était sur le voilier.

A sa douleur, s’ajoute de l’incompréhension. “Ils savaient pertinemment que voyager de la sorte par la mer, c’est la mort assurée”, déplore le sexagénaire. “Pourquoi partir? Dans notre pays c’est mieux qu’ailleurs”.

Dans un Irak instable, le Kurdistan a toujours affiché une rutilante façade de prospérité et de stabilité. Ici, on construit à tour de bras: projets immobiliers de luxe, autoroutes, universités et écoles privées.

Mais la région, comme le reste du pays extrêmement riche en pétrole, souffre aussi d’une corruption endémique, du clientélisme des clans au pouvoir, et des difficultés économiques qui alimentent la désillusion de la jeunesse.

Un sondage de l’institut Gallup indiquait qu’en 2022, deux habitants sur trois au Kurdistan jugeaient les temps difficiles pour trouver un emploi.

- “Majorité de Kurdes” -

Selon l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), quelque 3.155 migrants sont morts ou ont disparu en Méditerranée l’année dernière.

Militant et président de l’Association des migrants revenus d’Europe, Bakr Ali indique à l’AFP que le voilier qui s’est abîmé près des côtes italiennes transportait une “majorité de Kurdes d’Irak et d’Iran”.

“Il y avait aussi un certain nombre d’Afghans”, dit-il, précisant que le bateau était parti de Bodrum en Turquie.

Une trentaine de personnes, originaires du Kurdistan autonome, se trouvaient parmi les passagers, précise Bakhtiar Qader, cousin de Rebwar.

Lui-même ne comprend pas l’entêtement des deux couples au départ. D’autant plus qu’ils “avaient leur maison, leur voiture, des enfants, un emploi”, déplore-t-il.

“Je leur ai parlé, comme leurs parents et des amis”, plaide-t-il. “Mais ils n’ont rien voulu entendre”, lâche le quadragénaire, chemise noire et barbe poivre et sel. “Ils ne savaient pas que la mort les attendait”.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

22 juin 2024

La justice iranienne annule la condamnation à mort d'un rappeur

Téhéran, 22 juin 2024 (AFP)

— La Cour suprême iranienne a annulé la condamnation à mort du célèbre rappeur Toomaj Salehi, emprisonné depuis plus d'un an et demi pour son soutien au mouvement de protestation de 2022, a annoncé son avocat samedi.

“La condamnation à mort (du rappeur) a été annulée”, a indiqué sur le réseau social X son avocat, Me Amir Raïssian, ajoutant que la Cour suprême avait ordonné la tenue d'un nouveau procès.

“La Cour suprême a empêché une erreur judiciaire”, s'est-il félicité.

Le chanteur de 33 ans, qui utilise son prénom comme nom de scène, avait été condamné à la peine capitale en avril par le tribunal révolutionnaire d'Ispahan (centre) pour “corruption sur Terre”, l'un des chefs d'accusation les plus graves en Iran. Ses avocats avaient interjeté appel de la sentence.

Le verdict avait suscité de vives protestations à travers le monde et au sein de la communauté artistique du pays. Des manifestations de soutien avaient été organisées dans plusieurs villes du monde, notamment Toronto, Paris et Sydney.

Les soutiens du jeune artiste avaient aussi lancé sur les réseaux sociaux une campagne sous le hashtag #SaveToomaj (#SauverToomaj).

A Genève, des experts indépendants des Nations unies s'étaient dit “alarmés” par la condamnation à mort du rappeur et par “les mauvais traitements présumés” commis à son encontre pendant sa détention.

- “Incitation à la sédition” -

Toomaj Salehi avait été arrêté en octobre 2022 et emprisonné dans la prison Dastgerd, dans sa province natale d'Ispahan, avant d'être condamné dans

un premier temps à six ans et trois mois de prison pour “corruption sur Terre”.

Il avait été libéré en novembre 2023 mais arrêté de nouveau une dizaine de jours après.

Le jeune rappeur avait soutenu via ses chansons et sur les réseaux sociaux le mouvement de contestation déclenché après la mort en détention le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, une jeune Kurde iranienne arrêtée par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le strict code vestimentaire imposé aux femmes en Iran.

La justice iranienne avait accusé M. Salehi d’“incitation à la sédition, rassemblement, conspiration, propagande contre le système et appel aux émeutes”, selon son avocat.

Des artistes étrangers lui avaient apporté leur soutien.

Plusieurs centaines de per-

sonnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers arrêtées au cours des grandes manifestations qui se sont tenues en octobre et novembre 2022 en Iran, avant de refluer.

Neuf personnes ont été exécutées en lien avec ce mouvement de protestation, selon des ONG. Six autres sont menacées d'exécution imminente, selon l'ONG Iran Human Rights.

En avril, le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme avait demandé aux autorités iraniennes d'annuler la condamnation à mort du jeune rappeur, appelant à sa “libération immédiate et inconditionnelle”.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mercredi 26 juin 2024

Kurdistan d'Irak: après moult reports les élections régionales fixées au 20 octobre

Erbil (Irak), 26 juin 2024 (AFP)

— Les élections législatives du Kurdistan d'Irak auront lieu le 20 octobre, ont annoncé mercredi les autorités de cette région autonome du nord du pays, après plusieurs reports et des querelles politiques ayant retardé le scrutin depuis près de deux ans.

Initialement prévues à l'automne 2022, les élections pour élire la centaine de députés du parlement régional du Kurdis-

tan d'Irak ont été repoussées à plusieurs reprises. Elles devaient se tenir le 10 juin, mais n'ont finalement pas eu lieu.

“Le 20 octobre seront organisées les élections parlementaires du Kurdistan d'Irak”, a annoncé dans une allocution télévisée le porte-parole de la présidence kurde, Dilshad Shahab, lisant un décret du président Nechirvan Barzani.

En février, la justice irakienne

avait décidé de réduire de 111 à 100 le nombre de sièges du Parlement kurde, supprimant de fait un quota réservé aux minorités chrétiennes et turcomane.

Ce verdict avait mécontenté le PDK, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), formation historique qui domine le pouvoir dans la région autonome.

Dans la foulée, le PDK avait annoncé un boycott du scrutin

et n'avait pas inscrit de candidats, entraînant ainsi un nouveau blocage politique dans un pays où toute décision majeure est souvent négociée par les principales forces de l'échiquier.

Les autorités judiciaires ont finalement rétabli cinq sièges réservés aux minorités parmi les 100 députés. Et le PDK a décidé de revenir sur son boycott et de participer au scrutin.

L'autre poids lourd de la politique kurde et rival du PDK, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a plusieurs fois fustigé le report des élections.

La région du Kurdistan, autonome depuis 1991, se présente comme une oasis de stabilité propice aux investissements étrangers en Irak. Mais militants

et opposition y dénoncent, entre autres maux, corruption, clientélisme pratiqué par les clans au pouvoir et répression de toute voix dissidente.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

25 juin 2024

Kurdistan d'Irak: quatre passeurs arrêtés pour un naufrage au large de l'Italie

Souleimaniyeh (Irak), 25 juin 2024 (AFP) — Le Kurdistan d'Irak a annoncé mardi l'arrestation de quatre passeurs soupçonnés de "trafic d'êtres humains" pour leur implication dans le naufrage d'un voilier au large des côtes italiennes, un drame ayant fait une trentaine de morts et des dizaines de disparus.

Plus de 60 personnes sont portées disparues après le naufrage du voilier au large de la Calabre à la mi-juin, tandis que onze personnes ont été secourues. Selon des ONG et des témoignages des proches de victimes, l'embarcation transportait une majorité de Kurdes venus d'Irak et d'Iran, mais aussi des familles afghanes.

En lien avec cette affaire, "quatre personnes considérées comme des pontes du trafic d'êtres humains ont été arrêtées", ont annoncé mardi dans un communiqué, les Assayech, forces de sécurité du Kurdistan, région autonome du nord de l'Irak.

Le texte donne uniquement les initiales des quatre passeurs, "soupçonnés d'être impliqués dans le voyage, de manière illégale, d'habitants de la région du Kurdistan vers les côtes italiennes, ce qui a conduit au naufrage de leur yacht".

Les quatre hommes ont été arrêtés dans la province de Souleimaniyeh, deuxième ville de la région autonome, a indiqué

à l'AFP un responsable de sécurité s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

Jusqu'ici, 36 corps ont été récupérés par les autorités italiennes, selon un dernier bilan fourni mardi, alors que les recherches se poursuivent pour retrouver les disparus qui se trouvaient à bord du bateau, parti de Turquie.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), quelque 3.155 migrants sont morts ou ont disparu en Méditerranée l'année dernière et plus de 1.000 personnes sont mortes ou portées disparues depuis le début de l'année.

La Méditerranée centrale est la

route migratoire la plus meurtrière au monde et représente 80% des morts et disparus en Méditerranée. De nombreux migrants partent de Tunisie ou de Libye en bateau pour l'Europe, l'Italie étant souvent leur premier point d'arrivée.

Mi-mai, les autorités du Kurdistan irakien avaient annoncé l'arrestation d'un passeur de migrants surnommé "Scorpion", recherché dans plusieurs pays européens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 juin 2024

Turquie: arrestation d'un haut gradé accusé de trafic d'êtres humains

Istanbul, 27 juin 2024 (AFP) — Un général de brigade turc soupçonné de trafic d'êtres humains entre la Syrie et la Turquie a été arrêté et écroué, ont indiqué jeudi des sources au sein du ministère turc de la Défense.

Le militaire, qui supervisait des troupes turques déployées dans le Nord de la Syrie, est accusé d'avoir utilisé son véhicule de fonction dans le cadre de ce trafic vers la Turquie qui lui aurait rapporté des milliers de dollars, ont affirmé des médias turcs cette semaine.

Les sources au sein du ministère turc de la Défense ont indiqué sous couvert d'anonymat que le haut gradé avait été contraint de prendre sa retraite dans la foulée de son arrestation, sans préciser la date ni le lieu de celle-ci.

"Des procédures administratives et judiciaires sont en cours", ont précisé ces sources.

L'armée turque, qui dispose de troupes et de supplétifs dans le Nord de la Syrie, y vise régulièrement les Unités de pro-

tection du peuple (YPG), un groupe de combattants kurdes.

La Turquie affirme que les YPG sont une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'elle considère comme "terroriste".

Plus de 3,2 millions de Syriens ont trouvé refuge en Turquie depuis le début de la guerre civile en Syrie en 2011, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

La répression brutale cette année-là d'un soulèvement contre le régime de Bachar al-Assad a déclenché une guerre civile qui a fait plus d'un demi-million de morts et plus de sept millions de déplacés, plongeant le pays dans une profonde crise économique et humanitaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 juin 2024

La sociologue franco-turque Pinar Selek dénonce son “procès kafkaïen” vendredi à Istanbul

Nice, 27 juin 2024 (AFP) — Le procès de Pinar Selek, poursuivie depuis 26 ans en Turquie pour “terrorisme” malgré quatre acquittements, doit se tenir vendredi après-midi à Istanbul, toujours en l’absence de la sociologue et écrivaine réfugiée en France qui dénonce un “acharnement” irrationnel.

Cette nouvelle audience a lieu après la décision de la Cour suprême turque d’annuler, il y a deux ans, le dernier acquittement prononcé en 2014 contre la chercheuse qui enseigne désormais à l’université à Nice (sud-est).

“C’est un procès kafkaïen. Je suis face à l’irrationalité, et après 26 ans, je refuse de m’y habituer, même si c’est difficile d’imaginer ce qui peut se passer vendredi”, explique-t-elle à l’AFP.

Une soixantaine de membres de son comité de soutien, dont de hauts responsables d’universités, seront présents au tribunal. Mme Selek suivra pour sa part les débats depuis Lyon, dont elle a été récemment faite citoyenne d’honneur, au cœur d’un rendez-vous qui se veut militant et culturel à l’Hôtel de ville.

“Le message est clair: la solidarité féministe transnationale est l’antidote le plus efficace contre le fascisme”, insiste-t-elle.

Agée de 52 ans, Pinar Selek avait été arrêtée en 1998 pour ses travaux sur la communauté kurde, avant d’être accusée d’être liée à une explosion qui venait de faire sept morts au bazar aux épices d’Istanbul.

Une expertise a montré que le drame était dû à l’explosion ac-

cidentalité d’une bouteille de gaz mais les poursuites n’ont pas cessé, malgré ses quatre acquittements en 2006, 2008, 2011 et 2014.

Libérée en décembre 2000, Mme Selek est un temps restée se battre en Turquie, avant que les menaces ayant suivi la publication et le succès d’édition de “Devenir un homme en rampant”, un recueil de témoignages sur la construction de la masculinité dans le service militaire, ne la poussent à l’exil.

Partie d’abord en Allemagne, elle est ensuite venue en France, pays dont elle a la nationalité, mais les menaces persistent et un mandat d’arrêt international limite ses possibilités de déplacements.

Infatigable militante, elle a repris l’an dernier les entretiens de “Devenir un homme en

rampant” pour approfondir et élargir sa réflexion sur les racines de l’hégémonie masculine en Turquie et ses conséquences sur la violence politique dans “Le chaudron militaire turc”, publié en octobre 2023.

“L’acharnement contre notre collègue est insupportable. Il méconnaît ses droits les plus élémentaires. Il méprise aussi la liberté académique et en cela concerne toute la communauté scientifique”, ont dénoncé mi-juin l’Université Côte d’Azur et l’association France Universités, qui réunit les dirigeants de 115 établissements publics d’enseignement supérieur et de recherche.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

29 juin 2024

Le réformiste Pezeshkian, partisan d’un Iran plus ouvert

Téhéran, 29 juin 2024 (AFP) — C’est le candidat que personne n’avait vu venir: le réformateur Massoud Pezeshkian, qui s’est qualifié pour le second tour de la présidentielle, plaide pour un Iran plus tolérant socialement et plus ouvert à l’Occident.

Arrivé en tête du premier tour vendredi avec 42% des suffrages, le “docteur”, comme l’appellent de nombreux Iraniens, va devoir mobiliser les électeurs modérés et réformateurs pour l’emporter sur le candidat conservateur Saïd Jalili le 5 juillet.

Nul n’aurait parié sur ce député de Tabriz, la grande ville du nord-ouest de l’Iran, lorsque sa candidature a été acceptée par le Conseil des gardiens avec cinq autres candidats, tous conservateurs, pour cette présidentielle avancée en raison du décès accidentel du président Ebrahim Raïssi.

A 69 ans, Massoud Pezeshkian n’est, en effet, pas l’une des figures de proue des camps réformateur et modéré, qui ont nettement perdu en influence face aux conservateurs ces dernières années.

- Défenseur des minorités -

Mais cet homme très pieux a réussi à obtenir leur soutien, notamment des anciens présidents Mohammad Khatami et Hassan Rohani, ainsi que de l’ex-ministre des Affaires étrangères Javad Zarif, l’architecte de l’accord nucléaire conclu avec les grandes puissances en 2015.

Depuis le début de la campagne, Massoud Pezeshkian a cultivé une certaine humilité, tant sur son apparence, étant vêtu d’une simple veste, que

dans ses discours, dénués d’envolées et de fortes promesses.

Ce père de famille, qui a élevé seul trois enfants après la mort de son épouse et d’un autre enfant dans un accident de voiture en 1993, se qualifie de “voix des sans-voix”.

Il promet de travailler, s’il est élu, à améliorer les conditions de vie des plus défavorisés.

Par rapport à ses adversaires, ce chirurgien de profession a une expérience gouvernemen-

taite limitée. Elle se résume à un poste de ministre de la Santé de 2001 à 2005 dans le gouvernement réformateur de Mohammad Khatami.

Depuis 2008, il représente la ville de Tabriz au Parlement et s'est fait connaître pour ses critiques envers le pouvoir, notamment lors du vaste mouvement de protestation provoqué par la mort en détention de Mahsa Amini, une jeune Kurde, en septembre 2022.

Ses origines le poussent à défendre les minorités, notamment celles du nord-ouest. Né le 29 septembre 1954 à Mahabad, une ville de la province de

l'Azerbaïdjan occidental, il parle azéri et kurde.

Depuis le début de la campagne, il prône un réchauffement des relations entre l'Iran et les pays occidentaux, Etats-Unis en tête, afin d'obtenir la levée des sanctions qui affectent durement l'économie.

- Sortir de "l'isolement" -

"Nous ne serons ni anti-Occident ni anti-Est", a-t-il déclaré, en souhaitant que l'Iran sorte de son "isolement".

Il a promis de négocier directement avec Washington pour la relance des pourparlers sur le nucléaire iranien, au point mort

depuis le retrait américain en 2018.

"Si nous parvenons à faire lever les sanctions américaines, les gens auront une vie plus confortable", a-t-il estimé.

Sur le plan intérieur, il cherchera à mettre fin aux "divergences" entre les forces politiques qui, selon lui, constituent la "principale cause des problèmes" du pays.

Il dénonce par ailleurs le recours à la force par la police pour appliquer l'obligation du port du voile par les femmes.

"Nous nous opposons à tout comportement violent et inhu-

main (...) notamment envers nos soeurs et nos filles, et nous ne permettrons pas que de tels actes se produisent", a-t-il déclaré.

Déjà, en 2022, il s'était élevé contre le manque de transparence des autorités sur l'affaire de Mahsa Amini, morte en détention après son arrestation par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict pour les femmes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.